Ariel SHARON

ENTRETIENS INTIMES avec URI DAN

DIRECTEUR DE COLLECTION MARC FRANCELET

Michel LAFON

ENTRETIENS INTIMES

Uri DAN

ARIEL SHARON
ENTRETIENS INTIMES
avec
URI DAN

Directeur de collection Marc Francelet

Michel LAFON

DU MÊME AUTEUR

90 minutes à Entebbe, Stanké, 1976
Mossad, les services secrets israéliens, Stanké, 1977
L'Inconnu de la Piazza Navona, Stock, 1978
Exodus et la naissance d'Israël, Fixot, 1987
Qui a tué Maxwell ?, Édition Michel Lafon, 1992
Mossad, cinquante ans de guerre secrète, Presses de la Cité, 1996

En collaboration avec Ben Porat :

L'Espion qui venait d'Israël, Fayard, 1967
Mirage contre Mig, Laffont, 1968
Poker d'espions, Fayard, 1969
Opération Babylone, Balland, 1986

En collaboration avec Peter Man :

Ultimatum uranium, Stock, 1980
Capturer Eichmann, Édition n°1, 1987

En collaboration avec Dennis Eisenberg :

Crimes d'État, Belfond, 1996

Ouvrages collectifs :

Kippour, Hachette Littérature, 1974
De Gaulle contre Israël 1969, Document sur l'embargo, Édition spéciale

Toutes les photographies sont issues de la collection privée de l'auteur, sauf celle de Uri Dan et Joseph Kessel (© Christian Brancourt) et celle du 17 janvier 1991 (© Claude Azoulay).

Tous droits de traduction, d'adaptation et de reproduction réservés pour tous pays.

© Éditions Michel Lafon, 2006.
7-13, boulevard Paul-Émile-Victor - Île de la Jatte
92521 Neuilly-sur-Seine Cedex

À mon épouse Varda et mon fils Oron, qui m'ont soutenu durant toutes ces années, dans mon combat pour Ariel Sharon.

AVANT-PROPOS

En Israël, il est plus facile de faire l'histoire que de l'écrire. Il n'est pas rare qu'un ordre donné devienne un acte historique. Ou une erreur historique.

Tout au long de notre existence, les actes les plus nobles, les plus extraordinaires ont été accomplis en un tel nombre et à une cadence si stupéfiante qu'il s'avère très difficile de les relater après coup.

C'est pourtant ce que j'ai tenté de faire en écrivant ce livre. Depuis un demi-siècle, je suis l'ami d'Ariel Sharon. Depuis plus de quarante ans, je tiens régulièrement un journal de nos conversations, de ses confidences, des réflexions qu'il a bien voulu partager avec moi. J'ai toujours été convaincu, en effet, que Sharon était l'homme qui incarnait le mieux le destin d'Israël. Préserver ses analyses et ses opinions représentait à mes yeux un devoir civique, à l'égard d'un être que même ses adversaires, aujourd'hui, n'hésitent plus à assimiler à un héros biblique. En plus de ces conversations intimes capturées sur le vif, au cœur même de l'événement, on trouvera dans cet ouvrage les principaux entretiens exclusifs que m'a accordés Ariel Sharon tout au long de ces décennies.

Ce sont donc cinquante années de la pensée et de l'action d'un leader hors du commun que le lecteur découvrira ici. Personnellement, je serais très heureux s'il pouvait y voir aussi – et surtout – l'histoire d'une profonde, constante et inconditionnelle amitié avec cet homme qui m'écrivait : « Plus que tout, tu es pour moi un ami véritable qui a toujours été là. » Je suis toujours là.

Paris, Tel-Aviv, mai 2006
URI DAN

Jérusalem, le 8 septembre 2005

Pour Uri, mon ami et compagnon,
à l'occasion de ses soixante-dix ans

Il est des êtres dont on peut dérouler l'existence comme une succession d'instantanés inoubliables tels qu'ils ont été saisis par l'objectif d'une caméra. Il en est d'autres dont on peut décrire l'existence avec quelques milliers de mots.

Toi, Uri, tu as eu le privilège de voir que les mots que tu as écrits et les images que tu as saisies pendant plus de cinquante ans retracent de manière passionnante un vécu que peu d'autres ont connu. Mieux encore : tu as fixé à jamais les moments décisifs du processus historique de la re-naissance de la nation juive dans sa patrie.

Pour moi, tu as été et tu seras toujours un journaliste zélé et plein de ressources, un écrivain et un conseiller, un professionnel « sans peur et sans préjugés ». Plus que tout, tu es pour moi un ami véritable qui a toujours été là, dans les moments de gaieté et de réjouissances, dans les heures difficiles des peines et des tragédies personnelles ; dans la joie lumineuse des victoires comme dans les nuits sombres sous les tirs croisés dans la Cour de la Mort, les opérations de représailles et autres missions qu'il serait trop long d'énumérer.

Par-dessus tout, je n'oublie pas ta présence à mes côtés dans ces moments qui précèdent des décisions fatidiques, ces instants

propres à la « solitude du chef ». Tu étais là sans rien dire, mais tu étais là et c'est ce qui importe.

Tu es un homme d'expérience ouvert au monde. J'ai toujours admiré l'ampleur de tes connaissances et l'appréciation dont tu fais l'objet un peu partout.

Quelles que soient les paroles prononcées ici ou là, il reste toujours cette complicité qu'un étranger ne peut comprendre et pour laquelle je voudrais te dire un seul mot : merci.

Avec toute mon amitié,
Arik

ראש הממשלה
Prime Minister

ד' אלול, תשס"ה
8 ספטמבר, 2005

לאורי ידידי ורעי במלאות לך שבעים,

יש אנשים שאפשר לספר את מסכת חייהם כרצף של תמונות מרגעים בלתי נשכחים כפי שנקלטו בעין המצלמה.
ויש כאלה שאפשר לתאר את מסכת חייהם בכמה אלפי מילים.
לך אורי, נפלה הזכות שבמשך למעלה מיובל שנים המילים שכתבת והתמונות שצילמת הם תיעוד מרתק של מסכת חיים שאין רבים שחוו אותם. אבל יותר מכך: הם תעודה מאלפת של רגעים היסטוריים שהנצחת ותיעדת בתהליך ההסטורי של תקומתה המחודשת של האומה היהודית במולדתה.

עבורי היית ותמיד תהיה – עיתונאי חרוץ ורב תושייה, סופר ויוצר, איש מקצוע "ללא מורא וללא משוא-פנים". אך יותר מכל – אתה לי חבר וידיד אמת שתמיד היה שם, ברגעי השמחה והתעלות; בשעות הקשות של כאב וטרגדיה אישיים; בימים של שמחת הניצחון ובלילות חשוכים תחת אש צולבת "בחצר", או בפעולות התגמול ובשאר שדות חקרב שתקצר הירעה מלפרטם.

אבל יותר מכל אני זוכר לך שהיית עמי באותם שעות שלפני הכרעות גורליות, ברגעים המיוחדים של "בדידותו של המפקד" – היית שם ושתקת, אבל היית וזה החשוב.

אתה איש העולם הגדול. תמיד התפעלתי מהידע הרב שלך ומההערכה הרבה שרוחשים לך ברחבי העולם.

ואחרי כל מה שנאמר, תמיד נשארת הרעות, שזר לא יבין אותה ועליה רציתי לומר לך מילה אחת: תודה.

שלך,
אריאל שרון

Jerusalem, Israel

1954

PREMIÈRE RENCONTRE

La première fois que j'ai rencontré Ariel Sharon, dans son QG de Tel-Nof, au sud de Rehovot, en 1954, ni lui ni moi ne nous doutions qu'une amitié naîtrait entre nous, une amitié qui se poursuivrait sans interruption durant plus de cinquante ans.

Jeune soldat de dix-neuf ans, je suis arrivé au QG sans avoir demandé la moindre autorisation : j'ignorais que l'existence de son régiment, le 890e de parachutistes – la seule unité de parachutistes d'Israël –, était secrète et que le nom même de Sharon restait secret. Tout était secret dans ce pays né à peine six ans auparavant, en 1948. Pourtant, l'officier de faction me fit entrer dans l'étroit bureau du commandant.

Un béret rouge était posé sur sa table militaire, recouverte d'une nappe vert foncé. Au-dessus de la table brillait une ampoule suspendue à un câble électrique.

– Alors ? Quel bon vent vous amène ici ? a lancé Sharon de sa voix claire, un peu tonitruante.

Il se tenait bien droit dans son uniforme sombre impeccable, ses galons de lieutenant-colonel sur les épaules. Ses yeux m'ont scruté avec suspicion ; j'apprendrais bientôt que c'était chez lui une seconde nature. Plus il monterait en

grade, plus il se montrerait soupçonneux. Ses cheveux châtains étant parsemés de fils blancs, il semblait nettement plus âgé que ses vingt-six ans. Et Sharon avait combattu lors de la guerre d'Indépendance, ce qui m'inspirait à la fois du respect et de la crainte car je savais combien ces batailles avaient fait couler de sang.

Né dans la Palestine mandataire, le 26 février 1928, Ariel Sharon était le fils de Shmouel et Vera Scheinerman, un Russe et une Biélorusse, qui s'étaient installés en 1922 dans le moshav[1] de Kfar Malal, au nord de Tel-Aviv. Comme beaucoup de ses compagnons d'armes, il avait troqué son nom contre un patronyme hébraïsé, choisissant à cet effet le nom de sa région natale.

Je restai donc debout devant le commandant Sharon et lui expliquai que j'étais correspondant de l'hebdomadaire militaire *Bamahané* :

– J'ai entendu que vous effectuez des opérations militaires au-delà des lignes ennemies. J'aimerais accompagner votre unité sur le champ de bataille.

– Qui a parlé ? Qui n'a pas su fermer sa bouche ? s'exclama Sharon.

Ses yeux rougis par le manque de sommeil brillaient de colère.

Comme j'ignorais tout des lois militaires, des secrets d'État, de la censure et des règles de sécurité, je n'avais pas compris qu'un simple soldat devait demander une autorisation spéciale pour se rendre dans telle ou telle base. Je venais de réaliser mon rêve d'enfant : j'étais devenu reporter. Uri Avneri, le rédacteur en chef de l'hebdomadaire *Haolam Hazé*, m'avait embauché l'année précédente.

---

1. Coopérative agricole (au pluriel « moshavim »).

Lorsque le moment vint pour moi de revêtir l'uniforme, Avneri me recommanda au général Tsvi Tsour. Mon patron avait même écrit dans son journal un article à mon sujet. J'avais rougi de fierté en lisant :

« Un jour viendra où Uri Dan sera l'un des plus grands journalistes d'Israël. »

Grâce à l'appui du général Tsour, après la formation militaire d'usage, on me nomma correspondant à *Bamahané*, l'organe de presse de l'armée. À l'affût de toute information, j'avais entendu une rumeur sur une unité secrète dirigée par un certain Ariel Sharon : on affirmait que ses hommes s'infiltraient à Gaza ou en Cisjordanie pour y effectuer des opérations de représailles chaque fois que des terroristes tuaient des Juifs en Israël.

Ainsi me suis-je retrouvé devant le lieutenant-colonel Ariel Sharon :

– Qui a parlé ? a-t-il demandé à nouveau.

– Mon colonel, je ne m'en souviens pas, ai-je bafouillé, en pensant à cette règle d'or des journalistes : « Ne jamais dévoiler ses sources. »

– Eh bien, tu as intérêt à retrouver la mémoire... Nous avons toute la nuit.

Après un long moment, Sharon m'invita à m'asseoir. Préserver les secrets militaires, politiques et privés était à ses yeux une règle d'or ; pas question pour lui d'accorder sa confiance à qui ne comprenait pas ce principe.

Il m'expliqua que les opérations des parachutistes devaient demeurer secrètes et qu'il était impossible d'en parler – même dans un journal militaire –, à moins que Moshé Dayan en personne, le chef d'état-major, ne m'y autorise. Il ajouta qu'afin que je puisse accompagner son unité, dans la mesure où j'obtiendrais une telle autorisation, il faudrait d'abord que je suive une formation d'officier, une de

parachutiste, une de commando et une de combat. Après seulement, je pourrais revenir le voir.

C'est dans cet esprit qu'il mena cette première conversation avec le soldat que j'étais. Une conversation qui allait avoir des répercussions sur toute ma vie personnelle et professionnelle.

Soudain, il me lança :

– Est-ce vrai ce qu'Uri Avneri écrit sur toi dans le journal ? Qu'un jour tu seras l'un des plus grands journalistes d'Israël ?

– Mon colonel, je ne sais pas !

Comment Sharon pouvait-il se rappeler un article paru des mois auparavant ? Et, par-dessus le marché, dans un journal qui avait déclaré une guerre ouverte au gouvernement du Premier ministre David Ben Gourion ?

L'article élogieux d'Uri Avneri a-t-il pesé sur sa décision de me laisser accompagner son commando ? Quelle ironie de l'histoire si tel fut le cas : le même Uri Avneri deviendrait plus tard le porte-parole officieux de Yasser Arafat et son principal soutien en Israël...

De longues années plus tard, Sharon m'a avoué que son amitié pour moi était née cette nuit-là, au moment où j'avais refusé de lui révéler mes sources. Cela lui avait plu.

Quarante ans plus tard, août 1994

Le téléphone sonne dans ma chambre de l'hôtel Taranne, boulevard Saint-Germain, à Paris. C'est Ariel Sharon.

– Tu descends toujours au même hôtel quand tu es en France ? me taquine-t-il.

– Toujours ! De la fenêtre de ma chambre, je vois, comme d'habitude, l'église Saint-Germain-des-Prés, le Flore et les Deux Magots. Je n'ai pas encore décidé dans lequel je vais descendre prendre un café et un croissant...

– Je suis à mon bureau de Tel-Aviv. L'ambiance au Likoud est si pourrie que j'aurais préféré me balader à Paris. La brasserie Lipp est toujours là ?

– Bien sûr ! Tout près de l'hôtel.

– Ici, enchaîne-t-il, Yitzhak Rabin et Shimon Peres continuent d'accorder n'importe quoi aux Palestiniens. Et chez nous, au Likoud, Netanyahou se vante d'être le futur Premier ministre.

Il plaisante, mais je perçois de l'amertume dans sa voix.

– Ne t'étonne pas, il est très possible qu'il devienne Premier ministre, dis-je. Bibi est très populaire. Tu n'as pas intérêt à lui mettre des bâtons dans les roues : tu risquerais d'y laisser ta peau.

Cette confrontation avec Bibi ne lui plaisait pas du tout : lui qui avait tant fait pour Israël au cours des batailles, lui qui avait fondé le Likoud, se retrouvait éclipsé par un blanc-bec. Benyamin Netanyahou n'était entré en lice dans la politique nationale que depuis peu, comme vice-ministre des Affaires étrangères, après sa mission, réussie d'ailleurs, d'ambassadeur d'Israël auprès de l'ONU. Sharon me coupa :

– Ce n'est pas pour cela que je te téléphone. *Haaretz* prépare un article sur notre amitié. Une de ses correspondantes m'a appelé et je voudrais ta permission.

– Orit Galili ? Elle m'a également contacté. Mais *Haaretz* te déteste tellement que j'hésite à répondre à ses questions.

– C'est pour cette raison que je te demande s'il est judicieux, pour rétablir les choses, d'accepter son interview, conclut-il.

– Et comment !

– Bon. Maintenant, tu peux aller boire ton café aux Deux Magots.

À mon retour en Israël, l'article avait paru sur plusieurs pages dans le supplément de *Haaretz*, sous le titre : « Le début d'une merveilleuse amitié ». C'était une agréable surprise, venant de ce journal qui avait annoncé dans ses colonnes, non sans joie, la fin de la carrière politique de Sharon. Voici quelques extraits.

« Aux yeux des politiciens et des journalistes, le lien entre Sharon et Dan semble une alliance d'intérêts. Sharon constituait une excellente source d'informations pour Uri Dan en tant que correspondant militaire et Dan le lui a bien rendu en le couronnant dans la presse du titre de *Arik, roi d'Israël.* Au fil des ans s'est nouée une profonde amitié, que d'aucuns qualifieront d'unilatérale. *Entre nous, il n'y a pas de comptes d'apothicaire,* dément Uri Dan. Et pourtant il est évident que le journaliste endosse le rôle de l'élève, admirant Sharon tel un père spirituel, tandis que Sharon le soutient comme un fils bien que huit ans seulement les séparent : Ariel Sharon a soixante-six ans, et Uri Dan, cinquante-huit. Entre eux se sont tissées des relations de fidélité totale. Il n'y a pas d'homme, en dehors de sa famille, en qui Sharon ait autant confiance qu'en Uri Dan, et réciproquement.

Durant deux ans, Uri Dan a participé à toutes les opérations de représailles commandées par Sharon. Il était avec les parachutistes à Houssan, Kalkilya et Kinnereth. Et durant la guerre du Sinaï, il a sauté avec eux sur le col de Mitla. À l'instigation de Sharon, Uri Dan a même suivi une forma-

tion d'officier pour couvrir les combats en première ligne. Sharon confirme : *Uri est l'un des rares correspondants militaires qui aient vécu les guerres. Beaucoup ont écrit sur les batailles, mais, lui, il les a vues tout en combattant dans les tranchées.*

En 1973, Uri Dan a fait cette déclaration restée célèbre : *Ceux qui n'ont pas voulu de Sharon en tant que chef d'état-major l'auront comme ministre de la Défense. Ceux qui ne veulent pas de lui comme ministre de la Défense l'auront comme Premier ministre.*

Il répétera la deuxième partie de cette prédiction dix ans et une guerre plus tard, quand Sharon quittera le ministère de la Défense après l'enquête sur les massacres de Sabra et Chatila. Sharon a-t-il aimé cette phrase ? Au début, pas tant que ça.

Je lui ai demandé ce qu'il en pensait aujourd'hui. *Ce qui m'inquiète,* m'a-t-il répondu en souriant, *c'est que les prévisions d'Uri Dan se sont toujours révélées justes sur le plan national ; sur le plan personnel, je ne veux pas en parler.*

Sharon apprécie l'originalité de Dan : *Uri est l'un des rares journalistes qui écrivent des articles de leur cru. Quand je lis d'autres chroniqueurs militaires, je sais exactement à qui ils ont parlé. Uri, lui, possède toujours des informations de première main. Plus d'une fois, il m'a communiqué des renseignements essentiels avant qu'ils fassent officiellement surface.*

Je n'ai jamais rédigé d'article critique contre Arik, explique Uri Dan, *par éthique professionnelle, car je ne voulais pas jouer au journaliste objectif. Au moins ma subjectivité est connue, elle est déclarée : je suis au côté de Sharon.*

Sharon ajoute : *Uri a un immense talent et, à cause de moi, il a subi de nombreuses épreuves injustifiées. Nous avons certes parfois des différends. Plusieurs fois, je lui ai suggéré : "Si tu n'es pas d'accord avec moi, pourquoi ne le dis-tu pas ? Pourquoi*

ne l'écris-tu pas ? Si tu m'attaquais un peu, de temps en temps, tu deviendrais l'un des journalistes les plus populaires d'Israël."

Uri Dan se refuse à donner un exemple de polémique qui l'aurait opposé à Sharon. *Mais ça ne veut pas dire que nous soyons d'accord sur tout. Mon amitié avec Arik est fondée sur une franchise totale,* précise-t-il.

Sharon, pour sa part, accepte de raconter deux grandes controverses : *Uri s'est opposé au retrait des localités de Yamit dans le Sinaï. Il redoutait des problèmes à long terme, ainsi que la création d'un précédent. Je lui ai répondu, à l'époque, que, sans retrait, il ne pouvait y avoir d'accord de paix avec l'Égypte. Quelques années auparavant, il m'avait également reproché d'avoir soutenu qu'Arafat était un interlocuteur valable. Sur le moment, j'ai estimé qu'il avait tort ; aujourd'hui, je pense qu'il avait raison.*

Le jour où Ariel Sharon et Uri Dan ont quitté le ministère de la Défense, le magazine américain *Time* a publié un article prétendant que Sharon avait encouragé les chefs des Phalanges chrétiennes au Liban à massacrer les Palestiniens de Sabra et Chatila. Sharon a alors décidé d'attaquer *Time* en diffamation ; il a connu l'une des périodes les plus difficiles de sa carrière, mais n'a jamais été abandonné par son fidèle ami Uri Dan. Pendant vingt-trois mois, ils ont bataillé de concert. Une fois le jugement prononcé en sa faveur, Sharon a remercié Dan, sans effusions, comme à son habitude. Il lui a simplement dit : *Sans toi, je n'aurais pas été capable de m'en sortir.* »

1948

LA GUERRE D'INDÉPENDANCE

Le 29 novembre 1947, l'Assemblée générale des Nations unies vote la résolution 181 qui stipule un partage de la Palestine, sous mandat britannique depuis les années 1920, en deux États, l'un juif, l'autre arabe, avec Jérusalem sous contrôle international. Le refus de ce plan par les pays arabes conduira à la première guerre israélo-arabe, déclenchée le lendemain de la proclamation de l'indépendance de l'État d'Israël. Le 15 mai 1948, les armées de Transjordanie, d'Égypte et de Syrie, aidées de contingents libanais et irakiens, passent à l'attaque.

Je n'avais que douze ans au début de la guerre d'Indépendance, mais je sais combien les batailles ont été rudes. J'ai tremblé lorsque les Arabes de Jaffa ont attaqué en 1948, j'ai pleuré lorsque la Vieille Ville de Jérusalem est tombée aux mains des Jordaniens, et avec elle le Mur occidental [1].

Sharon, lui, commandait une compagnie d'infanterie. Sur la route de Latroun, la redoutable Légion arabe infligea à Tsahal une défaite cuisante. À l'occasion du cinquantenaire de l'État juif, il m'a confié les leçons que lui a inspirées cet épisode.

---

1. Aussi connu sous le nom de mur des Lamentations.

*
**

Ariel Sharon, il y a tout juste cinquante ans, en mai 1948, vous êtes grièvement blessé durant la bataille de Latroun, engagée pour forcer le blocus de Jérusalem et reprendre aux Jordaniens le poste de police qu'ils occupaient. L'image que vous en gardez, celle de votre course éperdue à travers un champ en flammes dans la canicule de l'été, en short et sandales, gémissant de douleur, vous a-t-elle influencé ?

Des chaussures, pas des sandales. En short, oui. Et pas en train de courir, mais de ramper à grand-peine. Oui, cette bataille m'a durablement influencé à beaucoup d'égards, avant tout en ce qui concerne le traitement des blessés.

Comment cela ?

Tout le monde n'a pas réussi à s'échapper. Des soldats sont restés sur le champ de bataille. Des hommes de mon groupe. Je commandais la section d'assaut de la force chargée d'ouvrir la route de Jérusalem et de libérer le village de Latroun. Nous devions ensuite descendre aux abords du monastère trappiste et continuer si possible jusqu'au poste de police. C'était le but de l'attaque. Nous avons donné l'assaut à l'aube du 26 mai 1948.

À l'aube ?

Oui. Nous étions supposés attaquer pendant la nuit, mais des différends au sein de l'état-major nous ont retardés. L'autobus qui devait transporter ma section sur les lieux était garé près des baraquements au nord du kibboutz Hulda et j'ai vu les officiers supérieurs discuter à l'intérieur. Or le temps passait. J'ignorais, bien sûr, l'objet de leur désaccord, je savais seulement que je devais prendre la partie gauche du village et descendre jusqu'au monastère de Latroun. Je craignais par-dessus tout de me retrouver coincé là-bas en

plein jour avant d'avoir terminé ma mission. Et les discussions s'éternisaient...

Longtemps après, j'ai appris que le débat s'était envenimé entre l'état-major de la 7e brigade, tout juste formée, et les commandants des bataillons. Ces derniers déconseillaient l'assaut à cause de la supériorité numérique des Jordaniens. En définitive, c'est Ben Gourion qui exigea cette attaque – il l'a d'ailleurs noté dans son journal. Il redoutait qu'un cessez-le-feu n'intervienne avant que nous n'ayons réussi à atteindre des frontières défendables. C'était une pomme de discorde constante entre lui et l'état-major. À plusieurs reprises, conscient de la fuite du temps, il a exigé davantage de combativité.

Et c'est seulement plus tard que vous avez appris tout cela ?

Oh oui, bien plus tard. En cette nuit du 25 au 26 mai 1948, je me contentais d'attendre avec impatience l'ordre de départ. Nous étions en guerre depuis près de six mois, ma section avait déjà participé à plusieurs opérations et subi de nombreuses pertes. Les heures s'écoulaient, alors que nous avions envie de bouger et d'agir. J'ai aussi commencé à m'inquiéter en apprenant que nous aurions l'appui de deux canons mexicains de 65 mm. N'ayant jamais vu de canon en action, j'avais le sentiment qu'il ne nous resterait plus rien à faire !

J'avais expliqué à mes hommes l'importance de cette opération pour forcer le blocus de Jérusalem. Nul n'en doutait, malgré les pertes que nous déplorions depuis le début du conflit. Dix hommes à tel endroit, 15 ailleurs, 40 encore ailleurs. Tout le temps, des pertes douloureuses. Cependant, tout au long de cette guerre, je n'ai jamais eu le sentiment – et je pense que c'était la caractéristique de ma génération – que nous étions impuissants face aux Arabes. Je ne me souviens pas d'un seul instant de désespoir.

Même lorsque vous aviez en face de vous l'armée la mieux préparée, la Légion arabe ?

Oui. En réalité, nous ne savions pas grand-chose d'elle : simplement que la Légion avait déjà conquis la Vieille Ville de Jérusalem.

Que s'est-il passé au cours de cette bataille, dont vous reconnaissez l'influence sur votre doctrine militaire ?

Un combat atroce... Nous ne sommes arrivés sur place que vers 5 heures du matin. Un épais brouillard recouvrait les champs. Juste au moment où nous avancions en terrain découvert, la brume s'est levée d'un seul coup et un tir d'enfer s'est déclenché. Toute la colline d'en face crachait du feu.

Cette colline... Quand on descend de Jérusalem vers Tel-Aviv, on ne la distingue pratiquement pas, mais si on vient du sud, on voit nettement l'oliveraie plantée sur le versant qui monte vers le village.

Comment étiez-vous armés ?

Nous venions de recevoir des armes tchèques. Jusque-là, la moitié de mes hommes – ma section en comptait 35 – était munie d'armes à feu, et l'autre simplement de grenades. Les Soviétiques nous ont permis d'obtenir des fusils tchèques. Nous disposions aussi de mitraillettes, des Sten de fabrication israélienne, et des mitrailleuses Bren ou de type équivalent. Nous avons déploré des blessés dès l'ouverture du combat. Il était impossible d'avancer sous ce tir nourri. Certaines unités de la Légion arabe étaient commandées par des officiers britanniques ; j'ai rencontré l'un d'entre eux neuf ans après, durant mon séjour d'étude au Staff and Command College de Camberley, en Angleterre.

J'ai donné l'ordre de tirer au mortier de 52 mm. Le tireur, un garçon de mon moshav, Azriel Ratzabi, s'est levé pour introduire un obus dans le mortier. Une balle lui a traversé

les poumons et l'a tué. J'ai réussi à amener ma section jusqu'à un petit sentier, à l'orée des vignes actuelles, au-dessous de Latroun. Impossible d'aller plus loin.

À partir de 8 heures du matin, les Jordaniens se sont mis à dévaler la pente, en bondissant parmi les oliviers. Ils ont traversé la route et sont entrés dans les vignes en poussant des hurlements à glacer le sang. Nous tirions sur eux, ils reculaient, puis ils avançaient de nouveau : ça n'arrêtait pas.

C'étaient des villageois ou des soldats ?

Des légionnaires. Jusqu'à midi, nous sommes restés bloqués au pied de la colline. Chaque fois que nous essayions de grimper, ils nous tiraient dessus. Vers midi, des avions irakiens sont entrés en lice. Tout brûlait autour de nous. Nous mourions de soif. Il faisait une chaleur torride de khamsin [1]. Nous n'avions pas emporté d'eau.

Même pas de gourdes ?

Nous n'avions rien. Absolument rien. J'ai été blessé à midi. Une balle dans le ventre, qui est ressortie par la cuisse. J'avais aussi un bras plâtré, souvenir d'un accident qui s'était produit un mois auparavant.

Quelqu'un vous a soigné ?

Non. Nous n'avions pas de pansements non plus.

Vous perdiez du sang ?

Oui, mais par chance aucune artère vitale n'était touchée et je restais pleinement conscient. Sortir de ce guêpier me paraissait impossible. Nous avions déjà 15 morts, 11 blessés et 5 prisonniers. De toute la section, il ne restait que

1. Vent brûlant venu du désert.

4 hommes valides. L'assaut repoussé, nous étions coincés avec un émetteur radio hors d'usage, sans autre moyen de communication, sans aucune possibilité de repli. Les Jordaniens se rapprochaient de temps en temps. Alors, nous tirions et lancions des grenades. Et cela de 8 heures du matin à midi...

Puis nos deux canons ont ouvert le tir. J'ai cru à une reprise de l'offensive, à l'arrivée des renforts, mais à 13 heures un silence total s'est brusquement abattu. Les tirs ennemis ont cessé. Je me suis légèrement redressé. Soudain, j'ai aperçu derrière nous, à l'est, des Arabes qui avançaient furtivement. Ce n'étaient pas des soldats. Ils descendaient de la hauteur occupée jusque-là par nos forces, la colline 314, qui surplombe aujourd'hui la localité de Névé Shalom. J'ai compris que le tir d'artillerie avait servi à couvrir leur retraite. Devant cette nouvelle situation, j'ai donné l'ordre de repli en disant à mes hommes de ne pas se diriger vers le point d'évacuation des blessés au village de Beit Joz, le site actuel du kibboutz Harel, et d'éviter aussi la route de Latroun, où les Jordaniens disposaient d'une unité mécanisée avec des canons.

J'étais à demi mort de soif, épuisé, et la retraite me semblait exiger un effort surhumain... J'ai vu passer devant moi les quatre hommes valides de la section et je ne leur en ai même pas voulu.

Ils n'ont pas aidé leur chef blessé ?

Ils sont passés devant moi et devant d'autres blessés, tout simplement parce qu'il n'y avait aucun moyen de nous évacuer. Nous nous trouvions dans une situation critique : toutes nos forces avaient battu en retraite et nous avions été abandonnés à nous-mêmes. Je craignais que les villageois arabes ne viennent achever les blessés comme à leur habi-

tude. Rassemblant mes dernières forces, je me suis mis à ramper, à me traîner à quatre pattes, sur le sol recouvert de cendres chaudes. Comme je ne portais qu'un short, j'avais les genoux couverts de brûlures ; les mains aussi. Un autre blessé rampait à côté de moi, un homme arrivé dans ma section depuis deux jours. Il avait la mâchoire fracassée, un spectacle d'horreur. Mais à ce moment, c'étaient les bras et les jambes qui comptaient, surtout les jambes. Il progressait à quelques mètres de moi, sur la gauche. Je ne parvenais pas à me rappeler son nom. Il ne pouvait pas parler, et moi, je n'en avais pas la force...

C'était une course étrange entre nous, qui grimpions tant bien que mal, et les villageois qui descendaient la pente. Les Jordaniens tenaient toute la ligne de Latroun : le poste de police, le monastère, le village, et les abords de Dir Eyoub, l'un des objectifs de la brigade. Le soldat qui rampait à mes côtés a reçu une autre balle dans l'épaule, et pourtant le tir jordanien avait cessé. Mais les habitants de Beit Soussin attaquaient à partir de leur village, au sud de l'ancienne route de Jérusalem passant par Shaar Hagaï.

Ils descendaient lentement, en cherchant des blessés à achever et du butin à ramasser. Le sort que les Arabes réservaient à nos blessés nous a certainement aiguillonnés, pas question de le nier. Toujours en rampant silencieusement, nous avons atteint la première terrasse. Mon compagnon d'infortune m'a aidé à la gravir et nous avons continué à nous traîner côte à côte jusqu'à la deuxième terrasse. De nouveau, il m'a aidé à la franchir, et comme cela, de terrasse en terrasse, nous sommes arrivés de l'autre côté de la colline. Quel soulagement... Là, j'ai retrouvé le reste de la compagnie qui battait en retraite.

Le commandant en second de la compagnie, Moshik Lanczet, lui aussi blessé, mais plus légèrement, a tenté de

me hisser sur son dos. Je ne pesais que 68 kilos à l'époque, mais c'était encore trop. J'ai pu néanmoins m'appuyer contre lui et nous avons avancé clopin-clopant à travers les champs incendiés, en évitant de nous approcher de la route à l'ouest et des collines à l'est. Nous voulions atteindre le kibboutz Hulda, à quelques kilomètres de distance. Encore aujourd'hui, je n'arrive pas à comprendre pourquoi j'étais si contrarié d'avoir oublié le nom du soldat qui m'avait aidé à m'enfuir.

Soudain, j'ai vu arriver une Jeep avec une fille du moshav, Rivka Bugin, au volant. Elle était venue voir ce qui se passait sur le front. Rivka avait servi dans l'armée britannique, conduisant des camions dans le désert de Libye. Une grande fille formidable, malheureusement morte depuis. Son frère l'accompagnait, Shmulik Bugin, le fameux conducteur du *Tigre infernal*, le seul blindé de Tsahal, pris aux Jordaniens. En les voyant aller et venir à la recherche de blessés à secourir, je me suis souvenu du nom de mon soldat : Yacov Bugin, leur cousin.

Malgré tout ce qui m'est arrivé depuis, je me rappelle encore le frisson qui m'a saisi. En arrivant près de ce qui est aujourd'hui le carrefour de Nachshon, je me suis à moitié effondré. Quelqu'un m'a pris dans ses bras et m'a déposé dans une automitrailleuse.

Vous vous êtes évanoui ?

Non, mais j'ai eu un instant de flou. Je ne me souviens pas exactement. Il y avait de la fumée partout. Au kibboutz Hulda, on m'a allongé sur une civière. Il fallait rouler longtemps pour atteindre l'hôpital Hadassah, à Tel-Aviv. Une serviette me recouvrait le visage. J'ai entendu des gens qui parlaient :

– Encore un de fichu !

– Qui est-ce ?
– Arik.
– Où a-t-il été blessé ?
– Aux parties génitales...

J'étais heureux d'être encore en vie, mais quel sale coup !

De Hulda, nous sommes allés à Mazkéret Batia. Le convoi d'ambulances s'est arrêté à côté de la synagogue. Les femmes du moshav ont apporté des cruches de lait et étanché la soif des blessés. Ma blessure au ventre m'interdisait de boire. J'ai gardé l'image de ces femmes pleines de sollicitude pendant que je me faisais du mauvais sang au sujet de mes parties génitales...

Ensuite, en passant par Naan, le convoi a atteint le camp de Bilu, transformé en hôpital de campagne voué au regroupement des blessés. On a posé ma civière par terre et une charmante infirmière bénévole m'a prié d'uriner. Je n'y arrivais pas. Elle a demandé qu'on lui apporte un cathéter et j'ai dit :

– Attendez, je vais tenter un nouvel essai.

Cette fois, j'ai réussi. Elle m'a embrassé sur la bouche et j'ai réalisé que ma blessure ne se situait pas là où je le redoutais...

Ensuite, nous avons fait route vers Tel-Aviv. Nous étions juste devant l'entrée de l'hôpital Hadassah, rue Balfour, lorsque des avions égyptiens ont attaqué, y compris au voisinage de l'hôpital. Tous ceux qui le pouvaient ont bondi hors de l'ambulance ; les blessés sont restés couchés à l'intérieur jusqu'à la fin du bombardement.

En 1967, après la guerre des Six Jours, je vous ai accompagné sur le site de la bataille de Latroun et vous m'avez dit que cet épisode vous avait marqué.

Beaucoup, oui, et à bien des égards. En fait, il n'y avait

pas un seul officier supérieur sur le terrain et c'est ce qui a manqué au moment critique. Je commandais une section mais personne ne se trouvait sur place pour analyser la situation et prendre des décisions. Par exemple, si nos forces avaient reçu l'ordre de tenir bon jusqu'à la tombée de la nuit pendant qu'on organisait leur évacuation, on aurait sauvé bon nombre d'hommes, y compris certains blessés. Un officier capable de comprendre aurait décrété : « On ne bouge pas d'ici, même au prix de nouvelles pertes. » En fin de compte, il y en aurait eu moins, et les blessés restés sur le terrain n'auraient pas été achevés.

Cet officier aurait pu aussi bien donner un ordre de repli ?

Mais il était impossible de se replier !

Un point me préoccupe depuis Latroun : c'est la nécessité de la présence, sur le théâtre des opérations, d'un commandant habilité à prendre des décisions en fonction de l'évolution réelle de la situation, au lieu de se fier aux messages ponctuels transmis par radio.

La question des blessés est le second point qui me hante depuis Latroun et qui ne m'a jamais laissé en paix. Les Arabes massacraient les blessés. Ils ne faisaient pas de prisonniers, même dans les unités de la Légion sous commandement britannique. Or des blessés sont restés sur le champ de bataille à Latroun...

En quoi cela vous a-t-il influencé par la suite, quand vous commandiez les parachutistes et les blindés, durant la guerre des Six Jours et après la traversée du canal de Suez ?

Pour moi, c'est devenu une loi d'airain : on n'abandonne pas de blessés sur le champ de bataille, et la même règle vaut pour les prisonniers, même s'il faut prendre des otages afin de les faire libérer. Tsahal n'y déroge jamais. C'est la

raison pour laquelle, le 7 octobre 1973, en arrivant sur le front du canal avec ma division, j'ai insisté pour dégager les hommes encerclés dans les fortins de la ligne Bar-Lev, qui appelaient au secours – et c'était encore possible. Certains m'ont dit ensuite avoir reconnu ma voix, sûrs que je les sauverais. J'ai réussi à en sortir quelques-uns, malgré l'opposition catégorique du commandement.

L'état-major du front ?

Oui. Pour moi, le cas des blessés et des prisonniers est une question morale de première importance. Il est impensable de l'évaluer en chiffres, en statistiques.

Vous aviez déjà réagi ainsi dans le cas du sergent Yitzhak Jibli, prisonnier en Jordanie en 1954, je crois...

Exactement. Et aussi en 1952, en capturant deux Jordaniens pour les échanger contre deux soldats de la brigade Givati qui avaient franchi la frontière par erreur au cours d'une patrouille dans la région de Kalkilya. Les Jordaniens refusaient de les rendre. J'étais alors officier des opérations au commandement du secteur nord.

Qu'avez-vous fait pour sensibiliser au sort des blessés vos unités de parachutistes et de blindés ?

L'ordre était catégorique : on n'abandonne pas de blessés sur le terrain. Jamais. À aucun prix.

À cause de ce que vous avez vécu lors de la bataille de Latroun ?

Pas seulement. Je n'ai pas réagi à ce que j'ai vécu mais à ce que j'ai vu. Cinquante ans se sont écoulés depuis Latroun, et le sort de ces blessés n'a jamais cessé de m'obséder. J'ai toujours devant les yeux ces jeunes de dix-sept ou vingt ans, et aussi ces hommes plus âgés que moi.

Vous aviez vingt ans ?

Oui. Je me souviens de leur visage. Je les connaissais tous, sans exception. À l'époque, la structure de l'armée était encore régionale.

Ils venaient tous de chez vous, du Sharon ?

Oui.

À peine né, Tsahal essuyait ce jour-là un échec. Comment l'avez-vous ressenti ?

Durant la guerre d'Indépendance, nous avons connu des victoires et aussi de cuisants revers. Néanmoins, malgré les lourdes pertes, je n'ai jamais éprouvé le moindre sentiment de désespoir ou d'impuissance. Je ne me souviens pas d'un seul instant où j'aie perdu confiance, et je crois que c'était la même chose pour tous.

J'ai vécu quelques-unes de ces rudes défaites de Tsahal – Latroun, l'assaut contre Irak Manshiyeh, la poche de Faloudja – sans jamais perdre l'assurance que nous finirions par triompher. D'accord, nous essuyions des échecs et ça fait mal de perdre des camarades, mais je n'ai jamais vu de soldats en larmes.

Contrairement à ce qu'on a pu voir dans les années 1990 ?

Oui. Cela n'existait pas à l'époque. En 1948, nos soldats étaient absolument convaincus du bien-fondé de leur combat et ne nourrissaient pas le moindre doute à ce sujet. Ils savaient qu'il s'agissait d'une guerre de survie. La guerre d'Indépendance nous a coûté plus de 6 000 hommes et femmes, l'élite de notre jeunesse, sur une population juive de 600 000 âmes. Tous ne se sont pas battus. Comme d'habitude, c'est un petit nombre qui a défendu le peuple.

1956

LA CAMPAGNE DE SUEZ

Ariel Sharon n'étant pas un homme porté sur les familiarités, je fus surpris lorsqu'il posa sa main sur mon épaule, en ce soir du 31 octobre 1956, dans le désert du Sinaï. À la lueur du feu de camp, il me demanda :

– C'était dur ?

Il savait ce que j'éprouvais sans que j'aie besoin de prononcer un mot.

La bataille de Mitla venait de s'achever. Nous étions sortis vivants de cette terrible embuscade égyptienne : 38 parachutistes israéliens tués, et 120 blessés. C'est seulement en voyant Sharon regarder fixement ma joue droite que je m'aperçus qu'un éclat d'obus avait atteint mon oreille et que ma joue était couverte de sang coagulé.

Ce jour-là, j'ai prié Dieu pour la première fois de ma vie. Depuis, j'ai pu me persuader qu'Il existait... Qui d'autre aurait pu me sauver si souvent, contre toute attente ? À Mitla, j'ai même invoqué rabbi Meïr Baal Haness, celui que l'on appelle le « maître du miracle », pour qu'il intercède en ma faveur auprès du Tout-Puissant...

Sharon avait envoyé 200 parachutistes en éclaireurs au col de Mitla, à 30 kilomètres du canal de Suez. L'officier de renseignement Guideon Mahanaïmi lui avait communiqué

un rapport indiquant que les soldats égyptiens avaient déserté cette zone, alors qu'ils nous guettaient dans les rochers, armés de lourdes mitrailleuses. Ils nous canardaient sans relâche. Sharon avait tout tenté pour évacuer ses hommes. La bataille avait commencé à midi et s'était achevée à 21 heures.

C'est avec la même détermination qu'il a dirigé l'évacuation des blessés. Les premiers soins ont été administrés à la lueur des feux de camp, qui servaient aussi de balises pour l'atterrissage des avions, des Dakota qui touchaient terre en plein désert pour emporter nos soldats. À l'époque, nous n'avions pas d'hélicoptères.

Depuis 1955, j'avais couvert plusieurs opérations commando de Sharon et de ses parachutistes. Correspondant de guerre, cela ne ressemble guère au journalisme décrit dans les films d'action ou les romans : c'est un métier terrifiant, où la mort et le danger nous frôlent à chaque instant.

Moshé Dayan, alors numéro deux de l'état-major, avait accepté que l'on publie mes articles dans l'hebdomadaire militaire *Bamahané*. La presse, en Israël et à l'étranger, reprenait mes descriptions des opérations sur le terrain. Il m'était cependant interdit d'indiquer les noms, et a fortiori d'utiliser les photos de Sharon et de ses hommes. Je ne pouvais les identifier que par leur surnom, sauf pour ceux tués au front. Je n'avais même pas le droit d'employer le mot « parachutistes ».

Je suis journaliste depuis cinquante ans, motivé par une curiosité insatiable, et j'ai eu le privilège d'accompagner le fer de lance de Tsahal dans ses combats les plus durs. J'ai couvert des missions contre les bases abritant les feddayin palestiniens dans la bande de Gaza, contre les Égyptiens qui les soutenaient dans le désert du Sinaï, contre les Syriens

qui mitraillaient nos pêcheurs du lac de Tibériade, ou encore contre la police et l'armée jordaniennes de Cisjordanie qui protégeaient les terroristes. Moi, jeune citadin de Tel-Aviv, j'avais rencontré les soldats les plus valeureux, dont la plupart étaient originaires des kibboutzim [1] et des moshavim. J'avais connu Meïr Har-Tsion, un officier de 20 ans que Sharon respectait profondément. J'avais connu Raphaël Eitan, dit « Rafoul » (les Israéliens adorent les diminutifs). J'avais connu « Katcha », c'est-à-dire Shimon Cahaner, l'un des soldats les plus remarquables de l'unité de commandos 101, et Yitzhak Jibli, et bien d'autres, dont les noms sont devenus des légendes.

Au-dessus de tous, il y avait le colonel Ariel Sharon, dit « Arik ». J'ai toujours préféré l'appeler Ariel – le « Lion de Dieu » –, car Arik ne me semble pas à sa mesure... Après des entraînements intensifs et des incursions d'éclaireurs, il envoyait ses combattants derrière les lignes ennemies et savait maintenir l'excitation de la bataille. Son unité attendait avec une impatience jamais démentie l'opération suivante.

Les éclaireurs fournissaient des informations sur les bases égyptiennes et jordaniennes. Ainsi, dès que les terroristes palestiniens commettaient des actes meurtriers contre des Juifs, Sharon disposait de dossiers complets permettant de déterminer les objectifs des représailles israéliennes :

– Je dois pouvoir proposer un plan d'attaque dans les heures qui suivent un attentat ; ce sont les seuls moments où le gouvernement autorise un raid derrière les lignes ennemies, à Gaza ou en Cisjordanie.

En fait, le gouvernement exprimait la volonté d'un seul homme, David Ben Gourion, ministre de la Défense et, plus tard, Premier ministre. Certains historiens prétendent

1. Pluriel de kibboutz.

que ce fut Ben Gourion qui déclencha des actions de représailles à la suite des attaques terroristes des Arabes. La vérité est tout autre. L'initiative de ces commandos punitifs venait de Sharon. Plus d'une fois, je me suis trouvé dans son QG de Tel-Nof au moment où il apprenait que des Palestiniens avaient tué un Juif à Kfar Saba ou à Raanana. Il appelait aussitôt Moshé Dayan, promu entre-temps chef de l'état-major :

– Moshé, pourquoi ne faisons-nous rien contre ces assassins ? Nous sommes prêts à mener une action en Jordanie ou à Gaza dès cette nuit.

Moshé Dayan se rendait alors chez Ben Gourion pour lui exposer les projets de représailles. Ben Gourion lui demandait :

– Qui va mener ces actions ?

– Arik et Har Tzion.

Ces deux noms-là suffisaient, car ils représentaient une garantie de succès. Meïr Har Tzion, grièvement blessé en 1956, était le lieutenant le plus doué de Sharon. Lorsqu'il avait perdu sa jeune sœur Shoshana, tuée par des Bédouins dans le désert de Judée en 1955, Har Tzion avait vengé sa mort en tuant les cinq hommes responsables de ce crime.

Avant Sharon, aucun officier n'avait pris l'initiative de proposer des opérations « clés en main » au ministre de la Défense ou au chef de l'état-major. Les responsabilités assumées par Sharon à un si jeune âge, ainsi que ses victoires répétées contre le terrorisme, suscitaient une vague de jalousie chez les officiers supérieurs de Tsahal. Chaque fois que Ben Gourion lui rendait visite à son bureau – geste unique de la part du Premier ministre –, Ariel me confiait en souriant :

– Ça va me coûter cher !

Des colonels haut placés, dont Haïm Bar-Lev, David Elazar ou Abraham Adan, l'envièrent pendant des années, et cette rancœur allait s'exprimer ouvertement en 1973.

Dès 1956, Moshé Dayan lui-même essaya de freiner la carrière de Sharon. Il craignait d'être éclipsé par ce lieutenant-colonel beaucoup plus jeune que lui. Dayan, qui était un commandant brillant et original, tenta de s'arroger tout le crédit des opérations de représailles. Sharon aurait mérité de commander une brigade de parachutistes, mais des rivalités internes contrarièrent ce projet et il conserva son titre de simple commandant d'unité. Il m'expliqua les calculs politiciens qui avaient abouti à cette situation :

– Ils refusent que je sois nommé au grade de colonel, qui est associé au commandement d'une brigade. Alors ma « brigade » a été baptisée unité 202.

Sans doute Dayan se méfiait-il aussi du charisme de Sharon : lorsqu'il expliquait à ses soldats les détails stratégiques d'une opération au-delà de la frontière, il réussissait toujours à leur insuffler un sentiment de sécurité ainsi que la certitude de la réussite.

J'aime les récits historiques, j'admire la Bible comme un livre d'histoire, un immense livre d'histoire du peuple juif. Lorsque Sharon, plein de vie, d'humour, d'énergie, montait dans sa Jeep avec ses soldats en direction des champs de bataille, je voyais les Juifs combattant pour leur liberté contre les Grecs, les Romains ou d'autres, je voyais David face à Goliath, je voyais les Juges d'Israël, Gédéon ou Samson. Sharon sortait tout droit d'une de ces épopées.

Et je pressentais, il y a cinquante ans, qu'on écrirait un livre – plusieurs, même – sur lui.

Pendant l'été 1956, à la suite d'un assassinat perpétré par des Palestiniens infiltrés en Israël à partir de la Jordanie, Sharon reçut l'ordre d'engager une opération punitive le soir

même. Il devait gagner le poste de la police jordanienne à Gharandal, dans la vallée de l'Arava, et le détruire avant de rentrer en Israël.

Sharon atteignit son QG de Tel-Nof le jour de Shabbat, dans l'après-midi. Il portait un pantalon kaki, une chemise bleu ciel et des sandales. Avant même de revêtir son uniforme, il donna l'ordre à ses soldats de foncer dans le Néguev, à 180 kilomètres au sud, et de se déployer le long de la route menant à Eilat, avec des Jeep, des command-cars (véhicules de transport de troupes) et des camions.

À cette époque, Eilat n'était pas encore une destination touristique de premier choix mais un village. Aucun accès maritime n'était possible car les Égyptiens contrôlaient le détroit de Tiran. Quant à la route, c'est à peine s'il passait une voiture par heure au milieu de la nuit.

Le chef de l'unité de reconnaissance, Meïr Har Tzion, repéra le poste de police jordanienne puis mena les troupes vers Gharandal. Pour les missions nocturnes, Sharon ne faisait confiance qu'à deux personnes, Har Tzion et lui-même. Se diriger à l'aveugle sur un terrain inconnu était chez eux un don inné. Il leur suffisait de consulter une carte ou d'avoir repéré les lieux auparavant. Même Moshé Dayan en avait conscience :

– Lorsque Sharon étudie une carte, il l'étudie comme un chef d'orchestre une partition de concert.

Je marchais dans la nuit au côté de Sharon et du colonel Rehavam Zeevi, dit « Gandhi[1] », l'émissaire de Moshé Dayan.

---

1. Une année, pour la fête de Pourim – le carnaval juif –, le colonel Zeevi, qui était très maigre, s'était déguisé en Mahatma Gandhi drapé dans un linge blanc avec une chèvre en laisse. Le surnom ne manque pas de sel car Zeevi n'a jamais brillé par sa non-violence !

Aucun des soldats ne laissait échapper un mot ou un bruit, même lorsque nos pieds s'enlisaient légèrement dans des sables mouvants. Nous nous déployâmes en silence à 200 mètres du poste de police. Le bâtiment nous surplombait depuis la colline, son ombre menaçante se détachait sur le ciel d'été empli d'étoiles. C'est alors que Gandhi, l'homme lige de Dayan, intervint. Il consulta sa montre et lâcha :

– Moshé a dit que si tu ne réussissais pas à prendre la place à 2 heures du matin, il fallait renoncer à l'opération.

Il restait à peine un quart d'heure avant l'assaut. Ariel insista pour poursuivre l'opération, mais Gandhi trancha :

– Moshé craint que, si vous rentrez à l'aube, vous ne deveniez une cible pour l'armée de l'air jordanienne.

Malgré l'obscurité, je remarquai les efforts de Sharon pour contenir sa colère, sachant trop bien comment ses rivaux de l'état-major exploiteraient un tel écart de conduite. Il ordonna à ses hommes :

– On rentre !

Ce n'était que partie remise : un mois et demi plus tard, il revint à Gharandal à la suite d'une nouvelle attaque palestinienne et rasa la caserne jusqu'à ses fondations.

La lutte contre le terrorisme pose des questions morales épineuses : comment atteindre des hommes en armes qui se réfugient à dessein parmi des civils ? Quel type de riposte appliquer quand on n'a pas face à soi une armée régulière ?

Depuis sa création, Israël s'était fixé pour principe immuable la « pureté des armes », l'usage éthique de la force militaire, et s'efforçait d'épargner autant que possible les populations au cours des affrontements. En dépit de ce souci réel, de tragiques erreurs furent commises. Elles eurent pour conséquence de renforcer le consensus national autour de

l'idée qu'on ne devait en aucun cas suivre les terroristes arabes sur leur terrain. À la suite du drame de Kibya, le gouvernement d'Israël allait se restreindre à cibler des objectifs policiers et militaires, même si ces opérations devaient se révéler plus coûteuses en vies humaines pour nos soldats.

Sharon commandait alors l'unité secrète 101. La nuit du 12 au 13 octobre 1953, une habitante juive du village de Yehoud, Suzanne (Shoshana) Kanyas, et ses deux enfants, dont le plus jeune avait trois ans, avaient été tués dans leur sommeil par des terroristes. La piste laissée par les auteurs du massacre menait au village de Kibya, en Cisjordanie. Moshé Dayan ordonna la destruction des principales maisons du village. Sharon m'a raconté cette expédition secrète de représailles, conduite le 26 octobre 1953, baptisée « Opération Shoshana » :

– Au QG de la forêt de Ben Shemen, j'ai annoncé à Moshé Dayan : « Nous allons raser ce village. » Nous sommes partis avec, sur nos épaules, près de 700 kilos de dynamite. Les combattants israéliens ont pris d'assaut le village et neutralisé les forces jordaniennes. Munis de haut-parleurs, nos soldats sont passés entre les maisons et ont exhorté les habitants, en arabe, à évacuer leurs logis. Ils sont sortis et nous n'avons pas touché un seul cheveu de leur tête.

Alors les soldats ont dynamité les maisons, comme Sharon l'avait promis à Dayan.

– Puis, ivre de fatigue, je suis allé me coucher, a continué Ariel. À mon réveil, j'ai entendu à la radio que les Jordaniens annonçaient que nous avions massacré une soixantaine de civils. Je n'en revenais pas.

Certains villageois avaient préféré se terrer dans les caves de leurs maisons, malgré les instructions de nos soldats... Israël fut condamné par les Nations unies, et les dirigeants

de notre pays en imputèrent l'entière responsabilité à Sharon. Ben Gourion publia un communiqué déclarant que la destruction de Kibya était l'œuvre de forces israéliennes irrégulières agissant sous l'emprise de la colère provoquée par les attentats palestiniens. Sharon répéta et expliqua en vain que c'était une tragédie regrettable, mais que son unité avait tout fait pour protéger les civils.

Six ans après l'opération, Ben Gourion le convoqua dans son bureau, à Tel-Aviv, pour l'interroger :

– Qui a donné l'ordre de mener le raid contre Kibya ?

– Je ne sais pas, mais je sais à qui j'ai fait mon rapport.

– À qui ?

– À vous.

– J'ai eu honte de cette action, déclara le vieux Ben Gourion.

Sharon riait en me racontant cette discussion. Il m'a lancé :

– Ben Gourion, c'est bien celui avec les cheveux blancs dressés sur le crâne ? Alors, c'est à lui que j'ai fait mon rapport sur Kibya.

Il m'a aussi confié :

– Je n'ai jamais eu peur de Ben Gourion, je le respectais. Moshé Dayan, lui, le craignait.

Durant les opérations de représailles, les pertes humaines se faisaient parfois lourdes. Je me rappelle en particulier le 22 octobre 1956. La veille, à Raanana, près de Kalkilya, des Arabes avaient attaqué un paysan dans son champ et coupé les oreilles de sa dépouille. Nous sommes partis du kibboutz Eyal, près de la ligne de cessez-le-feu israélo-jordanienne. Muni de jumelles, Sharon observait son objectif : le grand poste de police de Kalkilya. Il se tourna vers le jeune commandant des chars, Zvi Dahab :

– Tu peux pilonner le fortin d'ici, pour couvrir les parachutistes ?

– Dis-moi simplement quelle fenêtre je dois toucher.

Avant le raid, Sharon harangua ses officiers :

– Vous savez ce qui nous tient en éveil, nous autres, commandants, à l'approche d'une cible ennemie, lorsque nous sommes éreintés après une longue marche ? Qu'est-ce qui nous motive pour mener l'assaut ? Le sentiment de responsabilité envers nos soldats. Nous savons qu'ils nous regardent. Nous savons qu'ils attendent notre signal et qu'ils se battent avec nous.

Il attribuait une grande importance au fait que ses officiers et lui soient les premiers sur la ligne de feu.

Je l'ai déjà souligné, Ariel n'aimait pas qu'on fasse fi des règles militaires de confidentialité. C'est pourquoi il avait interdit à un gradé de participer à l'opération Kalkilya. Il lui avait reproché :

– Tu passes ton temps au Cassit (un café réputé de la rue Dizengoff, à Tel-Aviv) et tu bavardes, tu parles de nos opérations avec des journalistes de *Haolam Hazé*.

L'officier, profondément blessé par cette remarque, insista pour participer malgré tout à l'opération. Il mourut au cours de la bataille. Le poste de police de Kalkilya fut entièrement détruit, mais les parachutistes perdirent 18 hommes et 60 d'entre eux furent blessés. Le lendemain, Sharon et moi sommes rentrés au QG de Tel-Nof, dans une Ford de l'armée.

Moshé Dayan, le chef d'état-major, l'incita à se rendre sans tarder au ministère de la Défense à Tel-Aviv pour ren-

contrer *off the record* les rédacteurs en chef de la presse israélienne. C'était la première fois que Sharon était présenté aux journalistes ; il me proposa de l'accompagner. Il savait pourquoi Dayan réclamait sa présence à cette réunion, trois ans après le début des représailles : 18 morts israéliens, cela faisait beaucoup. Il m'expliqua :

– Les rédacteurs en chef vont poser des questions, émettre sans doute des critiques... C'est pour cela que Dayan préfère que je m'implique, que j'expose le déroulement des interventions et que j'endosse toute la responsabilité.

Sharon qualifiait cette ambiance de « guerre des Juifs ». C'est alors qu'il prononça cette phrase mémorable :

– Je préfère cent guerres contre les Arabes à une bataille contre les Juifs. Dans une guerre contre les Arabes, la bataille est décidée, tranchée... Là ou là... Assez vite. Mais la lutte interne avec les Juifs, ça n'a pas de fin. Tu as l'impression que tu les manipules mais, en fait, ce sont eux qui te manipulent, et ainsi de suite...

Les rédacteurs en chef des principaux médias ont observé avec curiosité le chef des parachutistes, tandis que Moshé Dayan leur présentait pour la première fois celui qui allait faire les gros titres de la presse israélienne durant les cinquante années à venir :

– Vous avez sans doute déjà entendu son nom. Le lieutenant-colonel Sharon a dirigé l'opération de cette nuit, qui a détruit le poste de police de Kalkilya, et au cours de laquelle nous avons payé un lourd tribut.

*
**

Le vendredi 25 octobre 1956, je me ruai au bureau du chef d'état-major général adjoint, le général Meïr Amit, à Tel-Aviv. La tension au Proche-Orient était extrême depuis

que le président égyptien Gamal Abdel Nasser avait signé un accord militaire avec l'URSS et nationalisé le canal de Suez. Moshé Dayan et Shimon Peres, alors chef des services du ministère de la Défense, cherchaient l'occasion de déclencher une guerre préventive. Il fallait briser l'armée égyptienne avant qu'elle ne parvienne à maîtriser l'arsenal soviétique.

Peres se rallia le soutien du gouvernement français socialiste de Guy Mollet, à qui il parvint à acheter secrètement des armes au mépris de l'embargo imposé par les États-Unis qui, depuis la création d'Israël, en 1948, refusaient de lui vendre la moindre arme, afin de préserver leurs relations avec le monde arabe.

Sur les plages d'Ashdod et d'Ashkelon, des bateaux déchargeaient des chars français AMX 13. Et l'armée de l'air israélienne avait acquis des avions de chasse Marcel Dassault. En outre, la rumeur annonçait une mobilisation générale des réservistes.

– Que se passe-t-il ? demandai-je à Meïr Amit.

– Va voir ton ami Arik à Tel-Nof. Lundi prochain, tu pourras sauter en parachute avec son unité derrière les lignes ennemies.

– Quel ennemi ?

Le général ne répondit pas, et je restai dans l'ignorance jusqu'à mon arrivée à Tel-Nof, le dimanche 28 octobre. Le jeune chef de la 890e, le colonel Raphaël Eitan – « Rafoul » –, rassembla les hommes et annonça que nous allions partir au combat le lendemain à 17 heures. Notre objectif se situait à 30 ou 40 kilomètres de Suez, au beau milieu du désert égyptien, dans la péninsule du Sinaï, à l'est du col de Mitla. Quelque 400 parachutistes étaient réunis dans la salle du Shekem, la coopérative militaire, lorsque Rafoul proclama :

– Nous allons nous parachuter pour la première fois depuis deux mille ans.

Comme s'il y avait eu des parachutistes juifs, voici deux millénaires, pour combattre les Romains à l'époque de la destruction du Temple de Jérusalem ! Et les parachutistes d'entonner leur chanson fétiche : *Pourquoi ne me l'avez-vous pas dit plus tôt ?*

Le lendemain, j'aperçus pour la première fois un officier français. Le colonel Simon portait un béret rouge magnifique, orné d'un beau ruban qui retombait sur son épaule. Un interprète traduisait ses propos en hébreu pendant qu'il expliquait à nos parachutistes comment manier le canon sans recul de 106 mm. Simon annonça que les avions français de transport de troupes allaient atterrir dans la nuit sur le col de Mitla. Ils décolleraient de la base aérienne d'Akrotiri, à Chypre, et nous devions leur indiquer où parachuter les nouveaux canons, les Jeep et les vivres.

Vers midi, Sharon sortit du PC opérationnel du QG de la brigade 202. Il se tenait sur le seuil avec Rafoul et d'autres officiers de la brigade.

– Vous êtes prêts, toi et tes hommes ? demanda-t-il à Rafoul avec un grand sourire.

C'était Sharon lui-même qui avait recruté Rafoul chez les parachutistes. Il lui accordait une confiance absolue, car c'était un agriculteur, comme lui.

– Il faudra que tu te débrouilles seul pendant une journée, le temps que je te rejoigne, poursuivit Sharon.

Notre offensive devait débuter par ce parachutage à 270 kilomètres derrière les lignes ennemies. Ce jour-là, le lundi 29 octobre 1956, lorsque le lieutenant-colonel Sharon s'engagea avec ses hommes sur la route du Sinaï afin de

prendre trois positions égyptiennes, il ne doutait pas de mener à bien la mission que Ben Gourion et Dayan lui avaient confiée. L'unité 202 accomplirait sa tâche. Sharon n'ignorait pas que, en vertu de l'accord secret conclu avec les gouvernements français et anglais, l'attaque israélienne allait avant tout servir de prétexte à une intervention franco-britannique « de pacification » sur le canal, mais il comptait profiter au maximum de l'occasion pour affaiblir un ennemi fraîchement armé par les Soviétiques.

L'esprit de bravoure insufflé par cet officier de vingt-huit ans incita les parachutistes à se quereller pour intégrer la troupe de 380 hommes qui monteraient à bord des quelques avions français. L'après-midi, pour la première fois de notre vie, nous avons admiré 16 avions de transport alignés sur la base de Tel-Nof, des Dakota et des Norde. J'étais très fier de monter dans un Dakota avec Rafoul. Des chasseurs Mystère nous entouraient en vol pour assurer notre défense. Lorsque retentit l'ordre de sauter, je contemplais un spectacle magnifique : le canal de Suez se déroulait dans le désert, comme une longue bande bleue, à la lueur du soleil couchant. Tout autour de moi dans le ciel s'éparpillaient des centaines de corolles blanches. Ce premier parachutage était vraiment spectaculaire !

À terre, notre unité tint bon malgré les Mig égyptiens, ainsi que l'attaque d'un régiment de blindés le 30 octobre. Le soir même, en pleine nuit, avec seulement six heures de retard, Sharon arriva à la tête de ses hommes, le visage couvert de poussière, coiffé d'un bob militaire kaki, joyeux comme un enfant.

Le lendemain à l'aube, il inspecta les positions que nous avions creusées sur les collines. Il se sentait si fier de ses soldats qu'il ne cessait de répéter :

– Pour commémorer ce saut, chacun d'entre vous recevra une étoile de parachutiste aussi grande que celle d'un shérif.

Il ajoutait parfois en riant :

– J'ai dans mon sac un uniforme propre et sec pour me présenter au Caire, au cas où on nous demanderait d'entrer dans la capitale égyptienne.

Son assurance étant communicative, tout le monde était convaincu de cette possibilité.

Hélas, le mercredi 31 octobre, la mort frappa au col de Mitla. Un renseignement erroné nous avait assuré qu'aucun Égyptien ne gardait plus ce passage et que nous pouvions donc y envoyer en éclaireurs une patrouille de 200 paras. Je pris place à midi dans une autochenille avec Mota Gour, le chef du régiment. Nous fûmes accueillis par un feu nourri et notre véhicule se retrouva bloqué. Tout autour de nous, des blessés et des cadavres tombaient. À 21 heures, on nous sortit de là, dans un blindé égyptien jaune, de fabrication soviétique, pris à l'ennemi. De sa voix profonde de commandant qui avait déjà combattu pour l'indépendance en 1948, Mota Gour me dit :

– Uri, aujourd'hui, c'était moins une...

1957

UN OFFICIER QUI SORT DU RANG

Fort de ses succès militaires, Sharon met un point d'honneur à se poser en représentant du peuple juif, et non pas seulement de la population d'Israël. Il mesure les aléas de la géopolitique à l'aune d'une question qui lui semble primordiale : « Est-ce bon ou mauvais pour les Juifs ? », expression passée dans le langage courant en anglais : « *Is it good for the Jews ?* ». Ainsi, il estime « mauvais pour les Juifs » – et le dit sans ambages à Ben Gourion – le retrait du Sinaï et de la bande de Gaza, conquis en cent heures durant la brillante campagne d'octobre 1956 et évacués dès le 6 mars 1957 sous l'implacable pression des Américains.

À l'automne 1957, le chef de la police du district de Tel-Aviv me convie au Martef Rishon, une bonne brasserie de la rue Allenby, à deux pas du bord de mer. Jeune correspondant de guerre du *Maariv*, je jouis déjà d'une certaine notoriété pour ma couverture des opérations militaires sur le terrain.

Ce chef de la police, Amos Ben Gourion, n'est autre que le fils du Premier ministre. Il désire me parler de notre ami commun Ariel Sharon et me prie de lui transmettre le message suivant : qu'il cesse de critiquer ses camarades ou la hiérachie de Tsahal.

– Il est déjà envié pour ses succès militaires ; cette jalousie pourrait tourner à la haine s'il continue à manifester du mépris pour ses supérieurs. S'il sait tenir sa langue, en revanche, il a de fortes chances d'être nommé par mon père chef de l'état-major général.

Le repas expédié, je file à Tsahala, le quartier résidentiel de Tel-Aviv attribué aux officiers, prévenir Arik. Celui-ci ne se démonte pas :

– Amos me l'a déjà dit, mais je pense que la seule manière d'améliorer la situation dans l'armée consiste à dire la vérité sans détour, même lorsqu'elle blesse. Au fond, c'est ma relation directe avec Ben Gourion qui provoque ces jalousies.

Est-ce afin d'éloigner pour un temps des hautes sphères de Tsahal cet officier un peu trop franc qu'on l'envoie peu après suivre une formation de haut commandement à l'académie militaire britannique de Camberley ? Cela me vaudra de retrouver, à l'occasion d'une escale à Londres, un Ariel Sharon en costume trois pièces, très « british », avec l'inévitable parapluie noir au bras.

En 1961, le lieutenant-colonel Sharon apprend que son téléphone a été mis sur écoute sur ordre du général Zvi Tsour, chef de l'état-major général. Ce dernier compte apporter à Ben Gourion la preuve qu'il livre des secrets militaires à un ami journaliste – moi, en l'occurrence, alors que je me suis toujours gardé de transformer ses confidences en « scoops ».

Le secret défense est à l'époque la vache sacrée de Tsahal. Israël compte à peine 1 250 000 Juifs, dont près de la moitié sont de nouveaux immigrants, donc sujets à caution – le fait est que des espions se sont glissés parmi eux. Il suffit au

plus petit fonctionnaire du ministère de la Défense d'avoir des contacts avec un journaliste pour être jugé suspect.

Il n'empêche que cette mise sur écoute de Sharon ressemble fort à un moyen détourné de le punir pour son franc-parler et de freiner sa carrière. Il se voit ainsi relégué à des fonctions secondaires et doit ronger son frein.

Durant cette période de mise à l'écart, il puise du réconfort auprès de son épouse Margalith et de leur fils Gour.

Ariel et Margalith se sont épris l'un de l'autre en 1947. Il avait dix-neuf ans, elle seize. Tout en arrosant ses orangers de Kfar Malal, Ariel aperçoit ce beau brin de fille – boucles dorées coupées à la garçonne, sourire éclatant – qui travaillait dans un champ voisin et il franchit une clôture pour la rejoindre. La guerre d'Indépendance bouleverse les projets du jeune *sabra* et de la réfugiée roumaine, qui se marient en 1953. Leur fils, Gour, le lionceau d'Ariel, vient au monde en 1956.

J'ai fait la connaissance de Margalith en mars 1955. Ariel et moi nous étions donné rendez-vous dans les bureaux de l'état-major, à Tel-Aviv : il voulait lire la version non expurgée par la censure militaire de l'article que j'avais consacré au premier raid israélien de grande envergure dans la bande de Gaza, alors occupée par les Égyptiens. Son épouse, devenue infirmière psychiatrique, l'accompagnait et demanda à lire le texte à son tour. Tout ce qui touche Ariel la passionne, l'inquiète, l'émeut. Je sais que, pendant cette opération fatidique du 28 février, elle a attendu en tremblant le retour de son mari dans un kibboutz tout proche de Gaza.

Margalith, ses parents, ses trois sœurs et deux frères, ont survécu à la Shoah. Un jour de 1956, quelques mois avant la campagne de Suez, comme je me trouve au QG de Sharon, alors à la tête de la brigade 202, je repère Lily, une

jolie brune à la bouche sensuelle et aux yeux clairs que je m'empresse d'entreprendre.

– Tu es fou ! me dit un lieutenant. On ne drague pas la belle-sœur du commandant !

L'amitié qui nous liait faisait de moi un membre permanent de la maisonnée d'Ariel ; je passais de longues soirées en compagnie de son épouse Margalith et de leur fils, le tout jeune Gour, dans leur maison de Tsahala. Ariel et Margalith veillaient avec tendresse sur ma vie privée de jeune célibataire et me cuisinaient malicieusement sur mes fréquentations amicales comme sur mes aventures amoureuses. Lorsque, enfin, je leur annonçai que j'avais l'intention d'épouser ma dernière conquête, dont j'étais follement épris, ils accueillirent la nouvelle avec une immense joie.

Las ! Peu après, le ciel me tomba sur la tête : j'appris par voie de presse les fiançailles de ma bien-aimée avec le président-directeur général des magasins Marks & Spencer. Le cœur brisé, je disparus de la circulation.

Dix jours plus tard, je regagnai ma garçonnière, au troisième étage d'un immeuble de Tel-Aviv. Un petit mot m'attendait sur la porte. Je reconnus l'écriture d'Ariel :

« Je te cherche depuis plusieurs jours, j'ai remué ciel et terre et même les filets des pêcheurs du Yarkon[1]. Je suis heureux de ne pas t'y avoir trouvé. Ne fais pas de bêtise. »

J'avais à peine recouvré le sourire qu'un autre drame, autrement plus grave, s'abattit sur notre petit groupe.

1. Rivière qui traverse le nord de Tel-Aviv.

1962

ADIEU MARGALITH

Le 6 mai 1962, le chef des effectifs de l'état-major général m'appelle à la rédaction de *Maariv*. Il m'annonce que la femme d'Arik est morte dans un accident de voiture sur la route de Jérusalem à Tel-Aviv et me demande d'aller prévenir mon ami.

J'arrive à Tsahala le cœur lourd. La porte de la maison est ouverte. En entrant, je vois le lieutenant-colonel de l'armée de l'air Moti Hod qui m'a devancé. Debout devant lui, Sharon serre son poing droit dans sa main gauche comme pour réfréner un geste de désespoir. Hod ne connaît pas les détails de l'accident, il sait seulement qu'un camion a heurté la voiture de Margalith à la hauteur d'Abou Gosh et qu'elle est morte sur le coup. Gour appelle son père pour qu'il vienne jouer avec lui comme d'habitude, lorsqu'il rentre à la maison de bonne heure. Sans mot dire, Ariel monte rejoindre son fils. Il va falloir annoncer à l'enfant, à peine âgé de cinq ans, qu'il ne reverra plus sa maman.

Pendant toute la semaine de deuil, Sharon accueille les amis venus le réconforter, sans manifester sa douleur. Ses parents lui ont appris à ne pas extérioriser ses sentiments.

Mais lorsque je reste seul avec lui, il laisse couler ses larmes et me parle avec angoisse de Gour, inconsolable d'avoir perdu sa mère. Heureusement, il y a Lily, la jeune sœur de Margalith – aussi brune que son aînée était blonde. Travaillant au département d'identité judiciaire de la police, elle demande un congé prolongé pour s'occuper de son neveu.

Lily prend en main les rênes de la maison, console Gour et son père.

Un an après, le grand rabbin de Tsahal unit Lily et Ariel, et j'assiste à la cérémonie du mariage au siège du rabbinat de l'armée. Ils ont le sourire, et Gour a de nouveau deux parents. Au bout d'un an, Lily met au monde Omri, suivi un an après de Guilad.

De mon côté, j'ai enfin rencontré la femme de ma vie, Varda, qui partage aujourd'hui encore mon existence.

Le colonel Rehavam (Gandhi) Zeevi organisa le repas de notre mariage dans sa nouvelle maison de Ramat Hasharon, en septembre 1963. Varda et moi étions honorés par la présence d'Ariel Sharon et du ministre de l'Agriculture et ancien chef d'état-major, Moshé Dayan.

Si j'en crois les notes consignées dans mon journal intime, Dayan, Sharon et Gandhi, entre deux toasts aux jeunes mariés, évoquèrent longuement divers moyens pour ouvrir la route menant vers le mont Scopus, à Jérusalem, dont la moitié était encore occupée par les forces jordaniennes.

Quatre ans plus tard, Jérusalem allait être réunifiée.

1967

LA GUERRE DES SIX JOURS

Ariel Sharon, vous êtes colonel au commandement du secteur nord lorsque vous commencez à lutter pour préserver l'approvisionnement en eau d'Israël.

En 1964, les pays arabes ont décidé de détourner les trois sources du Jourdain, non pas pour utiliser cette eau mais pour assoiffer Israël. Sur ces trois cours d'eau, le Banias prend sa source en Syrie, le Hatzbani au Liban, et les Syriens prétendaient que la rive septentrionale du bassin formé par la source du Dan, le troisième affluent du Jourdain, jouxtait leur frontière.

Sur le terrain, la Syrie devait être le principal exécutant de cette action conjointe. L'apport de ces sources représentait le tiers de la consommation d'eau d'Israël : il s'agissait donc pour nous d'une question de vie ou de mort.

Au départ, toute cette affaire découle d'une négligence. À l'est du kibboutz Dan, la colline de Banias est un territoire situé à l'intérieur d'Eretz-Israël[1]. Conquise par les Syriens durant la guerre d'Indépendance, elle nous a été restituée comme zone démilitarisée à la suite de l'armistice de 1949.

1. La terre d'Israël.

Cependant, peu après, les Syriens ont tenté de remettre la main sur les territoires démilitarisés. Ils n'y ont pas réussi partout, mais ils ne se sont pas privés d'essayer... Ainsi, dans la zone d'El-Hama, non conquise par Tsahal durant la guerre, mais qui nous était revenue dans le cadre des accords d'armistice, des soldats israéliens portant l'uniforme de la police effectuaient de temps à autre des patrouilles. En 1951, une patrouille de police est tombée dans une embuscade. Sept morts. Nous ne sommes plus retournés à El-Hama et les Syriens s'en sont emparés.

Deuxièmement, la zone de Metulla. Il a fallu plusieurs rudes affrontements et de nombreuses pertes avant que nous réussissions à en reprendre le contrôle.

Troisième zone stratégique, la colline de Banias. Dès la fin de la guerre d'Indépendance, la tentative d'implantation au lieu-dit Khan Ad-douar a échoué en raison du caractère inhospitalier des lieux, et le commandement du secteur nord s'est contenté d'y installer un poste d'observation permanent.

Une localité de peuplement est par essence un lieu de vie quotidienne : les visites du médecin, des enfants sur le chemin de l'école, une femme sur le point d'accoucher, la livraison de marchandises... Dès l'instant où il ne reste qu'une présence militaire dans une région donnée, plus besoin de s'y rendre matin et soir. Courir des risques tous les jours ? Inutile. On ira de temps en temps. Jusqu'au moment où l'on trouve l'endroit occupé. Parfois, la chose semble insignifiante. On se dit : « Ça ira, une petite violation des accords par-ci par-là, il n'y a pas de quoi fouetter un chat. » Mais, s'agissant d'un accord, on ne devrait *jamais* renoncer à *rien*.

Un jour, les Syriens ont capturé deux de nos hommes, Yehuda Dayan, du kibboutz Beit Alpha, et Gideon Gretz,

aujourd'hui sculpteur de renom en Italie. Ils les ont relâchés au bout de quelques mois, en grande partie grâce à l'intervention des Américains.

Après cet incident, le poste est resté vide ; seules des patrouilles épisodiques manifestaient notre présence, jusqu'au jour où nos hommes ont aperçu des Syriens sur la colline. Israël n'a pas réagi. En plus du plateau du Golan, la Syrie occupait donc désormais la colline de Banias, en violation des accords d'armistice. À première vue, un détail... Mais cet événement est devenu un point crucial car cette colline formait la clé de voûte du projet arabe : détourner les sources du Jourdain. Je ne crois pas que les Syriens aient prémédité le coup, mais si nous avions continué de surveiller Banias, toute velléité de nous assoiffer aurait été empêchée et le destin du Moyen-Orient aurait pu être différent.

Une fois maîtres de l'endroit, les Syriens ont entrepris de creuser un canal et un tunnel reliant la colline de Banias à Tel el-Ahmar. En 1964, ils ont fait venir d'énormes quantités de matériel. Si nous avions gardé la colline, comme le stipulaient les accords d'armistice, cette idée ne les aurait jamais effleurés.

Vous pensez qu'il n'y aurait peut-être pas eu de tension, de guerre des Six Jours ?

Absolument. Tout aurait pu évoluer différemment. Cela m'évoque notre faiblesse durant le cessez-le-feu dans le Sinaï après la guerre d'usure, en août 1970, lorsque les Égyptiens ont avancé leurs batteries de missiles et qu'Israël n'a pas cillé. Après mille jours de conflit, la fatigue avait eu raison de notre méfiance. On s'est dit : « Quoi, s'empêtrer une nouvelle fois dans ce bourbier ? » Et ça nous a valu dix jours intenables sur le front égyptien, en octobre 1973. Il faut donc rester vigilant, toujours.

C'est uniquement parce qu'ils tenaient la colline de Banias que les Syriens ont pu agir. Ils ont lancé les travaux d'excavation avec un bel élan et de gros moyens techniques. Leur idée : créer une pente artificielle afin de détourner le cours des sources vers le Yarmuk (le principal affluent du Jourdain), ce qui privait Israël du tiers de son apport en eau.

Un plan diabolique, très sérieux, mis en œuvre par des ingénieurs fort compétents. Je dirigeais à l'époque l'état-major du commandement du secteur nord, placé sous les ordres du général Abraham Yaffé. Puisque les Syriens prétendent que leur frontière passe sur la rive septentrionale de l'étang formé par la source du Dan, et c'est ce qui nous préoccupe, j'émets l'idée de rétrécir cet étang et de construire une route le long de sa rive nord, sur la partie asséchée du bassin, en prenant bien soin de tracer cette voie en territoire israélien, sans toucher le territoire syrien.

Le 1er novembre 1964, premier jour des travaux, nous essuyons les tirs de deux chars syriens, que nos chars ne réussissent pas à neutraliser. Attention, danger. Je me souviens encore de la colère folle d'Israël Tal, « Talik », qui commandait alors le corps des blindés. Nous décidons néanmoins de nous remettre à la tâche deux jours plus tard, le 3 novembre, et cette fois nous sommes prêts à riposter.

Dès que les Syriens déclenchent leur tir, notre aviation intervient. C'est le début de la dégradation de la situation entre Israël et la Syrie qui, de toute manière, n'a jamais respecté les accords d'armistice. À compter de cette date, nous poursuivons notre action contre le détournement des sources du Jourdain et défendons fermement les droits d'Israël sur la moindre parcelle de terre frontalière. Il ne s'agit plus de conserver un terrain à cultiver mais de veiller au strict respect des accords signés.

Et comment se conclut cette affaire ?

Nous sommes parvenus à interrompre les travaux syriens. Quelle situation ! Des dizaines de machines à l'assaut de la colline de Banias... S'il nous est facile d'atteindre les engins les plus proches de nous, les travaux qui se déroulent à plus de 10 kilomètres de la frontière nous posent davantage de problèmes. C'est là que se révèle le génie de Talik, qui réussit à allonger la portée des canons de nos tanks à 12 kilomètres. Fin de la tentative de détournement.

Tout cela sous les tirs syriens ?

Oui. Ce ne fut pas un bref affrontement, mais une bataille continue. Les Syriens ont cessé le travail près de la frontière pour se concentrer sur les zones plus abritées, ce qui a provoqué une série d'incidents au cours de l'année 1965.

L'URSS, qui fournit alors des armes au Caire et à Damas, se frotte les mains et répand une rumeur trompeuse début 1967 : Israël s'apprêterait à attaquer sur le front syrien. Les Égyptiens abandonnent leur guerre au Yémen et massent des troupes dans le Sinaï. C'est ainsi que nous en arrivons à la guerre des Six Jours. Tout a commencé avec cette petite colline du plateau du Banias... et quelques secondes d'inattention de la part d'Israël.

Vous croyez vraiment que le destin du Moyen-Orient aurait pu en être changé ?

À mon avis, oui. Cela montre peut-être à quel point, dans nos rapports avec les Arabes et le monde en général, nous ne devons jamais rien laisser passer.

En 1967, personne n'envisageait une guerre...

Non. Et pourtant, la guerre survient. Membre de l'état-major général et chef des services de formation, je suis nommé d'urgence à la tête de la 38e division blindée du

secteur centre. Dès la mobilisation générale, en mai 1967, je descends dans le Néguev.

Comment passe-t-on d'une situation de relative insouciance à l'état de guerre ?

J'ai appris la nouvelle de la mobilisation dans un stade de Jérusalem, pendant les préparatifs du défilé militaire pour la fête de l'Indépendance. Pour moi, le plus dur a été de constater la perte de confiance de l'état-major général. Nous, les officiers sur le terrain, avions une confiance inébranlable en nos hommes et en nos capacités. Nous qui avions préparé et entraîné les troupes, nous avions « divorcé » des hauts gradés. La confiance régnait dans toutes les divisions stationnées au Sinaï – chez moi, chez Abraham Yaffé, chez Talik et chez le commandant du secteur, Yeshayahu Gavish –, mais pas en haut lieu.

À quel moment avez-vous senti cette défaillance ?

C'est depuis l'arrière que le doute s'est propagé. L'angoisse de la population, sa peur, ses incertitudes se sont transmises à l'état-major. C'est ce qui m'a le plus inquiété, et ça s'est reproduit plus d'une fois. Comment un pays doté d'une forte puissance militaire peut-il perdre soudain confiance ?

Confiance à quel égard ?

À l'égard de la capacité de résistance d'Israël, de sa capacité à vaincre si la guerre lui est imposée. Jamais encore je n'avais décelé une telle frilosité chez mes concitoyens.

Le Premier ministre et ministre de la Défense Lévi Eshkol, accompagné de Yigal Allon, rencontre trois d'entre nous – Matti Peled, Abraham Yaffé et moi-même – avant de nommer Moshé Dayan ministre de la Défense. Nous lui affirmons être en mesure de battre les Égyptiens, expliquons

les dangers d'une politique attentiste, qui risque de coûter en définitive plus cher à Israël. La situation ne laisse guère de choix, la déflagration est inévitable.

Eshkol m'a ensuite pris à part pour me dire :

– On fait pression sur moi pour que je nomme Dayan.

Je lui ai répondu qu'en ce qui concernait les forces que je commandais, peu m'importait. Je n'avais rien contre Dayan, qui était très apprécié de tous ; mais quand bien même on aurait nommé à la Défense Mme Beba Idelson, de la Histadrout[1], ma division se serait battue exactement de la même manière.

A posteriori, cette guerre n'a-t-elle pas été une erreur ?

Je pense que nous n'avions pas le choix. Par exemple, renoncer à la libre navigation, en acceptant la fermeture du détroit de Tiran, ce qui nous interdisait l'accès à la mer Rouge, cela revenait en fait à une capitulation. À quel accord l'État d'Israël aurait-il pu parvenir ? Il est légitime de s'interroger sur les éventuelles erreurs que nous aurions commises *après* la guerre des Six Jours, mais une chose est sûre : dans un tel contexte, il était impossible d'éviter la guerre. Cela aurait signifié qu'Israël cédait, donc qu'on pouvait faire plier l'État par des pressions, l'écraser. Il ne faut pas oublier le statut d'Israël avant 1956 et sa position internationale après la campagne du Sinaï d'octobre de la même année. Là encore, nous n'avions pas eu à hésiter entre la guerre ou la paix, mais seulement entre la guerre ou la rançon nécessaire pour l'éviter, la seule question restant de savoir quel prix nous étions prêts à payer...

1. Centrale syndicale (Assemblée générale des travailleurs d'Eretz-Israël).

Comment des dirigeants comme David Ben Gourion et Lévi Eshkol, que vous avez bien connus, ont-ils déclenché la campagne du Sinaï ou la guerre des Six Jours ? Ils n'étaient plus tout jeunes et, en outre, nés à l'étranger. Or certains prétendent que les dirigeants nés en diaspora manquaient de résistance, qu'ils cédaient rapidement.

Il n'y a aucun rapport entre les capacités de commandement et le lieu de naissance. Je le répète depuis des dizaines d'années. Il n'existe aucun rapport entre le lieu de naissance d'un individu et le fait d'être fier de sa patrie et de garder la tête haute.

Vous avez vu des leaders sabras[1] *se comporter comme des natifs de ghettos et vice versa ?*

Mais oui, tout le temps, tout au long de ces cinquante années. Il n'y a aucun rapport. Et aucun non plus entre la tignasse ébouriffée [*la « marque de fabrique » de Ben Gourion et des autres premiers dirigeants d'Israël*] et le leadership.

Quel a été le comportement de Lévi Eshkol durant cette guerre ?

À mon avis, il aurait pu en sortir grandi et victorieux. Je le lui ai dit, d'ailleurs.

Quand ?

Juste avant la fameuse soirée du « discours bégayé »[2],

1. Natifs d'Israël.

2. Fin mai 1967, le Premier ministre Lévi Eshkol a pris la parole sur les ondes de la radio Kol Israël dans l'intention de rassurer les Israéliens ; en fait, il n'a réussi qu'à renforcer leur angoisse ! Incapable de déchiffrer le texte qu'on lui avait donné, il s'est mis à bégayer. Un symptôme criant de l'incertitude qui régnait dans l'appareil politique du pays.

quand je lui ai expliqué que la nomination de Dayan ne m'affecterait pas.

Moshé Dayan était-il déjà ministre de la Défense quand il a effectué sa tournée sur le front ?

Il n'occupait pas encore de fonction gouvernementale.

Et il vous a proposé ses services de chauffeur de blindé ?

Il a dit : « J'espère qu'on me gardera une place de conducteur de blindé. » Je ne l'ai pas pris au sérieux.

Mais vous étiez sûr qu'il était prêt à prendre les commandes d'un char ?

Dayan avait un courage de casse-cou et nourrissait cette idée folle qu'il ne pouvait rien lui arriver. De ce point de vue, c'était un être exceptionnel, un homme brillant à la pensée originale. Il a bien prononcé cette phrase, en effet, mais nous avions suffisamment de chauffeurs. Je ne connais pas en détail tout ce qui s'est passé entre l'armée et le gouvernement. S'agissant de Yitzhak Rabin, le chef de l'état-major général, je ne l'ai appris que beaucoup plus tard...

Ce qu'on a appelé l'effondrement de Rabin à la veille de la guerre ?

Oui, je l'ignorais à l'époque. Pensez donc : j'étais sur le terrain, j'entraînais mes troupes. Chez nous régnaient le calme, la sérénité, la confiance en soi, jusqu'au jour où j'ai remarqué des mouvements de troupes incompréhensibles. Des unités se déplaçaient par à-coups, sans logique aucune, du sud au nord et du nord au sud. Nos propres forces, notre appui ! J'ai contacté l'état-major général pour savoir ce qui se passait. La secrétaire de Rabin m'a répondu qu'il était souffrant, point final.

Ce jour-là, le commandement est passé aux mains d'Ezer Weizmann [*futur président du pays*], qui est devenu le chef des opérations.

Moshé Dayan a été nommé ministre de la Défense par Lévi Eshkol à la veille de la guerre des Six Jours et a conservé ce poste dans le gouvernement de Golda Meir durant la guerre d'usure puis celle de Kippour. Certains milieux prétendent, surtout aujourd'hui, que ces dirigeants ont fait la sourde oreille aux « carillons de paix » d'Anouar el-Sadate au début des années 1970, et qu'ils nous ont aveuglément et sciemment entraînés vers la guerre de Kippour. Êtes-vous du même avis ?

C'est une façon erronée de présenter les choses. On ne peut juger a posteriori les dirigeants de cette période. Dayan, derrière des allures de bon vivant, cachait un tempérament foncièrement pessimiste. Quant à Golda Meir, son souci profond du sort et de l'avenir du peuple juif l'incitait à se défier des déclarations des Arabes. Elle estimait qu'il fallait se montrer très prudent si on ne voulait pas tomber dans leurs pièges. Il faut comprendre qu'il s'agissait d'une autre époque et d'une autre génération. Quand nous avons engagé des pourparlers de paix avec l'Égypte, des années plus tard, lorsque je téléphonais à ma mère du Caire, elle concluait chacune de nos conversations par la même phrase prononcée avec cet accent russe dont elle n'a jamais pu se défaire : « Ne leur fais pas confiance ! ». Les gens de sa génération ne croyaient pas à la possibilité d'une paix négociée avec les Arabes.

Vous-même, à la tête du commandement du secteur sud jusqu'en juillet 1973, étiez-vous au courant des pas esquissés par Sadate en direction d'Israël ?

Non, et j'avais pourtant, par comparaison avec d'autres, des contacts assez fréquents, quoique informels, avec nos

chefs de gouvernement. Mais je n'ai vu la table du Conseil des ministres pour la première fois qu'en 1975-1976, quand j'ai collaboré avec le Premier ministre Rabin.

Jusque-là, malgré vos hautes fonctions militaires, vous n'aviez jamais été invité au Conseil des ministres, comme c'est l'usage aujourd'hui ?

Cela ne se faisait pas à l'époque.

Et lorsque Golda Meir vous convoquait ?

Il s'agissait d'entretiens privés, quand elle voulait discuter d'un point avec moi ou que je souhaitais la voir. J'ai rencontré Ben Gourion des dizaines de fois, de même que les ministres de la Défense successifs Pinhas Lavon, Lévi Eshkol, Moshé Dayan... Non, il n'y a pas eu de machination ; non, les propositions de Sadate n'ont pas été sciemment rejetées. Absolument pas.

D'après vous, Moshé Dayan était un pessimiste, toujours inquiet. Golda Meir était-elle aussi portée à l'inquiétude ?

Oui, sans aucun doute.

Et Ben Gourion ?

Pour la campagne de Suez, il était prévu que le 890e bataillon de parachutistes de la 202e brigade ouvrirait les opérations. Moshé Dayan et Ben Gourion redoutaient que, au dernier moment, les Français et les Britanniques s'abstiennent d'intervenir sur le canal, alors même qu'ils s'y étaient engagés dans le cadre d'un accord secret avec Israël.

Chaque partie avait ses priorités. Londres désirait régler la question du canal de Suez, et Paris celle de l'ingérence égyptienne en Afrique du Nord. Pour nous, c'était le grave problème des raids terroristes lancés depuis la bande de Gaza

par les services secrets égyptiens, ainsi que la menace du panarabisme de Nasser.

Ben Gourion craignait que, en cas de désistement de dernière minute de ses alliés, il ne devienne difficile de dégager le bataillon déjà parachuté. Dayan, chef de l'état-major général, avait pour souci la pénétration rapide de nos forces à travers le désert du Sinaï tout en conservant la maîtrise d'un axe de repli en cas de besoin. Trois jours avant l'opération, Dayan est arrivé à la base de Tel-Nof.

– En cas d'avortement de la campagne, m'a-t-il déclaré, je compte sur toi pour sortir nos forces de là-bas.

À quoi j'ai rétorqué que j'étais fermement convaincu de notre aptitude à mener à bien notre mission.

Vous étiez alors un colonel de vingt-huit ans ?

Commandant de brigade, mais lieutenant-colonel. J'ai vu Ben Gourion juste avant qu'il annonce au gouvernement le déclenchement de la campagne. Il m'a invité ce matin-là, m'a raconté ses entretiens en France avec le président du Conseil Guy Mollet. J'étais bien entendu au courant de l'opération projetée puisque mes hommes et moi nous y préparions.

Et voilà qu'en cette journée dramatique, un secrétaire a fait irruption dans la pièce pour expliquer que le ministre de l'Éducation Zalman Aran ne trouvait pas son chauffeur. Ben Gourion s'est exclamé :

– Qu'il prenne donc un taxi !

C'était dans son bureau à Tel-Aviv ?

Non, à Jérusalem, derrière l'Agence juive, dans l'ancien bureau du Premier ministre. Ben Gourion m'a fait part de ses inquiétudes au sujet des Anglais. Il se méfiait d'eux, alors

qu'il faisait confiance aux Français, peut-être parce qu'il discutait avec un gouvernement socialiste.

Après tout, il est normal qu'un dirigeant politique, surtout dans un petit pays comme Israël, reste en permanence sur le qui-vive. Vous avez peut-être traduit par du pessimisme ce qui n'était chez Dayan qu'un souci légitime.

Et alors ? Je n'y vois rien de déshonorant. Ce n'était pas de la peur. Pas du tout. Je n'ai pas côtoyé des gens terrorisés, mais des gens préoccupés, en effet... Golda Meir, Ben Gourion, Lévi Eshkol, peut-être parce qu'ils avaient connu l'existence des Juifs de diaspora, s'inquiétaient parfois, mais je n'ai jamais décelé chez eux de peur. Jamais. Ni chez Ben Gourion, ni d'ailleurs chez Sharett[1].

Vous avez rencontré Moshé Sharett lorsqu'il était Premier ministre ?

Oui, deux ou trois fois, mais je ne l'ai pas très bien connu. Je voudrais quand même souligner que tous ces dirigeants n'ont jamais agi dans la précipitation. Ils ont accompli de grandes choses, si on considère la situation avec un certain recul. Sharett aussi.

Les cinquante premières années de l'État d'Israël ont produit des dirigeants exemplaires. Aujourd'hui, les actes d'héroïsme de Juifs et d'Israéliens ont été supplantés dans la mémoire collective par les exactions commises contre les Palestiniens. Vous rejoignez

1. Moshé Sharett (1894-1965), directeur du département politique de l'Agence juive de 1933 à 1948, date à laquelle il devint le tout premier ministre des Affaires étrangères du jeune État d'Israël. Il occupa brièvement la tête du gouvernement en tant que second Premier ministre du pays, en 1954-1955.

la Haganah à quatorze ans, et à vingt ans vous participez à la guerre d'Indépendance. Sur quels mythes avez-vous grandi ? Quelles grandes figures du sionisme ou de l'histoire juive vous ont inspiré ?

Je me souviens que mon père Shmouel, après une rude journée de labeur, assis le soir au chevet de mon lit, me chantait *Du haut du mont Scopus*, une chanson écrite par Avigdor Haméiri en 1930.

Connaissiez-vous déjà l'histoire de Joseph Trumpeldor[1] *?*

Bien sûr. Nous chantions *En Galilée, à Tel-Haï*. J'avais peut-être dix ans lorsque j'ai entendu parler du Nili[2], de Sarah et d'Aaron Aaronson[3]. Tous ces récits ont produit sur moi un effet certain. Je reste cependant persuadé que ma vie a été plus que tout influencée par l'irrigation des vergers, la taille des vignes et les gardes nocturnes dans les champs de pastèques et de melons. On quittait la maison très jeune à l'époque, mais ce sont ces souvenirs qui m'accompagnent encore.

Vous avez baigné dans le mythe juif ?

Le mythe juif nous entourait, bien vivant, authentique et

1. Joseph Trumpeldor (1880-1920), ancien officier de l'armée russe, organise l'immigration juive en Palestine et fonde le mouvement des Pionniers (Ehaloutz). Il meurt les armes à la main face à une bande d'Arabes sur la colline de Tel-Haï en prononçant ces paroles passées à la postérité : « Il est bon de mourir pour notre terre. »

2. Mouvement clandestin juif créé par Aaron Aaronson qui proposa ses services aux Britanniques pendant la Première Guerre mondiale, afin de précipiter la chute de l'Empire ottoman.

3. Sarah Aaronson, la sœur d'Aaron, fut arrêtée et torturée par les Ottomans. Elle se suicida.

réel. Durant les troubles avec les Arabes, nos parents se portaient volontaires pour aider à défendre des localités isolées. Un souvenir d'enfance : ma mère attelle la carriole, y charge des rouleaux de fils barbelés, sort un fusil caché dans l'étable, le pose à côté d'elle, dissimulé sous un sac, puis disparaît dans la nuit pour abattre une clôture ou en dresser une autre. Car les différends de « voisinage » avec les Arabes se multipliaient.

Ce thème du « pionnier » faisait partie de notre quotidien. N'exagérons pas cependant : toute la population d'Israël n'était pas concernée. On y était sensible dans des endroits où il fallait constamment rester en alerte, surtout au sein des communautés agricoles où ce mythe constituait une sorte de tradition transmise de génération en génération.

OCTOBRE 1967

LA MORT DE GOUR

Je réside à Paris, à mon poste de correspondant pour l'Europe occidentale du journal *Maariv*, lorsque, la veille du nouvel an juif, le 3 octobre 1967, mon rédacteur en chef me téléphone pour m'annoncer d'une voix blanche :

– Il est arrivé une catastrophe à ton ami : Gour est mort. Arik te demande de rentrer immédiatement.

Le premier vol pour Israël ne part d'Orly que le lendemain. Je suis atterré par ce coup du sort qui frappe mon ami.

Deux mois avant le drame, Lily et Ariel nageaient dans le bonheur.

Lily se réjouit de voir son mari non seulement revenir indemne du champ de bataille, mais bénéficier aussi d'une première reconnaissance nationale, voire internationale. Il figure parmi les brillants généraux de Tsahal ayant remporté avec la guerre des Six Jours une victoire éclair qui a stupéfié le monde entier.

Omri et Guilad sont encore des bambins de trois et deux ans. Mais à dix ans, leur frère aîné Gour est déjà traité en grand garçon par Lily et Arik. Ensemble, père et fils font des randonnées à cheval et sillonnent le pays qui s'est agrandi. Arik montre à son fils les paysages de Judée et de Samarie, les oliviers séculaires, les cultures en terrasse. Il

l'emmène à Jérusalem, lui explique que, avec la libération de la Vieille Ville et le départ de l'occupant jordanien, les Juifs peuvent désormais revenir prier devant le Mur occidental. Il évoque aussi le sanctuaire qui se dressait sur le mont du Temple et que les Romains ont détruit.

Gour est mince, comme Ariel dans sa jeunesse, et lui ressemble trait pour trait. Il a souhaité se faire photographier avec son père devant le Mur. Cette photo du général en uniforme, tenant son fils par l'épaule, occupe la place d'honneur dans le salon des Sharon.

– Gour adore que je lui raconte l'histoire ancestrale de notre peuple en Eretz-Israël, explique Sharon avec fierté.

*
**

Dans leur maison de Tsahala, Lily et Ariel observent la semaine de deuil, la *Shiva*, entourés d'amis venus les réconforter. L'un et l'autre s'éclipsent de temps en temps pour pleurer à l'abri des regards. Lorsque Lily se réfugie dans la chambre à coucher, Arik la suit et revient, les yeux rougis. Sept jours durant, la maison ne désemplit pas. Chacun vient présenter ses condoléances : Moshé Dayan, alors ministre de la Défense, des officiers supérieurs de Tsahal, des combattants qui ont servi sous les ordres de Sharon, des membres de kibboutzim et de moshavim dont certains l'ont connu enfant. À l'étage supérieur, des voisines serviables se relaient pour s'occuper des deux petits, Omri et Guilad.

Ariel me raconte la tragédie...

– Ce matin-là, j'étais seul à la maison avec les enfants. Lily était sortie faire des achats en vue de la fête. J'essayais de me raser, mais j'étais sans cesse interrompu par des coups de téléphone d'amis qui me souhaitaient une bonne année. Soudain, j'ai entendu un coup de feu. Je me suis précipité dehors et j'ai vu Gour allongé par terre, couvert de sang, le

crâne fracassé, un fusil posé à son côté. « Il a tiré », a dit Omri en parlant d'un enfant du quartier. Dès le premier coup d'œil, j'ai su que Gour était mort. Je l'ai pris dans mes bras et des voisins nous ont emmenés à l'hôpital, où on m'a confirmé son décès... Nous avons enterré Gour près de la tombe de Margalith pour que ce merveilleux enfant repose à côté de sa mère.

Arik m'a fait ce récit terrifiant d'une voix éteinte.

Pendant des années, j'ai vu Sharon se mettre en colère en lisant ici ou là que son fils s'était tué accidentellement en jouant avec un vieux fusil. Il me l'a dit et répété :

– Gour était un garçon responsable. Dès sa plus tendre enfance, je lui ai appris qu'il ne fallait pas jouer avec des armes et je lui ai surtout répété qu'on ne dirige jamais le canon d'un fusil vers la tête de quiconque, y compris la sienne.

Lily et Ariel m'ont prié de rester après le départ des autres, comme s'ils craignaient d'affronter seuls leur chagrin.

Une nuit, après 3 heures du matin, je m'apprête néanmoins à commander un taxi pour regagner le centre de Tel-Aviv, mais Lily et Arik insistent pour m'y conduire. L'orage gronde, des éclairs zèbrent le ciel, d'où tombe une pluie torrentielle. De la banquette arrière, j'entends les sanglots étouffés de mes amis et soudain, ces mots terribles :

– La vie n'a plus de sens...

« La vie n'a plus de sens... » Ces paroles bouleversantes sortent de la bouche d'Ariel Sharon, agrippé au volant de sa Plymouth militaire, le corps agité de tremblements dans une vaine tentative pour arrêter ses larmes. À côté de lui, les pleurs de son épouse Lily redoublent en entendant ces mots qui résonnent dans la voiture lancée à toute allure dans les rues de Tel-Aviv, sous la première pluie d'automne.

J'ai le souffle coupé en entendant un homme de la trempe de Sharon sombrer ainsi dans le désespoir.

Bouleversé, je saisis les larges épaules de mon ami et m'indigne :

– Comment peux-tu dire une chose pareille ? Dans tes visites de condoléances aux parents de parachutistes qui ont perdu la vie en combattant sous tes ordres, je t'ai toujours entendu les encourager à poursuivre une vie normale, pour leur bien et pour celui de leurs autres enfants. Tu dois maintenant t'adresser à toi-même pour ton bien, pour le bien de Lily, pour celui d'Omri et de Guilad, vos deux magnifiques enfants.

Lily pleure sans arrêt. Nous arrivons devant chez moi. Je sors de la voiture et Ariel aussi, malgré mes protestations. Je l'étreins, histoire de l'encourager. Est-ce la pluie qui mouille nos visages ?

Je prolonge mon séjour en Israël au-delà de la semaine de deuil, pour m'efforcer d'alléger la peine insoutenable de mes amis. Sharon reprend peu à peu son activité à la tête des services de formation de Tsahal, le regard triste. De nouveaux fils d'argent strient sa chevelure.

Je sens qu'il s'est ressaisi le jour où il me dit :

– Le gouvernement de Lévi Eshkol était prêt à restituer tous les territoires en échange de la paix. Mais la paix avec qui ? Au sommet de Khartoum [1], les Arabes ont dit trois fois non : ni paix, ni conciliation, ni négociations avec Israël. J'ai obtenu de Moshé Dayan l'autorisation de transférer les centres de formation de Tsahal en Cisjordanie.

C'est le début de l'implantation juive en Judée-Samarie.

---

1. Sommet arabe réuni à la suite de la guerre des Six Jours, qui adopte une position très dure, excluant toute reconnaissance de l'État d'Israël.

1968

REPEUPLER LA TERRE PROMISE

Vous êtes actif depuis plus de cinquante ans sur la scène militaire et politique de l'État. Où pensez-vous avoir remporté vos plus grandes victoires : sur les champs de bataille ou dans votre activité gouvernementale ?

J'ai eu le privilège de participer à toutes les guerres, de voir l'État d'Israël se développer et de contribuer à sa défense et à sa sécurité. C'est d'une importance considérable. Toutefois, à mon sens, c'est le peuplement juif sur la terre d'Israël qui déterminera notre sort à très long terme. En conséquence, sans vouloir minimiser le rôle de la défense nationale, j'ai eu l'immense honneur, dans mes fonctions de président de la commission ministérielle du Peuplement et de ministre de la Défense, de décider d'établir, à partir de 1970, 230 localités et implantations en Galilée, dans le Néguev, sur le plateau du Golan, en Judée-Samarie, dans la vallée du Jourdain et dans la bande de Gaza. En fait, Israël attend les nouveaux arrivants juifs. Il faut encourager l'*alyah*[1], en faire notre priorité numéro un.

1. Le retour des Juifs en Eretz-Israël, littéralement la « montée ».

Vous vous préoccupiez déjà de la gestion du peuplement, bien avant de remplir des fonctions ministérielles ?

C'est vrai. En 1967, à la fin de la guerre des Six Jours, après avoir percé le dispositif militaire égyptien à Umm Ketef, dans le Sinaï, et franchi le canal de Suez avec ma division, j'ai télégraphié à l'école d'infanterie et ordonné de la transférer, totalement ou en partie, dans la base militaire jordanienne la plus proche de Naplouse. Ensuite, lorsque j'ai repris mes fonctions de commandant des services de formation à l'état-major général, j'ai procédé au transfert des autres centres. À l'époque, le ministre de la Défense Moshé Dayan envisageait d'installer aussi dans ces nouvelles bases les familles des militaires d'active.

En tant que commandant des services de formation, vous avez donc pris la décision de transférer les bases de Tsahal en Judée-Samarie, sur les sites qu'occupaient naguère les bases de la Légion arabe de Jordanie...

Avec, bien entendu, l'autorisation du ministre de la Défense. Toutefois, autant Dayan pouvait être d'une hardiesse folle sur le champ de bataille, autant le courage lui faisait défaut dans les combats publics. Il n'était pas prêt à lutter pour ce projet, même s'il m'en a parlé plusieurs fois. Entre-temps, j'ai poursuivi le transfert des bases de formation et des écoles militaires. En fait, elles ont constitué l'avant-garde de l'implantation juive en Judée-Samarie. Là aussi, la chose n'a pas été facile. Il y a eu des discussions avec l'état-major général, dirigé par Haïm Bar-Lev. Il m'a dit à propos de Beth-El :

– Cela coûtera des millions.

J'ai répondu que chaque centime en valait la peine.

Ni l'armée ni le gouvernement ne se sont opposés au transfert des bases ?

Il y a bien eu des oppositions, mais j'ai reçu une grande aide du commandant des services logistiques, Matti Peled. En 1977, ces bases militaires ont accueilli les premières implantations. Il y a eu d'abord la localité de Kedoumim, puis celle d'Elkana a vu le jour.

Le mouvement a commencé du temps des travaillistes, sous le gouvernement Rabin-Peres. Le transfert des bases militaires a tracé la carte des implantations. Une partie de la base des recrues du Nahal dans la vallée du Jourdain, une base de parachutistes dans la vallée de Sanur, l'école d'infanterie à côté de Naplouse, le camp de Horon, celui de la police militaire à Kadoum, aujourd'hui Kedoumim, le camp des recrues d'artillerie à Dir Sharf, aujourd'hui Shavei Shomron, l'école de formation d'instructeurs à Beth-El, une base de parachutistes à Beit Sahour près de Bethléem, celle du génie à Goush Etzion, des camps de formation du génie à Adoriam, entre Hébron et Dahariya, et dans la vallée du Jourdain puis, plus tard, la base des recrues de la brigade Golani à Bezek.

Pensiez-vous à l'époque pérenniser la présence israélienne là-bas ?

Une nuit de 1977, douze noyaux de Goush Emounim[1] se sont installés en Judée-Samarie, aux abords des bases militaires, marquant le coup d'envoi du grand mouvement d'implantation, le début du déploiement de la carte du peuplement juif des territoires.

---

1. « Bloc de la Foi » : il regroupe les premiers colons qui ont créé des implantations en Judée-Samarie.

Tout cela ne serait peut-être pas arrivé si vous n'aviez pas été à la tête des services de formation de l'armée.

Quelqu'un d'autre aurait peut-être agi de façon différente... Je ne sais pas. Personne ne m'avait précédé dans ce domaine.

Mais le gouvernement a compris ce que vous faisiez ? Il était au courant ?

Quelle question ! Rien ne s'est fait en secret.

Moshé Dayan n'a pas adhéré à ce projet, lui qui évoquait Shilo et Anatoth, respectivement siège du Tabernacle avant la construction du Temple à Jérusalem et berceau du prophète Jérémie ?

Malgré la profondeur de son attachement à Eretz-Israël, comme je vous l'ai dit, Dayan était frileux dans l'arène publique. Je pense qu'il s'est heurté au manque d'enthousiasme de ses collègues. C'était tout de même son idée d'installer dans ces bases les familles des militaires d'active. Mais il voyait moins loin, et à une plus petite échelle. J'ai regardé plus avant, en projetant sur ces lieux la future implantation juive.

Étiez-vous au courant de la décision du gouvernement, aux alentours du 19 juin 1967, de se déclarer prêt à restituer tous les territoires conquis en échange d'une paix avec les Arabes ?

À cette date, je me trouvais en Australie. J'étais le premier officier supérieur israélien envoyé par son gouvernement pour rencontrer les communautés juives de la diaspora et dialoguer avec des officiers étrangers. De toute manière, cette décision ne pouvait me frapper, du fait même qu'à l'époque l'armée ne se mêlait pas de politique. Aucun de

nous n'aurait osé déroger à cette règle. Chef de l'état-major général, Dayan était membre du comité central du Mapaï [1], mais il était impensable qu'un militaire ait l'audace de proposer une solution politique. Chacun se cantonnait à son domaine d'activité.

Un général de trente-neuf ou quarante ans décide de transférer l'ensemble des bases militaires et vous parlez d'une armée qui ne se mêle pas de politique ? N'est-ce pas un acte politique que d'installer des bases de l'armée en Judée-Samarie ? Obéissiez-vous à un intérêt sécuritaire, politique ou national ?

À la fois historique, sécuritaire et national. Mais ma motivation première était et demeure historique. Ce fut d'ailleurs l'une de mes erreurs, pendant trente ans, de ne pas assez souligner cette dimension historique. La Judée-Samarie est le berceau du peuple juif, et le sentiment d'avoir pour soi le droit – qui est un élément crucial de la sécurité – dépend avant tout du fait de vivre à l'endroit qui vous appartient. L'idée que seul l'aspect sécuritaire importait était une erreur, pas uniquement la mienne, mais certainement aussi la mienne.

En quoi consistait votre erreur ?

D'avoir, pendant toutes ces années, mis plutôt l'accent sur l'argument sécuritaire pour justifier la nécessité de garder la Judée-Samarie et d'autres territoires. À l'argument sécuritaire, on peut opposer quantité de réponses lénifiantes, et à terme acceptables : on vous donnera telle ou telle assistance, telle ou telle garantie, tels ou tels armements. La ques-

1. Parti des travailleurs de la Terre d'Israël, fondé par des immigrants juifs en Palestine en 1930, ancêtre du parti travailliste.

tion de la sécurité a une dimension temporaire et il est facile d'en débattre, alors que l'aspect historique, qui est capital, est plus fort que tout. La force d'attraction d'Eretz-Israël tient dans les récits bibliques, les fêtes, les saisons et les paysages. Tout chez nous est histoire. Le Tombeau des Patriarches à Hébron, par exemple : aucun autre peuple au monde ne possède un tel monument, un mémorial de quatre mille ans d'âge où sont enterrés les ancêtres de la nation juive, Abraham et Sarah, Isaac et Rébecca, Jacob et Léa. Aux États-Unis, des millions de personnes viennent contempler avec émotion le tombeau de Jefferson ou le monument érigé en mémoire de Lincoln, vieux d'un ou deux siècles ; ici, nous parlons de sites plusieurs fois millénaires. C'est un facteur de droit et de force. Oui, je reconnais avoir commis l'erreur de n'avoir pas mentionné pendant des années que là est en réalité la question primordiale, à laquelle l'argument sécuritaire ne se rattache que dans un second temps.

Est-ce à dire que, jeune général commandant les services de formation de Tsahal, vous n'aviez vu aucune contradiction entre les dimensions historique, nationale et de sécurité ?

Je pense qu'elles sont intimement liées. Mais notre génération n'y a pas été sensibilisée. Prenez *L'Amour de Sion*, d'Abraham Mapou [1]. Il a écrit ce livre au milieu du XIX^e^ siècle sans avoir jamais mis le pied en Eretz-Israël. Sa lecture donne pourtant l'impression de parcourir les chemins de la Samarie. Les Juifs se nourrissaient de cet amour. C'est ce qui les soutenait en exil.

---

1. Écrit en hébreu, ce roman de 1853 raconte une histoire d'enfants, de princesses et de bergers dans le cadre idyllique de la Jérusalem d'Isaïe. Il contribua grandement à éveiller la nostalgie de Sion en Europe de l'Est.

1969-1973

QUITTER TSAHAL ?

La guerre d'usure sur le canal de Suez commence peu après celle des Six Jours. Quelques semaines après la victoire israélienne, les Égyptiens déclenchent des tirs de harcèlement contre les forces postées à l'est du canal. Il faut réagir, mais comment ? Deux conceptions s'affrontent et celle du chef de l'état-major général, Haïm Bar-Lev, l'emportera. Israël va bâtir une sorte de « ligne Maginot » pour protéger sa frontière sud.

Un rempart de sable et de terre élevé sur presque toute la longueur du canal de Suez doit à la fois permettre l'observation des forces égyptiennes et masquer les mouvements des troupes israéliennes sur la rive orientale. Ce système de défense, nommé ligne Bar-Lev, étirera sur près de 200 kilomètres sa trentaine de fortins (*maozim*).

Les deux grands vainqueurs de la guerre des Six Jours, Ariel Sharon et Israël Tal (« Talik »), critiquent vivement ces fortifications, qu'ils jugent à la fois coûteuses et inefficaces. Les travaux de la ligne Bar-Lev s'achèvent néanmoins au printemps 1970.

En avril 1969, vous vous opposez à la conception d'une ligne de fortins sur le canal. Est-ce au cours du grand débat qui s'est

tenu à l'état-major général, avec la participation de Moshé Dayan ?

Au lieu d'avoir été planifiée, la ligne Bar-Lev est le fruit d'un concours de circonstances. Avec le déclenchement des tirs égyptiens, les postes israéliens sur le canal commencent à se retrancher. Cela provoque des tirs plus sérieux du côté égyptien, et on se met à couvrir les tranchées. Les atouts de Tsahal, sa rapidité de mouvement et sa capacité de manœuvre, se seraient beaucoup mieux prêtés à un dispositif fortifié plus en retrait qu'à une ligne de fortins pratiquement au bord de l'eau, à 200 ou 300 mètres de l'adversaire et à découvert. Ce genre de ligne fortifiée exige un va-et-vient constant – médecins, techniciens, livraison de vivres et de munitions, etc. – au vu et au su des soldats ennemis. On a alors suggéré de doter ces fortins d'embrasures dérobées, afin d'empêcher les Égyptiens de franchir le canal en tirant au canon sur les flancs. Mais de tels créneaux n'avaient aucune chance de rester secrets ! On passe des mois immobile sous le nez de l'ennemi et on s'imagine que celui-ci ne va pas les localiser, ni chercher à les neutraliser en concentrant ses tirs sur un point donné du dispositif ? Toute la conception défensive du Sinaï en a été faussée. Non, nous n'étions pas obligés de stationner sur la ligne d'eau pour assurer la fermeture du canal de Suez.

Le gouvernement voulait que le canal reste fermé ?

Oui, mais on aurait pu construire ces fortins à 12 kilomètres à l'intérieur et déployer des forces mobiles le long du canal. Le canal aurait-il été rouvert ? Bien sûr que non ! Mais il était, paraît-il, « politiquement important de manifester une présence ». Fallait-il « manifester notre présence » dans plus de 30 fortins, alors qu'il suffisait de la manifester en un seul point, à l'endroit qui nous convenait le mieux ?

Sur la rive du canal ?

Pas nécessairement. Par exemple, au bord du grand lac Amer. Il n'était pas indispensable que nos forces restent immobiles à 200 mètres des regards ennemis.

Vous avez expliqué tout cela ?

Commencé en 1968, le débat s'est poursuivi en 1969. Deux hommes d'un côté, Israël Tal et moi-même, et l'état-major général de l'autre.

Et le ministre de la Défense ?

Dayan n'est pas intervenu dans cette controverse.

Vous lui en avez parlé en privé ?

Plus d'une fois durant cette période, et de nouveau pendant l'hiver 1970.

Vous étiez déjà à la tête du commandement du secteur sud ?

Oui. Nous étions en pleine guerre d'usure, et j'ai remis sur le tapis la doctrine défensive du Sinaï au cours d'un entretien avec Dayan à Rephidim (Bir-Gafgafa). Je lui ai fait part de mes sérieuses objections en tant que commandant du secteur sud, et il a accepté de m'accompagner sur le terrain, alors qu'il avait une jambe dans le plâtre.

Nous sommes à peine descendus du véhicule qu'un tir d'artillerie arrose la cour du fortin que nous voulons visiter. Tout le monde se précipite vers le bunker le plus proche. Incapable de courir, Dayan s'allonge par terre, et je fais de même. Il me conseille alors d'user de mon influence pour modifier le dispositif de défense sur le canal. Je lui rappelle qu'il pourrait lui-même en donner l'ordre...

Il ne veut pas s'en mêler ?

Il m'a dit : « Influence-les. »

C'est ce qu'il vous a dit également trois ans plus tard, en octobre 1973, après l'effondrement de la ligne Bar-Lev ?

Oui. Le 17 octobre 1973, alors que nous tenons déjà la tête de pont sur la rive occidentale du canal de Suez depuis trente-six heures et que, hormis les forces de ma division, personne n'a encore franchi le canal, il me dit d'user de mon influence pour déclencher une traversée massive du canal, en m'assurant que je suis capable de faire bouger l'état-major.

Il était pourtant le ministre de la Défense ?

C'était Dayan... Plein d'audace au plan tactique, mais pas sur le terrain. En fait, il ne s'est pas distingué pendant la guerre d'Indépendance. Soucieux de l'appartenance politique des membres de l'état-major général, Ben Gourion cherchait des officiers supérieurs fidèles au Mapaï, le parti au pouvoir. Dayan a été nommé commandant de la brigade de Jérusalem durant la seconde partie de la guerre et, en tant que tel, il a commandé l'opération destinée à libérer le palais du haut-commissaire, opération qui a échoué. Commandant moi-même un bataillon de cette brigade un peu plus tard, au début des années 1950, j'ai appris pourquoi elle avait subi peu de pertes, de la bouche d'officiers qui y ont participé. Ils avaient reçu pour consigne : « Prenez si vous le pouvez », jamais un ordre catégorique.

Le genre d'ordre que Dayan vous donnera tant de fois ?

Par exemple, avant l'opération de Kibya en 1953, Dayan m'a convoqué. Il était alors chef des opérations à l'état-major général, dirigé par Mordehai Makleff. Il m'a dit textuellement :

– Si la résistance est trop forte, je te prie de te contenter de faire sauter quelques maisons aux abords du village.

Je lui ai répondu que nous transportions 700 kilos d'explosifs et que ce village serait rasé.

En 1958, à mon retour de l'Académie militaire britannique de Camberley, Ben Gourion m'a demandé mon opinion sur Dayan. J'ai exprimé ma satisfaction de le voir au gouvernement et déclaré que je lui souhaitais d'être investi de hautes fonctions, sauf celle de Premier ministre.

– Pourquoi ? s'est enquis Ben Gourion.

– Parce qu'il n'est prêt à assumer aucune responsabilité, ai-je répliqué.

Vous êtes pratiquement obligé de quitter Tsahal à cause de votre opposition à la ligne Bar-Lev, n'est-ce pas ?

En effet. En avril 1969, Moshé Dayan participe à une réunion de l'état-major général particulièrement houleuse. Au lieu de se concentrer sur mes objections contre la ligne Bar-Lev, le débat se mue en une violente attaque personnelle. Je sors en protestant contre cette atmosphère de cour martiale. L'assemblée prend aussitôt la décision de vérifier mon statut militaire. N'ayant jamais prêté attention aux détails de solde et autres, je ne savais même pas si j'avais signé un engagement de longue durée.

Quelques jours plus tard, le chef des services administratifs me demande ce que je préfère, un congé de démobilisation ou un départ assorti du paiement dudit congé. Je lui réponds n'avoir nullement l'intention de quitter l'armée. Il m'apprend alors que, n'ayant pas prorogé mon engagement, lequel est arrivé à terme, je suis considéré comme démobilisé : libre à moi de choisir les modalités.

Au lieu de discuter, je réclame un formulaire et signe sur-le-champ une demande de prolongation d'engagement de dix ans ; elle est rejetée. Et là, je me heurte à un mur infranchissable. Dayan affirme qu'il ne peut rien contre

l'opposition du chef de l'état-major général, c'est-à-dire Haïm Bar-Lev. Golda Meir refuse d'intervenir et me renvoie chez Bar-Lev. Je n'ai plus de recours. Il me semble aussi que, après tant d'années dans les rangs de Tsahal, je n'ai pas à quémander une prolongation de mon engagement.

Ma situation change du tout au tout. 1969 est une année électorale. Après l'annonce de mon départ imminent, je décide de voir Menahem Begin, qui détient un portefeuille ministériel dans le gouvernement d'union nationale. Menahem et moi entretenons des relations quasi familiales. Son père et mon grand-père étaient très liés, et ma grand-mère, qui était sage-femme, a aidé sa mère à mettre au monde le petit Menahem.

Je connais aussi Yosef Sapir [1] depuis mon enfance, du temps où il travaillait la terre et où j'accompagnais mon père qui se fournissait chez lui en greffons d'orangers. Sa famille était l'une des plus anciennes de Petach-Tikva et possédait une magnifique plantation d'agrumes au bord du Yarkon. C'est Yosef qui m'a introduit dans la vie politique en me disant :

– Tu veux te recycler ? Rejoins-nous.

J'ai été convié à rencontrer Begin et Sapir à l'hôtel King David.

Vous avez trinqué en l'honneur de votre adhésion au Gahal[2] *?*

Je n'ai pas adhéré sur-le-champ, mais j'avais mordu à

1. Yosef Sapir (1902-1972), né à Jaffa, devient maire de Petach-Tikva (1940-1951), puis chef du parti général sioniste. Il compte parmi les artisans de l'union de ce dernier avec le Hérout, en 1965. Il prend la tête du Parti libéral en 1971. Il occupera plusieurs postes ministériels (Santé, Transports, Commerce et Industrie) dans les années 1950 et 1960.

2. *Bloc Hérout-Libéraux*, le parti de Begin et Sapir orienté à droite.

l'hameçon. Quitter Tsahal après tant d'années ne m'effrayait pas, mais c'était une décision difficile. En même temps, je me sentais hypnotisé. Sur le chemin du retour, j'ai pris un jeune parachutiste en stop. Nous avons bavardé et il m'a exhorté à rester dans l'armée, ce qui a renforcé mes doutes. En arrivant chez moi, j'ai fait part de mon inquiétude à Lily.

Malgré ma grande estime pour Begin, ce dernier m'inspirait soudain une sorte de crainte instinctive. Moi qui n'ai jamais eu peur de personne, je frémissais devant l'intense volonté qui émanait de cet homme fluet. Son regard bienveillant prenait par moments un éclat implacable.

Vous ne donnez donc pas de réponse définitive à la proposition de Begin ?

Non. Je décide d'attendre quelques jours. Entre-temps, Pinhas Sapir, le tout-puissant ministre des Finances, l'homme fort du Mapaï, intervient auprès de Bar-Lev et lui enjoint de trouver sans délai un moyen de me réintégrer dans l'armée. Yoské Yariv, un officier supérieur du Mossad très proche de Bar-Lev, propose une solution : m'éloigner d'Israël, m'envoyer faire un tour du monde.

Simplement à cause de votre opposition à la ligne Bar-Lev ?

Oui. On a voulu m'exclure de Tsahal à cause d'une divergence de vues sur une question de principe, parce que j'estimais catastrophique cette défense statique. Bref, me voilà parti pour un très long voyage. D'abord aux États-Unis, où j'effectue une tournée d'universités et de bases militaires, ensuite en Amérique du Sud, au Japon, en Corée, où je me rends sur la ligne du 38^{e} parallèle, à Hong Kong, en Iran, en Australie. Tout m'était permis, sauf d'atterrir en Israël...

Entre-temps, la guerre d'usure s'éternise autour des fortins de la ligne Bar-Lev. Vous n'avez pas le sentiment d'avoir choisi la voie la plus facile ? Regrettez-vous de n'avoir pas démissionné avec éclat ?

Non. Je ne suis pas homme à faire des esclandres. Je ne me souviens pas avoir jamais alerté la presse quand je portais l'uniforme de Tsahal. L'armée est une institution plutôt fermée et doit le rester. Je pense qu'il faut rester à sa place et s'efforcer d'agir de l'intérieur. Exercer une influence depuis l'extérieur exige sans doute des traits de caractère spécifiques que je ne possède pas. Je suis incapable de passer des soirées entières en conciliabules avec des gens qui ne cessent de se congratuler. J'aime le calme, la musique, les paysages, les amis. Je ne suis pas fait pour manipuler les foules.

Que se passe-t-il lorsque vous rentrez de votre tournée ?

Israël est en période électorale. Ezer Weizmann, ancien chef de l'armée de l'air, a quitté son poste de numéro deux de Tsahal pour s'enrôler dans les rangs du Hérout, et je suis nommé commandant du secteur sud en remplacement de Yeshayahou Gavish, promu chef des opérations.

1970

LA CRÉATION DU LIKOUD

Ariel Sharon, nommé commandant du secteur sud le 1er janvier 1970, dirige désormais la frontière la plus exposée. Lily et lui s'installent dans la capitale du Néguev, Beersheba. Cette mutation est la bienvenue : la maison de Tsahala gardait trop l'empreinte de Margalith et de Gour.

Lily s'emploie à transformer leur logement de fonction spartiate en une demeure accueillante. Elle commence par planter des rosiers dans le minuscule jardin, où le couple reçoit à dîner des camarades d'Ariel et diverses personnalités politiques. Ils accrochent dans le salon des tableaux peints par Shmuel Scheinerman, le père d'Ariel. De temps à autre, Lily et son époux se rendent au théâtre ou à un vernissage. Ils apprécient particulièrement les œuvres de l'artiste Ouri Lifschitz, un ancien de l'unité de parachutistes de Sharon. Lily ne manquerait pour rien au monde les concerts de l'Orchestre philharmonique d'Israël et Ariel se plaît à rappeler que, petit, il a appris à jouer du violon. Cette évocation est inévitablement accueillie par des moues dubitatives : on associe Sharon à d'autres instruments, nettement moins mélodieux...

Les Égyptiens bombardent quotidiennement la ligne Bar-Lev. Sharon, qui ne croit toujours pas à l'efficacité d'un tel

rempart, fait aménager au bord du canal de Suez trois sites destinés à faciliter une éventuelle offensive de blindés sur le sol égyptien.

Sharon commandera le secteur sud jusqu'en juillet 1973. Au cours de l'été, le chef d'état-major David Elazar met un terme à son service actif. Cette fois, Arik prête une oreille plus attentive aux sirènes de la politique. Le synchronisme est parfait : c'est une année électorale, avec un scrutin prévu pour octobre. Le moment est venu de se jeter à l'eau.

Ariel convoque la presse au Beth Sokolov, le siège de l'Association des journalistes israéliens à Tel-Aviv. Il brandit devant l'assistance sa carte de membre du parti Mapaï, au pouvoir depuis 1948, et la déchire. Le général de réserve Ariel Sharon lance un défi à l'establishment de son pays : il n'admet plus qu'une seule formation politique concentre entre ses mains les forces économiques, médiatiques, sociales et intellectuelles de l'État.

Il appelle à la formation du Likoud (« Consolidation »), c'est-à-dire à l'union des partis d'opposition sionistes : le Gahal (Hérout de Menahem Begin associé au Parti libéral) et le La'am (regroupement de trois factions marginales : le centre libre, la liste d'État et le mouvement du Grand Israël).

Il découvre alors l'univers impitoyable de la politique. Devenu directeur de campagne du nouveau parti, il n'a plus droit aux égards que la presse réserve aux héros militaires. Pour la première fois, on le taille en pièces, et sa collaboration avec Menahem Begin n'arrange rien.

La guerre de Kippour bouleversera très vite le calendrier électoral : le scrutin national, prévu le 21 octobre 1973, sera repoussé au 31 décembre. Quant au destin de Sharon, il basculera d'une façon spectaculaire : de retour sur le front sud, à la tête d'une division blindée, il va offrir une victoire stupéfiante à Israël.

1973

LA GUERRE DE KIPPOUR

Le 6 octobre 1973, jour de Kippour (le Grand Pardon), à 14 heures, les forces égyptiennes et syriennes lancent conjointement une offensive surprise contre les troupes israéliennes. Cinq divisions égyptiennes attaquent le long du canal de Suez, tandis que l'armée syrienne ouvre un second front au nord, sur le plateau du Golan.

Le passage de la paix à la guerre est brutal, traumatisant. Même pour un militaire chevronné comme Ariel Sharon. La veille de Kippour, je l'avais croisé au quartier général du Likoud, où il avait installé son PC électoral. Il avait été le dernier à quitter l'immeuble. De son bureau provisoire, au douzième étage, Tel-Aviv s'étalait dans le calme précédant le recueillement de Yom Kippour. Ariel, pantalon kaki, chemise bleue et sandales, préparait la dernière offensive électorale en vue du scrutin prévu fin octobre.

Le lendemain soir, au sortir de la fête, nous nous retrouvons chez lui à Beersheba. C'est l'heure du dîner, mais l'appétit n'est pas au rendez-vous. Arik n'est plus le même homme. Le rideau est tombé sur le responsable électoral. Devant moi se tient le commandant de division, le général Sharon, rappelé en hâte sous les drapeaux. Revêtu de son

uniforme, le visage grave, sombre, pensif, il est assis à la table de la cuisine de son appartement de fonction.

Sa journée a commencé à l'aube, dans la ferme qu'il vient d'acheter et où il s'est rendu pour soigner les moutons. Là-bas, en fin de matinée, il a reçu la nouvelle...

Dès cet instant, la mobilisation de sa division s'effectue en un temps record.

Après avoir consulté les officiers de son état-major, Arik a donné des ordres, fait le tour des entrepôts d'urgence. Maintenant, de chez lui, il donne ses dernières directives et attend les rapports de mise en œuvre.

Le téléphone, posé sur un tabouret à côté de lui, sonne. Arik écoute en silence, prononce quelques mots, se remet à manger distraitement, puis grommelle :

– La situation sur le canal est mauvaise.

Autre coup de téléphone. Arik se tourne vers nous :

– On dit que le fortin du Hermon est tombé.

Le commandant de réserve Zeev Amit, « Zévalé », le meilleur ami de Sharon et son frère d'armes, fume sans arrêt. Courroucé, il interroge Sharon :

– Qu'est-ce que ça veut dire ?

C'est la question que se pose en cet instant tout le peuple d'Israël : comment cela peut-il arriver si soudainement ? Que s'est-il passé ? Comme lui, nous refusons de croire à l'éventualité d'une défaite.

La réponse d'Arik nous choque :

– Qu'espériez-vous ? Que les choses tourneraient différemment ? Vous êtes surpris ?

– Comment allons-nous nous en sortir ?

Arik réagit aussitôt :

– Vous avez des doutes ? Nous franchirons le canal de Suez, la guerre se terminera là-bas.

Il décroche à nouveau le téléphone, distribue des ordres à l'état-major de sa division, écoute les comptes rendus. De sérieux problèmes d'organisation et de pénurie de pièces d'équipement provoquent des retards.

Plus tard, un officier de réserve de l'état-major de la division décrira la situation en ces termes :

– Première difficulté, pas de transports. Des points de ramassage, on nous faisait savoir que les bus n'étaient pas au rendez-vous. L'alerte ayant été donnée très tard, il semblait y avoir pénurie de chauffeurs. La mobilisation générale avait été décrétée d'un seul coup ; d'habitude, elle se fait par étapes, ce qui permet d'organiser l'ensemble.

Nous manquions également de jumelles et de torches électriques. Nous avons envoyé quelqu'un au poste de police pour s'en procurer. Le commandant du poste nous a dit : « Téléphonez à tous les propriétaires de grands magasins pour leur demander d'être là d'ici une demi-heure. J'irai en personne réquisitionner les lampes. » Et nous avons obtenu 600 torches.

Bien entendu, tout ce matériel aurait dû se trouver dans les entrepôts d'urgence. Le nombre de chaque article en dépôt est prévu. Mais il y avait des carences. En fait, tout le monde a été pris de court.

7 OCTOBRE 1973

DROIT SUR LE CANAL

Sharon se montre ravi d'apprendre que son ami, le général Abrasha Tamir, est arrivé au QG.

– Qu'il m'attende, nous partirons à 2 heures du matin.

Lily apparaît, s'excuse de ne pouvoir préparer un vrai

dîner. Malade d'inquiétude, elle connaît son mari et sait qu'il mettra un point d'honneur à combattre en première ligne. Une peur normale, qui envahit tous les foyers d'Israël en cette nuit terrible.

Arik va embrasser les enfants, qui dorment déjà. Peu après minuit, il quitte la maison pour son PC, qui bourdonne comme une ruche. Après un bref discours, il sort voir les hommes de sa division.

Son apparition les galvanise. Ils laissent tout en plan et s'assemblent autour de lui. Visages sérieux, tendus. Arik parle calmement, à voix basse. Puis il passe en revue les autres unités. Une foule d'hommes brutalement arrachés à leur foyer ont entamé fiévreusement une course contre la montre. C'est à eux que Sharon adresse son premier ordre du jour. Il est près de 3 heures, le 7 octobre 1973. Le commandant de division part en guerre dans un break réquisitionné pour l'occasion.

Un témoin se rappelle :

– Dans la nuit, Arik a donné l'ordre à toutes les compagnies prêtes de se mettre en route. Il n'y avait pas de mitrailleuses, pas assez de viseurs. Quiconque était prêt – droit sur le Canal ! Les chars s'ébranlent. Ils feront au moins 200 kilomètres sur leurs chenilles. Mais un char doit s'arrêter souvent pour faire le plein. L'acheminement va demander une dizaine d'heures.

Abrasha, Zévalé, et le colonel Yehoshoua Saguy, officier de renseignement de notre division, sont assis à l'arrière de notre voiture, Ariel à côté du chauffeur, le bras sur la portière, son béret rouge plié sous l'épaulette de sa chemise. Il médite, ne parle presque pas. La voiture roule avec une len-

teur irritante, bien que la circulation reste sporadique. De temps en temps, des phares trouent l'obscurité en face. À plusieurs reprises, Arik demande au chauffeur de capter la Voix d'Israël sur le transistor portatif. On n'entend presque rien, un bout de phrase : « L'ennemi attaque sur tous les fronts... »

Abrasha soupire :

– Tu parles d'une voiture et d'un poste de radio pour un général de réserve... Dire qu'on racontera plus tard : le commandant de division fonçait vers le front...

Arik ironise :

– Tu voulais qu'on me donne un hélicoptère ?

– Les hélicos peuvent être catastrophiques, réplique Abrasha. Depuis qu'on les a inventés, certains généraux ne voient la guerre que d'en haut, à vol d'oiseau. S'ils ont en plus une cervelle d'oiseau, on se retrouve en mauvaise posture !

– Pendant la guerre des Six Jours, nous avons utilisé des hélicoptères pour larguer les parachutistes du colonel Danny Matt derrière les lignes égyptiennes, et c'était « au poil », se souvient Sharon.

La voiture passe devant les défenses d'Umm Ketef. Les accidents du terrain se distinguent dans la clarté diffuse qui précède l'aube. Arik explique comment, voilà plus de six ans, il a dirigé la percée majeure sur l'axe central en direction du canal :

– À l'époque, c'est nous qui les avions eus par surprise...

Le voilà en route pour sa quatrième guerre dans le désert.

En 1956, Sharon avait roulé en Jeep jusqu'au col de Mitla ; en 1967, dans une chenillette. En 1969-1970, il se trouvait au bord du canal de Suez pendant la guerre d'usure. Et maintenant, il part pour le front dans une voiture civile...

Jouant sur l'effet de surprise, les Égyptiens enfoncent sans mal la ligne Bar-Lev – à l'image de son « infranchissable » modèle français, elle ne résistera même pas une journée. Les premières bannières ennemies sont plantées sur la rive orientale du canal dès le début de l'après-midi et, à 18 heures, les armées d'Anouar el-Sadate s'implantent solidement sur l'ancienne ligne de défense israélienne. Pour permettre aux blindés de se frayer un chemin, les sapeurs attaquent à la lance à eau les remblais de terre et de sable.

Au matin du 7 octobre, la situation est grave et le bilan plutôt lourd : près de 200 chars israéliens détruits. Dans la nuit du 7 au 8, Ariel Sharon décide de secourir les soldats isolés par la percée égyptienne, qui lancent des appels de détresse. Le 8, une contre-attaque israélienne échoue ; Moshé Dayan ordonne le repli. À partir du 9 octobre, le front se stabilise, mais Sharon veut traverser le canal au plus vite et tente de persuader l'état-major : il a repéré trois sites adéquats à cet effet.

14 OCTOBRE 1973

LA BATAILLE DANS LE DÉSERT

Le 14 octobre, les blindés égyptiens se mettent en branle dès l'aube.

Mille blindés lancent une offensive spectaculaire. Les centaines de canons des 2^{e} et 3^{e} corps d'armée égyptiens tirent des dizaines de milliers d'obus sur nos forces. Autour de nous, des véhicules brûlent et répandent l'horreur de la mort. La nuit la plus terrible du Sinaï va commencer. Le

soleil couchant flamboie plus que d'ordinaire avant de disparaître.

Dans l'obscurité qui descend sur le désert, les half-tracks, véhicules blindés de transport de troupes, se fraient un chemin parmi les véhicules en flammes, sans cesse ébranlés par les obus qui explosent à proximité. Des ombres dansent sur le sable clair des dunes. On s'arrête. Personne ne dit mot. Seuls les appareils radio bruissent. Une oasis de silence dans un désert en guerre.

Soudain, l'éclair d'un canon de char jaillit à un kilomètre de nous. Toute la nuit, le Sinaï s'embrasera sous la lumière des fusées éclairantes, réfléchie au centuple par le gigantesque miroir de sable blanc. Nous nous sentons nus, vulnérables, sans défense, lorsque les projectiles s'abattent en pluie dans cette clarté crue. Deux cent cinquante chars égyptiens flambent, la moitié ayant été décimée par la division de Sharon. Arik n'a perdu que cinq blindés et, par son réseau radio, il contrôle la bataille.

À compter de ce moment, sa voix précédée de son indicatif personnel, « Ici 40 », donnant des ordres, exigeant des rapports, cette voix pleine d'assurance résonnera dans tous les appareils de transmission, sera captée inlassablement par des milliers de combattants et leur rendra confiance dans les heures difficiles.

Durant toute la nuit, Sharon circule parmi ses brigades blindées, pour diriger l'offensive.

Devant nous, le combat fait rage.

– Ici 40. J'attends rapport !

Il s'adresse à Amnon Reshef, qui dirige une patrouille d'éclaireurs, lequel répond d'un ton calme :

– C'est un combat de canon à canon. Je crois que nous avons détruit l'état-major de la division égyptienne.

Sous le ciel de feu, les lèvres d'Arik esquissent un sourire. Il a enfin convaincu le haut-commandement de la valeur de son plan. On l'a autorisé à traverser le canal.

Amnon se bat depuis les premières heures de la guerre. Le 6 octobre, ses tankistes ont foncé au secours des fortins attaqués et tenté de repousser les Égyptiens. La division Sharon lui a apporté des renforts grâce auxquels il a pu regarnir ses unités décimées.

Après ces longues journées de guerre d'usure dans le désert, Amnon s'est senti tout fier lorsque Ariel lui a confié la mission clé : conquérir par un assaut nocturne la berge prévue pour le franchissement du canal, ouvrir les axes pour que les troupes puissent avancer librement vers la tête de pont. C'est ainsi que le 15 octobre, à 18 heures, Amnon déclenche son offensive sur ce que l'on appellera plus tard la cour de la Mort.

La bataille bat son plein. Des officiers tombent. Un obus frappe un half-track de plein fouet, tuant 10 hommes sur le coup. À partir de 21 heures, les communiqués égrenant les pertes affluent.

Une autre unité d'Amnon se heurte à des chars ennemis retranchés à hauteur de tourelle et défendus par des fantassins. Des camions s'enflamment, des dépôts de munitions sautent, le tout orchestré par les artilleries adverses. Des centaines de soldats égyptiens parcourent le désert.

Certains fuient. D'autres se retranchent, utilisant leurs armes antichars contre les blindés d'Amnon.

– Les Égyptiens s'égaillent comme les abeilles d'une ruche, annonce Amnon à Arik.

Notre artillerie concentre son tir sur la zone de débarquement de l'autre côté du canal : 70 tonnes d'obus percutants

s'abattent en une heure sur une superficie de 500 mètres carrés. Nous préparons le terrain pour les parachutistes.

La veille, à Tassa, Danny Matt et Sharon ont étudié ensemble les détails des mouvements des parachutistes : comment les hommes de Danny franchiraient le canal, comment ils s'empareraient de la rive opposée, comment ils protégeraient le passage des blindés. Après neuf jours de combats frustrants, et devant l'ampleur des succès égyptiens, la mission que Sharon confie à Danny Matt, commandant de la brigade des parachutistes, peut sembler folle. Mais les deux hommes n'éprouvent aucun doute : elle sera menée à bien. En les observant, on est aussitôt frappé par la confiance absolue qu'ils ont l'un dans l'autre.

Dix-sept ans après Mitla, l'histoire se répète : Arik envoie Danny en éclaireur, cette fois dans des canots pneumatiques en lieu et place des avions de 1956. Entre-temps, les cheveux d'Arik ont blanchi. La barbe de Danny est aussi noire qu'il y a vingt ans, mais son visage est plus buriné. Autour d'eux, quelques parachutistes vétérans, les lions de l'époque des représailles propulsés dans un conflit moderne.

L'histoire semble les avoir désignés pour lutter côte à côte dans toutes les guerres d'Israël.

Les premières embarcations sont vite mises à l'eau. Seuls deux canots ont été endommagés pendant la longue traversée du désert en feu. D'autres tirs d'artillerie sur la rive occidentale, pour couvrir l'opération.

Il est 1 h 30. Les canots filent rapidement, en silence, et atteignent l'autre rive sans difficulté. Les parachutistes débarquent au milieu des palmiers, des conifères et des eucalyptus. Un pâle rayon de lune transforme le canal en un ruban argenté. Les Égyptiens semblent déconcertés. Ils ne tirent pas sur les half-tracks des parachutistes qui vont et viennent. Leurs chars, pourtant tout proches, restent silencieux.

L'ambiance se dégrade entre l'état-major et Sharon, car ce dernier est résolu à traverser le canal au plus vite. Bar-Lev menace de prendre des « mesures disciplinaires » à son encontre. Tandis que les parachutistes se lancent sur le canal, le chef de l'état-major général David Elazar, le général de réserve Amos Horev, Bar-Lev, Schmouel Gonen « Gorodish », Yigal Alon et Moshé Dayan se réunissent au PC du front.

Vers 3 heures du matin, Yigal Alon part s'accorder un petit somme. Moshé Dayan, enrhumé et de mauvaise humeur, suggère de ramener les parachutistes de la rive occidentale, puisque le matériel permettant de jeter des ponts flottants n'est pas encore arrivé. Autrement, il craint qu'ils « ne soient massacrés ». Bar-Lev me le confirmera après la guerre : « Dayan était paniqué. »

La proposition du ministre de la Défense est rejetée. Cette fois le PC du front est d'accord avec Sharon, et il décide de poursuivre l'opération en dépit des risques.

David Elazar félicite par radio Danny Matt, qui répond :

– Oui, tout va bien. Nous sommes en pleine forme. Nous sommes en Afrique. Merci, mon commandant.

Un large sourire éclaire le visage de Sharon :

– Nous pouvons continuer jusqu'au Caire !

Le vent de la fortune vient de tourner en notre faveur. Ariel explique sa stratégie à ses officiers, cartes à l'appui, dès 7 heures. Plus tard, Bar-Lev propose par radio de retarder l'offensive. Sharon refuse : il traversera le canal, même si les équipements nécessaires sont encore loin.

16 OCTOBRE 1973

LES BLINDÉS TRAVERSENT

Peu après minuit, le 16 octobre, Arik donne à son PC mobile l'ordre suivant :

– En avant pour Matzmed !

Grâce à ses centaines de conversations radio avec toutes ses unités, il est peut-être le seul à disposer d'une vision d'ensemble de la lutte dans laquelle sa division est engagée. Maintenant, il fonce vers le cœur du combat, vers le point névralgique du théâtre des opérations : la tête de pont qui vient d'être établie au Déversoir, village situé à l'embouchure du canal, côté égyptien.

Sharon fait mouvement avec les chars de Haïm Erez pour consolider le succès essentiel de ce combat terrible : le passage des premiers blindés israéliens sur la rive occidentale du canal – ce que l'on appellera « l'invasion de l'Afrique par les forces israéliennes ».

Il est 5 heures lorsque le PC avancé pénètre dans la cour de la Mort. À gauche se découpe la silhouette du fortin. Spectacle inoubliable : dans le brouillard matinal qui s'élève du canal, on devine les parachutistes sur le remblai, armes pointées vers l'ouest pour couvrir leurs camarades déjà sur l'autre rive. Les ordres, donnés à voix basse, sont exécutés à la lettre. Matzmed, au nord du grand lac Amer, est l'un des trois sites préparés par Sharon lorsqu'il commandait le secteur sud. À cet endroit-là, le remblai est très fin. Pour repérer le point exact, il avait fait disperser des briques rouges, comme par inadvertance.

Un silence étrange règne dans la cour. Pas un obus, pas une balle. On n'entend rien d'autre que le ronronnement des moteurs des véhicules. Arik descend du half-track. Il

entraîne les officiers du génie vers un mur de brique creuse et ordonne au pilote du bulldozer numéro un de l'enfoncer. Il dirige personnellement l'opération, allant même, à un certain moment, jusqu'à s'installer dans la cabine du monstre jaune. Le mur s'effondre dans un nuage de poussière et s'écroule, mêlé de terre noire, dans l'eau du canal. La voie est dégagée.

La présence de cet engin dans la cour relève du miracle. Il a été « détourné » par un commandant de bataillon roulant vers Matzmed avec une douzaine de chars. Les tracteurs qu'il attendait n'étaient pas au rendez-vous, mais il a croisé un bulldozer égaré, et ordonné au conducteur de le suivre. C'est ainsi que ce dernier a participé accidentellement à notre percée.

La lueur de l'aube donne au trou ménagé dans le remblai l'apparence d'une fenêtre s'ouvrant sur un espace magique. Tout le monde se presse pour contempler la nappe de brouillard qui flotte sur l'eau et, de l'autre côté du canal, tel un mirage, des palmiers, des bosquets : l'Égypte !

Au petit matin, Sharon convoya le colonel Haïm Erez avec ses tanks dans la cour de la Mort. Il lui confie une mission audacieuse : détruire quatre ou cinq batteries de missiles sol-air sur la rive orientale du canal.

– Si tu réussis, nous pourrons faire circuler nos avions à travers ce couloir.

Abrasha sourit.

– Ce sera bien la première fois dans l'histoire que des blindés ouvriront la voie aux forces aériennes !

Étant donné le carnage que les missiles égyptiens font parmi nos avions, tout le monde comprend l'importance de

cette mission. Haïm, son béret noir de guingois comme d'habitude, répond laconiquement :

– D'accord.

Et il se met en route. Arik et ses officiers suivent du regard la colonne de blindés qui s'engage sur les ponts flottants.

Abrasha murmure :

– Pourvu qu'on nous laisse remporter la victoire. Nous avons déjà perdu dix jours.

Ni lui ni Arik ne peuvent imaginer que le commandement gaspillera encore les deux précieuses journées qui vont suivre. Une colonne de parachutistes arrive. Je reconnais Israël Harel, mon voisin de bureau à la rédaction de *Maariv* dans la lointaine Tel-Aviv. Kippa sur le crâne, non rasé, un sourire aux lèvres. Nous nous saluons joyeusement. Soudain, il se baisse et ramasse parmi les débris calcinés un morceau de parchemin :

– Ils ont même brûlé le rouleau de la Torah !

Il place soigneusement le parchemin dans sa musette et rejoint ses camarades, qui traversent déjà le canal. Bientôt, ce sera le tour des premiers chars.

Arik a faim. Il semble soulagé.

– Quel enfer, cette nuit ! commente-t-il. Vous avez vu ce déluge de missiles antichars ? Tout le monde tirait. Dans ce genre de guerre, on est tantôt général commandant une ou deux brigades, tantôt deuxième classe manipulant une mitrailleuse, lançant des grenades...

À 6 h 45, les hommes de Danny Matt accueillent les premiers chars de Haïm, qui, jaillis du pont, s'engouffrent sous le couvert des palmiers. En quatre heures, les 28 blindés traversent le canal. La rencontre entre les parachutistes et

les tankistes est émouvante : les premiers font aux seconds une haie d'honneur et les applaudissent.

De leur côté, les Égyptiens sont déroutés. Danny indique à Arik qu'il a détruit six camions transportant 120 soldats égyptiens et que ses hommes tiennent les points de passage du canal d'eau douce. Sans doute persuadé qu'il a affaire à des compatriotes, un soldat égyptien qui s'enfuit à bord d'un canot injurie les Israéliens, qui lui tirent dessus depuis la rive occidentale. Danny hisse alors le drapeau frappé de l'étoile de David, pour démoraliser l'ennemi.

La journée est calme. Mais l'état-major doute : il pense que la tête de pont n'est « pas sûre » et que ses unités de tankistes et de parachutistes sont dangereusement isolées. En réponse à Bar-Lev lui annonçant qu'il est encerclé, Sharon aura ce monologue railleur que j'écoute avec attention :

– Suis-je l'encerclé ou l'encercleur ? Danny Matt encercle les Égyptiens ; mais, d'après vous, ce sont eux qui nous encerclent. Amnon encercle l'ennemi ; mais, d'après vous, c'est l'ennemi qui l'encercle. Nous sommes encerclés, mais nous encerclons les Égyptiens. Quand donc comprendrez-vous que, dans une guerre de mouvement dans le désert, on est tantôt l'encercleur, tantôt l'encerclé ?

Le visage triste, Arik grimpe au sommet du remblai ; de la cour, les soldats regardent sa silhouette massive.

C'est seulement le lendemain que l'enfer commence. Le 17 octobre à 7 heures, les premiers obus égyptiens tombent sur nos parachutistes – début d'un tir de barrage qui ne cessera que le 22 octobre à 19 h 15.

17 OCTOBRE 1973

ARIK EST BLESSÉ

La frustration s'abat sur ses hommes comme une chape jusqu'au moment où le soleil se lève sur la deuxième journée de présence des forces israéliennes sur le sol africain. Le PC mobile se dirige vers le remblaï oriental de la cour de la Mort, le plus éloigné du canal. L'action reprend. Zévalé va vers les péniches pour ordonner leurs mouvements. Juché sur un blindé Zelda, la tête découverte, Arik examine une carte. Abrasha est assis à côté de lui en contrebas. Je suis installé en face.

Un bruit de tonnerre. Les premiers obus de la journée tombent à quelques mètres de nos chars. Tout tremble. Des nuages de fumée. Une odeur âcre. Des cris de blessés.

– Obus de bazookas, lâche Abrasha.

Un crépitement. Des éclats heurtent les parois de notre véhicule.

– Obus de 160 millimètres, commente Abrasha. Ils semblent s'être organisés pendant la nuit. Il faut dire que nous leur en avons laissé le temps.

Arik observe la cour depuis son perchoir. Les obus creusent des cratères, certains tombent dans l'eau, ou dans un bosquet de l'autre côté du canal, là où se trouvent nos parachutistes. Il demande par radio à Danny Matt de localiser la source des tirs.

– Ils viennent d'Ismaïlia, répond Danny.

Sharon consulte l'officier d'artillerie, lui enjoint de vérifier s'il est possible de neutraliser les Égyptiens. Danny annonce que ses hommes ont découvert des observateurs ennemis perchés dans les arbres et qu'ils sont en train de les liquider.

Chaque minute qui s'écoule semble durer une éternité. Nous nous sentons passifs, impuissants. Arik donne l'ordre de renforcer la défense de la cour. Une demi-heure passe. Les tirs ne faiblissent pas. Sharon décide de déplacer son PC avancé. Les half-tracks se mettent en route. Le nôtre a parcouru quelques mètres à peine quand des obus s'abattent à côté. Nous sommes projetés dans le cratère.

Arik ordonne au conducteur :

– Marche arrière !

Mais le conducteur s'affole. Au lieu de reculer, il avance et nous nous enfonçons encore plus.

– J'ai dit « marche arrière », répète calmement Arik.

Un autre obus explose à côté de nous. Les jambes d'Arik sont parcourues d'un tremblement. Le conducteur n'a pas encore réussi à se dégager. Arik se tient la tête entre les mains. Le sang coule le long de son menton et tache son pantalon. Pas un son ne s'échappe de sa bouche. Blêmes, Abrasha et moi échangeons des regards atterrés.

Abrasha murmure :

– Une blessure à la tête... Il est fichu... Le commandant de la division est fichu...

Cela ne dure que quelques secondes. La voix d'Arik nous tire de notre hébétude :

– Quelqu'un a un pansement ?

De la paume, il s'essuie le visage. Tout le monde respire. Arik est en vie, et sa blessure, sans gravité. En cet instant, c'est l'essentiel.

Le linge qu'il enroule autour de son front s'empourpre instantanément. Entre-temps, le conducteur est enfin parvenu à se dégager et le convoi de half-tracks peut se mettre en quête d'un abri plus sûr.

Abrasha dit tout doucement :

– Sans Arik, tout était foutu ici.

Un communiqué de Danny sur la situation des parachutistes mentionne de nombreux blessés. Sharon ordonne de les évacuer vers l'arrière le plus vite possible. On lui signale prudemment que Zévalé se trouve parmi eux, mais en lui cachant que son ami a reçu un éclat dans la tête, qu'il a perdu connaissance et que son état est désespéré. Arik veut savoir si quelqu'un en sait plus ; on lui assure que Zévalé est sur le point d'être évacué...

Un message urgent arrive : Arik doit se rendre immédiatement à l'état-major du front pour une consultation avec Moshé Dayan. La rencontre doit avoir lieu à 20 ou 25 kilomètres à l'est du canal.

Arik pense qu'il aura la possibilité de persuader le haut commandement de cesser ses valses hésitations et d'envoyer des renforts sur la rive occidentale du canal.

C'est la première fois depuis le début des opérations que Sharon se trouve face à l'état-major. Leurs précédentes – et stériles – discussions se sont déroulées par radio.

Le half-track gravit le raidillon. Il n'est pas encore midi, mais la chaleur est déjà insupportable entre les dunes de sable blanc. Le commandant du front, Haïm Bar-Lev, est étendu par terre, appuyé sur un coude, un de ses cigares favoris entre les lèvres. Autour de lui, son état-major et le général Avraham Adan. Des bouteilles d'orangeade fraîche circulent.

Ôtant son cigare de sa bouche, Bar-Lev apostrophe Sharon.

– Parlons franchement : toute ressemblance entre le plan que tu nous as soumis et celui que tu as exécuté est purement fortuite.

Où est passée la fameuse fraternité entre combattants dont Bar-Lev se gargarisera après la guerre ? Arik ne sait pas encore que son renvoi a été évoqué par deux fois en présence du commandant du front. Il ignore aussi qu'une campagne de presse est menée contre lui à l'arrière, avec la collaboration du porte-parole de Tsahal...

Bar-Lev vient de tirer la première salve de ce que l'on nommera la « guerre des généraux. » Non sans mal, Sharon garde son calme. Il se contente de lâcher :

– Vous pourriez aussi me dire que je n'ai jamais participé à cette guerre.

Après cet échange, chacun campe sur ses positions, Bar-Lev soutenant que la tête de pont est indéfendable et Sharon insistant pour poursuivre l'offensive.

Moshé Dayan, une fois n'est pas coutume, tranche en faveur de Sharon. Le ministre de la Défense déclare soudain :

– Je me joins à Arik. Dites au Premier ministre que je ne serai pas là ce soir pour la séance du gouvernement.

Sans doute la perspective d'être le premier membre du gouvernement israélien à fouler le sol égyptien a-t-elle pesé dans la décision de Dayan. Il possède une sorte de sixième sens qui l'incite à toujours prendre le bon train en marche.

Peu importe à Sharon : il a eu gain de cause et cela lui suffit. L'homme soucieux retrouve sa légendaire joie de vivre. Puis il grimpe avec Dayan à bord d'une péniche : en route pour l'Afrique...

17 octobre 1973, 16 heures. Au moment où Ariel Sharon et Moshé Dayan débarquent sur l'autre rive, un soldat proclame solennellement :

– Moïse retourne en Égypte !

Le 22 octobre, l'ONU impose un cessez-le-feu aux armées israéliennes et égyptiennes. Le lendemain, les Syriens déposent les armes sur le front nord.

1974

« ARIK, ROI D'ISRAËL »

1994. Nous sommes dans le bureau loué par Sharon dans un immeuble de Tel-Aviv. Je suis stupéfait de l'entendre dire d'un ton résigné :

– Tu m'as affirmé que je ne serais jamais un révolutionnaire...

– Comment t'en souviens-tu ? C'était il y a vingt ans...

– J'ai donc aussi bonne mémoire que toi !

Nous parlions des dangereuses concessions que Rabin et son ministre des Affaires étrangères étaient en train d'accorder aux Palestiniens et je le pressais de mobiliser l'opinion publique contre cette démarche. C'est là qu'il m'a rappelé ces paroles prononcées quelques mois après la guerre de Kippour.

En 1974, le public israélien est sous le choc de l'offensive égypto-syrienne et des lourdes pertes subies par Israël : près de 2 500 morts et plus de 5 000 blessés – un désastre qui a provoqué la chute du Premier ministre Golda Meir et de son ministre de la Défense Moshé Dayan.

Sharon est considéré comme un héros national. Le peuple porte aux nues « Arik roi d'Israël », même si la presse

dénonce sa présumée insubordination. J'ai été le seul à le soutenir dans les colonnes de *Maariv*, puis dans un livre intitulé *Tête de pont*.

Ces attaques n'ont fait que souder un peu plus le couple Sharon. Quelques mois plus tôt, Ariel et Lily avaient acheté une exploitation agricole dans le Néguev. La ferme des Sycomores – c'est son nom – renaît peu à peu à la vie, mais en attendant qu'elle soit habitable, les époux s'installent à Rehovot.

Même si elle a toujours su, partout où ils ont résidé, établir un foyer accueillant où Ariel pouvait se reposer quelques heures au calme – à Nahalal lorsqu'il servait au commandement du secteur nord, à Beersheba lorsqu'il commandait le secteur sud –, c'est dans cette ferme que Lily créera le foyer par excellence. La ferme des Sycomores n'est pas une simple maison mais un point d'ancrage, un havre de paix où son guerrier de mari vient se ressourcer parmi les vignes qui s'étendent à l'horizon, les roses du jardin, les tableaux familiers accrochés aux murs, auprès de leurs fils qui fréquentent les écoles de la région. Là, tout en lui servant les plats préparés à son intention, Lily écoute les impressions, les idées, les problèmes d'Arik, et le conseille avec l'intelligence du cœur. Ariel a toujours admiré le bon sens de sa femme, son sismographe, son détecteur de mines.

En période de guerre, elle a su dissimuler son inquiétude, soignant les blessés dans les hôpitaux et s'occupant des familles éprouvées tout en guettant la sonnerie du téléphone. Si Arik n'appelait pas, elle le faisait. Il lui fallait absolument savoir au jour le jour ce qui se passait.

Lorsqu'il avait quitté l'armée, en 1973, elle avait espéré le voir se consacrer à l'agriculture et à sa famille... puis la guerre avait éclaté. Et juste après la victoire militaire venait le combat politique.

Première campagne électorale, premier succès : Sharon est élu à la Knesset comme député du Likoud le 31 décembre 1973. Certes, la gauche reste majoritaire, et Golda Meir Premier ministre, mais Israël reproche à ses dirigeants – Golda Meir, Moshé Dayan et le chef d'état-major David Elazar – de ne pas avoir su anticiper la guerre. Ils démissionnent au printemps 1974. Yitzhak Rabin, chef d'état-major pendant la guerre des Six Jours, et Shimon Peres, pilier du Parti travailliste, briguaient le poste de Premier ministre. Rabin, avec qui j'étais lié, me demanda si Sharon était prêt à l'appuyer.

– Une déclaration d'Arik en ma faveur importe plus que toutes les autres, m'expliqua-t-il.

Ce soir-là, je retrouvai Ariel au Hilton de Tel-Aviv, en compagnie de son oncle maternel Joseph, venu de Paris. Il accepta aussitôt de soutenir publiquement Yitzhak Rabin et avertit le soir même plusieurs journalistes, depuis une cabine téléphonique du hall de l'hôtel. Sa déclaration fit la une de tous les quotidiens du lendemain.

Le 3 juin 1974, Rabin est nommé Premier ministre, le portefeuille de la Défense revenant à Shimon Peres. Sharon, général de réserve de corps d'armée, continue à se rendre régulièrement dans le Sinaï pour entraîner ses trois divisions blindées. Je me demande si son bronzage est dû aux séjours dans le désert ou aux heures passées au volant de son tracteur, dans sa ferme du Néguev. Dans l'appartement qu'il a loué à Rehovot, il se lève tous les jours vers 5 ou 6 heures du matin pour aller travailler aux champs.

Durant nos conversations, il ne cache pas son inquiétude. Pour lui, le gouvernement et l'état-major de Tsahal s'efforcent tellement de se dédouaner de l'impréparation des troupes à la guerre de Kippour qu'ils s'interdisent d'en tirer les leçons qui s'imposent et de procéder à la nécessaire réorganisation complète de l'armée. De plus, Sharon s'indigne de voir l'establishment et les médias minimiser son rôle dans la victoire de 1973 et, pire encore, de rejeter sur lui la responsabilité de l'incurie, en la faisant remonter au temps où il commandait la région militaire sud.

Quelques mois plus tard, Rabin me prie de lui rendre visite un jour de Shabbat. Devant un whisky on the rocks, il m'informe d'une idée qui lui tient à cœur : il espère faire d'Ariel, pourtant de droite, son conseiller à la Défense, afin de remonter le moral d'une armée marquée par ses défaillances d'octobre 1973.

– Dis à Arik qu'il n'imagine pas à quel point l'état de l'armée est calamiteux. J'ai besoin de lui pour restructurer Tsahal et restaurer sa confiance. Seul Arik est en mesure de contrebalancer l'influence de Shimon Peres et de Motta Gour (le chef de l'état-major général).

Je m'abstiens de lui avouer combien Ariel partage son opinion. Inutile, d'ailleurs. Ces deux hommes viennent de contraindre Sharon à quitter la Knesset en promulguant une nouvelle loi défendant à un officier de réserve d'occuper des fonctions parlementaires. Dans sa lettre de démission, il a écrit :

« Il m'importe davantage de remettre Tsahal sur pied que de jouer à ces petits jeux politiciens. »

À ma grande surprise, Ariel refusa tout net l'offre de Rabin.

– Il est trop faible, me déclara-t-il. Il ne pourra mener à bien la révolution indispensable au sein de Tsahal.

Rabin insista, en personne puis en m'envoyant de multiples émissaires ; j'eus beau revenir à la charge, Sharon refusa de fléchir.

Il consentit finalement à rencontrer le Premier ministre. Je passai le prendre dans son appartement de Rehovot à 6 heures, un matin de juin 1975. Tout en me servant du café, il lâcha :

– Je vais lui dire non. Alors arrête de me rebattre les oreilles avec cette histoire.

Lily et les enfants dormaient encore quand nous prîmes la route pour Jérusalem à bord de sa petite Alfa Romeo.

– Rabin te fait une proposition que tu ne peux pas décliner, m'entêtai-je. C'est ton Premier ministre. Si une autre guerre éclate, et que Tsahal est mis en déroute, c'est toi qui endosseras les blâmes.

Les yeux rivés sur la route, Ariel conduisait vite et ne répondait pas. Pour l'heure, cette proposition restait secrète. En cas de refus de Sharon, les travaillistes, voire Rabin lui-même, rendraient la chose publique pour lui nuire.

À Jérusalem, Sharon me déposa au café Moment, au coin de la rue abritant la résidence du Premier ministre (vingt-sept ans plus tard, ce café serait la cible d'un attentat meurtrier). J'attendis environ une heure.

– J'ai accepté le job, marmonna-t-il à son retour. Je commence demain matin.

La bronca fut générale : de la gauche à la droite, les membres de la Knesset s'indignèrent de la nomination à un

poste clé d'un général du Likoud dans un gouvernement travailliste.

Sharon choisit pour adjoint Rafi Eitan[1] (un homonyme du chef d'état-major « Rafoul » Eitan), officier émérite du Mossad, avec qui Rabin avait servi dans le Palmach, les troupes de choc de la Haganah.

Nous n'étions qu'une poignée à connaître les exploits d'Eitan, chef de la petite équipe responsable de la capture d'Adolf Eichmann, à Buenos Aires, en mai 1960. Je présentai aussi à Ariel l'officier opérationnel le plus proche d'Eitan, Tzvi Malchin, qui avait rendu possible la prise du nazi en le hélant, rue Garibaldi, en espagnol.

Hélas, trop de désaccords opposaient Ariel Sharon à la gauche, en particulier concernant la nouvelle donne au Liban. Les Palestiniens y massacraient la communauté chrétienne et, afin d'arrêter le bain de sang, le secrétaire d'État américain Henry Kissinger préconisait une intervention syrienne, présentée comme une force stabilisatrice. Contre l'avis de Sharon, persuadé que les Israéliens avaient tout à y perdre à long terme, Peres et Rabin se rallièrent au projet de Kissinger. Par ailleurs ils reçurent secrètement Béchir Gemayel, le chef des chrétiens libanais, à Tel-Aviv, et consentirent à lui fournir des armes et des instructeurs militaires pour se défendre.

On connaît aujourd'hui les conséquences désastreuses, pour la souveraineté libanaise et la population civile, de l'intervention syrienne et du soutien accordé par Israël aux phalangistes. Les troupes syriennes ne se retireront du Liban

1. Rafi Eitan est aussi le fondateur du Parti des retraités, qui a effectué une percée spectaculaire lors des élections législatives de mars 2006.

qu'en 2005, après l'assassinat du Premier ministre Rafik Hariri.

Moins d'un an après son entrée en fonction, en février 1976, Sharon claquait la porte, et Rafi Eitan avec lui.

– Je suis désolé, Yitzhak, dit-il à Rabin, mais tu n'arrives pas à imposer tes vues à Shimon Peres.

Cet après-midi-là, je rejoignis Lily et Ariel à Tel-Aviv, rue Ibn Gabirol. Arik paraissait soulagé.

– Yitzhak a accepté ma démission. Il s'est montré compréhensif, mais il avait l'air embêté. Sur la table, il y avait comme toujours ses sandwichs rassis au fromage. Il m'a tendu son stylo et suggéré de rédiger moi-même le communiqué officiel annonçant mon départ et ses motivations.

Sharon se tut un instant.

– L'aigle chauve... lâcha-t-il. Quand je pense que j'ai rencontré Ben Gourion dans le même bureau, autour de la même table, voilà plus de vingt ans. Quel contraste...

Et Ariel de s'en retourner à son tracteur, à ses champs de blé, de coton et de pastèques, et de terminer la restauration de la ferme des Sycomores.

Je lui expliquai un soir que le peuple souhaitait un changement radical, voire une révolution et qu'il pouvait au moins réformer l'armée s'il prenait la tête de l'état-major général.

– Tu pourrais demander ta réintégration à cet effet.

– Le gouvernement n'acceptera jamais et, de toute manière, j'en ai assez de la vie militaire.

– Donc tu ne seras jamais un révolutionnaire. C'est dommage, parce que Israël en aurait bien besoin. Tu préfères

t'encroûter dans ta ferme, sans compter que cela t'éloigne des centres d'action de Tel-Aviv et Jérusalem.

– Tu voudrais peut-être me voir vivre sous la tente, comme Kadhafi ?

Cette réponse méprisante m'a suffi : je n'ai plus jamais abordé la question.

L'achat de sa ferme du Néguev était sa fierté et, d'emblée, il décida d'en faire une entreprise fructueuse, capable de financer son propre développement et de se libérer au plus vite de ses dettes.

La parenthèse pastorale se referma vite. Trois ans après sa création, le Likoud se désagrégeait : composé de plusieurs sensibilités différentes, le parti peinait à trouver la direction commune que Sharon appelait de ses vœux. Il démissionna du Likoud pour fonder sa propre formation, Shlomtzion. Ce mot, qui signifie « paix de Sion », est le nom hébraïque de Salomé Alexandra, qui régna sur la Judée au VII^e^ siècle avant l'ère chrétienne et s'illustra dans la protection des frontières de son royaume. Sharon se croyait capable de poursuivre la révolution politique de 1973 et d'imposer sa liste lors des législatives anticipées de 1977.

Shalom Rosenfeld, mon rédacteur en chef à *Maariv*, refusa de lui consacrer le moindre entrefilet.

– Dis à ton copain qu'il retourne à sa ferme, lança-t-il lors d'un déjeuner. Sa place est là-bas, il n'a rien à faire en politique.

Maariv donnait gagnants deux amis personnels de Rosenfeld : Shimon Peres et l'ancien conseiller militaire de Lévi Eshkol, le célèbre archéologue Yigal Yadin, qui venait de créer le parti Dash.

Difficile de faire parler de soi quand le premier quotidien du pays vous ignore. Sharon se démena pourtant comme un beau diable et sillonna le pays. Lily, qui le suivit dans chacun de ses déplacements, l'obligeait à se laver les mains et le visage après chaque bain de foule et veillait à ce qu'il dispose de linge de rechange. Elle accorda même une interview à la télévision. Comme mon journal feignait d'ignorer sa candidature, je décidai d'aider mon ami en achetant de mes propres deniers une publicité électorale dans *Maariv*. La facture se monta à 1 000 dollars.

En fin de compte, Shlomtzion obtint deux sièges à la Knesset, l'un pour Sharon, l'autre pour son colistier Yitshak Yitshaki. C'était un échec, mais relatif. Le scrutin était historique : le 17 mai 1977, le Parti travailliste avait enfin été débouté par le Likoud créé par Sharon.

Aussitôt après, Sharon proposa à Menahem Begin de fusionner Shlomtzion avec le Likoud. Sourd aux protestations de l'appareil du parti, le nouveau Premier ministre accepta et envisagea même de nommer Sharon à la Sécurité intérieure, ayant confié à Ezer Weizmann le portefeuille de la Défense. Pas question ! hurlèrent de concert politiciens et journalistes. À moins de vouloir transformer le pays en État policier, il ne fallait pas placer Sharon à la tête de ce ministère clé, responsable notamment du service de renseignement intérieur et de la lutte antiterroriste.

Puisque l'Intérieur était hors d'atteinte, Sharon demanda à Begin de lui céder l'Agriculture. Ce domaine était cher à son cœur, et les progrès technologiques d'Israël dans ce secteur étaient reconnus dans le monde entier.

– Tu es le ministre des Tomates, railla Ezer Weizmann. Et c'est bien tout ce que tu mérites.

Ezer étant un ami, je le mis en garde :

– Évitez de vous disputer. Si vous ne vous reposez pas l'un sur l'autre, vous serez pendus côte à côte !

– Passe le bonjour au *vizir Albandora* (« ministre des Tomates » en arabe), me rétorqua-t-il, et dis-lui de se tenir à carreau !

Le 15 juillet, le gouvernement prêta serment devant le Parlement. Ariel fut officiellement nommé ministre sous les yeux de Vera, sa mère, et de Lily. Outre l'Agriculture, il obtint de Begin d'entrer au cabinet restreint de sécurité et de prendre la tête de la commission ministérielle chargée des implantations juives. En cette qualité, il présida à la création des yishouvim (implantations) de Judée-Samarie, dans la périphérie de Jérusalem, en Galilée et dans le Néguev, ainsi qu'au renforcement des localités dans la bande de Gaza. Le « tank » du champ de bataille céda la place au « bulldozer » Sharon, bâtisseur des colonies. Une carte d'Israël était déployée dans son bureau, où il indiquait les sites stratégiques à occuper, les collines à habiter, les vallées à défendre...

Cette stratégie recueillait l'entière approbation des deux femmes de sa vie. La mère d'Arik, veuve depuis 1956, habitait toujours le moshav de Kfar Malal. La nuit, elle plaçait un fusil sous son lit, au cas où... Le jour, elle travaillait la terre, et elle continuerait jusqu'à quatre-vingts ans passés, à la grande fierté de son fils. Elle récoltait des avocats qu'elle chargeait dans son 4 × 4 et livrait en personne. Le week-end, c'est encore au volant de ce 4 × 4 qu'elle venait à la ferme des Sycomores. Elle s'enorgueillissait de la propriété de son fils.

– Regarde comme c'est net, me dit-elle un jour en désignant le champ de coton en fleur. C'est très important, tu

sais, qu'un champ soit net. Heureusement qu'Arik en est conscient.

Vera arborait une crinière blanche, coupée court. Ses hautes pommettes trahissaient ses origines russes. Guilad et Omri, ses petits-fils, la taquinaient gentiment en disant que dans la famille Schneeroff coulait sans doute du sang tatar : la ville de Mohilev, en Biélorussie, avait bien connu quelques pogroms...

D'un naturel peu loquace, Vera se mêlait rarement des affaires de son fils, mais elle soutint sans réserve les projets d'implantation en Judée-Samarie.

Lorsque ses forces déclinèrent, alors qu'elle était âgée de quatre-vingt-huit ans, Ariel resta à son chevet jusqu'à son dernier souffle.

Enfin parvenue au pouvoir après trente ans dans l'opposition, la droite rêvait une nouvelle carte d'Israël, et Begin savait galvaniser les foules avec ses discours de pionnier. Seulement le Likoud ne savait pas comment réaliser cet idéal. Pour Sharon, en revanche, l'enfant de Kfar Malal, ce n'était pas compliqué : on posait des systèmes d'irrigation, on traçait des routes, on construisait des maisons... Le partage des rôles était le suivant : Begin discourait sur la nécessité de multiplier les colonies d'Eretz-Israël « à l'instar de celle d'Elon Moreh », tandis que Sharon faisait office de maître d'œuvre.

Il s'appuya sur une nouvelle génération de pionniers du Goush Emounim qui ne s'inspiraient plus du *Capital* mais de la Bible ; ces disciples du grand rabbin sioniste Abraham Isaac HaCohen Kook se recrutaient plutôt parmi les membres du Bné Akiva, mouvement de jeunesse pétri de Torah, que du Hashomer Hatzaïr, laïc et socialiste. Ariel partageait

avec eux l'amour de la terre d'Israël et la certitude d'être le propriétaire légitime du pays de ses ancêtres. Mais l'idéalisme n'empiétait pas sur son pragmatisme et le mysticisme des habitants des implantations le laissait froid.

– Je ne suis pas l'âne du Messie, martelait-il dès qu'il se sentait instrumentalisé par les plus enflammés d'entre eux, en référence à l'animal sur lequel le Messie des Juifs est supposé faire son entrée à Jérusalem, le jour venu.

Pour ma part, j'entendais dans cette phrase l'écho d'une conviction profonde : Ariel ne se croyait pas investi d'une mission messianique, mais politique et sécuritaire, et à ce titre il restait ouvert aux concessions nécessaires. De 1977 à 1981, il établit plus de 60 implantations en Judée-Samarie. Puis, au cours de ses diverses fonctions ultérieures – Défense, Industrie et Commerce, Infrastructures, Logement –, il renforça ces localités et en augmenta le nombre, jusqu'à atteindre un total de 150. Sharon allait lutter contre le monde entier pour renforcer la présence juive en Cisjordanie et dans la bande de Gaza ; il n'apprécierait pas, quelques années plus tard, que les responsables des implantations lui préfèrent Benyamin Netanyahou comme candidat de la droite au poste de Premier ministre.

Pendant que les yishouvim jaillissaient de terre, Lily et Ariel mettaient la dernière main à la ferme des Sycomores. Lily planta des rosiers partout, et Arik une vigne vierge qui devait grimper jusqu'aux fenêtres de leur chambre, au deuxième étage. Dans l'entrée, des selles étaient suspendues dont les trois hommes de la maison – Ariel, Guilad et Omri – se servaient dès qu'ils voulaient monter les chevaux de l'écurie.

La ferme des Sycomores devint leur forteresse. L'éloignement relatif des grandes agglomérations priva le clan Sharon de la présence quotidienne de proches. Cette distance leur assurait néanmoins un répit bienvenu : Ariel était constamment pris à partie, tantôt à cause des implantations, tantôt à cause de sa fermeté à l'égard des Arabes. Comme toujours, Lily s'employait à maintenir le calme dans son foyer ; au son de morceaux de musique classique, tous deux s'asseyaient au salon avec les enfants, et Arik de leur expliquer son combat ou l'importance vitale des localités juives établies dans le pays depuis la seconde moitié du XIX^e^ siècle et qui avaient fixé les frontières de l'État. Les garçons étaient curieux des attaques dont leur père était l'objet dans la presse. Si Ariel répondait patiemment, sans acrimonie, Lily n'hésitait pas à injurier les journalistes qui critiquaient son mari. Elle ne pardonnait rien.

À près de cinquante ans, Ariel Sharon avait déjà de l'embonpoint et sa femme le harcelait pour qu'il se mette au régime. Le tailleur de Tel-Aviv l'avait alertée : son client était passé de la taille large à la taille extra-large en un clin d'œil et les tissus qu'elle rapportait de leurs voyages en Europe n'étaient plus assez grands. Attentive à la garde-robe de son mari, Lily s'occupait parfois aussi de la mienne, comme si je faisais partie de sa famille. Autre signe d'amitié de sa part : après le décès de l'oncle Joseph, de Paris, elle me fit porter une bonne partie des éditions rares de sa bibliothèque ; parmi elles, les œuvres de Victor Hugo, d'Émile Zola et d'Alphonse Daudet.

Cependant, malgré ces marques d'affection, Lily n'entendait pas partager Ariel, pas plus avec moi qu'avec quiconque.

– Nous ne sommes pas en concurrence, me rassura-t-elle un jour. Nous ne devrions pas nous disputer l'amour d'Arik, car nous l'aimons tous les deux.

J'étais stupéfait. Jamais je n'avais soupçonné que ma complicité avec son mari lui pesait tant... Je songeai à ses nombreux appels à Sharon durant la guerre de Kippour, qui arrachaient des sourires aux soldats :

– Elle veut nous rejoindre dans les tanks ? demandaient-ils.

Fort de ses succès à l'Agriculture, Sharon consolidait sa place au sein du gouvernement Begin et le Tout-Jérusalem se pressa à la ferme des Sycomores. L'hospitalité du couple était réputée et, outre les repas concoctés par Lily, les convives profitaient d'une visite guidée des terres, admirant les troupeaux et le verger. La propriété des Sharon devint aussi le théâtre de rencontres discrètes, par exemple avec le chef des renseignements français ou des émissaires américains. S'y rendirent entre autres le secrétaire d'État des États-Unis Caspar Weinberger ou le ministre égyptien Kamal Hassan Ali, le chef d'orchestre Zubin Mehta ou encore le virtuose Isaac Stern.

Les journalistes n'étaient pas en reste, qui voulaient tous interviewer Sharon : Abe Rosenthal, rédacteur en chef du *New York Times*, Sidney Zion du *Daily News*, ou encore l'Italienne Oriana Fallaci. Je me souviens en particulier de la visite du magnat de la presse Rupert Murdoch, arrivé en Israël à bord de son avion privé, accompagné d'une demi-douzaine de rédacteurs du *London Times* et du *New York Post*. Après le traditionnel tour du propriétaire, Sharon emmena cet aréopage survoler les implantations de Judée-Samarie.

1981

DÉTRUISONS OSIRAK

En tant que ministre de l'Agriculture dans le gouvernement de Menahem Begin, vous avez joué un rôle clé dans une décision qui a désarçonné les États-Unis : le bombardement du réacteur nucléaire de Bagdad. De quelle manière ?

En qualité de membre de la commission ministérielle à la Défense, ce qu'on appelle aujourd'hui le cabinet restreint, persuadé de la gravité du danger, j'étais parmi ceux qui préconisaient la destruction de cette pile atomique irakienne. Je dis par prudence que je comptais parmi ceux qui exhortaient au bombardement aérien du réacteur. J'ai peut-être été le premier à émettre cette idée, mais je tiens à rester circonspect à cet égard – il se peut que d'autres l'aient fait avant moi. Nous en avons débattu pendant des mois et ces discussions sont longtemps restés secrètes.

Combien de fois avez-vous écrit à Begin à ce sujet ?

À de nombreuses reprises. Je lui rappelais de temps à autre le risque que représentait la capacité nucléaire des pays arabes. Je n'étais pas du tout partisan de l'idée – formulée, je crois, par Shimon Peres – que l'existence d'armes atomiques des deux côtés constituerait une force de dissuasion

réciproque. J'étais d'avis de ne pas trop compter sur le discernement de pays arabes en possession de l'arme atomique, encore moins sur les facultés d'appréciation et de retenue de leurs dirigeants. Les États-Unis ou l'Union soviétique me semblaient plus responsables dans ce domaine, encore que l'équilibre de la terreur entre puissances m'ait toujours paru dangereux. Nous étions déjà en permanence sur le qui-vive, après des dizaines d'années de problèmes de sécurité quotidiens ; avec un parapluie nucléaire à leur disposition, les Arabes auraient la possibilité d'étendre la portée de leurs opérations anti-israéliennes « limitées », et Israël s'abstiendrait peut-être d'y réagir, par peur d'une riposte nucléaire.

N'avez-vous pas craint que le projet ne s'ébruite avant son exécution ?

À mesure que les préparatifs avançaient, des fuites avaient lieu, bien sûr. Le Parti travailliste commençait aussi à mettre son nez dans l'affaire. Si l'opération était éventée, elle mettait en danger la vie des pilotes, et risquait donc d'être annulée. Mais pour ma part, je ne peux parler que de l'influence que j'ai certainement exercée sur la décision du gouvernement. C'était en juin 1981, à la veille de la fête de Shavouot[1]. Quand nous avons appris que nos avions venaient de rentrer sains et saufs dans l'espace aérien d'Israël après avoir détruit le réacteur nucléaire de Saddam Hussein, la joie a éclaté parmi les ministres réunis chez Begin, dans son appartement de Jérusalem. Au moment de prendre congé, Begin s'est approché de moi, m'a étreint et il m'a remercié en disant que ma position avait grandement pesé sur sa décision.

1. La « fête des Semaines », ou Pentecôte, célèbre le don de la Torah.

Est-ce l'une des décisions les plus importantes prises par un gouvernement d'Israël ?

À mon avis, oui, c'est l'une des décisions les plus audacieuses jamais prises par l'un de nos gouvernements, comparables à celles d'un Ben Gourion, par exemple. Et Begin l'a accompagnée d'explications sur la protection des vies juives, sur le devoir de veiller à la sécurité de notre existence. Il serait d'ailleurs bon que les membres de sa famille et ceux qui révèrent sa mémoire publient les discours de Menahem Begin sur notre histoire, sur la sécurité du peuple juif, sur notre devoir d'assurer la protection des Juifs. On aurait pu sensibiliser des générations de jeunes avec ce recueil de textes. Dommage qu'au lieu de cela certains de ses proches préfèrent le présenter comme un homme influençable, qui se serait laissé entraîner.

En mai 1981, vous êtes allé voir au Caire Anouar el-Sadate, le président égyptien, pour organiser une rencontre au sommet entre lui et Begin à Charm el-Cheikh. Or, quelques jours plus tard, le réacteur nucléaire Osirak était bombardé... Sadate a accusé Israël de lui avoir tendu un piège.

Le problème était que le réacteur de Bagdad approchait du stade opérationnel de production de matières fissibles. Il y avait urgence. Néanmoins, il fallait aussi que Begin et Sadate se rencontrent.

D'autant plus que, selon le Parti travailliste, Sadate désespérait de Begin et ne le considérait plus comme un partenaire sincère dans le processus de paix.

À cette époque, alors que le processus de paix était clairement engagé, la gauche israélienne affaiblissait le gouvernement en exigeant d'accélérer le mouvement, de se précipiter, d'accorder davantage de concessions. Depuis la démission

du ministre de la Défense Ezer Weizmann, les relations avec l'Égypte passaient largement par des contacts entre ministres de l'Agriculture, c'est-à-dire entre le Dr Daoud et moi. Au cours de mon tête-à-tête avec Sadate, le 19 mai 1981, lorsque je lui ai fait part du désir de Begin de le rencontrer, il m'a donné sur-le-champ une réponse positive.

Nous nous heurtons alors à un dilemme cornélien. Si nous bombardons tout de suite le réacteur de Bagdad, il est évident que la rencontre au sommet n'aura pas lieu. Et, d'un autre côté, sa destruction juste après la rencontre risquerait de faire croire à une entente entre les deux hommes et de nuire énormément à Sadate, ce que nous ne souhaitons pas.

La marche à suivre paraît alors évidente. Premièrement, la rencontre doit avoir lieu. Deuxièmement, l'attaque contre le réacteur devra intervenir après un laps de temps suffisant.

Qui, hormis Begin et vous, était dans le secret ?
Personne.

L'idée de combiner la rencontre et le bombardement émane-t-elle de vous ?

En avril 1981, en ma qualité de membre du cabinet de sécurité, j'avais empêché un raid aérien contre les batteries de missiles sol-air que les Syriens venaient de poster au Liban, estimant que mieux valait ne pas trop attirer l'attention sur nous avant le bombardement du réacteur irakien (ces batteries ont finalement été détruites en juin 1982). Et voilà que Sadate exprime le souhait de retarder la rencontre dont il a accepté le principe... Or l'opération ne pouvait être lancée qu'un dimanche, jour de congé des techniciens français qui travaillaient sur l'ouvrage irakien, et l'entrée du réacteur en phase « chaude » était imminente. Et l'approche des élections en Israël rendait urgente la rencontre Begin-Sadate.

En fin de compte, la fameuse rencontre s'est bel et bien déroulée à Charm el-Cheikh. Mais, à cause des lois régissant les campagnes électorales en Israël, il était seulement permis à nos reporters de photographier Sadate. On pouvait entendre la voix de Begin à la télévision, mais pas le voir ! Lorsque nous nous sommes finalement retrouvés autour de la table du déjeuner à Charm el-Cheikh, Kamal Hassan Ali, ministre des Affaires étrangères et vice-premier ministre égyptien, m'a soudain annoncé qu'il avait lui-même veillé à ce que la date du sommet soit aussi proche que possible de celle de nos élections. Voilà qui était fort embarrassant. Nous étions le jeudi 4 juin 1981 et le bombardement du réacteur était prévu pour le dimanche suivant. Il s'est déroulé à la date fixée.

Peu de temps après, je me suis de nouveau rendu en Égypte pour expliquer à Kamal Hassan Ali, avec qui j'entretenais de très bonnes relations, que nous n'avions pas eu le choix. Nous avions tenté d'organiser la rencontre plus tôt, pour bien séparer les deux événements, et c'est lui qui en avait repoussé la date. Les Égyptiens avaient eu à cœur que le gouvernement israélien de l'époque se maintienne au pouvoir. Ils comprenaient fort bien – comme d'ailleurs aujourd'hui les Palestiniens – qu'un gouvernement de gauche aurait plus de difficultés à établir la paix qu'un gouvernement issu du camp national, et ils ne le croyaient guère capable de mettre à exécution l'accord signé par Begin.

Sadate était donc en faveur d'une réélection de Begin ?

Oui. Pourtant, la montée au pouvoir de Begin en 1977 l'avait beaucoup préoccupé au début. Ceausescu me révélera même, lorsque je me suis rendu en Roumanie en 1982, que Sadate était très inquiet de nous voir tous les trois au gouvernement : Dayan, Weizmann, et moi. Ce n'est pas Sadate

qui a fait les premiers pas vers la paix, mais Begin. Dès son premier Conseil des ministres, il a annoncé qu'il s'efforcerait de rencontrer les dirigeants arabes pour tenter d'arriver à la paix. Il est injuste, au regard de l'Histoire, d'attribuer à Sadate tout le mérite de l'initiative. Malgré le respect que l'on doit à Sadate, c'est Begin qui a entamé le processus en se rendant en Roumanie pour discuter avec Ceausescu.

Pour en revenir à ma rencontre avec Kamal Hassan Ali, je lui ai dit :

– Mettez-vous à ma place, que pouvais-je faire ? Vous révéler que nous étions sur le point de bombarder le réacteur Osirak ? Il est évident que je ne le pouvais pas.

– Cela nous a mis en difficulté, m'a-t-il répondu, avant de me demander comment nos avions avaient réussi à larguer toutes leurs bombes à l'intérieur de la pile atomique.

Ce raid a eu un formidable effet dissuasif en l'Égypte et dans les États voisins. La réaction de certains, en Israël, me laisse perplexe encore aujourd'hui. Tandis que la Syrie, déconcertée, n'avait pas encore réagi le lundi matin, que la Jordanie ne savait encore rien, que l'Arabie saoudite dormait encore et que les Irakiens se taisaient, un seul organisme a dénigré cet exploit : le siège du Parti travailliste, 110, rue Hayarkon, à Tel-Aviv. Il s'agissait pourtant de l'un des plus grands actes de sauvetage de l'histoire d'Israël !

Sur le plan politique, Sadate a gagné son pari : le Likoud triomphe lors des élections du 30 juin 1981. Menahem Begin se prépare à former un nouveau gouvernement.

En franchissant le canal de Suez en octobre 1973, à la tête de votre division, estimez-vous avoir contribué à la venue d'Anouar el-Sadate à Jérusalem en 1977 ?

La traversée du canal par ma division, suivie, avec un certain retard, par celle d'autres forces de Tsahal sur les ponts que nous avions construits, ainsi que le développe-

ment de l'offensive israélienne en profondeur, tout cela a amené les Égyptiens à réaliser qu'il fallait chercher une autre voie que la guerre pour régler le problème de l'existence d'Israël. Sadate est arrivé à la conclusion qu'il ne réussirait pas à nous détruire par la voie militaire. Voilà pourquoi le franchissement du canal représente à mon sens la phase critique de la guerre de Kippour. Si les Égyptiens – qui avaient subi de très faibles pertes – avaient réussi à passer, nous n'aurions peut-être pas abouti à la rencontre de Charm el-Cheikh. Je crois que l'efficacité de notre contre-offensive a persuadé Sadate de reconsidérer la politique égyptienne.

Malgré une attaque inopinée, une offensive combinée égypto-syrienne et l'appui de renforts envoyés d'Irak, de Jordanie et d'Arabie saoudite, les Égyptiens ont échoué. Incapables de dicter leurs conditions à Israël par la force, ils se sont résignés à négocier. En cas de victoire, ils n'auraient rien accepté.

Vous en avez parlé avec des généraux égyptiens après la signature de l'accord de paix ?

J'ai eu l'occasion de rencontrer plusieurs officiers supérieurs égyptiens. Ils ne sont pas aussi prompts à établir des relations amicales, même feintes ou forcées, que certains officiers israéliens ; notre désir de nous faire aimer de tous, d'être acceptés de tous, de tout révéler, de nous montrer sincères pousse certains de nos officiers dans les bras de leurs homologues étrangers. L'armée égyptienne ne souffre pas de ce travers.

C'est vraiment la façon dont se comportent certains de nos officiers avec leurs homologues arabes ?

Arabes, américains ou étrangers en général. Les officiers égyptiens ne dépassent pas certaines limites. Il ne faut donc pas chercher une réponse dans ce qu'ils ont pu me dire.

En mai 1981, vous êtes chez Sadate pour fixer la rencontre de Charm el-Cheikh. Les deux hommes qui ont franchi le canal de Suez en 1973 se retrouvent face à face. Traversée et surprise de sa part, traversée et surprise de votre part. Il y a eu ce moment où, après avoir établi la tête de pont sur l'autre rive, nous avons capté un ordre de Sadate à son armée : « Il faut détruire la division de Sharon, liquider Sharon. »

Je n'ai pas entendu...

Mais si, souvenez-vous... et immédiatement après cet ordre, des centaines de pièces d'artillerie ont ouvert le feu.

Oui, les tirs de canons de 160 mm et une vague de raids aériens. Déclenchés dès 7 heures du matin le 17 octobre, ils se sont poursuivis pendant plusieurs jours.

Durant cet entretien avec Sadate, il n'a jamais mentionné la guerre, la traversée du canal ?

Le président Anouar el-Sadate l'a évoquée en novembre 1977 dès son atterrissage à l'aéroport Ben-Gourion. En l'accueillant au pied de l'avion, Menahem Begin lui a annoncé :

– Ils sont tous là, ils vous attendent.

Et Sadate a demandé :

– Sharon aussi ?

Arrivé devant moi, il m'a serré la main :

– J'ai tenté de vous capturer lorsque vous étiez de l'autre côté du canal.

– Monsieur le président, lui ai-je répondu, vous avez maintenant la possibilité de capturer un ami.

Sadate voyait loin. Les entretiens avec lui portaient en général sur l'avenir, très rarement sur le passé.

De quoi avez-vous parlé, en mai 1981 ?

D'agriculture, du développement de nouvelles régions agricoles en Égypte. Il s'est adressé en ces termes aux repré-

sentants du ministère de l'Agriculture qui assistaient à la rencontre : « Nous avons des terres, nous avons de l'eau, nous avons Sharon, mettez-vous au travail. » Puis il a frappé dans ses mains. Un jeune officier a aussitôt ouvert la porte. Le président a simplement dit : « La carte ».

Quelques minutes plus tard, Sadate et moi étions agenouillés devant une carte d'Égypte étalée sur le tapis ; il m'a indiqué les régions qu'il souhaitait rendre fertiles, et demandé si j'étais prêt à les survoler dans son avion personnel pour lui donner mon opinion d'agriculteur. J'ai accepté sans hésiter et recommandé d'exploiter les régions désertiques du pays, en me fondant sur l'expérience d'Israël dans ce domaine. Je lui ai raconté que, lorsque j'étais enfant, j'entendais mes parents envier les agriculteurs des régions au sol noir et dense, mais que les techniques modernes prouvaient qu'il était possible d'obtenir d'excellentes récoltes dans des régions sablonneuses grâce à un contrôle rigoureux de l'irrigation et de la fertilisation.

Cet entretien faisait suite à un projet spécial et totalement secret. Deux mois auparavant, le Dr Daoud, chargé du portefeuille de l'Agriculture, m'avait demandé s'il était possible d'installer en peu de temps un système d'irrigation dans une exploitation agricole. J'avais répondu par l'affirmative, sans poser de question. La petite équipe d'experts constituée par mes soins s'était envolée pour l'Égypte dès le lendemain matin pour Mit-el-Koum, le village natal de Sadate. Ils avaient passé une journée dans sa ferme, dont le chadouf[1] était actionné par un buffle tournant autour du puits.

À leur retour en Israël, ils m'ont demandé s'ils obtiendraient en Égypte le matériel nécessaire.

---

1. Machine rudimentaire servant à puiser de l'eau, en usage en Égypte depuis l'Antiquité.

– Il y a tout ce qu'on veut en Égypte, ai-je déclaré, mais je ne suis pas sûr que vous le trouverez ; emportez ce qu'il vous faut.

En moins de quarante-huit heures, deux camions chargés de matériel quittaient Israël en direction d'El-Arish, où les attendaient des véhicules égyptiens. Les problèmes de manutention réglés, tout a finalement été acheminé, pendant que les experts traversaient le canal de Suez à bord d'une vedette.

Il leur a fallu à peine dix jours pour installer un système d'irrigation ultramoderne. De plus, ils ont préparé dans l'urgence le sol d'une nouvelle parcelle destinée à la viticulture, car la saison de plantation des vignes touchait à sa fin. Arrivée dans la ferme, Mme Sadate a exprimé son admiration. Nous avons laissé là-bas un spécialiste pour veiller au bon fonctionnement des systèmes, et le reste de l'équipe a regagné Israël.

Sadate était stupéfait de la rapidité de la mise en œuvre. Peu de temps après, faisant visiter sa ferme à des journalistes égyptiens, il leur a dit :

– Vous voyez tout ce matériel moderne ? Des Israéliens l'ont installé en quelques jours.

C'est de cette façon qu'il a pavé la voie d'une coopération avec Israël, et c'est ce qui a précédé la rencontre où, agenouillé devant une carte, il m'a montré les zones qu'il souhaitait développer aux abords de la frontière soudanaise et dans le désert occidental.

Le lendemain matin, l'avion de Sadate m'attendait. Après avoir survolé le Sud-Ouest, nous avons mis le cap vers le sud et la frontière soudanaise, et j'ai pu voir ces fameuses terres rouges. Les pilotes de l'appareil se sont présentés : ils avaient participé à la grande offensive aérienne du 18 octobre 1973 contre ma division. L'un d'eux avait dû s'éjecter de son avion abattu. J'étais assis entre eux, une carte étalée sur les genoux, donnant des instructions : « Plus bas,

plus haut, encore un tour pour que je puisse mieux voir. » C'est ainsi que je voyais alors la paix.

S'agissait-il des pilotes qui avaient attaqué dans l'après-midi du 18 octobre pendant que Moshé Dayan se trouvait dans notre PC avancé, sur la rive occidentale du canal ?

Vraisemblablement. Et maintenant, je collaborais avec ces pilotes de combat qui avaient tenté de détruire notre tête de pont sur la rive égyptienne, à la recherche de nouvelles terres arables dans le désert, afin de produire des denrées alimentaires. Je me disais que rien ne pouvait mieux exprimer la paix.

Si Sadate n'avait pas été assassiné en octobre 1981 par des fanatiques musulmans, pensez-vous que nos relations avec l'Égypte auraient pu se développer différemment ?

Sadate était avant tout un patriote égyptien qui agissait pour le bien de son pays, et je le respecte pour cela. Il pensait tirer parti de l'aide israélienne pour introduire d'importants progrès dans le domaine technologique, surtout dans le développement de l'agriculture dans les zones arides et semi-arides. À mon avis, sa force de caractère, sa sagesse politique et son désir réel d'améliorer le sort de son peuple auraient pu entraîner davantage de coopération avec Israël. Peut-être cette évolution aurait-elle à son tour suscité chez un plus grand nombre d'Égyptiens le désir de resserrer les relations avec Israël. Une meilleure conscience de nos intérêts communs aurait pu stimuler le processus de paix.

Nous avons souvent examiné ensemble les possibilités de gagner, pour l'Égypte, dotée d'excellents agriculteurs, et pour Israël, qui, outre les hommes, possède aussi des technologies agricoles de pointe, les marchés potentiels des États du Golfe, de l'Arabie saoudite et de tous les gros importateurs de denrées alimentaires. J'estimais qu'une telle coopé-

ration, très positive, pouvait mener à la paix avec d'autres États de la région et tisser un tel entrelacs d'intérêts réciproques que, même dans les moments de tension, nos deux pays auraient avantage à préserver la paix. Cette coopération aurait eu de meilleures chances de se développer du vivant de Sadate.

En tout état de cause, même si Sadate souscrivait à ces projets de développement régional, il se préoccupait de son pays en premier lieu. Ainsi, s'agissant de possibles investissements israéliens dans l'agriculture égyptienne, il ne manquait jamais de préciser qu'il était d'accord pour un partage des connaissances, mais en aucun cas pour une propriété conjointe israélo-égyptienne sur la plus petite parcelle de terre égyptienne. La terre d'Égypte était sacrée à ses yeux.

Il a même dit qu'il ne céderait pas un grain de sable à Israël...

Absolument. Je me rappelle, durant les pourparlers, très âpres, au sujet de Taba, Sadate bourrant sa pipe en articulant lentement : « La terre d'Égypte est sacrée », et la jalousie que j'ai éprouvée, une profonde jalousie.

Parce que cette attitude n'existe pas en Israël ?

Parce que, au lieu de professer un amour naturel pour Eretz-Israël, il existe chez nous un certain mépris à l'égard de tout ce qui peut être considéré comme sacré... Peu après son avènement, Menahem Begin s'est rendu en visite officielle aux États-Unis. Avant d'embarquer sur un vol El Al, il a passé en revue la garde d'honneur de l'aéroport Ben-Gourion, pavoisé pour l'occasion, et serré la main des ministres et amis venus lui souhaiter bon voyage ; arrivé devant le drapeau bleu et blanc, il a marqué un temps d'arrêt et s'est légèrement incliné. Les caméras de la télévision ont tout enregistré.

Au cours du bulletin d'informations, j'ai senti dans le ton du reporter qui décrivait la scène une pointe de raillerie. Mais quand le président Sadate est venu assister en personne à la remise du monastère Sainte-Catherine aux mains des Égyptiens et qu'il s'est incliné devant le drapeau égyptien, que des officiers lui avaient solennellement apporté, avant de l'embrasser, la voix du reporter israélien qui couvrait la cérémonie pour la radio tremblait presque d'émotion ! Pourquoi cette manie de tourner en dérision tout ce que notre histoire quatre fois millénaire comporte de sacré, notre drapeau, notre hymne national et même notre terre ?

Pour en revenir au bombardement d'Osirak, pensez-vous qu'à l'heure où nous parlons, en 1998, une telle intervention serait encore envisageable ?

Bonne question. Depuis quelques années, nous recevons davantage d'aides américaines, de manifestations d'amitié de la part de l'administration américaine et de soutien dans les moments difficiles. Mais en même temps, une certaine dépendance est née à l'égard de notre puissant ami. Peut-on dire qu'aujourd'hui, en 1998, Israël pourrait décider, comme l'a fait Begin, de bombarder un réacteur nucléaire ? À mon avis, non. Est-ce que, de nos jours, Israël pourrait accorder son aide aux Kurdes, aux Yéménites, aux Éthiopiens contre les tribus somaliennes, aux rebelles du Soudan ? Je ne le pense pas non plus.

Je ne dis pas qu'Israël n'en soit pas capable, mais je me demande si aujourd'hui, vu la mentalité de ses dirigeants, Israël peut prendre une décision catégorique et s'y tenir. Moralement, nous sommes beaucoup moins forts qu'à l'époque où nous ne comptions qu'un million et demi d'habitants. Pouvons-nous encore agir sans consulter les États-Unis ? Le moindre propos d'un de nos dirigeants soulève aussitôt des interrogations : Quelle sera la position du

Président des États-Unis, du secrétaire d'État ? Qu'en penseront les Européens ? Risquent-ils de nous infliger des sanctions économiques comme par le passé ? Comme si nous perdions peu à peu notre indépendance de décision. D'un autre côté, tous les États sont désormais interdépendants...

C'était déjà le cas auparavant.

Aucun pays au monde n'a jamais agi en toute indépendance, mais la latitude dont nous disposons se réduit de plus en plus. Et, chez nous, cette érosion touche des domaines liés à notre existence à long terme. Washington proclame son engagement solennel à l'égard d'Israël – en toute sincérité. Mais quand l'Irak a envahi le Koweït en 1991, les États-Unis ont mis cinq mois à se résoudre à une intervention militaire. Israël ne supporterait pas une domination arabe pendant cinq jours !

En outre, nul ne peut prédire l'avenir de la première puissance mondiale. L'intérêt qu'elle porte au Moyen-Orient ira peut-être s'amenuisant. Nous ne savons pas comment les choses vont évoluer. La prudence s'impose donc. Il est impensable qu'une velléité passagère de confort personnel ou politique nous mette un jour en danger. Le traitement des affaires nationales exige donc une vision à long terme, énormément de réflexion et la mobilisation des meilleurs cerveaux. Israël doit s'efforcer de regagner son indépendance, dans la mesure du possible. Et dans le domaine de la dépendance à l'égard des États-Unis, nous sommes allés trop loin...

*
**

S'agissant d'Osirak, laissons le mot de la fin à Anouar el-Sadate...

Peu après l'annonce du raid aérien sur la centrale nucléaire de Saddam Hussein, des services d'écoute surprirent une curieuse conversation entre le président égyptien et le roi Hussein de Jordanie.

– Le fils de pute ! s'exclama Sadate, parlant de Begin.

L'histoire ne dit pas si, dans sa bouche, ce juron était à prendre comme une insulte ou un compliment à l'égard du principal instigateur du bombardement d'Osirak. Après tout, ni Sadate ni le roi Hussein ne portaient le dictateur irakien dans leur cœur.

1981

LA DESTRUCTION DE YAMIT ET LE RETRAIT DU SINAÏ

En 1977 s'ouvrirent les premières véritables négociations de paix entre Israël et un État arabe, l'Égypte. Le président Anouar el-Sadate effectue une visite officielle sans précédent à Jérusalem en novembre 1977. Moins d'un an plus tard, Menahem Begin et lui entamaient les discussions historiques de Camp David (5-17 septembre 1978) organisées par le Président James Carter, qui aboutirent au traité de paix du 26 mars 1979. Cette initiative conjointe valut à Begin et à Sadate de recevoir ensemble le prix Nobel de la Paix 1978.

Lorsque l'armée israélienne évacua enfin le Sinaï au mois d'avril 1981, la question se posa du sort des villages de la région : allait-on les abandonner aux Égyptiens ou, pratiquant la technique de la terre brûlée, les détruire plutôt que de les laisser entre leurs mains ?

Est-ce par votre faute, comme on le dit, que Menahem Begin a accepté de détruire Yamit ?

Tout le monde m'accuse de cela, et pas seulement la gauche. Que me reproche-t-on au juste ? D'avoir soutenu l'accord de paix avec l'Égypte et le retrait sur la frontière

internationale ? Voulait-on que nous restions dans le Sinaï ? Préférait-on remettre aux Égyptiens une ville entière à la frontière d'Israël ?

Toutes les localités éloignées de la frontière ont été restituées intactes à l'Égypte dans le cadre des accords israélo-égyptiens : Ophira (Charm el-Cheikh), A-Tur, Ras Soudar, Neviot, Di-Zahav (Dahab) et toute la zone située entre Neviot et Charm el-Cheikh. Les murs des maisons ont même été repeints, et les fenêtres réparées.

Par Israël ?

Tout à fait. Nous avons veillé à remettre en état la base militaire de Rephidim. Alors, pourquoi avoir fait une exception pour Yamit ? Pourquoi démolir cette localité en particulier ? Cette décision a été motivée par une raison fondamentale. Le Caire projetait d'installer 100 000 personnes à Yamit et dans ses environs. J'avais soulevé ce problème avec Begin dès janvier 1982, et il y a eu un débat au gouvernement. À l'époque, Israël estimait, à juste titre, que l'arrivée d'une population aussi nombreuse à proximité d'une frontière encore instable entraînerait des infiltrations d'Égyptiens à la recherche d'un gagne-pain en territoire israélien, et cette situation risquait de porter gravement atteinte au traité de paix que nous venions de signer : Israël n'aurait pu admettre ces passages clandestins. Sans mentionner le problème de la bande de Gaza.

Le gouvernement a donc préféré remettre intactes l'ensemble des localités israéliennes du Sinaï, à l'exception de l'agglomération de Yamit. J'ai étudié dans leur intégralité les transcriptions des discussions du Conseil des ministres à ce sujet. Elles font état d'un long débat au cours duquel toutes les questions ont été posées. S'il fallait détruire Yamit, que faire des ruines ? Les laisser en place ou les faire dispa-

◀ 1948. La guerre d'indépendance. Sharon sert dans la Haganah, l'armée de défense juive.

La fameuse unité 101. ▼

Mars 1955. David Ben Gourion passe en revue les parachutistes du bataillon 890 ; Sharon se tient sur sa gauche. Seule la partie droite de la photo fut publiée : à l'époque, l'existence même de cette unité et l'identité de son chef, Ariel Sharon, sont tenues secrètes. ▼

Les meilleurs officiers du 890e bataillon qui s'illustra lors des raids de représailles des années 1950. En haut à gauche, on reconnaît Meïr Har-Tzion, le frère d'armes de Sharon.

Le 31 octobre 1956, ▶ nous tombons dans une embuscade au col de Mitla.

Ariel et Margalith, sa première épouse, enceinte de leur fils Gour (1956).

Sharon dans
le désert du Sinaï,
en juin 1967,
après l'issue
victorieuse
de la guerre
des Six Jours.

Avec Gour, son fils aîné,
disparu à l'âge de onze ans.

Joseph Kessel et
moi au Fouquet's,
en 1970.

Octobre 1973.
La guerre de Kippour.

17 octobre 1973. Sharon est blessé.

17 octobre 1973, 16 heures : « Moïse retourne en Égypte. » Moshé Dayan et Ariel Sharon débarquent sur la rive occidentale du canal de Suez.

Ariel Sharon et moi au bord du canal de Suez.

Caricature parue à l'époque dans *Maariv*.

Le repos du général.

Lily, Vera, Ariel, Guilad et Omri Sharon,
à l'occasion de la bar-mitzvah de Guilad.

1978. La création de l'implantation d'Elon-Moreh, en Cisjordanie.

19 mai 1981. Ariel Sharon, ministre de l'Agriculture,
et Anouar el-Sadate dans le palais présidentiel du Caire.
La seule photo existante de cette rencontre.

Juin 1981. Tout le gouvernement d'Israël en avion avec Menahem Begin
et Anouar el-Sadate, lors de la rencontre de Charm el-Cheikh.

▲ Sharon et moi devant le château de Beaufort, citadelle des croisés au Sud-Liban, pendant l'opération « Paix en Galilée » en 1982.

Juin 1982. Yitzhak Rabin propose à Sharon de l'aider à durcir le siège de Beyrouth-Ouest. Deux amis unis pour la défense d'Israël.

Sharon négociant avec les diplomates américains Philip Habib et Morris Draper, en présence du général Abrasha Tamir, dans la villa des hauteurs de Beyrouth (1982).

raître ? Certains ministres ont suggéré de les recouvrir de sable. Parmi eux, Yitzhak Shamir proposait carrément d'ensevelir la ville. Le plus intéressant dans l'affaire est que, à ce jour, aucun de ces ministres n'a osé assumer le sort réservé à Yamit.

Par le gouvernement Begin ?
Oui.

Et sous son autorité ?
Oui.

Et l'on dit depuis : « Arik Sharon a détruit Yamit. »
Le comportement de ces ministres aurait dû me mettre la puce à l'oreille : j'aurais dû saisir que, durant d'autres périodes difficiles, ils seraient de mon côté tant qu'il s'agirait d'inaugurer des chrysanthèmes, et non dans mes combats publics, nationaux.

Qui ça, « ils » ?
Mes collègues du gouvernement. Oui, j'aurais dû comprendre que, devant la moindre difficulté ou même devant le spectre de l'impopularité, ils courraient se cacher derrière mon dos. J'avoue n'avoir pas su apprécier cet indice à sa juste mesure. À vrai dire, même si j'en avais tenu compte, je n'aurais peut-être pas agi différemment. J'ai le dos assez large. Mais, dès 1978, j'aurais dû être alerté par les signes avant-coureurs de leur propension à se défausser sur moi de leurs responsabilités.

Courant 1977, Moshé Dayan espérait garder la mainmise sur une partie du Sinaï et conserver toutes les localités situées dans la zone de Yamit et à l'est d'une ligne El Arish-Charm el-Cheikh, en vertu d'un statut attribuant à l'Égypte la sou-

verainеté de ce territoire et la responsabilité de sa sécurité à Israël.

Il était à prévoir que, dès le retrait d'Israël, des milliers de Bédouins du Sinaï afflueraient dans la zone de Rafiah, à proximité des possibilités d'emploi en Israël. Tout en formant un bloc d'agglomérations, les localités de la zone de Yamit étaient séparées les unes des autres par des espaces inhabités. Les Bédouins allaient s'y engouffrer, se mettraient à piller les établissements juifs, ces derniers voudraient se défendre, la police ou l'armée égyptienne interviendrait, et nous aurions une situation explosive sur les bras. Pour écarter ce danger, le plan Dayan permettait d'assurer une continuité territoriale dans la zone de Yamit.

Prié de travailler sur la question, j'ai fini par soumettre mon projet au Conseil des ministres du 3 janvier 1978, après consultation avec Dayan, chez lui, à Tsahala. L'affaire s'ébruite, la presse s'en empare et parle de « simulacres de localités ». Notre idée était de nous implanter au maximum dans les zones inoccupées : qu'il y ait un château d'eau, des bâtiments, un terrain clôturé, des travaux de terrassement, des champs labourés, une sorte de muraille destinée à protéger l'aérodrome d'Eitam, construit au nord du Sinaï, au-delà de la frontière, etc. Les fuites ont dû résulter de la multiplicité des organismes chargés de participer à l'exécution du plan et non d'une volonté délibérée de le saboter. Quoi qu'il en soit, tollé général autour des « simulacres de localités ». Et le gouvernement de s'émouvoir à son tour.

Quelqu'un que je ne nommerai pas a joué un rôle particulièrement actif dans ce battage médiatique. Occupant de hautes fonctions au secrétariat du gouvernement, il a par la suite été accusé d'avoir vendu des informations secrètes à un journal allemand. Par égard pour son père, personnalité éminente du mouvement Hérout, Begin ne l'a pas accablé,

se contentant de l'écarter de son poste. Mais cet individu a orchestré dans la presse une intense campagne de désinformation à mon égard en m'accusant d'avoir concocté ce plan tout seul, dans le but de compliquer les négociations avec l'Égypte.

Pourtant, en le soumettant pour la première fois au gouvernement – et cela figure en toutes lettres dans le compte rendu du 3 janvier 1978 –, j'avais conseillé d'en aviser les Égyptiens et de leur expliquer nos intentions. Les ministres ont voté en faveur de ce plan le 3 janvier et renouvelé cette décision le 5.

Pendant longtemps, je n'ai pas réagi à l'avalanche d'articles et de déclarations à ce sujet. Mais, après ces années de silence, j'ai décidé une fois pour toutes de mettre fin à l'affaire au cours d'une émission télévisée, où j'ai donné lecture de la décision du gouvernement. Les choses se sont calmées un temps, avant de reprendre de plus belle quand cette mise au point est passée aux oubliettes. Les membres du gouvernement de l'époque ne sont jamais sortis de leur mutisme.

JUIN 1982

LA GUERRE DU LIBAN

En juin 1982, j'ai accompagné Ariel Sharon en Roumanie. C'était la première fois qu'un ministre de la Défense israélien se rendait dans un pays communiste. Le président Ceausescu avait exigé que la rencontre soit secrète. Un avion affrété par l'armée israélienne a donc atterri le jeudi 3 juin à Bucarest, pour une visite de quatre jours. Le lendemain, un télégramme chiffré du Premier ministre Menahem Begin nous annonçait la tenue d'un Conseil des ministres exceptionnel à la suite d'un attentat commis la nuit précédente. Des terroristes palestiniens avaient gravement blessé l'ambassadeur israélien à Londres, Shlomo Argov. Sharon adressa aussitôt un télégramme codé à Begin : « Ajoutez mon vote à toute décision qui sera prise. » Le général Abraham Tamir, le conseiller de Sharon chargé de la sécurité nationale, déclara aussitôt, dans sa chambre de l'hôtel Sinaia à Bucarest :

– Nous nous dirigeons vers une guerre au Liban.

Depuis longtemps déjà, le Premier ministre Begin et son ministre de la Défense s'inquiétaient de l'action de l'OLP au Liban. Sous la houlette de Yasser Arafat, l'organisation

palestinienne avait constitué à partir de son QG de Beyrouth-Ouest un véritable État terroriste qui menaçait Israël et menait des opérations meurtrières partout dans le monde. Pour mémoire, l'OLP était responsable, depuis les années 1970, de multiples détournements d'avions et prises d'otages, du massacre des athlètes israéliens aux Jeux olympiques de Munich en 1972, de l'assassinat des enfants de Maalot, du meurtre de diplomates occidentaux à Khartoum, du détournement d'un bus à Tel-Aviv qui fit quarante-six morts en 1978, etc. Sans compter que la Charte de l'OLP exigeait la destruction de l'État d'Israël. Comme la plupart des Israéliens, Begin et Sharon considéraient Arafat comme l'ennemi public numéro un et restaient convaincus de la nécessité de mener une guerre pour détruire l'infrastructure de l'OLP au Liban.

Sharon ne s'en cachait pas. Sa promptitude à étaler ses intentions au grand jour m'avait surpris plus d'une fois. Ainsi, au mois de mai, alors que nous nous trouvions tous deux aux États-Unis, il avait expliqué au général Alexander Haig, le secrétaire d'État du gouvernement Reagan, avec force détails et une carte du Liban, comment les bases de l'OLP étaient déployées.

– Si Arafat poursuit ses attaques terroristes, avait-il ajouté, Israël mitraillera ses camps d'entraînements libanais, malgré les rampes de missiles anti-aériens syriens postées à l'est du Liban.

Il avait réitéré l'exploit, toujours muni de ses cartes bien-aimées, devant les rédacteurs en chef et les propriétaires des grands journaux new-yorkais comme le *Wall Street Journal* ou le *New York Post*.

– Je ne veux pas surprendre l'administration ou l'opinion publique américaines, m'avait-il indiqué. J'aimerais les préparer à la possibilité d'une action contre l'OLP au Liban.

Sharon n'a pas demandé, ni reçu, le feu vert des États-Unis pour une frappe préventive au Liban. Begin et lui espéraient que ces avertissements publiés par voie de presse dissuaderaient les Palestiniens de poursuivre leurs attentats. Mais l'OLP avait encore frappé en tirant dans la tête de l'ambassadeur d'Israël à Londres.

Si Sharon en avait eu la possibilité, il serait rentré séance tenante à Jérusalem. Mais son départ aurait alerté les Roumains, et avec eux tout le bloc communiste (nul ne prévoyait à l'époque la chute de l'empire soviétique), d'autant plus que cela aurait impliqué l'annulation d'une rencontre capitale avec son homologue roumain. Juste avant cet entretien, Sharon a reçu les derniers rapports militaires indiquant une recrudescence de la tension à la frontière nord d'Israël. Notre gouvernement avait bombardé les bases de l'OLP au Liban ; en représailles, Arafat avait de nouveau pilonné les localités israéliennes au nord du pays.

Au cours du déjeuner de travail avec le ministre de la Défense roumain (qui portait l'uniforme, comme ses officiers), Sharon discuta comme si de rien n'était d'une éventuelle coopération dans le domaine aéronautique. Il proposa un accord : Israël offrirait son aide à la Roumanie si celle-ci lui fournissait le nouveau tank soviétique T 62. Le silence envahit la salle luxueuse. Il me sembla que le grand lustre frémissait d'anxiété. Tous savaient pourquoi Sharon voulait ce modèle de char soviétique : l'URSS en avait déjà vendu à la Syrie, et Israël cherchait à en élucider les secrets.

Après un bref moment de réflexion, le ministre roumain répondit :

– Général Sharon, pourquoi venez-vous chercher ce tank chez nous ? Vous pouvez en prendre un chez vos voisins syriens.

L'assistance éclata de rire, sans trop savoir comment prendre cette réplique. Trois jours plus tard, pendant l'attaque israélienne au Liban, les chars de Tsahal affrontèrent des blindés syriens lors de la bataille de Sultan Yaacoub. Les Syriens abandonnèrent un tank T 62, que les Israéliens tentèrent sans grand succès de remorquer. Ils le démantelèrent et en extirpèrent les éléments essentiels afin de les étudier.

Après ce déjeuner à Bucarest, Sharon écourta son séjour et regagna Israël.

Begin avait convoqué son cabinet pour le soir même, après le Shabbat. Dans le Boeing qui nous ramenait, Tamir déclara :

– Dans une semaine, nous serons à Jounieh, au Liban.

Sharon feignit de ne pas entendre. Avant une décision cruciale, à la veille d'une guerre, il s'enveloppait de silence, essayant d'envisager tous les scénarios possibles.

Une semaine plus tard, nous survolions Jounieh en hélicoptère, en direction du QG des Phalanges chrétiennes. Depuis six jours, les forces de Tsahal marchaient vers Beyrouth en suivant plusieurs axes. Plusieurs centaines de tanks attaquaient les bases de l'OLP situées sur la route menant à la capitale libanaise. À Jounieh, Sharon fut reçu chaleureusement par le leader chrétien phalangiste Béchir Gemayel, qui serait élu peu après président du Liban. La table croulait sous les salades, la purée de pois chiches et les côtes d'agneau. Le chef d'état-major de Tsahal, Rafoul Eitan, et des représentants du Mossad participaient aussi au repas.

Sharon prit la parole :

– Plusieurs membres de notre gouvernement m'ont demandé pourquoi vous n'entrez pas en guerre. Je suis passé dans les rues de Beyrouth. J'ai vu que les cafés étaient pleins et que la foule se pressait devant les cinémas.

Gemayel louvoya et se contenta de demander quand les forces de Tsahal atteindraient le palais de la Présidence du Liban, à Baabda, près de Beyrouth. Sharon examina la carte de la région qu'il lui tendait. Il remarqua une route qui ne figurait pas sur les cartes militaires israéliennes.

– Vous êtes sûr que cette voie existe ?

– Certain ! Mais des soldats syriens ou palestiniens y patrouillent peut-être, répliqua Béchir Gemayel.

Il pria alors Sharon de lui dédicacer la carte, en souvenir. Gemayel me confia avoir secrètement rencontré en Israël le Premier ministre Yitzhak Rabin et son ministre de la Défense Shimon Peres, en 1976. Ses deux interlocuteurs avaient accepté d'entraîner les Phalanges en Israël et de leur fournir des armes. Rabin et Peres avaient aussi dépêché des membres de Tsahal et du Mossad au Liban. Begin et Sharon ont donc hérité de ces liens privilégiés avec les Phalanges et poursuivi la tradition d'aide à la communauté chrétienne locale.

– Nous avons transféré les blessés maronites en hélicoptère vers nos hôpitaux, alors que ni la France ni le Vatican n'avaient levé le petit doigt, m'a raconté Sharon.

Depuis 1976, Tsahal avait réussi à organiser les soldats chrétiens en une force militaire disciplinée. Pourtant, les Phalangistes ne participaient pas aux combats alors qu'Israël déplorait de nombreuses pertes en vies humaines. Béchir

Gemayel avait esquivé le problème et Sharon n'avait pas insisté : il avait une guerre à mener.

Le dimanche, après sa visite à Jounieh, Sharon constata que les forces de Tsahal avançaient lentement et il s'envola en hélicoptère vers Damour. Nous arrivâmes dans l'après-midi au QG du général Amos Yaron. Ses forces progressaient le long de la côte, en prenant soin de ne pas toucher de civils, tâche ardue car les terroristes palestiniens utilisaient la population libanaise comme bouclier humain. Sharon décida alors de se rendre à la présidence libanaise, à Baabda, qui était tenue par les milices chrétiennes, en suivant la route découverte sur la carte de Béchir Gemayel.

Nous montâmes à bord de quatre camions de transport de troupes, après que j'eus forcé Sharon à se coiffer d'un casque emprunté à un soldat du QG de Damour. L'officier de renseignement nous avait annoncé un trajet de quarante-cinq minutes, mais un long et périlleux périple nous attendait en terrain ennemi. Nous franchîmes des cols d'une altitude vertigineuse. Ariel me confia, la carte à la main :

– Je savais que les montagnes libanaises étaient hautes, mais je ne pensais pas qu'elles l'étaient autant...

Nous roulions dans l'obscurité la plus totale, et les gardes du corps de Sharon restaient en état d'alerte maximale. Alors que nous passions près des positions syriennes, l'officier de renseignement qui s'était trompé sur le temps de trajet, décidément maladroit, tira une balle par mégarde. Par chance, les Syriens ne nous identifièrent pas.

En arrivant à Baabda, cinq bonnes heures plus tard, j'ai lancé en riant à Sharon :

– Nous vivons un moment historique : c'est la première fois qu'un ministre de la Défense occupe la présidence d'un autre pays.

*
**

La première semaine de la guerre du Liban faillit être pour nous la dernière : un peu après minuit, dans la nuit du 8 au 9 juin, alors que nous venions juste de décoller de Jérusalem, le moteur de notre hélicoptère émit un drôle de bruit. Sharon ne broncha pas. Rafi Eitan, conseiller de Begin pour la lutte antiterroriste, me cria :

– Tu entends ?

J'avais entendu. Mais si Rafi l'avait perçu, en dépit des écouteurs qui lui couvraient les oreilles, ce devait être un bruit formidable, car les facultés d'audition du conseiller de Begin avaient été grandement altérées durant les combats de la guerre d'Indépendance.

Le pilote effectua un atterrissage d'urgence sur un aérodrome proche. Une fois en sécurité au sol, il se leva, livide.

– Que s'est-il passé ? m'enquis-je.

– Dans dix-sept secondes, on s'écrasait, lâcha-t-il.

Sharon sortit sans proférer un mot et se hâta de chercher un téléphone dans l'aérodrome (en ces jours lointains où les téléphones portables étaient encore rarissimes). Il appela la résidence officielle du Premier ministre Menahem Begin, qui n'était pas encore couché. Je l'entendis s'exprimer sur le mode complice dont usent les hommes qui partagent un secret.

Il lui proposait de remettre à l'ordre du jour de la prochaine réunion du cabinet une attaque contre 19 batteries de missiles anti-aériennes syriennes postées au Liban. La veille, Begin n'avait pas convaincu son gouvernement de la nécessité de détruire ces missiles.

Certains ministres craignaient qu'une telle intervention n'entraîne une escalade avec la Syrie, voire une confrontation directe avec Damas. Begin et Sharon pensaient autrement.

En avril 1981 déjà, quand ces missiles avaient été introduits au Liban, les deux hommes avaient envisagé une opération militaire. Le Président Ronald Reagan avait dépêché le diplomate Philip Habib à Damas, afin de convaincre les Syriens de rapatrier les batteries de missiles. Habib ayant échoué, il était venu à Jérusalem pour apaiser Sharon et Begin. Cette fois, tous deux étaient catégoriques : il fallait agir sans plus tarder.

Un autre élément avait « sauvé » pour un temps les missiles syriens : le choix fait par notre gouvernement de détruire en priorité les installations nucléaires d'Osirak. L'opinion internationale aurait mal accueilli deux raids israéliens coup sur coup.

À présent, une année s'était écoulée depuis le jour où les F16 israéliens avaient détruit la centrale de Saddam Hussein. L'heure était venue d'agir. Begin promit à Sharon d'aborder la question des missiles syriens le lendemain en réunion de cabinet.

Cette question réglée, Sharon raccrocha et monta dans un autre hélicoptère pour foncer au QG du front libanais, niché dans un petit bois. Étaient présents le chef d'état-major Rafoul Eitan, le commandant du front le général Amir Drori, le chef des renseignements militaires Yehoshua Saguy, et les chefs des divers commandements. Fidèle à son habitude d'expliquer pourquoi le gouvernement s'opposait à telle manœuvre et autorisait telle autre, Sharon exposa la position de Begin sur les missiles syriens. Il souligna qu'il faudrait que les forces avancent vers la route Beyrouth-Damas pour couper l'axe principal libano-syrien.

Le lendemain, 9 juin, à 11 heures, nous voilà de retour à Jérusalem pour persuader les ministres d'attaquer les bat-

teries aériennes. Sharon avait emmené avec lui le chef adjoint de l'armée de l'air, le général Amos Amir, qui dirigeait les offensives de l'aviation sur le front nord. Amos était un homme calme et souriant, lui-même pilote de chasse ; il portait toujours un blouson d'aviateur gris-vert, laissant poindre le col d'un tee-shirt blanc. Sharon lui conseilla de remonter autant que possible la fermeture Éclair de son blouson, en gage de respect pour le gouvernement, dont la plupart des représentants, Begin en tête, arboraient le costume-cravate de rigueur.

Le débat fut long et âpre. Si Amos démontra comment on pouvait détruire les batteries en quelques minutes, tout en minimisant les risques pour l'armée israélienne et en étouffant la réaction syrienne dans l'œuf, chaque ministre ou presque voulut personnellement exprimer ses réticences. Ces réserves n'étaient motivées que par des considérations politiciennes : en cas de débâcle, nul ne pourrait leur en imputer la responsabilité. Amos Amir déclara à son auditoire que le temps était compté, et le moment idéal pour l'attaque. Enfin, après diverses interventions intempestives, le gouvernement donna son assentiment.

Lorsque Amos et Ariel sortirent de la pièce, satisfaits, j'entendis Amos lui lancer :

– J'ai senti que, si tu t'étais écouté, tu aurais cassé la figure aux ministres, à juste titre, d'ailleurs.

Sharon s'esclaffa et répondit :

– Tu peux rouvrir ta fermeture Éclair.

Nous nous rendîmes aussitôt à la commission de la Défense et des Affaires étrangères de la Knesset, devant

laquelle Sharon devait faire son rapport, comme les lois israéliennes le stipulent. Il était alors 12 h 30. Sharon se doutait que certains membres de cette assemblée (surtout parmi les députés issus de la gauche et du Parti travailliste) n'hésiteraient pas, pour nuire au Premier ministre et au ministre de la Défense, à divulguer des informations secrètes, cruciales pour la sécurité nationale. Quitte à augmenter le nombre de victimes de part et d'autre, voire à risquer une défaite.

Toujours est-il que, au cours de cette réunion du 9 juin 1982, trois jours après le début du conflit, les députés posèrent leurs questions, que Sharon nota les unes après les autres. L'une d'elles était : Israël va-t-il attaquer les batteries de missiles aériennes au Liban ? Si oui, quand ? Sharon répliqua qu'il aborderait cette question plus tard. Je lus la jalousie dans les yeux de certains participants – pas seulement de gauche, comme Yossi Sarid, mais aussi du Likoud – face à ce dirigeant qui s'expliquait d'une manière confiante sur l'avancée de Tsahal vers Beyrouth. Tous redoutaient, comme l'affirmeraient les médias après la réunion, qu'une victoire au Liban ne vaille au ministre de la Défense de succéder à Begin à la tête du gouvernement. Sharon répondit volontiers aux questions, comme s'il avait tout son temps.

Peu après 14 heures, son secrétaire militaire lui apporta un petit mot.

– C'est une dépêche de l'armée de l'air, annonça-t-il. Je suis certain que vous serez ravis d'apprendre que toutes les batteries de missiles ont été pulvérisées. Des avions syriens ont essayé de nous en empêcher, mais plus de 80 d'entre eux ont été détruits. Tous nos avions sont rentrés sains et saufs à leurs bases.

À constater le dépit flagrant de certains députés israéliens, on aurait pu croire que la Knesset elle-même avait été bom-

bardée. Rares furent ceux qui, à l'instar de Yitzhak Rabin, se levèrent pour serrer la main de Sharon et le féliciter avec effusion, alors que, au-delà de la victoire personnelle d'Arik, cette mission était une victoire pour l'État d'Israël tout entier.

Dans les semaines qui suivirent, Tsahal poursuivit sa progression jusqu'aux portes de Beyrouth. Le siège de la « capitale » de l'OLP débuta le 25 juin 1982.

Dire que Menahem Begin avait ordonné au Mossad de liquider Arafat – ce qui aurait entraîné l'effondrement de l'OLP et réglé la question – et que les services secrets ne l'avaient pas suivi... Sharon ne s'était pourtant pas privé de tarabuster les représentants du Mossad.

– Que se passe-t-il avec l'ordre du Premier ministre Menahem Begin ? Qu'en est-il de Yasser Arafat ?

– On y travaille, répliquèrent-ils. C'est en cours.

Une réponse bien évasive, qui reflétait une incompétence accablante.

Depuis les bombardements aériens de ses bureaux à Beyrouth-Ouest, l'OLP se répandait en communiqués de presse, relayés en Israël par les rivaux de Sharon, selon lesquels Tsahal aurait provoqué l'exode de centaines de milliers de réfugiés palestiniens au sud de la capitale libanaise et tué des innocents. Les critiques fusaient, pas seulement à Paris, qui soutenait ouvertement l'OLP et son chef. Sharon me permit de lire des rapports confidentiels des services de renseignement qui montraient comment Arafat battait le rappel de ses amis juifs au sein des gauches israélienne et américaine, pour qu'ils organisent des manifestations à Tel-Aviv contre le siège de Beyrouth.

– Il y a parmi nous des Juifs ennemis de leur peuple, même lorsque Israël est en péril ! s'écria-t-il. Ils sont même prêts à voler au secours du plus grand ennemi que le peuple juif ait connu depuis la fin de la Seconde Guerre mondiale : Yasser Arafat.

Le Mossad, donc, avait failli à l'ordre de Begin. Car ce service de renseignement israélien, ainsi que cela fut confirmé par la suite, n'était pas préparé à la guerre, même s'il avait encouragé Begin et Sharon à intervenir au Liban et leur avait garanti le concours de ses protégés phalangistes.

Partisan de l'action plutôt que de l'affrontement entre services, Sharon veilla à mener les tractations avec les Américains en vue de l'expulsion d'Arafat et de ses lieutenants. Les représentants du Mossad prirent part à cette négociation unique en son genre. Ils rédigèrent des rapports sur la rencontre du ministre de la Défense et des émissaires américains Philip Habib et Morris Draper. Les adjoints de ces diplomates prirent aussi des notes – et c'est sur elles que je compte, au nom de l'Histoire et pour l'avenir. Car le jour viendra où ces dossiers seront rendus publics et témoigneront de l'audace, de la trempe et de la force de conviction dont fit preuve le ministre de la Défense du petit État d'Israël pour persuader une superpuissance, les États-Unis, que, pour que Beyrouth cesse d'être la capitale du terrorisme, il n'existait d'autre solution que d'en chasser Arafat et ses 10 000 nervis.

Sharon avait prié l'ambassadeur Habib de transmettre à Arafat le message suivant, par le truchement du gouvernement libanais :

– Il peut quitter Beyrouth par trois moyens : en bus pour Damas, en bateau, ou dans un cercueil.

Afin de gagner du temps, Arafat fit tout pour prolonger la guerre. Les commentateurs en Israël et dans le monde

entier annoncèrent que l'OLP « ne quitterait jamais Beyrouth ». Et certains officiers de Tsahal exprimèrent une opinion analogue lors de rencontres avec Sharon. Ce dernier tapa du poing sur la table et conclut, après avoir écouté le point de vue des pessimistes :

– Il partira !

Pour mettre la pression sur Arafat, Sharon ordonnait de temps en temps de couper l'électricité, ou l'eau courante, à Beyrouth-Ouest.

Nous étions assis avec l'ambassadeur Philip Habib dans la véranda de la villa de Yarza, un quartier des hauteurs de Beyrouth, où nous nous étions installés. La nuit, on observait, telles des pluies d'étoiles filantes, les échanges de tir entre Tsahal et les terroristes à Beyrouth-Ouest, tandis que les bombardements grondaient au loin. Le diplomate américain menaça de déployer la 6e flotte au large du Liban.

– Ne commettez pas cette erreur, protesta Sharon. Vous formeriez un cordon sanitaire autour de l'OLP et Arafat resterait à Beyrouth-Ouest, qu'il a transformée en capitale du terrorisme local, régional et international.

La propagande palestinienne fonctionnait si bien qu'un vendredi soir, sur la véranda de Beyrouth, Philip Habib balaya ces objections et posa un ultimatum :

– Au nom du Président Ronald Reagan, je vous annonce que vous devez reculer de 10 kilomètres en retrait de la route Beyrouth-Damas, car nous avons l'intention de faire venir la 6e flotte.

Je fis passer à Sharon un billet pendant que Habib poursuivait sa déclaration, dont il ressortait que les États-Unis souhaitaient que le siège israélien s'interrompe, même si Arafat et sa bande devaient demeurer à Beyrouth. J'avais écrit : « N'oublie pas de t'exprimer au nom de Menahem Begin. »

Le tour de Sharon arriva :

– Au nom du Premier ministre Menahem Begin, dit-il, je vous annonce que nous ne reculerons pas avant qu'Arafat soit parti.

Le soir même, Ariel donna l'ordre aux forces de Tsahal d'occuper les zones d'atterrissage pour les hélicoptères (dont le nombre est limité), afin d'empêcher les appareils de la 6e flotte américaine de se poser ; cette consigne attisa la colère de l'administration Reagan, comme j'eus souvent l'occasion de le constater au cours des rencontres avec les représentants de l'ambassade américaine en Israël.

À ma demande, Sharon accepta de s'adresser à la presse internationale pour une mise au point, car on accusait Tsahal de bombarder des ambassades étrangères à Beyrouth. Il se rendit aux studios de télévision de Herzliya et, en une heure, accorda des interviews en direct aux grandes chaînes américaines : ABC, NBC, CBS, CNN... J'avais apporté avec moi des photographies aériennes, que j'avais réclamées aux renseignements militaires, indiquant les positions des mortiers palestiniens, délibérément placés à côté des ambassades étrangères.

En ce qui concerne la presse israélienne, Sharon donnait peu d'interviews, car elle lui était pour la plus grande part hostile. Plusieurs journalistes lui témoignaient même une rancœur pathologique. De mon côté, ayant abandonné mon métier pour assister mon ami, ministre de la Défense, dans ses relations avec la presse, j'autorisais par écrit chaque demande des médias israéliens pour des reportages sur le terrain avec les forces armées : nous n'avions rien à cacher.

Malgré cela, certains de mes confrères nourrissaient une hostilité aveugle à l'encontre de Sharon et, nonobstant la réalité, continuaient à affaiblir la position de notre pays, voire à demander la chute de Sharon, fût-ce au prix d'un

enlisement du conflit. Il m'arrivait de refuser une demande d'accréditation quand, par exemple, le Shin-Beth, le service de sécurité intérieure, nous avertissait que tel grand reporter français était lié à une organisation terroriste syrienne, ou que tel correspondant israélien de renom œuvrait pour le compte de la CIA.

*
**

Pour Ariel, il était clair que, si le siège de Beyrouth se prolongeait, Israël perdrait. C'est pour cette raison que, lors de ses rencontres secrètes avec Béchir Gemayel et ses hommes, à la ferme des Sycomores, ainsi qu'au cours de discussions avec les commandants des forces israéliennes au Liban, il fit savoir qu'il fallait prévoir une percée de Tsahal à Beyrouth-Ouest en direction des bunkers de Yasser Arafat et de ses acolytes. Sharon espérait que ses projets s'ébruiteraient, créant une pression psychologique qui nous épargnerait la nécessité d'une entrée en force dans la ville.

Au plus fort du siège de Beyrouth-Ouest, en juillet 1982, Béchir Gemayel, venu à bord d'un hélicoptère militaire israélien, le chef d'état-major Rafoul Eitan et des officiers du Mossad déployaient des cartes dans la salle à manger de la ferme, discutaient de tactiques pour s'emparer de la ville, et s'entretenaient du sort d'Arafat et de ses terroristes.

Les conversations se poursuivaient tard dans la nuit, tandis que Lily s'affairait aux fourneaux. Quand elle montait se coucher, Rafoul assurait le relais en cuisine. Puisant directement dans le réfrigérateur, il confectionnait un cocktail de sa composition : deux tiers de bière blonde et un tiers de vodka.

– Excellent pour la santé ! me lança-t-il en lisant l'étonnement dans mes yeux.

La rumeur d'une intervention israélienne imminente à Beyrouth-Ouest se répandit au point que des propagandistes de gauche réussirent à convaincre les réservistes d'une brigade de parachutistes de traîner à rejoindre leurs unités. Dans le même esprit, Sharon ordonna, avec l'aval de Begin, d'intensifier les bombardements aériens sur les cibles de l'OLP.

Sur ces entrefaites, le Président Ronald Reagan téléphona au Premier ministre israélien et lui arracha la promesse d'un arrêt total des bombardements.

Arik me raconta :

– Je me trouvais à la Knesset, dans le bureau de Begin, au moment où l'appel de la Maison-Blanche lui est parvenu. Étrange comment Begin, qui avait mal aux reins à la suite d'une chute, a bondi de son siège et s'est tenu appuyé sur sa canne tout le temps de la conversation. Et, à chaque phrase du chef d'État américain, Begin, notre fier et vaillant dirigeant, de répondre d'un vibrant : « *Yes, mister President.* » J'étais consterné ! Après avoir raccroché, Begin m'a confié que le Président lui avait dit avoir vu la photographie d'une fillette palestinienne blessée à Beyrouth-Ouest et que ce genre d'image lui était insupportable.

Plus tard, on découvrit que les blessures de la fillette n'étaient pas dues aux bombardements de Tsahal à Beyrouth mais lui avaient été infligées avant la guerre du Liban.

Ce coup de fil de Reagan allait se révéler inutile : dans la nuit du 12 au 13 août 1982, celle qui suivit le bombardement, Arafat se déclara prêt à quitter Beyrouth à bord d'un bateau avec 10 000 de ses partisans.

Le siège allait s'achever, et avec lui l'effusion de sang.

Sharon ravala sa fierté et passa à la phase finale des négociations relatives à l'expulsion d'Arafat : où et quand ? Cette fois, lorsque nous rencontrâmes Philip Habib sous la véranda beyrouthine, les conversations devinrent beaucoup plus cordiales. La presse internationale, rapportant qu'Arafat et ses sbires s'apprêtaient à quitter Beyrouth, employait le terme d'« exode », emprunt qui n'avait rien d'innocent : il évoquait l'épisode biblique de la sortie d'Égypte où les Juifs échappèrent à Pharaon, ses guerriers, ses chars et ses armées. Le chef des renseignements militaires Yehoshua Saguy et moi-même avions entendu Habib parler de l'évacuation des « combattants » de l'OLP de Beyrouth ; Sharon récusa ce terme et insista pour qu'on les qualifie de « terroristes ».

Tandis que les deux hommes discutaient, je parlai à voix basse avec le général Saguy, juste assez haut pour que Sharon puisse surprendre nos propos.

– Comment dit-on « expulser » en anglais ? demandai-je.

– *To expel*, répondit Saguy.

– Pas question d'appeler ça un exode ou même une évacuation, affirmai-je.

Quelques minutes plus tard, Sharon s'adressait à moi en hébreu :

– Mets-moi ça par écrit.

Tout en se consacrant à un bras de fer diplomatique, Ariel gardait l'oreille dressée et les sens aux aguets ; peut-être son tempérament soupçonneux ou ses démêlés politiques le poussaient-ils à prêter attention à ce qui se disait dans son dos...

Il s'adressa ensuite à Habib, alors que l'adjoint de celui-ci et le représentant du Mossad transcrivaient la conversation :

– Nous parlons ici de l'expulsion d'Arafat et de ses terroristes, et pas d'une évacuation ni d'un exode. Une évacuation dépend de votre bon vouloir, mais nous, ici, nous

voulons les forcer à quitter Beyrouth. Il s'agit de l'expulsion d'Arafat et de ses terroristes... et non pas de ses combattants, martela-t-il à nouveau.

Par l'entremise de la famille royale d'Arabie saoudite, et moyennant quelques millions de dollars, les États-Unis élirent Tunis pour accueillir Arafat l'exilé, confié aux bons soins du président Habib Bourguiba. Lors d'une interview accordée à un journal allemand, un proche du chef de l'OLP déclara par la suite :

– La prochaine fois, on nous exilera aux îles Fidji. Nous possédons une valise pour tout État.

Sharon et moi nous rendîmes sur le toit d'un grand immeuble non loin du port de Beyrouth pour observer à la jumelle l'embarquement du leader terroriste sur un bateau. C'était le 30 août 1982. Des soldats américains et français veillaient au bon déroulement des opérations. Des tireurs d'élite israéliens eurent dans leur viseur la tête de Yasser Arafat, coiffée de son célèbre keffieh ; il monta à bord sans encombre. Sharon leur donna l'ordre de ne pas tirer : le Mossad ayant échoué à liquider Arafat, Begin s'était engagé auprès de l'administration américaine à ne pas attenter à sa vie au cours de l'expulsion.

*
**

Lorsque Yasser Arafat et 10 000 de ses hommes sont expulsés de Beyrouth, on parle du « grand projet de Sharon ». On racontait que vous aviez prévu que les Palestiniens allaient se précipiter en Jordanie et renverser le régime hachémite...

Encore une invention ! Personne n'a jamais trouvé une seule ligne à ce sujet dans les comptes rendus officiels, tout simplement parce qu'il n'y avait rien de ce genre.

Tout de même, Arafat et 10 000 hommes ont été expulsés de Beyrouth...

Et 5 000 hommes de plus, 15 000 en tout... Des terroristes et des Syriens qui se trouvaient parmi eux.

Que s'est-il passé après l'expulsion ?

Nous savions que Yasser Arafat avait laissé derrière lui 2 500 hommes armés à Beyrouth. Nous avons trouvé d'énormes quantités d'armes, et même un hélicoptère.

*
**

Arafat restait en vie, mais il n'était plus à nos portes et cela méritait d'être célébré. Le 1er septembre 1982, Sharon et Habib organisèrent un déjeuner festif à Beyrouth, à l'intention des représentants de l'ONU et des armées étrangères ayant pris part à l'expulsion d'Arafat.

Devant la Knesset, Begin prononça un discours enthousiaste et élogieux pour son ministre de la Défense. Ce dernier prit la parole et formula devant les députés une proposition optimiste où il appelait de ses vœux la création d'un « triangle de paix » : selon lui, après l'Égypte, l'heure était venue de signer la paix avec le Liban.

En quittant la salle, Yitzhak Rabin me déclara :

– C'était un discours de Premier ministre.

Personne ne s'imaginait alors qu'Ariel attendrait encore dix-neuf ans pour prendre les rênes du gouvernement.

*
**

Pour Sharon, l'exil d'Arafat à Tunis ne réprésentait qu'une solution temporaire. Il n'avait pas pu le liquider avant son

départ, mais il en attendait l'occasion, comme en témoigne sa réaction lorsqu'il apprit, le 6 septembre 1982, que son ennemi juré venait de quitter la capitale tunisienne et semblait prêt à visiter quelques pays arabes. Une opportunité inespérée de l'atteindre...

– Je crois que l'heure est venue d'obéir à l'ordre de Menahem Begin, dit-il à Rafoul Eitan.

Ensuite, il me confia en aparté :

– Après cela, je pourrai regagner définitivement ma ferme.

Cette scène se déroulait sur une petite base aérienne du nord d'Israël, où nous avions emmené le secrétaire d'État américain Caspar Weinberger, venu avec une délégation. Nous lui réservions une démonstration des dernières prouesses de nos avions sans pilote, désormais capables d'identifier les cibles potentielles.

La mission de Weinberger faisait suite à un voyage effectué par Ariel Sharon le mois précédent à Washington, ponctué d'un déjeuner de travail au Pentagone, en présence de généraux et d'amiraux américains manifestement très impressionnés par la prouesse de Tsahal. Ils attendaient des éclaircissements concernant le déroulement de la guerre après l'expulsion d'Arafat. Sharon indiqua qu'il restait encore quelques milliers de terroristes à Beyrouth et qu'il fallait envoyer l'armée libanaise pour les désarmer.

Le secrétaire américain à la Défense nous avait réservé un accueil plutôt glacial.

– Regarde comme il est hostile à Israël, m'avait soufflé Ariel lors du repas.

– C'est surtout toi qu'ils ont du mal à avaler, avais-je répliqué.

1982

SABRA ET CHATILA

La première fois que j'entendis parler de l'assassinat de Palestiniens dans les quartiers de Sabra et de Chatila à Beyrouth, c'était le 18 septembre 1982, un samedi qui coïncidait avec le premier jour de Rosh Hashanah, le nouvel an juif (fête qui s'étend sur deux jours) de l'année 5743. Des agences de presse internationales m'appelèrent pour connaître la réaction du porte-parole du ministre israélien de la Défense concernant les massacres commis contre des civils palestiniens. Au début, je craignis une nouvelle intox : pendant la guerre du Liban, nombre d'articles avaient rapporté des tueries fictives prétendument perpétrées par Tsahal. Mais cette fois, je pus vite recouper l'information ; il fallait que j'interrompe le repos du nouvel an du ministre de la Défense.

Une tragédie avait déjà entamé l'élan d'optimisme consécutif à l'expulsion d'Arafat. Le mardi après-midi, nous avions appris que le président du Liban Béchir Gemayel, élu le 23 août, avait été grièvement blessé à Beyrouth. Le Mossad ne disposait pas d'informations précises sur les circonstances de l'attentat, mais tout portait à croire que Gemayel était mort sur le coup, malgré les dénégations des Phalanges chrétiennes.

Il faut dire qu'au Moyen-Orient la disparition d'un homme d'État plonge son entourage dans un tel désarroi qu'il l'admet avec un temps de retard, ainsi qu'on a pu le voir avec l'assassinat du président égyptien Anouar el-Sadate en octobre 1981, celui de Rafik Hariri au printemps 2005, ou encore lors de la mort de Yasser Arafat.

Nous avions appris peu après qu'un Libanais téléguidé par Damas avait actionné à distance une bombe placée à proximité du bureau de Gemayel.

Le lendemain, mercredi, Ariel et moi nous étions rendus au Liban pour présenter nos condoléances à la famille du président et nous entretenir avec des officiers de Tsahal. Sharon craignait en effet que les terroristes qui continuaient d'œuvrer à Beyrouth-Ouest ne profitent du coup porté aux chrétiens maronites pour lancer une offensive meurtrière. Sharon avait donc ordonné aux forces israéliennes de progresser vers les banlieues occidentales de la capitale.

Par crainte de nouvelles pertes – et elles se comptaient déjà par centaines du côté israélien –, le chef d'état-major Rafoul Eitan estimait que les Phalanges chrétiennes devaient prendre les armes. Et c'est ce qu'annonça ce soir-là Sharon au gouvernement lors d'une réunion à Jérusalem qui se prolongea tard dans la nuit, après notre aller-retour express au Liban.

Le rêve que caressaient Sharon et Begin de restaurer la souveraineté nationale libanaise et de nouer des liens pacifiques avec leur voisin était brisé. La communauté internationale devait empêcher à tout prix les factions terroristes de détruire le fragile équilibre qu'Israël avait établi au Liban.

Le vendredi 17 septembre, veille du nouvel an, ainsi que le veut la tradition juive, j'accompagnai Lily et Arik, avec

leurs deux fils, pour se recueillir devant les tombes de Margalith et de Gour. Ariel ne s'attarda pas au cimetière : un hélicoptère l'attendait pour l'emporter vers Jérusalem, pour qu'il puisse rencontrer, avant le début de la fête, le ministre israélien des Affaires étrangères, Itzhak Shamir, et l'envoyé américain au Liban Morris Draper.

– Si nous ne liquidons pas ces organisations dès maintenant, elles vont recommencer, et nous frapper, tout comme vous, pendant de longues années, lança Sharon à l'adresse de Draper.

Il avait haussé le ton et laissé libre cours à sa colère. Draper ne broncha pas.

Sharon se hâta ensuite de rentrer à la ferme des Sycomores pour célébrer Rosh Hashanah en famille. Je l'appelai le lendemain pour lui rendre compte de l'émoi qui s'était emparé des agences de presse internationales. Y avait-il lieu de réagir à leurs affirmations concernant Sabra et Chatila ?

– Tsahal n'est même pas entré dans ces camps, me répondit-il.

Le lendemain, dimanche, second jour de Rosh Hashanah, la bouche de l'enfer s'ouvrit sous nos pieds. La radio annonça que des militants de gauche manifestaient devant la résidence du Premier ministre, à Jérusalem, en brandissant des pancartes : « Begin assassin ! », « Sharon assassin ! ». On parlait de milliers de personnes massacrées par une armée israélienne assoiffée de sang...

Le rapport officiel de la Croix-Rouge libanaise fit état plus tard d'environ 700 civils palestiniens tués par les milices phalangistes. Mais la réalité importait peu : les photographies diffusées de par le monde suffirent à scandaliser l'opinion internationale. À midi, je téléphonai à Sharon et lui

suggérai de désigner sur-le-champ, en qualité de ministre de la Défense, une commission d'enquête parlementaire pour déterminer l'étendue de la responsabilité israélienne dans les massacres de Sabra et Chatila. Il me répondit que Tsahal n'était pas mêlé à l'affaire mais qu'il en parlerait au chef d'état-major.

En me rendant à Césarée, où je devais déjeuner avec mon vieil ami Yeshayahou Ben Porat, le journaliste du quotidien *Yediot Aharonot*, avec qui j'ai écrit une demi-douzaine de livres sur Israël, j'ai remarqué les pancartes qui jalonnaient la route : « Begin assassin ! », « Sharon assassin ! ». La gauche condamnait déjà Sharon et Begin sans autre forme de procès. À Césarée, Ben Porat et moi croisâmes un général de Tsahal qui commandait un millier de tanks durant la guerre.

– Que s'est-il passé ? demandai-je.

Il balaya nos appréhensions d'un geste.

– Peut-être un caporal israélien a-t-il commis une erreur... Et qui plus est, en quoi sommes-nous concernés par le fait que des chrétiens libanais aient combattu des Palestiniens ?

De retour chez moi, je téléphonai à Sharon et lui parlai des écriteaux que j'avais vus.

– Va-t-il y avoir une commission d'enquête ? insistai-je.

– J'en ai parlé à Rafoul et il s'y oppose. À son avis, cela porterait atteinte à l'honneur de Tsahal.

– Alors, ils demanderont ta tête. Ils vont essayer de rejeter la responsabilité sur toi...

Ariel me coupa la parole.

– Laisse-moi me reposer un peu pendant la fête. J'ai déjà donné les ordres nécessaires.

Quelques heures plus tard, les médias du monde entier scandaient les noms de Sabra et Chatila. Je rappelai Sharon :

– Ariel, je t'en supplie, organise immédiatement une conférence de presse ! La mobilisation contre toi prend une ampleur folle !

– Tu me fatigues, bon sang ! Qu'est-ce que tu veux ?

– Je veux t'avertir que tu es au cœur de la tempête.

– Le chef d'état-major est parti pour le Liban, et c'est lui qui réfutera les mensonges auprès des journalistes.

– Non, Ariel, ça ne suffit pas. Ils vont te livrer en pâture à la presse. Tu es le soutien de Begin. Tes adversaires veulent te faire tomber, et Begin avec toi.

Là-dessus, Sharon haussa le ton comme jamais avec moi et s'époumona dans le combiné du téléphone :

– Tu me casses les oreilles ! Le chef d'état-major répondra aux questions. Et si tu crois que la classe politique est visée, alors enquiquine Menahem Begin, pas moi. Pourquoi serais-je le seul mis en cause ? Il y a un Premier ministre, non ? Alors, qu'il s'en occupe !

Et mon vieil ami de me raccrocher au nez.

DÉCEMBRE 1982-JANVIER 1983

DERNIERS JOURS AU MINISTÈRE DE LA DÉFENSE

– Pourquoi m'annonces-tu toujours de mauvaises nouvelles et jamais de bonnes ?

Au fil des ans, Sharon m'a plusieurs fois posé cette question avec une pointe de reproche dans la voix. Comme si je gâchais sa bonne humeur. Il est vrai que c'est un optimiste-né, même lorsque la situation paraît désespérée, ce qui explique sa ténacité dans ses combats.

– Je te mets en garde contre les pires scénarios pour que tu puisses t'y préparer. Si les choses évoluent de manière positive, tant mieux, lui répondais-je alors.

Il ne m'en a jamais tenu rigueur.

– Mon ami Uri a toujours prévu les événements, a-t-il expliqué à certains confrères qui critiquaient nos liens d'amitié. Certains sont arrivés plus tôt, d'autres plus tard, mais ils se sont toujours produits. Comme pendant la guerre de Kippour. Et il a même prédit une excellente chose, a-t-il conclu en riant.

Il faisait allusion au fait que, contrairement à eux, j'étais sûr qu'il deviendrait Premier ministre.

Cependant, en cet hiver 1982-1983, je n'avais pour lui que de mauvaises nouvelles après la désignation d'une

commission d'enquête dirigée par le juge Kahan, président de la Cour suprême, sur Sabra et Chatila.

– Il faut songer à plier bagage, lui dis-je par un après-midi de la fin de l'année 1982, dans son cabinet du ministère de la Défense.

Il me dévisagea en silence. Il ne voulait pas y croire, car il savait que ni lui, ni Tsahal, ni Israël n'étaient liés aux exactions commises par les Phalangistes.

Conseiller en communication de Sharon, j'avais non seulement lu tout ce que les médias rapportaient en Israël et dans le reste du monde, mais aussi pris connaissance des télégrammes diplomatiques et des rapports des services de renseignement. Tous le tenaient pour responsable des massacres de Sabra et Chatila, et la Maison-Blanche réclamait sa tête. Informée par ses émissaires à Beyrouth, l'administration américaine savait que Sharon n'avait en rien participé à cette tragédie, mais elle comptait en profiter pour l'écarter du pouvoir. Ces courriers confidentiels m'apprirent en outre que des journalistes israéliens de premier plan, mais aussi des personnalités de l'opposition et des fonctionnaires d'État, indiquaient à des diplomates américains et égyptiens la marche à suivre pour renverser le gouvernement Begin-Sharon.

Pour les rivaux politiques de Sharon, principalement Shimon Peres, chef du Parti travailliste, et bien sûr pour la gauche, Sabra et Chatila représentaient une aubaine : ils comptaient obtenir enfin la disgrâce de Sharon. Quant à ses collègues du Likoud, leurs ambitions personnelles les poussaient à prêter main-forte à leurs adversaires habituels.

Le couperet allait tomber, Sharon le savait ; et moi, je l'informais de ce qu'il ne savait pas. Lecteur assidu des télégrammes, il me montrait fréquemment telle ou telle information rapportant comment, lors d'une rencontre avec un

représentant d'un pays arabe ou autre, une personnalité israélienne avait indiqué la meilleure manière d'exercer une pression sur Begin ou sur Sharon.

– C'est étrange, ironisait-il, les Israéliens se vantent de l'excellence de nos services secrets, mais ils ne se montrent guère discrets lorsqu'ils se portent volontaires pour donner des conseils à nos ennemis.

J'appris que les plus hauts gradés militaires, et à leur tête Rafoul Eitan, le chef d'état-major, redoutant les conclusions de la commission Kahan, s'unissaient pour faire endosser la responsabilité au ministre de la Défense. Mon ami le général de division Dan Shomron, qui deviendrait plus tard chef d'état-major, vint spécialement à mon bureau m'annoncer que Rafoul recueillait chaque bribe de document susceptible d'être utilisée contre Sharon. Je joignis aussitôt ce dernier chez Begin. J'appris plus tard que le chef d'état-major écoutait la ligne de téléphone protégée du ministre de la Défense – celle que j'avais utilisée pour prévenir Sharon. Rafoul me convoqua dans son bureau. Je me rappelle qu'il jouait avec sa montre en déclarant :

– Il y a des gens qui veulent nous brouiller, Sharon et moi.

Les dirigeants du Mossad, qui avaient parrainé les Phalangistes et dont les représentants s'étaient tenus à leurs côtés pendant des années à Jounieh, faisaient quant à eux profil bas.

Outre son travail courant, Sharon devait préparer sa défense. Il désirait s'attacher les services d'un ténor du barreau, mais les meilleurs juristes avaient déjà été engagés par les dirigeants du Mossad, le chef d'état-major et les autres généraux. Faute de mieux, Ariel se contenta d'un réserviste recruté par le ministère de la Défense et dont je tairai le nom.

Pour les réunions préparatoires que Sharon tenait dans son cabinet, nous avions formé une équipe constituée d'Oded Shamir, son secrétaire militaire, de Benyamin Amidor, l'historien militaire, ainsi que du médiocre défenseur recruté par le ministère. Tous les officiers, délégués du Mossad et hauts fonctionnaires qui, hier encore, cherchaient à s'asseoir le plus près possible de Sharon, le traitaient en pestiféré. J'entendis des généraux accorder leurs témoignages pour se mettre l'abri de toute accusation.

Les jours de Sharon au pouvoir étaient comptés, ses rivaux politiques l'encerclaient. Des articles l'accusaient jour après jour du massacre de Sabra et Chatila et du déclenchement de la guerre du Liban ; ils faisaient le décompte des pertes de Tsahal, en « oubliant » que Sharon avait réduit à néant les infrastructures terroristes de l'OLP au Liban et expulsé Arafat et ses partisans. Sharon clamait en vain – entre autres devant la commission d'enquête : « Ni Israël ni moi-même n'avons été impliqués dans ce massacre. »

De temps à autre, il m'appelait vers 6 heures du matin pour que je lui donne une revue de presse. Au bout de cinq minutes, il m'interrompait :

– Assez de bêtises !

Et il décidait ce qu'il allait faire le jour même, avec son optimisme caractéristique.

Tout d'abord, il pensait se retirer progressivement de la région de Beyrouth : Israël devait conserver des forces réduites dans les points sensibles du Sud-Liban, afin d'éviter que le nord du pays ne soit à nouveau pris pour cible par des forces terroristes.

Je lui rappelais souvent que la commission d'enquête voulait sa tête et qu'il ne fallait pas s'attendre à un procès équitable.

– Les calomnies politiques dicteront ses conclusions à la commission...

Des délégués israéliens apaisaient les diplomates américains en leur disant :

– Patience, Sharon va bientôt être mis à la porte...

Le Premier ministre Begin ne s'en mêlait pas. Il s'affaiblissait physiquement et psychologiquement depuis le décès de son épouse bien-aimée Aliza.

Je conseillais à Sharon de prendre des mesures propres à éviter le lynchage : arrêter les dirigeants phalangistes et amener un dénouement spectaculaire en appelant à leur arrestation, puis à un jugement en Israël devant une cour civile ou militaire pour leur responsabilité directe dans les massacres de Sabra et Chatila. Je suggérai cette idée à plusieurs reprises, mais Sharon resta intraitable :

– Nous n'allons pas arrêter nos alliés, même s'ils nous ont trahis par leurs actes criminels ! Nous sommes un État de droit. C'est au peuple libanais de juger ces assassins.

Il se rendit à l'étranger pour rencontrer des chefs d'État avec lesquels Israël souhaitait développer des relations. En décembre 1982, nous partîmes ainsi pour le Honduras, qui nous demandait une assistance militaire. Au plan politique, la visite fut une réussite ; mais Sharon s'enflamma lorsque des journalistes locaux lui demandèrent :

– Qu'en est-il de votre responsabilité dans les massacres de Sabra et Chatila ?

– Aucun Israélien n'est ou n'a été responsable !

De retour à notre hôtel, à Tegucigalpa, la capitale, en compagnie de David Ivri, commandant de l'armée de l'air, Sharon ne s'était pas radouci :

– Voyez le tort qu'a fait à Israël ce mensonge provenant de nos politiciens et de nos journalistes : jusque dans la

jungle d'Amérique centrale, on nous accuse pour Sabra et Chatila !

À New York, alors que nous nous trouvions chez Maya, la cousine de Sharon, à l'occasion de l'allumage des bougies de Hanoukka[1], je lui réitérai ma proposition :

– Arrête les commandants des Phalanges lors de leur prochaine visite en Israël. Ce sera un acte inattendu qui te permettra de stopper cette sarabande infernale.

Il ne répondit pas.

De retour en Israël, Benyamin Amidror, le grand historien militaire d'Israël, avertit Sharon que sa ligne de défense était mauvaise et risquait de permettre à la commission de le déclarer coupable.

Mais Sharon est un homme d'habitudes. Du moment qu'il s'était adjoint les services d'un avocat, fût-il mauvais, ou d'un conseiller, fût-il exécrable, il ne les démettait pas de leurs fonctions. Et en cas de débâcle, il me répétait :

– Ne t'en prends pas à eux, mais à moi.

Cette volonté de prendre sur lui les échecs de son entourage compte parmi les traits de sa personnalité qui restent incompréhensibles à mes yeux.

Tout le monde ne tournait cependant pas le dos à Sharon. Ainsi, le samedi 1er janvier 1983, à midi, je passai chercher l'actrice Elizabeth Taylor à l'hôtel Hilton de Tel-Aviv pour l'accompagner chez Ariel et Lily Sharon. L'actrice portait un chapeau de fourrure blanche, et sa beauté témoignait

1. Fête des Lumières qui commémore la victoire des Maccabées sur la dynastie hellénistique des Séleucides au IIe siècle avant l'ère chrétienne.

encore de sa splendeur passée. Elle souhaitait exprimer sa solidarité envers Sharon : elle éprouvait à son égard de l'estime et ne comprenait que trop bien la diabolisation dont il faisait l'objet depuis plusieurs mois dans les médias internationaux.

– Je sais d'expérience les histoires invraisemblables que les journaux peuvent inventer, m'avait-elle dit.

On ne comptait plus, en effet, les articles de la presse à scandale qui dissertaient sur son problème de boisson. De toute façon, en ce temps-là, nous appréciions toute marque d'amitié envers Sharon, et le geste d'une actrice adulée par des millions de fans était plus que bienvenu.

Pourtant, la malchance qui planait sur Sharon semblait s'étendre à ceux qui lui voulaient du bien. Tandis qu'Elizabeth Taylor roulait en limousine en direction de la ferme des Sycomores, sa voiture pila sans raison sur un segment de route inondé. C'était une journée d'hiver particulièrement orageuse ; des branches d'arbres cassées et des flaques d'eau jonchaient le parcours. Je la suivais dans une seconde voiture, conduite par un chauffeur qui, n'ayant pas eu le temps de freiner, emboutit la Mercedes de la star. Mon véhicule était hors d'usage et j'étais tout endolori, mais qu'en était-il de Liz Taylor ? Je me précipitai en pataugeant pour ouvrir la porte arrière de la limousine. Je trouvai l'actrice en état de choc. Elle se plaignait de douleurs aux chevilles et dans la poitrine. Nous arrêtâmes une voiture qui nous conduisit, meurtris et choqués, à bon port. Nos hôtes, confus, appelèrent aussitôt un médecin.

Elizabeth Taylor se comportait comme si de rien n'était, mais Lily l'installa dans un fauteuil confortable et étendit sur elle une couverture. Malgré l'accident, la star gardait un sourire éclatant et continuait à parler, de sa voix douce et délicate. La rencontre avec les Sharon lui faisait visiblement

plaisir, au point de lui faire oublier sa mésaventure. Elle félicita Ariel de son action au Liban et se dit persuadée que cela apporterait un avenir meilleur à Israël et au Liban. Elle avait d'ailleurs l'intention de se rendre à Beyrouth pour le déclarer aux Libanais !

Sur ces entrefaites, arriva le Dr Boleslav Goldman, un ami de la famille Sharon, qui dirigeait à l'époque l'hôpital Sheba de Tel-Aviv. Il ausculta Liz Taylor, examina ses chevilles et sa nuque, et décida qu'un transfert à l'hôpital ne s'imposait pas.

Ce fut le même Dr Goldman qui, vingt-cinq ans plus tard, le 18 décembre 2005, appelé en urgence, ordonna aux agents de sécurité de Sharon de l'emmener immédiatement à l'hôpital Hadassah Ein Kerem, à Jérusalem. Cette nuit-là, on lui sauva la vie – jusqu'à l'attaque suivante.

*
**

En janvier 1983, nous étions en route pour le Zaïre dans un Boeing de l'armée de l'air. Le ministre de la Défense avait réussi à réconcilier son pays avec plusieurs États d'Afrique ayant rompu leurs relations avec Israël à la suite de la guerre de Kippour ; le président Mobutu Sese Seko, qui nous avait acheté des armes, invitait une mission israélienne à venir entraîner sa garde présidentielle.

C'était une occasion pour Lily et Arik, et bien sûr pour moi, de sortir un peu du marécage politico-médiatique de notre pays. Shimon Peres, ministre de la Défense adjoint, avait noué les premiers liens avec Mobutu en 1963 et l'avait convié en Israël. Le général zaïrois admirait Sharon et lui avait envoyé plusieurs messages d'encouragement par l'intermédiaire de leur ami commun Meïr Meyouhas. Ce dernier avait traduit en hébreu la déclaration de Mobutu, en fran-

çais, à l'adresse de Sharon : « Si l'on vous destitue de vos fonctions, Israël signera le début de son déclin. »

Lors de ses déplacements au Zaïre, Sharon fut reçu avec tous les honneurs, notamment dans la riche région minière de Lubumbashi.

Une partie des journalistes israéliens qui s'étaient joints à nous ne lâchaient pas prise et le pressaient toujours de questions sur Sabra et Chatila en faisant feu de tout bois. Une anecdote révèle leur état d'esprit. Pendant que les journalistes achetaient en souvenir des sculptures de bois, des arcs et des flèches, Meïr Meyouhas m'aida à acquérir deux magnifiques jacos, des perroquets « parleurs » au plumage gris orné d'une queue rouge. J'obtins un certificat vétérinaire attestant que les deux volatiles n'étaient porteurs d'aucune maladie.

Lors de notre retour en Israël, à 3 heures du matin, la cage des perroquets fut chargée par erreur avec les bagages de Sharon et partit en direction de la ferme des Sycomores.

Moins de quarante-huit heures plus tard, avant que j'aie eu le temps de les récupérer, j'étais assailli de coups de fil de confrères :

– Comment avez-vous pu faire passer des perroquets en fraude sans les avoir mis en quarantaine ? C'est une infraction à la loi !

Je prévins Ariel que la presse nous prêtait un nouveau forfait, cette fois le trafic d'oiseaux exotiques...

– Oui, ils sont aussi prêts à abattre des perroquets, raillat-il.

Évidemment, j'envoyai quelqu'un récupérer mes oiseaux sans plus attendre pour lui épargner cette contrariété inutile. L'un des perroquets, Lippo, m'a d'ailleurs tenu compagnie pendant douze ans.

En fin de compte, on me poursuivit bel et bien en justice pour « trafic de perroquets ». Je plaçai dûment les volatiles en quarantaine, ainsi que l'exigeait la loi, et m'acquittai d'une amende d'une centaine de dollars... De beaux titres en perspective pour une campagne anti-Sharon : « Le conseiller de Sharon est accusé de trafic de perroquets africains. »

Il me sembla, au cours de ce déplacement au Zaïre, que Sharon s'absorbait dans ce rôle comme pour occulter le fait qu'il serait bientôt destitué. Deux semaines après son retour en Israël, il repartit pour le Zaïre, cette fois dans le cadre d'une mission secrète : Mobutu lui proposait de rencontrer Hissène Habré, le président du Tchad, qui recherchait un contact avec notre pays pour tenir tête au dictateur libyen Mouammar Kadhafi.

Une fracture de la rotule m'empêcha de l'accompagner, mais il me raconta son voyage par le menu.

Au Zaïre, Mobutu et Sharon s'envolèrent vers le palais que Mobutu avait fait construire à Badolita. Au représentant du Mossad chargé de la traduction simultanée des entretiens, Sharon expliqua que Mobutu avait organisé la rencontre sous couvert de la réception de deux délégations : l'une en provenance du Mali, l'autre du Canada.

– Dites-lui que nous faisons partie de la délégation malienne ! plaisanta Sharon.

Le « représentant du Mali » arriva : il s'agissait de Hissène Habré, le dirigeant tchadien. Ses combattants, dit-il, très pauvrement équipés, avaient réussi à battre à plate couture les unités de Mouammar Kadhafi, pourtant armées par les Soviétiques, qui avaient tenté d'envahir son pays, et à s'emparer d'un important butin.

– Nous avons besoin d'armes anti-aériennes, déclara Habré à Sharon. Nous sommes démunis face aux Mig de Kadhafi.

– Vous les aurez.

Sharon respectait ainsi la ligne politique traditionnelle d'Israël, qui consiste à soutenir les faibles confrontés à des dictateurs. Notre État avait notamment aidé les Kurdes contre Saddam Hussein, soutenu le régime monarchique du Yémen contre les légions égyptiennes envoyées sur les lieux par Nasser, et aidé les chrétiens maronites du Liban contre la Syrie et l'OLP qui, toutes deux, les massacraient.

– J'avais devant moi un dirigeant révolutionnaire africain qui avait l'air tout droit sorti de la jungle et brandissait un grand couteau, me raconta Ariel plus tard. Et s'il était prêt à se battre contre Kadhafi, ennemi juré d'Israël contre qui il avait envoyé des avions sur le canal de Suez en 1973, Israël était prêt à l'aider.

L'un des derniers ordres de Sharon en tant que ministre de la Défense fut effectivement l'envoi d'une batterie de canons anti-aériens au Tchad. Ses opposants au sein du gouvernement Begin réussirent à convaincre le Premier ministre d'adopter les résolutions de la commission Kahan et de contraindre Sharon à démissionner.

En vérité, avant même ce voyage en Afrique, j'avais éclairé mon ami à ce sujet : je tenais de source sûre que la commission s'apprêtait à publier ses conclusions sous huitaine et que la responsabilité des massacres retomberait sur lui, tandis que le Mossad, parrain des Phalangistes, en sortirait blanchi. Le célèbre avocat Amnon Goldenberg avait déjà fixé la date d'un dîner avec le chef du Mossad pour célébrer leur victoire...

Sharon avait eu du mal à me croire.

8 FÉVRIER 1983

LA COMMISSION KAHAN REND SON RAPPORT

Installé au dernier étage de l'hôtel Hilton, qui surplombe la Vieille Ville de Jérusalem, Ariel est tendu. En ce mercredi 8 février 1983, date de la publication du rapport de la commission Kahan, chargée d'enquêter sur les massacres de Sabra et Chatila, on accable le meilleur ministre de la Défense qu'Israël ait jamais eu. Il revient d'un entretien avec le Premier ministre, Menahem Begin, qui a abordé ce fameux rapport dont Ariel est la cible.

– Ils veulent me faire endosser toute la responsabilité, s'indigne-t-il.

La veille au soir, il a demandé à Begin de lui communiquer ce rapport, mais le Premier ministre a refusé avant la publication officielle. Ce matin, l'avocat de Sharon lui en a donc lu les conclusions au téléphone. Et Arik a découvert ce paragraphe fatal :

« La commission Kahan recommande de démettre Sharon de ses fonctions de ministre de la Défense, car elle le juge indirectement responsable du massacre de Sabra et Chatila. Il aurait en effet dû prévoir l'éventualité d'un tel massacre et prendre les mesures nécessaires pour l'éviter ; il ne l'a pas fait. »

Comme je l'avais pressenti, les personnalités du Mossad proches des Phalanges se voient totalement innocentées. Pas de « responsabilité indirecte » retenue contre eux.

Première réaction de Sharon :

– Je vais présenter ma démission séance tenante pour protester contre l'injustice qui m'est faite !

Il était d'ailleurs allé en hélicoptère pour voir Begin à Jérusalem. J'avais demandé à Oded Shamir, son secrétaire militaire, de lui remettre avant l'entrevue ce petit mot rédigé à la hâte :

« Je te conseille de ne pas démissionner. Je sais que tu es victime d'une grande injustice. Le jour viendra où le peuple d'Israël l'apprendra aussi. Et même si tu donnes ta démission et pars pour un exil politique, le jour venu, la population israélienne verra en toi un sauveur et te demandera de la diriger. Si tu restes au gouvernement en tant que ministre sans portefeuille, tu abrégeras ton exil politique. »

Dans la chambre de Sharon au Hilton, où je le rejoignis avec son avocat et Oded Shamir, il me remercia de ma missive et ajouta qu'il avait rappelé à Begin que la loi accordait au Premier ministre la faculté de rejeter, en tout ou partie, les conclusions de la commission officielle d'enquête. Mais l'attitude distante du Premier ministre laissait présager qu'il suivrait pleinement celles-ci. La collaboration confiante des deux hommes sur la création des implantations, le bombardement de la centrale nucléaire Osirak, l'expulsion d'Arafat... tout cela s'envolait en fumée à cause d'un rapport dont le style dédaigneux trahissait la plume d'Aharon Barak, juge de la Cour suprême.

Le lendemain, j'accompagnai de nouveau Sharon à Jérusalem, où une réunion gouvernementale devait débattre du rapport Kahan. Je ne voulais pas le laisser affronter seul cette épreuve. Malgré son calme apparent, Lily et moi, qui le connaissions bien, savions qu'il bouillait. Les médias israéliens et internationaux triomphaient à la perspective de voir destituer le ministre de la Défense. Des centaines de manifestants se pressaient à l'entrée de la ferme des Sycomores en brandissant les éternelles pancartes « Begin assassin », « Sharon assassin », et couvraient les alentours de graffitis. Les gardes du corps empruntèrent une route de campagne peu fréquentée pour nous conduire à la réunion fatidique.

À Jérusalem, devant le bureau du Premier ministre, l'ambiance était différente : des milliers de personnes scandaient « Sharon, roi d'Israël ». Dan Meridor, le secrétaire du gouvernement, se hâta d'ordonner la fermeture des fenêtres.

– L'atmosphère était celle d'un tribunal militaire, me confia Ariel en ressortant. Begin, qui présidait la réunion, Moshé Nissim, le ministre de la Justice, et Dan Meridor se sont débrouillés pour que les conclusions soient adoptées à la majorité.

Le lendemain, vendredi, Sharon assista comme prévu à une conférence de juristes fixée de longue date. Il n'hésita pas à critiquer publiquement, avec son franc-parler coutumier, les conclusions du rapport. Il inaugura à cette occasion la phrase qui allait devenir son leitmotiv :

– Les conclusions de la commission Kahan ont suscité une grande injustice, non seulement en me marquant du signe de Caïn, mais aussi en réprouvant l'État d'Israël et l'ensemble du peuple juif.

Mais il prêchait dans le désert. Les politiciens et les journalistes avaient enfin triomphé, non pas de nos ennemis arabes mais de Sharon, objet de leur haine. Peu leur importait que les massacres de Sabra et Chatila deviennent une arme destinée à calomnier les Juifs – et pas seulement Arik.

Begin bégaya quelques mots en faveur de son ministre :

– Des goyim tuent d'autres goyim, et ce sont les Juifs qui paient les pots cassés.

Je me montrai plus loquace. Le jour où Sharon fit ses adieux au ministère de la Défense et, la tête haute, passa la garde en revue, des reporters du *New York Times* et de la télévision israélienne m'abordèrent pour me demander mon opinion, puisque j'étais son conseiller en communication au ministère de la Défense. Je réagis sans détour :

– Ceux qui n'ont pas voulu de Sharon comme ministre de la Défense l'auront le jour venu en tant que Premier ministre.

Tard dans la nuit, Sharon me téléphona, furieux :

– Pourquoi as-tu tenu ces propos à la télévision ?

– Parce que c'est ce que je crois.

– D'accord, mais pourquoi le dire ? Tu trouves que je n'ai pas suffisamment d'ennuis ?

Le lendemain matin, je compris sa colère : l'un des grands quotidiens d'Israël révélait à ses lecteurs, en déformant mes propos, que Sharon ferait tout pour renverser Begin et prendre sa place...

Lorsque je revis Sharon, qui avait pris ses fonctions de ministre sans portefeuille, il s'excusa de s'être emporté. Il me montra les centaines de lettres qu'il avait reçues de citoyens qui l'encourageaient, en citant parfois mes déclarations. Ma réponse à la presse devait devenir une locution familière en Israël, jusque dans la bouche de ceux qui se moquaient de Sharon.

Le 27 février 1983, il fêta ses cinquante-cinq ans. Lily avait fleuri la maison et convié tous ses amis pour célébrer son anniversaire. Même s'il n'en laissait rien paraître, Sharon manquait d'entrain... Son avenir politique s'annonçait bien sombre. Le publicitaire Reuven Adler, notre ami commun, me confia en aparté :

– Moi aussi, je voudrais le voir reprendre les rênes du pouvoir, mais je me demande comment il pourra revenir sur la scène politique.

– Il y aura une guerre et le peuple fera appel à lui, assurai-je.

Reuven Adler me dévisagea comme si j'avais perdu la tête.

Par la suite, chaque fois que je prédisais devant lui que Sharon serait un jour Premier ministre, Reuven faisait un geste de la main indiquant qu'il doutait de ma santé mentale mais ajoutait invariablement : « je l'espère ! ». Pourtant, lorsque Sharon fut élu en 2001, un an après le déclenchement de la Seconde Intifada, il devait expliquer que c'était grâce au slogan qu'il avait imaginé : « Paix et sécurité ».

On pardonne ce genre de raccourci à ses vrais amis.

*
**

Plus tard, je devais aborder la question de Sabra et Chatila dans le cadre plus formel d'une interview.

Parlons maintenant de l'affaire de Sabra et Chatila.

– Il s'agit d'une accusation diffamatoire. Vous le savez aussi bien que moi, vous qui avez travaillé à mes côtés durant toute cette guerre, assisté à toutes les réunions de mon cabinet, à Jérusalem et au Liban.

On vous a lâché en 1978 et on vous a lâché sur le problème du Liban...

Oui, mais pas au début. Tant que la victoire au Liban semblait expéditive, les membres du gouvernement poussaient à la roue et me prodiguaient leurs encouragements, jusqu'à me signifier qu'il était inutile de les consulter ou de les informer de mes moindres faits et gestes. En revanche, les signaux d'alarme ont clignoté dès qu'ont surgi les premières « difficultés » : le siège prolongé de Beyrouth, les manifestations à Tel-Aviv que Yasser Arafat qualifiait de « dernier espoir des Palestiniens »...

Quelles manifestations ?

Celles du Parti travailliste et de la gauche exigeant de me traduire en justice. Le 22 septembre 1982, pendant une séance houleuse de la Knesset, au cours de laquelle j'ai essayé d'expliquer mon action au Liban, j'ai notamment donné lecture de rapports émanant des services de renseignements.

Dans quelle mesure pensez-vous aujourd'hui que vous auriez pu empêcher le massacre des Palestiniens par les Phalangistes ?

Pas un seul soldat, pas un seul officier, pas un seul responsable politique israélien n'a été mêlé à cette tragédie. Qui plus est, tout au long de la guerre, et bien avant Sabra et Chatila, on entendait répéter le même reproche, y compris de la bouche de Victor Shem-Tov, secrétaire général du Mapam [1], devant la commission des Affaires étrangères et de la Sécurité : « Comment justifier le fait que nos hommes se fassent tuer pendant que les Libanais ne participent pas à la guerre ? »

1. Parti des ouvriers unis, d'obédience marxiste-sioniste.

Begin en voulait beaucoup à Béchir Gemayel sur ce point. Il semble le lui avoir durement reproché au cours d'une dernière rencontre assez tendue, peu de temps avant l'assassinat de Béchir. De fait, les chrétiens du Liban n'ont ni participé à la guerre, ni fait la moindre déclaration positive à notre égard. Même si nous n'avions pas déclenché cette guerre pour leur compte, ça laissait les Israéliens perplexes.

Vous estimez avoir subi une injustice de la part de la commission d'enquête Kahan ?

Une grave injustice. En principe, tout individu, même accusé d'un crime abominable, peut faire appel du jugement du tribunal auprès de la Cour suprême. Dans le cas d'une commission d'enquête, nous avons une situation de fait accompli. Elle publie son rapport et s'en lave les mains. Une fois son travail achevé, elle n'existe plus, il n'y a pas de recours possible.

Vous avez intenté un procès en diffamation au magazine Time *à cause d'un article déclarant que vous aviez encouragé les chrétiens du Liban à massacrer des Palestiniens. Vous avez consacré de nombreux mois à ce procès, le regrettez-vous ?*

Absolument pas ; au contraire ! J'ai réalisé après coup la difficulté de lutter contre ce puissant empire. Le procès a commencé en été. Les feuilles des arbres devant le tribunal ont ensuite pris leurs couleurs d'automne, puis sont tombées. L'hiver s'est installé avec ses chutes de neige. Je me souviens d'une journaliste enceinte qui suivait les débats. Semaine après semaine, nous avons observé le développement de sa grossesse. Elle a accouché peu après la fin des délibérations...

*
**

Le 4 février 1983, le jour où Arik quitta son poste de ministre de la Défense, *Time* publia un article intitulé « *The verdict : guilty* » (« Le verdict : coupable »). L'article, basé sur les informations du correspondant de l'hebdomadaire en Israël, David Halevy, expliquait en outre que Sharon avait encouragé les Phalangistes à se venger des Palestiniens lors de la visite de condoléances qu'il avait faite à la famille de Béchir Gemayel au lendemain de l'assassinat. À en croire le journaliste, cette précision aurait figuré dans l'annexe B – secrète – au rapport de la commission Kahan. J'étais bien placé pour savoir qu'il s'agissait d'un tissu de mensonges, puisque j'étais présent, tout comme une bonne demi-douzaine d'officiers de Tsahal, du Mossad et du Shin Beth, pendant cette fameuse visite au Liban.

Sharon exigea un démenti officiel puis, *Time* n'ayant pas daigné répondre, il résolut d'attaquer en diffamation. Je reçus alors un appel d'un avocat juif new-yorkais militant de l'Anti-Defamation League (Ligue antidiffamation créée par le Buai Brith américain pour combattre l'antisémitisme).

Peu après, nous voilà à Manhattan dans le bureau de Milton Gould, du cabinet Shea & Gould, un des avocats les plus réputés d'Amérique du Nord. Il nous annonça d'emblée que, en tant que juif, il considérait la défense de Sharon comme une *mitzvah* (une prescription religieuse). Arnold Foster, qui m'avait contacté, se chargerait quant à lui de réunir les fonds nécessaires pour couvrir les frais de procédure.

Ce procès allait nous faire traverser l'Atlantique à maintes reprises jusqu'au jugement rendu en faveur d'Ariel au mois de janvier 1985, vingt-trois mois après le dépôt de sa plainte.

*
**

Comment s'est déroulé ce procès ?

Sur un triple front. Le front juridique, celui des relations publiques, et celui des finances – car ma défense était fort coûteuse. S'agissant de relations publiques, il me paraissait évident que, au-delà de mon propre cas, j'avais là l'opportunité de clarifier les positions d'Israël, et je l'ai fait sans relâche avec les dizaines de journalistes de premier plan qui couvraient les audiences. Curieusement, là aussi, je me suis retrouvé seul. Sans aucun appui de notre ambassade aux États-Unis ou de notre consulat à New York. Pis encore : les journalistes israéliens qui ne m'éreintaient pas dans leurs articles se faisaient réprimander, particulièrement par Shimon Peres. Assez bizarrement, son comportement à mon égard a changé dès qu'il est devenu Premier ministre...

Israël a sans doute perdu là une formidable occasion de redorer son blason, grâce à l'intérêt que suscitait le procès au sein de l'opinion américaine. Malheureusement, notre pays se montre toujours défaillant dans le domaine de la communication. Même si c'était moi le plaignant dans ce procès en diffamation, le dossier dépassait largement le cadre personnel : l'État d'Israël était mis en cause puisque, d'après *Time*, j'avais encouragé le massacre de Sabra et Chatila en ma qualité de ministre de la Défense.

Le gouvernement n'ayant même pas pris en charge mes frais de sécurité, j'ai obtenu la permission de financer le salaire de mes gardes du corps en donnant des conférences – que des universités et autres institutions étaient disposées à rémunérer largement. Mes difficultés se sont atténuées lorsque Peres a pris la tête du gouvernement d'union nationale, par roulement avec Shamir.

Peut-être parce que vous aviez aidé Peres à former ce gouvernement en août 1984 ?

Je ne crois pas, bien que l'idée de former un gouvernement d'union nationale par roulement soit de moi. Les vues de Peres concordaient avec les miennes dans plusieurs domaines.

Mais pourquoi Peres, Premier ministre, était-il plus prêt à vous aider que vos camarades du Likoud jusque-là au pouvoir ?

Je pense que c'était lié à des intérêts partisans – conception qui prône le sacrifice d'un individu à l'intérêt prétendument national.

Cet état d'esprit caractérisait Shamir, et non pas Peres ?

En effet, pas Peres. De ce point de vue, c'est quelqu'un de bien. Non que je sois d'accord avec tout ce qu'il fait... Nos relations remontent à l'époque où je commandais le 101e bataillon de parachutistes et qu'il était le chef des services du ministère de la Défense. Peres n'a pas agi en vertu de calculs personnels, mais selon son devoir. D'après les consignes du Shin-Beth, je n'étais pas autorisé à voyager sans garde du corps – à ceci près que les frais n'avaient pas été endossés par le prédécesseur de Peres.

Je n'oublie pas non plus l'aide de Me Arnold Foster, un grand défenseur de la cause des Juifs aux États-Unis et dans le monde. J'avais d'abord intenté mon action contre *Time* à Tel-Aviv, et c'est lui qui m'a poussé à m'adresser à la justice américaine. Il m'a téléphoné de sa propre initiative, en me disant que l'affaire importait tant au regard du peuple juif et de l'État d'Israël qu'il fallait la traiter à l'endroit où elle aurait un retentissement international.

C'est-à-dire à New York ?
Oui, dans l'arrière-cour de *Time*.

Lorsque le jury a déclaré que la rédaction de Time *avait menti et vous avait diffamé, qu'avez-vous pensé ?*
Que j'avais obtenu gain de cause. Je voulais qu'il soit évident que *Time* avait menti en écrivant que j'avais initié ou encouragé le massacre. Il arrive souvent de se demander, après coup, comment on a osé se lancer dans certaines entreprises. À l'époque, ce procès m'a paru essentiel, malgré la difficulté du combat qui m'attendait, et je n'ai pas hésité un seul instant. Nous avons dû passer des mois à New York, de longs mois...

MAI 1983

OMRI EST BLESSÉ

Le téléphone sonne peu avant minuit, dans ma chambre de l'hôtel Regency à New York, où j'accompagne une fois de plus Ariel Sharon. À l'autre bout du fil, l'ambassade d'Israël à Washington :

– Nous avons essayé de joindre le ministre Sharon, mais il a donné l'ordre qu'on ne le dérange pas. Auriez-vous l'obligeance de lui faire savoir que son fils Omri a été grièvement blessé dans un accident de voiture ? Ses jours ne sont pas en danger, mais il est hospitalisé à Tel-Hashomer.

Encore une catastrophe à annoncer à Arik ! J'avais souhaité une bonne nuit aux époux Sharon une demi-heure plus tôt, après un dîner à l'hôtel. Si je déboulais dans leur chambre pour les avertir qu'Omri était blessé, j'allais leur causer un choc. Trop violent. Je décidai de leur écrire un petit mot que je tendrais à Ariel lorsqu'il ouvrirait sa porte.

Du fond de son lit, Lily demanda aussitôt :

– Que se passe-t-il ?

Arik lut la feuille de papier.

– Omri est à Tel-Hashomer ; il a été blessé dans un accident de voiture.

Ils se regardèrent en silence avant d'appeler l'hôpital, où la journée commençait à peine. Leur ami le professeur

Goldman s'était déjà occupé d'Omri, qui sortait de la salle d'opération. Arik et Lily purent échanger quelques mots avec leur fils.

Impossible de regagner Israël avant le soir. Sharon maintint son intervention au *National Press Club* de Washington devant les représentants des médias américains et internationaux ; c'était la première fois qu'il s'exprimait dans cette enceinte depuis sa destitution. Faisant taire son inquiétude de père, il répondit à toutes les questions, notamment à celles portant sur Sabra et Chatila :

– Je suis le seul ministre de la Défense au monde qui soit retourné travailler dans sa ferme sur son tracteur, parce que des chrétiens libanais ont assassiné des Palestiniens musulmans.

Conquis, les dirigeants du *National Press Club* le comparèrent aux grands généraux américains.

– Vous êtes le général Patton d'Israël, lui affirma le plus enthousiaste.

Le remerciant du compliment, Sharon répondit :

– Avec tout le respect que je dois à Patton, on ne peut comparer les généraux israéliens aux autres. En premier lieu, ils ne peuvent se permettre de perdre une bataille, car un seul échec peut suffire pour que leur État soit rayé de la carte. Deuxièmement, un général israélien fait la guerre et détruit l'ennemi, mais, entre les guerres, il travaille à construire sa patrie.

1983-1984

« NE DÉMISSIONNE PAS ! »

Lorsque Sharon a quitté le ministère de la Défense, je l'ai dissuadé par trois fois de démissionner du gouvernement au sein duquel il n'était plus que ministre sans portefeuille. Dans son autobiographie *Warrior* (*Combattant*) parue chez Simon & Schuster en 1988, il n'a cité qu'un seul de ces épisodes : celui de l'été 1983.

Cette année-là, il participait aux réunions gouvernementales mais souffrait de ne plus posséder d'influence réelle. Il passait beaucoup de temps entre travaux des champs et parties d'échecs avec son fils cadet, Guilad, l'aîné, Omri, étant à l'armée.

Il m'avoua à demi mot qu'il se proposait de démissionner du gouvernement pour se consacrer entièrement à l'agriculture car il appréciait ce mode de vie.

Quand je sentis que sa lassitude menaçait de l'emporter, je m'invitai en fin d'après-midi à la ferme. Lily et moi l'avons écouté discourir, devant un plat de mouton rôti – « de la boucherie, pas du troupeau » – accompagné de salade, sur ses griefs à l'encontre du gouvernement : il n'avait pas vraiment de fonction, mais il demeurait tenu pour responsable de la politique confuse de Begin, avec laquelle il se sentait de plus en plus souvent en désaccord.

– Je ne veux plus servir de bouc-émissaire. C'est décidé, je démissionne.

J'essayai de le tempérer, en vain. Lily, elle, soutenait Arik comme toujours – et puis, il ne lui aurait sans doute pas déplu de récupérer un époux plus présent... Après avoir dégusté ses pâtisseries maison aux noix et au pavot, nous sortîmes sur la pelouse.

– Tout à l'heure, m'expliqua-t-il, j'étais sur mon tracteur, occupé à écraser de lourdes mottes de terre, et je me suis retrouvé en train d'ânonner, presque à voix haute, comme si je m'adressais à Begin : « Toi aussi, Menahem, tu m'as laissé tomber. »

Sa voix était chargée de colère et de tristesse.

– Oui, Menahem m'a laissé tomber. Nous avions tous les deux décidé de cette guerre, ensemble et avec l'autorisation du gouvernement. Il sait que je n'ai rien à voir avec Sabra et Chatila, mais il m'a vendu pour son confort politique et celui de son gouvernement.

– Sans doute, mais cette démission serait quand même une erreur. Je comprends ta colère, mais je sais et je sens que la majorité des Juifs sont de ton côté et se rendent compte que tu es victime d'une injustice. Ta destitution du ministère de la Défense, sous le prétexte de Sabra et Chatila, est la preuve d'une dégradation globale du pays. J'ai déjà pu remarquer, en tant que journaliste, que l'armée s'est affaiblie, mais c'est en travaillant à ton côté au ministère de la Défense que j'ai mesuré l'ampleur des dégâts. Nos ennemis arabes sont ravis que tu aies été écarté du pouvoir, et ils ne sont pas les seuls : à Moscou, on trinque à la vodka, et à Washington au whisky, tellement on se réjouit de ta chute. Cette conjoncture laisse présager des moments difficiles pour Israël, des affrontements armés... Supposons que tu restes dans ta ferme et que, dans deux ans, des Juifs qui

croient en toi te disent : « Vous cultivez tranquillement vos vignes pendant que des Juifs se font assassiner ou luttent pour leur vie. » Que répondras-tu ? Que la commission Kahan et Begin t'ont causé du tort, que tu t'es vexé, que tu es fâché, que tu veux qu'on te laisse tranquille ? Ou bien leur diras-tu : « J'arrive ! » ? Évidemment que tu accourras ! Seulement, tu devras repartir de zéro, alors qu'à présent tu appartiens au gouvernement et conserves ton influence.

Sharon admet d'ailleurs dans *Warrior* : « Si mon ami Uri Dan ne m'en avait pas dissuadé, je démissionnais le soir même. » J'ignore comment j'ai réussi à le faire changer d'avis. Peut-être en lui suggérant d'aller trouver Begin et de lui dire tout ce qu'il avait ruminé sur son compte tandis qu'il pilotait son tracteur sous le soleil brûlant du Néguev.

Rendez-vous fut pris pour le lendemain vers midi. Ariel devait longtemps évoquer cette rencontre cruciale avec Begin. En entrant dans le bureau, il l'avait trouvé marmonnant : « Quelle tragédie, quelle tragédie... » On venait de lui annoncer qu'un soldat de plus avait été tué au Liban.

Sharon avait attaqué d'emblée :

– Menahem, le rôle des dirigeants n'est pas de pleurer et de geindre, mais de prendre des décisions, et les bonnes.

Begin le savait : depuis qu'il avait été démis de ses fonctions, Sharon émettait des critiques sur sa politique au Liban ; mais il ne s'attendait sans doute pas à le voir aborder le sujet dès son arrivée.

– Mais ce n'est pas pour ça que j'ai demandé à te voir, a poursuivi Ariel. Je voulais te raconter que le jour où j'ai fait mes adieux au ministère de la Défense, pendant que je passais la garde en revue, j'ai soudain songé à mon père, au travail dans notre orangeraie de Kfar Malal, quand je lui ai

annoncé mon engagement dans les rangs de la Haganah. Il a posé ses outils pour me féliciter, puis il m'a rappelé : « Ne livre jamais un Juif à des étrangers. » C'est d'ailleurs ce principe qui m'a incité à choisir la Haganah de préférence au Palmach, qui avait livré tes hommes de l'Irgoun[1] aux Anglais. Mais toi, Menahem, tu m'as donné !

Quand Sharon racontait cet entretien, une colère intacte transparaissait dans sa voix.

– Je l'ai regardé droit dans les yeux. Il était livide. Il n'a rien trouvé à répondre.

Un mois et demi plus tard, le 29 août 1983, Menahem Begin prenait son gouvernement par surprise en annonçant son retrait de la vie politique.

– Je n'en peux plus, déclara-t-il seulement.

La lutte pour sa succession s'ouvrit aussitôt entre Yitzhak Shamir et David Levy, tous deux ministres issus du Likoud. Pour la première fois depuis sa destitution, Sharon retrouva une influence politique ; son action en faveur de Shamir conduisit à l'élection de celui-ci. Quand Shamir avait sollicité son soutien, Arik m'avait demandé si, à mon avis, Shamir s'apprêtait à le tirer de son hibernation. J'avais répondu :

– Non, c'est un ingrat.

Néanmoins, comme Ariel estimait que Shamir était le meilleur candidat en lice, il le soutint sans se préoccuper de ses intérêts personnels.

1. Organisation nationale armée, plus radicale que la Haganah.

L'hiver suivant, il pensa de nouveau quitter le gouvernement et à se désengager de la politique pour vivre en toute sérénité entre ses moutons et ses prairies du nord du Néguev.

Cette fois, il me confia ses intentions à Paris, par un jour gris et pluvieux. Nous revenions des États-Unis et notre vol comportait une escale dans la capitale française. Nous nous étions d'abord rendus au Texas, à l'invitation de la communauté juive de Corpus Christi. Sharon avait accepté de donner une conférence sous réserve que le voyage comprendrait une visite de la plus grande ferme américaine, le King Ranch, ainsi que d'un élevage de bétail à San Antonio. Je le revois flâner dans la prairie, entre vaches et veaux, manifestement au paradis, et emplir ses poumons de l'odeur du fumier comme des effluves d'un parfum luxueux...

L'ambassadeur d'Israël en France, Ovadia Sofer, nous accueillit à notre arrivée à l'aéroport Charles-de-Gaulle. Il annonça à Sharon qu'il avait préparé quelques rencontres avec des dirigeants juifs et des personnalités françaises. Celui-ci refusa poliment : il préférait profiter de Paris. C'est ainsi qu'en cette journée hivernale nous flânâmes dans la ville, entourés d'agents de sécurité israéliens et français, car il fallait une protection renforcée pour l'homme que la presse française ainsi que les médias européens, américains et même israéliens qualifiaient de « boucher de Sabra et Chatila ». Malgré le froid mordant, nous nous promenâmes tous les trois le long des quais parmi les bouquinistes sur la Rive gauche, où nous dénichâmes de vieilles cartes d'Eretz-Israël datant des XVIII[e] et XIX[e] siècles. Elles montraient la répartition de la Terre sainte entre les douze tribus d'Israël. Sharon s'enflamma :

– Ces cartes anciennes utilisent les noms bibliques de Judée et de Samarie, tandis que, chez nous, ces idiots parlent de Cisjordanie !

Après cette promenade, nous nous réchauffâmes devant une tasse de chocolat chaud aux Deux Magots.

– Regarde les passants, me dit-il, et les Parisiennes, si élégantes sous leurs parapluies. Et ces arbres dénudés qui sont beaux... Même le serveur est chic, avec son veston noir et son ouvre-bouteille pendu autour du cou !

Il avisa alors l'enseigne de la brasserie Lipp, de l'autre côté du boulevard Saint-Germain :

– C'est un bon restaurant ?

– Tu plaisantes ? C'est l'une des brasseries les plus réputées de Paris ! On y déguste une choucroute légendaire.

– Réserve une table pour ce soir. Nous irons y dîner avec Lily, décréta-t-il aussitôt.

Sharon aime les bons restaurants. En revanche, il prise peu les cafés et j'avais dû employer les grands moyens pour le convaincre, ce jour-là, de s'attabler avec Lily aux Deux Magots. Lorsque je l'interrogeai sur l'origine de cette aversion, il répliqua que, quand on travaillait la terre du lever au coucher du soleil, on imaginait mal perdre son temps sur une terrasse.

C'est alors qu'il lança sa bombe :

– Je ne supporte plus cette situation honteuse de ministre sans portefeuille. Je démissionnerai dès mon retour en Israël. Je n'ai plus rien à faire au gouvernement. Je préfère m'occuper de ma ferme, conduire mon tracteur, profiter de la vie.

– C'est vrai, tu n'as pas de portefeuille, mais tu as une valise ! Je comprends ton ressentiment à l'égard du gouvernement. Shamir et tous les ministres du Likoud te poussent dehors, les médias te descendent, mais la majorité des Juifs sont pour toi, en Israël et dans le monde. Prends tes bagages, profite de l'occasion qui t'est offerte de t'exprimer aux États-

Unis, en France ou en Angleterre : tu n'as que l'embarras du choix.

– Je sais, mais j'ai l'impression de perdre mon temps. Je peux faire de grandes choses à la ferme. Et je n'en peux plus d'essuyer dédain et moqueries.

– De quelles armes disposent tes ennemis ? Ariel, tu as reçu cette bénédiction – ou cette malédiction – de participer activement à la direction du peuple juif. Et tu démissionnes. Tu vas t'occuper de ton troupeau de moutons et de vaches ? Pendant combien de temps ? Tu n'as que cinquante-cinq ans, alors que ta mère et les autres membres de ta famille ont vécu plus de quatre-vingts ans, voire quatre-vingt-dix. Que feras-tu en l'an 2000 ?

Sentant qu'il fléchissait, je poursuivis :

– Tu dois livrer bataille aussi bien pour te laver des accusations mensongères et des diffamations que pour obtenir, le moment venu, le poste de Premier ministre.

– Arrête avec ça !

Toutefois, il me laissa poursuivre :

– Annonce à tes rivaux, et à ceux qui te haïssent, que tu as un programme politique arrêté jusqu'en l'an 2000. Après, tu leur parleras de tes priorités pour Israël. Ainsi, tu les empêcheras de t'enterrer politiquement. Ils ont peur de ton ombre. C'est pour ça qu'ils ne cessent de proclamer que tu es fini.

Sharon resta silencieux.

– Uri a raison, finit par déclarer Lily.

Ils regagnèrent Jérusalem tandis que je demeurais un peu plus longtemps à Paris. Avant mon départ, Sharon m'appela pour me recommander d'acheter le *Times* de Londres qui annonçait en couverture une interview du ministre Sharon : « J'ai l'intention de rester en politique jusqu'en l'an 2000. »

CONVERSATIONS NOCTURNES

Au téléphone, la voix de Sharon, catégorique :

– Ils me haïssent ! Tu ne sais pas à quel point je suis détesté !

– Je sais...

– Non, tu ne sais pas.

– Je le sais parce que je lis les journaux et que j'écoute la radio.

– Non, tu ne sais pas. Tu devrais voir la haine de mes camarades du Likoud [il appuie ironiquement sur « mes camarades »]. Ils ne veulent rien entendre, ils rejettent chacune de mes idées, chacune de mes propositions, uniquement parce qu'elles viennent de moi. Une bande d'abrutis aveuglés par la haine...

– Je sais...

– Non !

– Laisse-moi terminer ma phrase. Le jour venu, lorsque le peuple décidera qu'il te veut à la tête du gouvernement, la haine de tes adversaires ne servira à rien, le jugement populaire l'emportera. Parce que la situation sera si dure qu'on se tournera vers toi. Les politicards du Likoud et du Parti travailliste entraîneront le pays au bord de la faillite et le peuple voudra alors que tu le diriges.

– Écoute, Uri, il est 2 heures du matin et je dois me lever à 6 heures, j'ai une longue journée de travail devant moi.

– Alors bonne nuit et couvre-toi bien.

Je sais que mon ami attrape facilement froid.

Il me téléphone pour s'épancher, s'étonner de nouveau de la haine qu'il suscite. Je lui dis, en parlant d'Israël :

– Lorsque tu récupéreras le véhicule, tu le trouveras en piètre état : pas de roues, la batterie morte, les vitres brisées, peut-être même plus de volant. Prépare d'ores et déjà un stock de pièces détachées. Les politiciens et les journalistes à leur solde, qui te détestent, amèneront la guerre et tu devras les en sortir...

– À quel âge me vois-tu prendre le volant du half-track ? À soixante-dix-huit ans ?

– À n'importe quel âge. Même si tu as déjà un pied dans la tombe, ils t'en sortiront pour te porter au pouvoir.

Une fois, ironisant sur nos conversations nocturnes, il a lancé :

– Nous ressemblons à ces vieux de Tel-Aviv qu'on voit tous les jours sur un banc du boulevard Rothschild en train de discuter politique et de refaire le monde... tu sais bien, ceux qu'on appelle le « Parlement ».

– Ris tant que tu veux, mais je suis sûr d'une chose : lorsque tu seras élu à la tête de l'État, tu auras tant à faire pour le remettre sur pied que tout ce que tu as accompli pour sa défense et sa construction depuis l'âge de dix-sept ans paraîtra minime par rapport à tout ce qui t'incombera encore.

Sans exagérer, nous avons eu des dizaines et peut-être même des centaines de conversations de ce genre, dont j'ai noté la teneur dans mon journal. Encourager et rassurer Sharon lorsque le poids de la solitude lui pesait trop n'a

jamais été pour moi un simple geste d'amitié, mais le fait d'une intime conviction. Ses adversaires ont toujours su, tout comme moi, qu'il les dépassait de plusieurs têtes et que sa seule présence portait ombrage à leurs carrières politiques – et je reste persuadé que c'est la cause de leur antagonisme.

Entre son renvoi de la Défense en 1983 et son élection au poste de Premier ministre, les raisons les plus diverses ont servi de prétexte à attiser la haine contre Ariel Sharon : de ses critiques sur la mauvaise gestion de la première Intifada de 1987-1992 au renforcement des implantations en Judée-Samarie en passant par les cités de caravanes qu'il a fait aménager en 1990-1992 pour les nouveaux immigrants. Au sein du Likoud, le comité central lui était hostile, et une majorité de députés et de ministres l'attaquaient ouvertement quand ils ne faisaient pas courir des rumeurs malveillantes sur son compte. Les « princes du Likoud », tels Dan Meridor ou Rony Milo, étaient persuadés de pouvoir se débarrasser de Sharon et de prendre la suite de Shamir... Durant ces années difficiles, très peu d'amis sont restés au côté d'Ariel. Parmi ceux qui ne l'ont pas déserté, je pense à Elie Landau, son assistant au ministère de l'Agriculture, qui deviendra directeur de Visual Electric Corporation. Nous nous rencontrions à la demande de Sharon dans la Pièce aux Horloges. Notre ami Mouzi Wertheim, directeur de Coca-Cola Israël, collectionnait les montres anciennes.

Conscient du dysfonctionnement des organes gouvernementaux, y compris sur le plan de la sécurité, Sharon s'écriait parfois :

– Tout est pourri ! Nous vivons dans le mensonge !

Les rapports alarmants des services de renseignement restaient ignorés par les dignitaires du Likoud. Arik, lui, pressentait – et il n'était pas le seul – qu'Arafat et ses dizaines

de milliers de partisans reconvertis dans le « maintien de l'ordre » amèneraient la guerre.

Cette lucidité ne faisait que me conforter dans mon idée que son heure allait bientôt sonner.

Avant de raccrocher, il me disait simplement :

– Merci, Uri. Bonne nuit.

JANVIER 1991

PLUIE DE SCUD SUR ISRAËL

– C'est merveilleux de voir tomber tant de pluie ! s'exclame Sharon au bout du fil.

C'est l'agriculteur du Néguev désertique, l'habitant d'un pays semi-aride qui parle. Il redoute les années de sécheresse, se réjouit lorsqu'il pleut, même tardivement, et connaît l'importance du contrôle des nappes phréatiques. Dès son entrée sur la scène politique, il a d'ailleurs élaboré de gigantesques projets de dessalement d'eaux saumâtres au bénéfice conjoint des Israéliens, des Palestiniens et des Jordaniens, tous autant demandeurs d'eau les uns que les autres.

Pourtant, en cette nuit pluvieuse de janvier 1991, lorsqu'il m'appelle de sa ferme, il se préoccupe moins de l'eau que du feu : depuis que les États-Unis et leurs alliés ont envoyé leurs troupes à l'assaut du Koweït pour en déloger l'envahisseur irakien, Saddam Hussein lance sur Israël un déluge de missiles sol-sol de type Scud, qui tombent presque tous dans des quartiers résidentiels de Tel-Aviv et de ses environs.

Le hululement des sirènes d'alerte précipite les habitants munis de masques à gaz dans des abris étanches : on craint que le dictateur équipe ses missiles d'ogives chimiques ou biologiques. C'est la première fois dans l'histoire de leur État que les Israéliens sont la cible permanente de bombar-

dements au cœur même de leur pays. Traumatisés, des dizaines de milliers de citoyens partent attendre ailleurs la fin de la guerre – à Jérusalem, à Eilat, dans le Néguev, en Galilée ou, pour les plus fortunés, dans des stations de sports d'hiver à l'étranger.

– Notre maison est pleine de réfugiés, m'explique Ariel. Des amis de mes fils, certains de nos amis... C'est ridicule !

En tant que membre du cabinet de Sécurité du gouvernement Shamir, il s'irrite de l'immobilisme dans lequel nos forces se cantonnent pour plaire au puissant allié américain.

– C'est une atteinte à notre force de dissuasion, fulmine-t-il. Chaque jour, le cabinet discute de nos possibilités de riposte, et chaque jour il décide de ne rien décider !

Un soir que j'ai emmené Sharon inspecter les dégâts occasionnés par un missile Scud à Ramat Gan, une habitante de ce quartier résidentiel le prend à partie :

– Pourquoi ne faites-vous rien ?

Sharon rétorque :

– Vous devriez poser cette question au Premier ministre...

Les déclarations apaisantes de Yitzhak Shamir, de son ministre de la Défense Moshé Arens et des chefs de l'armée donnent l'impression qu'une riposte est imminente ; en réalité, nous sommes paralysés parce que les Américains ont persuadé notre Premier ministre de les laisser se charger de la destruction des rampes de missiles. Or c'est sur nos villes que les projectiles s'abattent pendant que les États-Unis nous proposent pour unique solution leurs missiles sol-air Patriot, censés intercepter les Scud avant leur chute. Les collisions entre missiles et contre-missiles provoquent encore plus de dégâts.

Pendant ce temps, les Palestiniens de Cisjordanie dansent de joie sur les toits de leurs maisons en psalmodiant : « Vive Saddam ! Frappe, frappe Tel-Aviv ! » Leur leader Yasser Arafat s'était d'ailleurs rendu à Bagdad pour manifester son soutien à Saddam Hussein. Les rescapés de la Shoah et leurs descendants, eux, portent des masques à gaz dans l'État des Juifs.

Pendant cette première guerre du Golfe, le Président George Bush père et son secrétaire d'État James Baker nous ont mis en péril en nous interdisant de riposter, pour ne pas s'aliéner le soutien des pays arabes contre l'Irak.

– Et c'est nous qui payons le prix de cette coalition équivoque, commentera Sharon.

Moyennant quoi, à la fin de l'opération « Tempête du désert », Arik se félicitera que les Américains aient stoppé leur offensive avant de prendre Bagdad et qu'ils aient laissé Saddam Hussein en place.

– Sinon, Israël aurait payé un prix encore plus élevé, car, après avoir causé la chute d'un dirigeant arabe, les États-Unis auraient tenté de se concilier le monde arabe en exigeant qu'Israël accorde d'importantes concessions territoriales aux Palestiniens, ajouta-t-il.

L'Histoire a laissé au fils du vainqueur de la première guerre du Golfe, le Président George W. Bush, le soin de renverser le dictateur irakien en 2003. Cette fois, le Premier ministre Sharon a pris ses précautions et promis une aide discrète mais concrète aux forces américaines, contre l'assurance qu'aucun missile ou avion irakien ne menacerait le sol israélien.

1993-1994

ARAFAT, LE RETOUR

En 1982, Tsahal a réussi à expulser de Beyrouth Arafat et ses 10 000 partisans. Mais voilà qu'en août 1993 tombe une nouvelle stupéfiante : le Premier ministre et ministre de la Défense Yitzhak Rabin s'apprête à signer les accords d'Oslo, lesquels autorisent le leader de l'OLP à revenir en Eretz-Israël. Le 13 septembre suivant, les accords furent ratifiés à la Maison-Blanche par Rabin et Peres, son ministre des Affaires étrangères, sous le parrainage de Bill Clinton.

Cette perspective ne laisse pas d'inquiéter Sharon, qui prophétise une recrudescence du terrorisme. Les événements qui suivront l'arrivée de Yasser Arafat à Gaza, au mois de juillet 1994, et la création de l'Autorité palestinienne confirmeront ce pronostic.

J'ai mesuré l'ampleur de son angoisse lors de la traditionnelle veillée de Pessah, que j'ai passée chez lui auprès des siens. Omri et Guilad, ainsi que quelques officiers de leurs unités respectives, étaient des nôtres. Au cours de cette soirée appelée Séder, il est de coutume de lire la Haggadah, récit de l'esclavage des Hébreux et de la sortie d'Égypte.

Sharon en a proposé ce soir-là une exégèse personnelle :

– Le Pharaon d'aujourd'hui s'appelle Arafat. Souhaitons que les Dix Plaies s'abattent sur lui.

Et de verser à chaque convive les quatre coupes de vin rituelles.

Pendant le repas, nous avons longuement déploré l'inertie de l'opinion publique, qui voulait croire plus que tout à la paix chimérique promise par Rabin et Peres. À mes yeux, il n'existait qu'un moyen de réveiller les consciences : s'inspirer de l'exemple du mahatma Gandhi et organiser une opposition pacifique aux accords d'Oslo.

– Peut-être pourrais-tu commencer une grève de la faim ? ai-je suggéré.

— Tu plaisantes ? a riposté Ariel. Tout le monde va croire que c'est le seul moyen que j'aie trouvé pour me mettre au régime !

L'idée devait cependant faire son chemin.

*
**

Sharon garda son sang-froid même lorsqu'il crut que Yitzhak Rabin allait remettre aux Palestiniens des territoires essentiels de la Cisjordanie, par exemple la ville de Maaleh Adoumim.

– Je vais voir Yitzhak et lui expliquer que ça risque d'engendrer de nombreux problèmes, annonça-t-il cependant.

– Ne vaut-il pas mieux le laisser s'empêtrer avec Arafat pour amener la chute de son gouvernement ?

– Il ne s'agit pas de lui mais de nous tous. C'est une question de responsabilité. Il est de mon devoir de le mettre en garde si j'estime que sa politique est dangereuse, et j'en ai bien l'intention, crois-moi.

Rien n'a transpiré de ces rencontres entre les deux hommes. Depuis l'époque où ils servaient côte à côte dans l'armée, Yitzhak Rabin n'a jamais eu confiance qu'en un

seul homme dans le domaine de la sécurité, son compagnon d'armes Ariel Sharon ; dès 1993, il a confié à des amis que, si la chose avait été envisageable, il l'aurait intégré dans son gouvernement. Autrement dit, si Sharon avait été le chef du Likoud, Rabin se serait arrangé pour trouver avec lui un terrain d'entente afin de former un gouvernement d'union nationale. Mais à l'époque, le Likoud était aux mains d'un jeune leader médiatique et volubile, Benyamin Netanyahou.

Toutefois, Rabin n'accueillait pas toujours avec sérénité les remontrances de son vieil ami. Ainsi, après avoir effectué une visite dans les localités juives de la bande de Gaza pour enquêter sur les nombreux attentats suicides commis à l'encontre de soldats, Sharon lui brossa un tableau sans fard de la situation.

– Je lui ai signalé qu'il fallait construire une nouvelle route pour séparer la circulation des habitants de Goush Katif de celle des Palestiniens. Yitzhak m'a répondu de me mêler de mes affaires !

Il n'empêche que Rabin se rendit dès le lendemain sur les lieux et ordonna de faire ce qu'Ariel lui avait conseillé.

*
**

Vous avez rencontré Yitzhak Rabin peu avant la signature des accords d'Oslo. Que lui avez-vous dit ?

Que je ne m'opposais pas au principe d'un accord avec les Palestiniens, mais qu'un accord avec Arafat constituait à mon sens une erreur historique colossale. C'est ce que je pensais alors, et je le pense toujours. Toutefois, contrairement à certains de mes collègues, qui, à force de diatribes enflammées, croyaient pouvoir obliger le chef du gouvernement à trahir sa parole, j'estimais qu'il serait très difficile pour Rabin de ne pas mettre en œuvre un accord signé de

sa main. Néanmoins, et tous mes efforts ont tendu dans cette direction au cours de mes entretiens avec lui, il me semblait possible d'y introduire des changements pour minimiser les risques que courait notre pays.

Des changements géographiques ?
Géographiques et philosophiques.

Il vous a écouté de temps en temps ?
Oui. Sans parler d'une influence décisive, je crois cependant qu'il a parfois suivi mes conseils.

Pourtant, au mois d'août 1995, vous qui évitez d'ordinaire les actes ostentatoires, vous faites la grève de la faim devant le bureau du Premier ministre à Jérusalem.
C'est exact. J'ai cru bon d'alerter l'opinion sur les proportions fort dangereuses que prenait cet accord. On peut certes s'exprimer devant la Knesset, mais les paroles ne suffisaient plus : un geste fort s'imposait. Hélas ! il a eu moins de retentissement que prévu. Avec une meilleure organisation et une préparation de la presse internationale, cette grève de la faim aurait peut-être mieux retenu l'attention.

Combien de temps avez-vous jeûné ?
Une huitaine de jours. Lily m'apportait régulièrement à boire, mais c'est tout.

Rabin ne vous a pas invité à entrer dans son bureau, il ne vous a pas envoyé le moindre message, malgré votre longue amitié et l'aide que vous lui aviez si souvent apportée ?
Il me semble l'avoir aidé.

Il vous semble ?

Je plaisante ! Bien sûr que je l'ai aidé ! Mais, pour autant que je m'en souvienne, je n'ai pas reçu un seul message de sa part pendant ma grève de la faim.

Vous souvenez-vous de votre dernière rencontre avec lui, avant son assassinat ?

Pas précisément. Il y a eu toute une série de réunions consacrées à des questions militaires et de sécurité. Soit dit en passant, Rabin m'écoutait toujours très attentivement.

Surtout avec la multiplication des attentats terroristes ?

Il me consultait, comme si nous n'appartenions pas à deux camps opposés. Nous discutions de tout : questions politiques, Moyen-Orient, problèmes liés à l'Iran et à l'Irak. Nos entretiens portaient aussi sur la future carte des territoires et sur les zones de sécurité à préserver.

Rabin s'inquiétait-il en fin de compte de la portée future des accords d'Oslo ?

Ces accords l'ont inquiété dès le début. Avant son départ pour Washington afin de serrer la main d'Arafat le 13 septembre 1993, il m'a confié que la rétrocession de Jéricho était superflue. En outre, le fait qu'Israël ne pourrait plus agir dans certains territoires le préoccupait. S'il acceptait l'idée d'un État palestinien à Gaza, il aurait été heureux de pouvoir, comme il me l'a dit, « faire traîner les choses vingt ans de plus en Judée-Samarie ».

Il y a un point sur lequel j'insistais particulièrement au cours de nos entretiens : celui du consensus national. Un processus de paix exige des concessions ; de ce fait, il s'avère presque aussi douloureux qu'une guerre. Rabin l'avait bien compris. Il fallait que règne l'union nationale ou, du moins,

un consensus aussi large que possible, faute de quoi nous assisterions à une polarisation de la société israélienne, qui empêcherait de faire aboutir le processus de paix.

Je regrette profondément la mort de Rabin. Il y avait entre nous des relations amicales, ou plutôt une estime mutuelle. Je pense qu'il pourrait être encore en vie, qu'un accord aurait pu relâcher la tension... Je ne dis pas qu'il a été assassiné à cause du désaccord entre les camps politiques : aucun parti politique n'est lié à cet assassinat. Mais, pour apaiser les tensions, il faut prendre des décisions audacieuses. Or Yitzhak Rabin hésitait, peut-être par peur de perdre le pouvoir, comme en 1977, ou de ne pas parvenir à rassembler un consensus assez large. Mais tout n'est pas toujours faisable.

Après la mort de Rabin, vous voilà en train d'aider son successeur au poste de Premier ministre Benyamin Netanyahou à mettre en œuvre les accords d'Oslo, malgré l'absence de consensus national.

Je ne cesse de répéter qu'il faut rechercher un terrain d'entente. Mais quand un camp pense pouvoir à tout moment faire tomber le gouvernement, et que l'autre estime difficile de gouverner avec des partenaires, il faut oser prendre parti, et Rabin n'en a pas eu le courage. Il lui répugnait d'être l'otage du Meretz [1], et il refusait tout autant de se retrouver prisonnier du Likoud. Pourtant, il n'était pas impossible de résoudre un tel dilemme.

On rejette sur la droite israélienne la responsabilité de l'assassinat de Rabin, mais ni le Likoud ni le camp nationaliste n'ont le moindre rapport avec cet acte. S'agissant des

1. Petit parti laïc, très à gauche.

provocations et des appels à la haine, nous avons suivi le mauvais exemple du camp opposé. Si la plupart des inscriptions ont heureusement été effacées, il reste encore sur les routes de Jérusalem, de Tel-Aviv et de celles qui mènent à ma ferme du Néguev des « Sharon assassin », « Begin assassin », « Begin criminel de guerre » et « Sharon criminel de guerre ». Si Rabin avait formé une coalition, chacun aurait dû faire des concessions, mais nous aurions forcément trouvé des positions communes et réussi à progresser.

Vous ne regrettez pas d'avoir aidé Netanyahou à gagner les élections ?

Non.

TERRORISME ET GUERRE : MÊME COMBAT

Ariel Sharon et moi avons abordé la question du terrorisme au cours d'un entretien formel, conduit en 1998, au moment du cinquantenaire de l'État d'Israël. À l'époque, bon nombre de dirigeants sous-estimaient ce danger. Pas Sharon. Même ses critiques les plus irréductibles reconnaissent sa clairvoyance à cet égard. Il a d'emblée combattu sans pitié la violence meurtrière et, le premier, su déceler une menace stratégique aussi grave, sinon plus, que les conflits « classiques ».

Depuis des dizaines d'années, vous insistez sur l'obligation de lutter contre le terrorisme. Pourquoi ?

D'aucuns ont tenté de tracer une ligne de démarcation entre les questions de sécurité individuelle, liées au terrorisme, et les problèmes sécuritaires généraux d'Israël face aux États arabes. Cette distinction m'a toujours semblé artificielle, alors que beaucoup voient encore dans le terrorisme un petit problème local, plus irritant que réellement grave, malgré les victimes à déplorer.

Le terrorisme est une constante au Moyen-Orient. Avant même l'établissement de l'État d'Israël, des Arabes ont tué

des Juifs durant des émeutes de 1920-1929 et 1936-1939, sans parler de toutes les actions terroristes commises depuis cent vingt ans. La Shoah elle-même est liée au terrorisme arabe des années 1930 dans la mesure où celui-ci a incité le gouvernement britannique, alors maître des lieux, à publier le Livre blanc de 1939. Ce Livre blanc limitait l'immigration de Juifs en Palestine au nombre de 75 000 sur une période de cinq ans. Or ces années ont précisément été celles de l'horreur nazie. Il ne fait aucun doute que, sans ce Livre blanc, on aurait pu sauver des centaines de milliers, voire des millions de Juifs d'Europe. Au moment où les Juifs pouvaient encore fuir, les portes d'Eretz-Israël leur étaient fermées !

Comment a-t-on pu récrire l'Histoire au point de prétendre que le terrorisme n'était apparu qu'en 1967 ? Tous les meurtres commis par les Arabes de la Palestine sous mandat britannique, puis après la création de l'État d'Israël, en 1948, ont été pudiquement rebaptisés « infiltrations de réfugiés arabes ». Cette dérive n'est pas accidentelle : elle est délibérée et vise à lier le terrorisme arabe au « préjudice » que nous aurions causé aux Palestiniens. Ceux-ci se présentant comme des victimes, nos victimes, leurs attaques terroristes d'après 1967 se justifient de facto. Balivernes.

N'oublions pas non plus que la première guerre de l'histoire d'Israël, provoquée par l'agression des armées égyptienne, jordanienne, syrienne, libanaise et irakienne au lendemain de la proclamation de notre indépendance, résulte directement des actes terroristes dirigés contre le Yishouv depuis que les Nations unies ont approuvé le plan de partage de la Palestine en deux États, l'un juif, l'autre arabe. Bref, de novembre 1947 à mai 1948, quand débute la guerre d'Indépendance, le pays a connu cinq mois de

barrages d'axes routiers et d'affrontements sanglants avec les habitants arabes de Palestine.

Au début des années 1950, l'État d'Israël a tenté de se protéger du terrorisme arabe en s'adressant à l'ONU, mais ses plaintes sont restées lettre morte. Confiné à l'intérieur de la « Ligne verte [1] », Israël était séparé de la Judée-Samarie par une frontière de 309 kilomètres en terrain accidenté, pratiquement indéfendable. Notre pays s'est donc vu forcé de recourir à une politique de représailles. La situation est vite devenue insupportable de part et d'autre : Israël ne pouvait pas vivre sous la menace terroriste, et les Arabes ne pouvaient pas supporter nos opérations de représailles. Trente ans plus tard, l'opération « Paix en Galilée [2] » a répondu elle aussi aux agissements terroristes de l'OLP.

Loin d'être un épiphénomène circonscrit, le terrorisme moyen-oriental a des répercussions d'une ampleur planétaire. C'est un problème essentiel qui risque de provoquer des conflits durables.

Comme les attentats suicides dont nous sommes témoins aujourd'hui ?

On ne peut jamais prévoir les conséquences d'un acte terroriste. Certains font un mort, d'autres cinq, cinquante ou même trois cents ou quatre cents morts ; tout dépend de la cible. En cas de lourdes pertes, Israël devra riposter en force, les pays arabes réagiront en retour et l'escalade commencera... Le terrorisme tient en otage le processus de paix, en particulier les accords déjà signés : si Israël était forcé d'user de représailles, nos traités avec l'Égypte et la Jordanie en seraient ébranlés. Israël pourrait en outre se

1. Ligne d'armistice de 1949.
2. Nom israélien de la guerre du Liban (1982).

trouver confronté à de sérieux problèmes : que faire si la Syrie fournissait des missiles aux terroristes du Liban, de Naplouse ou de Ramallah, ou si, devant l'évolution de la situation, l'Égypte décidait d'envoyer des forces supplémentaires dans le Sinaï, au mépris du traité de paix ? Un incident apparemment secondaire, voire insignifiant, un acte terroriste peut nous placer face à un grave dilemme. À ceux qui affirment : « Il faut vivre avec le terrorisme », ou : « Il y aura toujours du terrorisme », je répondrai que les choses ne sont pas si simples. Tant qu'il y aura du terrorisme, il ne pourra y avoir de paix dans la région.

Les Arabes prétendent que nous sommes des terroristes au même titre qu'eux. Une chaîne de télévision israélienne a diffusé un film intitulé Biladi, biladi *(Mon pays, mon pays en arabe), qui affirme explicitement que le terrorisme palestinien est une réponse au terrorisme des Israéliens.*

Cette approche qui se prétend objective relève de la propagande pure et simple. Si jamais notre situation empire – et j'espère que cela ne se produira pas –, les auteurs de ce film, qui déforme les faits et met en doute les droits historiques de notre peuple sur sa terre natale, sauront qu'ils comptent parmi les principaux responsables de notre malheur.

Depuis plus de cinquante ans, vous luttez contre ce terrorisme par des opérations de représailles. En 1971, dans la bande de Gaza, vous avez liquidé le terrorisme en quelques mois et pour une durée de quinze ans ; en août 1982, vous avez fait expulser de Beyrouth Arafat et ses nervis. Comment expliquer que vous ayez rencontré Abou Mazen et Abou Ala[1] *? Ils figuraient parmi*

1. Noms de guerre de Mahmoud Abbas (président de l'Autorité palestinienne) et d'Ahmed Qorei (son ex-Premier ministre).

les dirigeants de l'OLP, les lieutenants d'Arafat. Auriez-vous, vous aussi, cédé à la peur du terrorisme ?

Je n'ai ni plié devant le terrorisme, ni changé d'avis un seul instant à l'égard de ce fléau. Il m'a en revanche paru indispensable d'exposer notre position aux Arabes palestiniens, avec qui nous devons vivre. J'ai décidé de rencontrer ces hommes quand j'ai compris que, après tant d'années de négociations depuis la signature dés accords d'Oslo, les Israéliens de gauche comme de droite persistaient à se bercer d'illusions. Soit par naïveté, soit pour préserver divers intérêts, ils n'ont jamais proposé aux Palestiniens les bases d'un règlement sérieux. J'ai toujours refusé de rencontrer Arafat pour une raison précise : parce qu'il a directement ordonné d'assassiner des civils – femmes, enfants et vieillards juifs et israéliens, ainsi que des citoyens israéliens d'autres confessions comme les Druzes ou les Bédouins qui servent dans l'armée d'Israël.

Cela ne m'empêche pas de penser qu'il est indispensable pour les Palestiniens de connaître notre point de vue. Il faut définir ce qui est possible et aussi – surtout – ce qui ne l'est pas. Soit on décide qu'on ne veut pas d'un accord, soit on joue le jeu et on fait, comme je pense qu'on le doit, un effort sincère pour y parvenir. Cela implique avant tout de mettre les choses à plat et de s'efforcer de comprendre le point de vue de l'autre. Les dirigeants palestiniens que j'ai rencontrés ne sont ni des Justes parmi les nations ni des enfants de chœur. Leur idéologie et leurs actions ont causé mille maux, mais, en dépit de leur passé peu recommandable, ils n'ont pas personnellement commandité d'attentats sanglants. J'ai donc choisi de respecter ce critère.

Ces rencontres sont-elles de nature à affaiblir notre position ? Sans doute, je le reconnais. Si je me montre prêt à leur parler, d'aucuns pourraient en conclure que n'importe

qui peut négocier avec n'importe qui. J'ai pesé le pour et le contre avant d'organiser ces réunions, et je pense avoir pris la bonne décision.

Quelle était l'attitude de nos chefs de gouvernement à l'égard du terrorisme palestinien ? Par exemple Yitzhak Rabin...

Sa position contre le terrorisme était claire. Mais il était de ceux qui entretenaient l'idée, erronée à mon sens, qu'il fallait distinguer la défense nationale et les problèmes de terrorisme. Je suis convaincu depuis les années 1950 que ces deux aspects de notre survie sont indissociables.

En 1985, vous critiquez la réaction du gouvernement face au massacre de 20 Juifs par des Palestiniens dans une synagogue d'Istanbul. Vient ensuite l'Intifada. Rabin, ministre de la Défense, n'accepte pas les mesures que vous réclamez, et la querelle qui vous oppose refait surface.

Rabin commettait une erreur fondamentale.

Vous le lui avez dit ?

À maintes reprises.

Il ne voulait pas vous écouter, il ne comprenait pas ?

Rabin n'était pas infaillible. Il a commis des erreurs, comme tout un chacun, et il s'est trompé sur ce point. Il n'est pas le seul à s'être mépris sur la véritable nature de la première Intifada, en 1987. Shamir lui aussi disait à l'époque : « C'est une vague passagère, une vaguelette de violence. »

Shamir dirigeait le gouvernement en 1987 ?

Oui. Ni lui ni Rabin n'ont pris la chose au sérieux, malgré les mises en garde des services de sécurité contre la politique d'attentisme et de repli.

Des mises en garde qui ont été formulées plusieurs mois avant le déclenchement de l'Intifada ?

Oui. Le Premier ministre Shamir et le ministre de la Défense Rabin ont sous-estimé l'importance du problème. Je leur ai affirmé que nous nous trouvions confrontés à une situation nouvelle, mais ils m'ont rétorqué : « Non, ce n'est qu'une fièvre passagère. »

Pourtant, face au terrorisme, Shamir avait une attitude jusqu'au-boutiste. Seulement, un gouvernement de coalition se fonde sur une coopération entre individus. Plus votre prestige personnel est grand, plus on tient compte de vos positions ; les considérations propres à la coalition interviennent également. Bref, le gouvernement de l'époque n'a pas pris la menace au sérieux.

Menahem Begin se montrait-il plus rigoureux sur le chapitre de la lutte antiterroriste ?

Shamir était aussi résolu que Begin sur la nécessité de combattre le terrorisme. Il ne faut pas oublier que, à compter de la guerre de Kippour, Israël a peu à peu perdu l'indépendance – certes relative, mais réelle – dont même un petit pays peut jouir.

À quels égards ?

Vis-à vis des États-Unis, par exemple. D'une part, les liens se sont resserrés entre les deux pays. Nous sommes loin des années 1960, quand le Président Kennedy refusait de recevoir à Washington un dirigeant de la stature de Ben Gourion et consentait seulement à le rencontrer à New York... D'autre part, certains de nos chefs de gouvernement ont favorisé une dépendance excessive d'Israël par rapport à notre puissant allié.

OCTOBRE 1998

LES ACCORDS DE WYE PLANTATION

– Jamais je ne serrerai la main d'Arafat, m'annonça Arik le jour d'octobre 1998 où on le nomma ministre des Affaires étrangères.

Cette déclaration – au demeurant peu surprenante pour qui le connaît – me sembla devoir intéresser le *New York Post*, dont je suis le correspondant en Israël. Dès le lendemain, elle fit la une du journal, au-dessus d'une photo de Sharon.

Deux ans après son élection, Benyamin Netanyahou a enfin reconnu que Sharon était le plus qualifié pour diriger la diplomatie israélienne. Dès son entrée en fonction, le nouveau ministre des Affaires étrangères subit de fortes pressions américaines pour l'inciter à accepter un retrait supplémentaire en Cisjordanie, alors même qu'Arafat continue à orchestrer des attentats contre Israël. Dans ce but, le Président Bill Clinton organise à Wye Plantation, près de la capitale fédérale américaine, une rencontre au sommet avec Arafat et Netanyahou. Ce dernier souhaite que Sharon l'accompagne pour cette négociation qui s'annonce difficile.

De mon côté, je me trouve à Washington pour couvrir l'événement. Mon portable sonne pendant que je dîne chez

McCormick & Schmick's, un bon restaurant de fruits de mer. Au bout du fil, Sharon sort de table et me raconte d'un ton amusé le premier contact entre les participants :

– Nous étions déjà dans la salle à manger, Clinton, Madeleine Albright, George Tenet (le directeur de la CIA), Netanyahou et moi-même, quand Arafat est entré avec sa délégation. Il a serré la main des Américains, puis celle de Netanyahou. Quand il est arrivé à ma hauteur, j'ai regardé ailleurs et ignoré sa main tendue. Il a hésité un instant, la main en l'air, puis je l'ai vu du coin de l'œil esquisser un salut militaire...

C'est là une confidence entre amis et Arik sait, sans qu'il lui soit besoin de me le rappeler, que je n'en ferai pas état.

Il ajoute qu'au cours de la conversation, tandis que chacun avançait ses pions, il a déclaré que, la paix venue, Israël envisageait de construire une ligne ferroviaire entre la bande de Gaza et la Cisjordanie. Arafat a bondi en s'écriant qu'il était ingénieur de formation et qu'il s'était occupé d'un projet similaire au Koweït. Il avait répété la même chose lorsque Sharon avait évoqué le projet de grand port à Gaza, au cas où...

S'adressant à Clinton, Sharon a alors précisé :

– Je saurai que la paix est arrivée le jour où je pourrai commander aux États-Unis un tracteur John Deere et le faire expédier à Ariel Sharon, Ferme des Sycomores, via le port de Gaza. C'est faisable si les Palestiniens cessent d'assassiner des Juifs et d'appeler à la haine contre eux.

Durant les neuf jours du sommet de Wye, Sharon déjoua tous les stratagèmes destinés à l'amener à serrer la main d'Arafat. Un député arabe de la Knesset, conseiller du Raïs, répandit le bruit que c'était chose faite et, malgré tous les

démentis, la presse israélienne s'empressa d'en conclure que Sharon suivait la voie de Rabin, Peres et Netanyahou.

Pour l'heure, Bill Clinton et Madeleine Albright réclamaient de nouvelles évacuations israéliennes portant sur 11 à 13 % de la Cisjordanie. La présence de Sharon permit à Netanyahou de mieux résister aux pressions et d'exiger un retrait par tranches de 2 ou 3 % selon un calendrier fixé au préalable et accompagné de clauses de réciprocité : saisie des armes illégales du Hamas et autres organisations terroristes, arrêt des appels à la haine, etc.

Le principe de concessions territoriales fut donc entériné. Sharon se déclara prêt à les accepter à condition que les Palestiniens respectent la règle de réciprocité, tout en doutant que Yasser Arafat honore les échéances fixées.

Dans le cadre du sommet de Wye, Clinton promit par ailleurs d'annoncer la libération de Jonathan Pollard, afin de permettre à Netanyahou d'expliquer les concessions territoriales. En fait, Pollard fut la principale monnaie d'échange du sommet de Wye. Cet analyste dans les services de renseignement de l'US Navy avait constaté que certaines informations qui auraient dû parvenir au gouvernement israélien en vertu des accords bilatéraux n'étaient pas transmises, et avait décidé de son propre chef de se mettre au service d'Israël. Quand ses activités parallèles furent découvertes par le FBI, en 1985, Pollard demanda l'asile à l'ambassade d'Israël à Washington, qui le lui refusa. Il fut condamné à une peine de prison à vie sans possibilité de libération conditionnelle pour avoir transmis des informations secrètes à un État allié. Depuis, la question d'une hypothétique libération de Jonathan Pollard resurgit nécessairement dans toute campagne électorale israélienne. Yitzhak Rabin fut le premier à parler d'ouvrir des négociations pour sa libération, en 1995... En vain.

Seize heures avant la signature officielle des accords de Wye Plantation à la Maison-Blanche, George Tenet menaça de démissionner si Clinton donnait suite à sa promesse de libérer Pollard. Netanyahou consulta aussitôt les membres de sa délégation pour savoir s'il devait ou non signer les accords. Sharon se déclara contre, puisque Clinton ne pouvait respecter sa parole, mais il resta minoritaire.

Le lendemain, un vendredi après-midi, le gratin de l'administration américaine se retrouva à la Maison-Blanche. Les conseillers en relations publiques de Clinton voulaient frapper l'événement du sceau de « tournant historique dans les relations entre Israël et les Palestiniens ». Si les accords d'Oslo en 1993 se contentaient des belles paroles d'Arafat en échange de concessions territoriales, ceux de Wye définissaient avec précision les engagements du président de l'Autorité palestinienne. Quittant la clinique Mayo, où il suivait un traitement pour son cancer, le roi Hussein de Jordanie, pâle et fragile, vint entériner par sa présence la validité de l'accord israélo-palestinien.

Il restait à appliquer ces principes... Sharon réussit à persuader les organisateurs du sommet de Wye Plantation de se pencher sur la question des appels à la haine émanant des dirigeants palestiniens, qui se propageaient dans tous les organes de presse, émissions pour enfants, fictions télévisées, et autres. Pour Israël, c'était bien là le nœud du problème : on inoculait le virus anti-israélien à la population palestienne par tous les moyens. Bill Clinton et Madeleine Albright, qui avaient notamment découvert l'existence des camps d'entraînement militaires d'enfants palestiniens à Gaza, lui apportèrent leur soutien. La création d'une commis-

sion tripartite américano-israélo-palestinienne chargée d'étudier le sujet figure donc dans le texte final des accords de Wye.

Le 1er décembre 1998, je reçois un appel d'Ariel Sharon, qui me téléphone depuis un aéroport.

– Uri, je veux que tu diriges la délégation israélienne auprès de cette commission.

– Mais ça risque d'interférer avec mon activité de journaliste...

– Débrouille-toi comme tu peux, fais ce que tu as à faire, mais je veux que tu t'occupes de cette commission.

Au fil des réunions de cet organisme à Jérusalem, à Ramallah, à la lisière de la bande de Gaza ou au Département d'État à Washington, les diplomates américains ont pris note que les manuels scolaires palestiniens ne mentionnaient Israël, ou plus exactement « l'entité sioniste », que sur un ton haineux à l'instar des programmes télévisés qui se répandaient en appels à la violence...

Ce 1er décembre, Sharon ajoute :

– J'attends le gouverneur du Texas, George W. Bush. J'ai décidé de l'emmener en hélicoptère survoler la Judée-Samarie pour lui expliquer le lien entre les implantations et la sécurité d'Israël.

Même avec son imagination fertile, Sharon est loin de concevoir la portée de cette rencontre pour les années à venir.

Pour le moment, l'administration démocrate tente d'entamer la mise en œuvre des accords de Wye Plantation, et en particulier le retrait israélien en Cisjordanie. Bill

Clinton vient en personne à Jérusalem. Première historique : il se rend aussi dans la bande de Gaza. Le 15 décembre, Ariel, le correspondant politique de la radio Kol Israël et moi regardons ensemble la transmission télévisée en direct de l'atterrissage de l'hélicoptère *Marine One* à l'aéroport de Gaza, où le chef d'État américain est reçu en grande pompe par le président de l'Autorité palestinienne et son entourage. Il est prévu qu'Arafat proclamera à cette occasion l'abrogation du paragraphe de la Charte palestinienne qui réclame la destruction d'Israël. Mais le Raïs tient comme d'habitude un langage ambigu, et, de fait, la Charte n'est pas amendée. De son fauteuil, Sharon remarque que Clinton se démène pour promouvoir les pourparlers entre Israël et les Palestiniens mais que « Arafat reste Arafat ».

Nous savons par un rapport du chef de la CIA qu'Arafat n'a pas encore levé le petit doigt pour rassembler les armes illégales détenues par le Hamas, le Djihad islamique et autres factions armées.

Le Président américain provoque une nouvelle rencontre entre Netanyahou et Arafat dans la zone industrielle d'Erez, à l'entrée de la bande de Gaza. Sharon, présent lui aussi, remet à Bill Clinton un inventaire de l'armement palestinien qu'Arafat était censé récupérer, soit des milliers d'armes et d'explosifs – dont les Palestiniens se serviront moins de deux ans plus tard lors du déclenchement de la seconde Intifada. Cette fois encore, le maître du double langage promet de respecter sa part des accords de Wye.

– S'il le fait, il obtiendra de nouveaux territoires, sinon il n'aura rien, déclarent d'une même voix Netanyahou et Sharon.

Un dîner de gala à l'hôtel Hilton de Jérusalem clôture la visite du Président des États-Unis ; des centaines d'invités y participent. Tout le monde se veut optimiste, y compris

Sharon et son épouse. Je les rejoins pour écouter les discours de Netanyahou et de Clinton. Lily m'indique du regard un convive assis à leur table. Je reconnais Aharon Barak, le président de la Cour suprême d'Israël, qui fut en 1982 l'un des trois membres de la commission d'enquête Kahan et qui, d'après Arik, a joué un rôle prépondérant dans la décision de lui retirer le portefeuille de la Défense.

Je chuchote à l'oreille de Lily :

– Barak n'a pas voulu de Sharon ministre de la Défense, il l'a maintenant comme ministre des Affaires étrangères.

FÉVRIER 1999

LILY EST MALADE

Par un bel après-midi de février 1999, Arik me téléphone pour me prier de le rejoindre sur-le-champ. L'inquiétude de son ton m'alarme. En plein rendez-vous avec un ancien camarade parachutiste, je m'excuse de devoir le quitter et fonce à Tel-Aviv vers l'antenne du ministère des Infrastructures nationales, dont Sharon continue de détenir le portefeuille en même temps que celui des Affaires étrangères.

Sa secrétaire me sourit d'un air triste avant de m'annoncer. Assis à son bureau, en costume sombre, Sharon ne m'a jamais paru aussi solitaire. Sans prendre le temps de me faire servir ma boisson préférée, un café noir accompagné d'un verre de soda, il se penche en avant et dit d'une voix sourde :

– Lily est atteinte d'un cancer !

Atterré, je me tasse sur mon siège.

– Elle ne se sentait pas très bien ces derniers temps, poursuit-il. Nous sommes allés à l'hôpital ce matin... Les médecins ont diagnostiqué un cancer du poumon et lui ont conseillé d'aller subir d'autres examens à New York. Nous partons ce soir. Merci d'être venu.

Il n'y a rien à ajouter. Ariel veut simplement partager sa peine avec l'ami qui l'a soutenu dans les moments les plus

tragiques de sa vie privée – la mort de Margalith, celle de Gour, et maintenant la souffrance de Lily...

Lily... l'arme secrète d'Ariel Sharon. Celle qui a relevé un extraordinaire défi : élever ses enfants dans une atmosphère familiale, normale et chaleureuse avec un mari toujours au cœur de la tempête, d'abord sur les théâtres d'opérations militaires, puis dans l'arène publique et politique. Elle a su édifier un rempart pour protéger sa famille de la haine d'une foule manifestant devant leur propriété en brandissant des pancartes « Begin assassin » et « Sharon assassin ».

Lily et Arik se renforcent mutuellement. Leur vie est une histoire d'envergure biblique, celle de deux êtres continuant d'affronter l'existence à travers les tempêtes.

En janvier 1999, j'ai couvert avec d'autres journalistes les déplacements d'Ariel à Moscou et à Paris. Sharon avait appris par notre ambassadeur en France, Eliahou Ben Elissar, que la réception prévue à l'Hôtel de ville avait été annulée sur ordre de l'Élysée. Paris ne consentait à offrir officiellement au ministre des Affaires étrangères d'Israël qu'une rencontre au Quai d'Orsay avec son homologue Hubert Védrine – à croire que le gouvernement français n'acceptait de recevoir Sharon qu'à son corps défendant. Voyant dans cette attitude une atteinte à sa dignité et à celle de l'État d'Israël, Ariel m'annonça son intention d'annuler sa visite. Je le lui déconseillai : c'était exactement la réaction qu'espérait l'Élysée. Au lieu de tomber dans le piège, Sharon devait rencontrer Hubert Védrine et lui expliquer à quel point la politique pro-arabe et pro-palestinienne de la France était contre-productive.

En sortant du Quai d'Orsay, Sharon me raconta qu'il n'avait pas hésité à dénoncer la politique hypocrite de la

France à l'égard d'Israël depuis l'embargo décrété par le général de Gaulle en 1967, avant même la guerre des Six Jours.

– J'ai rappelé à Védrine qu'au lieu de nous livrer les cinquante Mirage payés rubis sur l'ongle 50 millions de dollars, le gouvernement français les a revendus à la Libye et qu'en 1973 Kadhafi les a refilés à l'Égypte en guise de modeste contribution à la guerre de Kippour.

Sharon ne s'est pas contenté de régler de vieux comptes. Il a aussi parlé de l'opportunité d'une politique française équilibrée favorisant le rapprochement entre Israéliens, Palestiniens et Jordaniens. Par exemple, en participant à son grand projet de dessalement d'eau saumâtre, la France contribuerait à poser les bases d'une coopération entre Israéliens et Arabes dans une région où la pénurie d'eau potable risquait de provoquer de graves conflits.

À Moscou, l'accueil se révèle bien plus chaleureux. La délégation israélienne est hébergée à l'hôtel Président, destiné aux hôtes officiels du Kremlin, et Sharon assiste au traditionnel spectacle de ballet au Bolchoï dans la loge réservée aux dignitaires. Lily est aux anges. La Russie post-soviétique cherche à renforcer ses relations avec Israël...

Au dîner de gala donné en son honneur, Sharon rencontre parmi les convives un homme jeune, élégant, au visage impassible. Il s'appelle Vladimir Poutine, c'est un ancien haut gradé du KGB. Meïr Dagan, conseiller du gouvernement Netanyahou pour la lutte contre le terrorisme, est assis à côté de Sharon. C'est autour de cette table que se noue le premier dialogue entre celui qui sera élu président de la Fédération de Russie dans moins de deux ans et celui qui dirigera le gouvernement d'Israël trois ans plus tard.

Pour l'heure, ils parlent de développer la coopération dans le domaine de la lutte contre le terrorisme islamiste. Moscou s'inquiète de l'action subversive des intégristes dans les ex-Républiques soviétiques musulmanes. Poutine affirme que des terroristes arabes s'infiltrent via la Jordanie en Tchétchénie, où les rebelles sont aidés par une nébuleuse islamiste encore peu connue du grand public, appelée Al-Qaïda et dirigée par un certain Ben Laden. Dagan, qui parle russe, me confie que Sharon a promis à Poutine de transmettre à la Russie les renseignements recueillis par les services secrets israéliens.

C'est là un changement spectaculaire dans les rapports entre les deux pays. Vingt-cinq ans durant, Arafat a joui d'un appui soviétique inconditionnel : les terroristes de l'OLP, formés dans les écoles du KGB, utilisaient contre Israël des armes fournies par le Kremlin. Et voilà que Sharon, adversaire acharné de l'OLP pendant tout ce temps, fait figure d'allié privilégié des Russes dans leur guerre contre le terrorisme islamique. Plus tard, lorsque le président Poutine téléphonera au Premier ministre Sharon pour présenter ses condoléances après des attentats suicides contre des civils israéliens, il aura coutume de lui dire : « Ne me parlez pas d'Arafat, je le connais par cœur. »

Malgré sa maladie, Lily continue à accompagner son mari dans ses déplacements à l'étranger. Elle en profite pour visiter les musées et les galeries d'art. Habitués de longue date à ne pas étaler leurs soucis en public, ils s'efforcent de mener une vie aussi normale que possible.

De la même façon, ils n'ont jamais laissé les affaires nationales entraver le fonctionnement de leur exploitation agricole. La ferme des Sycomores prospère malgré des débuts

difficiles marqués par la sécheresse et la pénurie de main-d'œuvre. Les deux garçons donnent eux aussi un coup de main et accompagnent leurs parents dans leurs promenades à travers la propriété.

Je retrouve Ariel et Lily à l'hôtel Park Lane de New York à la fin de ce mois de février 1999 particulièrement froid. Il ressort des examens menés au Sloan-Kettering Cancer Center que Lily peut être soignée en Israël. Nous prenons ensemble le petit déjeuner dans la lumineuse salle à manger de l'hôtel. Pâle mais souriante, Lily refuse d'évoquer sa maladie et annonce qu'elle compte aller au Metropolitan Museum voir une exposition de peinture. Il me semble qu'elle veut surtout tranquilliser Arik. Lui, le regard voilé, est aux petits soins pour elle. Il accepte même de bonne grâce qu'elle lui répète une fois de plus qu'il mange trop et devrait se mettre au régime.

La scène me rappelle un autre repas, voici une quinzaine d'années. Arik venait de gagner son procès en diffamation contre le magazine *Time* et nous célébrions cette victoire, attendue pendant près de deux ans, par un dîner chez sa cousine Maya. Au cours de cette soirée, Lily avait entonné une chanson populaire israélienne, *Le monde entier est un pont très étroit*, et Arik avait repris le refrain *Et l'important, c'est de ne jamais avoir peur.*

Ariel Sharon est mû par deux moteurs : son amour d'Eretz-Israël et son amour pour son épouse et sa famille. Aujourd'hui, Lily est au premier rang de ses préoccupations. Il veut avant tout la soutenir dans sa lutte contre la maladie.

Un jour, Ariel me confie que Netanyahou souhaite amorcer une négociation secrète avec le président syrien

Hafez el-Assad et l'a chargé de prendre contact à New York avec des médiateurs étrangers. Sharon a conseillé au Premier ministre d'exiger un accord de paix total avec la Syrie en échange de concessions sur le Golan, lesquelles permettraient cependant à Israël de conserver le contrôle stratégique de la vallée de la Houlah et du lac de Tibériade. Par ailleurs, il a prévenu Netanyahou qu'il se trompait : une telle initiative n'allégera pas la pression américaine sur les concessions à accorder aux Palestiniens, alors que Yasser Arafat ne remplit toujours pas les obligations des accords de Wye Plantation.

De mon côté, je lui relate les réunions de la commission israélo-palestino-américaine. Malgré les efforts de Denis Ross et d'Aaron Miller, du Département d'État, et ceux de la délégation israélienne, rien n'a changé chez les Palestiniens : les appels à la haine contre Israël continuent de plus belle dans leurs médias et tiennent toujours une place prépondérante dans les manuels scolaires.

Nous achevons notre petit déjeuner à New York lorsque son conseiller en communication apporte à Arik une revue de la presse israélienne. Le quotidien de gauche *Haaretz*, son adversaire acharné, titre en une qu'Ariel est soupçonné d'avoir reçu ou distribué des pots-de-vin dans le cadre de sa visite à Moscou, afin de remporter des marchés pour Israël, et assure qu'il sera entendu par la police dès son retour des États-Unis.

– Toujours les mêmes mensonges... soupire Sharon en mettant de côté la pile de coupures.

Lily s'en empare aussitôt et s'indigne :

– Ils veulent ta peau !

Arik s'empresse de la calmer :

– Ne prends pas ça autant à cœur, Lily, ce ne sont que des racontars.

Il n'empêche qu'en Israël la justice attend Sharon de pied ferme. Le jour de son retour, il subira neuf heures d'interrogatoire, durant lesquelles les médias extrapoleront comme s'il avait déjà été jugé et condamné, sans compter les bulletins radiodiffusés d'heure en heure. Sorti des locaux de la police à 21 heures, Arik m'appelle depuis la voiture qui le ramène chez lui :

– Les enquêteurs savaient à peine de quoi ils parlaient. J'ai dû leur faire un cours sur la façon d'établir des relations entre les États et sur ma mission de ministre des Affaires étrangères pour un rapprochement entre Israël et la Russie. Je les ai trouvés plus ignorants que méchants. Lorsqu'ils ont voulu suspendre l'interrogatoire, vu l'heure tardive, j'ai exigé de le mener jusqu'au bout, toute la nuit s'il le fallait, pour ne plus être dérangé par cette histoire.

Ces allégations, montées en épingle par *Haaretz* et reprises par d'autres journaux, se fondaient sur le témoignage d'un conseiller juridique du ministère de Sharon, dépité d'avoir perdu la confiance de son chef. Quant à la police, certains officiers ont cru pouvoir bâtir leur carrière sur une « affaire Sharon ». En fin de compte, la baudruche s'est dégonflée, mais le Likoud en a pâti.

L'approche des élections générales de 1999 trouve Netanyahou en perte en vitesse et d'autorité. Les services de sécurité osent même le contrer en refusant de fermer Orient House, le siège de la direction palestinienne à Jérusalem-Est. Yaacov « Yasha » Kedmi, chef de la section chargée de l'ex-Union soviétique dans les services de renseignement, démissionne avec éclat en portant de graves accusations contre le

Premier ministre, puis rejoint le travailliste Ehoud Barak, qui remporte les élections.

Pendant ce temps, entre les séances de traitement à l'hôpital, Lily seconde Arik de son mieux, sans jamais se plaindre. Ainsi, elle l'accompagne à Rome, où il effectue sa dernière mission de ministre des Affaires étrangères et doit être reçu en audience par le pape. Peu avant cette importante visite, Lily s'enferme dans sa chambre d'hôtel, en proie à de terribles douleurs. Néanmoins, elle est prête à l'heure dite pour accompagner son mari au Vatican.

Jean-Paul II accueille la délégation israélienne avec bienveillance. Sharon l'invite à visiter la « Terre promise » en lui offrant une carte d'Eretz-Israël vieille de trois cents ans et intitulée *Terra Promessa*.

– *Terra Sancta*, ajoute le pape, terre sainte pour tous, mais promise pour le peuple juif.

Il annonce son intention de se rendre à Jérusalem dans un an, à l'occasion de l'entrée dans le troisième millénaire de l'ère chrétienne. Un scoop pour le journaliste que je suis.

Au cours de leur long entretien privé, le pape s'est particulièrement intéressé au processus de paix. Sharon lui a assuré que, si Arafat cessait de faire régner la terreur, Israël irait au-devant des Palestiniens d'une manière qui les surprendrait.

– Nous voulons la paix, lui a-t-il dit, mais nous ne céderons pas au terrorisme.

Puis, évoquant la prochaine visite du pape en Israël, Sharon lui a rappelé que la Bible constituait le meilleur guide touristique puisque les noms des lieux n'ont pas changé, du mont Thabor à Bethléem et du Jourdain à Jéru-

salem. À la porte de la salle des audiences, où il nous accompagne, Jean-Paul II promet en nous quittant :

– L'an prochain, à Jérusalem.

Nous terminons la journée en beauté sur la piazza di Spagna. Un moment de plaisir et d'optimisme arraché à l'ombre menaçante du cancer de Lily.

Cinq mois après la victoire électorale de Barak sur Netanyahou, le procureur général Elyakim Rubinstein publie sa conclusion sur l'affaire de « corruption » : il n'a rien trouvé qui incrimine Sharon dans le dossier que lui a soumis la police.

Mais le mal est déjà fait : le nom de Sharon est souillé, le Likoud est tombé, et je me demande ce qu'il en a coûté à Ariel et à Lily en termes de santé.

C'est dans ce contexte difficile que survient l'incendie de leur maison, en décembre 1999. Une demeure où, dès le seuil, chacun ressentait qu'elle abritait des êtres aux racines bien ancrées dans la terre. Une maison merveilleusement tenue, dont chaque recoin portait l'empreinte de Lily. Une maison hospitalière où tous, amis, ministres, notables ou journalistes étaient reçus régulièrement. Même pour les rencontres discrètes, on y tenait toujours table ouverte.

En apprenant la catastrophe, je téléphone sur-le-champ depuis les États-Unis. Lily me répond de sa voiture, dissimulant bravement sa peine. Elle raconte qu'en lui annonçant l'incendie son fils Guilad lui a dit qu'il avait deux nouvelles pour elle, la mauvaise étant que tous ses vêtements avaient brûlé et la bonne qu'elle pourrait renouveler sa garde-robe. Puis elle conclut avec humour :

– Tout le monde saura maintenant que nous avions une maison chaleureuse.

*
**

Mais bientôt la maladie de Lily prend le dessus ; Ariel sait que les jours de sa femme sont comptés.

À 2 h 30 du matin. Arik me téléphone de l'hôpital :

– Lily vient de s'assoupir. Je vais tâcher de dormir quelques heures. Je veux être à son côté lorsqu'elle se réveillera vers 6 heures. Elle souffre terriblement.

Même en temps normal, Sharon m'appelle aux petites heures du jour. Il est sûr de me trouver réveillé, non pas que je souffre d'insomnie, mais parce que, en tant que correspondant en Israël du *New York Post*, je vis un peu à l'heure américaine.

Mais les nuits de janvier à mars 2000 ne sont pas normales pour Sharon. Ce sont les plus dures de sa vie depuis la mort de Margalith en 1962 et de leur fils Gour en 1967. Il les passe à l'hôpital Sheba-Tel Hashomer au chevet de Lily, conscient que sa mort est inévitable et qu'il est désarmé à son approche.

Au cours de mes visites à l'hôpital, je le trouve au chevet de Lily – il passe tendrement la main sur son visage crispé par la douleur, sur ses cheveux, s'endort parfois sur son fauteuil. Lily chuchote :

– Ne le réveille pas, il est si fatigué...

Sharon loue une chambre dans l'hôtel voisin de l'hôpital. Une fois Lily endormie grâce à des analgésiques puissants, il me téléphone à l'aube pour passer en revue les événements de la veille. Malgré la détérioration de sa santé, Lily le pousse à ne pas abandonner son activité politique à la tête du Likoud et de l'opposition parlementaire ; sa journée de tra-

vail commence dès qu'il a quitté le chevet de sa femme, peu après 6 heures du matin. Vis-à-vis du public, rien dans son comportement ne laisse entrevoir la tragédie qu'il vit au quotidien et qui va durer près de trois mois. Même moi, son ami intime, j'ai du mal à imaginer ce qu'une telle maîtrise de soi implique d'émotion contenue.

En mars 2000, alors que je couvre la visite du pape à Jérusalem, j'appelle Lily dans sa chambre d'hôpital. Elle suit ce voyage historique à la télévision et ajoute :

– Il a tenu sa promesse de venir à Jérusalem. Je regrette de ne pas pouvoir être à côté d'Arik pour l'accueillir...

Je l'ignore encore, mais ce sera la dernière fois que j'entendrai la voix de Lily...

Vendredi à minuit, Arik m'annonce au téléphone d'une voix blanche :

– Lily est morte. Nous étions tous rassemblés autour de son lit : Omri et Guilad, leurs femmes, les petits-enfants... Elle est partie dans le calme et la dignité comme elle l'avait souhaité. Inutile de te précipiter chez nous. L'enterrement aura lieu dimanche sur la colline des Anémones.

Les premiers bulletins d'information du dimanche matin annoncent le décès de Lily. Et les commentateurs de prédire que cette disparition influencera l'avenir politique de Sharon. Ils étaient si liés l'un à l'autre, disent-ils, qu'Arik n'aura pas le cœur de continuer. Ils sont si pressés de l'enterrer politiquement qu'ils n'ont pas la décence de respecter son deuil. J'en suis ulcéré. Et lorsque le principal intervieweur de Kol Israël me téléphone en direct de l'émission, il est sans doute étonné de ma réponse :

– Lily et Arik étaient comme un arbre solidement implanté dans le sol de leur ferme du Néguev. Un vent de tempête a brisé une branche maîtresse de cet arbre, mais le tronc demeure ferme et résistera aux tempêtes à venir.

Une minute plus tard, la voix étouffée de Sharon au téléphone :

– Merci, Uri, pour ce que tu viens de dire. Je te verrai cet après-midi à l'enterrement.

Une foule nombreuse entoure la colline aux Anémones de la ferme des Sycomores. Des gens venus de tous les coins d'Israël, de toutes classes sociales, de tous âges : tous ceux qui ont eu le privilège de côtoyer ce couple exceptionnel. Par-delà la haie de figuiers de Barbarie, Lily et Arik aimaient se promener sur cette colline, surtout au moment de la floraison des anémones.

Là, devant la tombe fraîchement creusée, Sharon dit adieu d'une voix brisée à son anémone préférée.

Durant la Shiva, la semaine de deuil, la famille Sharon reçoit sous une vaste tente dressée pour l'occasion toutes les personnes venues présenter leurs condoléances. Du Premier ministre Ehoud Barak aux simples citoyens, ils sont tous accueillis avec la même cordialité. Néanmoins, Arik les écoute parfois d'un air absent – comme s'il était ailleurs.

28 SEPTEMBRE 2000

VISITE CONTROVERSÉE AU MONT DU TEMPLE

Du point de vue chronologique et historique, la visite d'Ariel Sharon sur le mont du Temple préfigure son accession au pouvoir le 6 février 2001, lorsqu'il sera élu pour la première fois chef du gouvernement d'Israël. De fait, il existe un lien étroit entre ces deux événements. Laïc comme moi, mais respectueux de la tradition juive, Sharon prendra pourtant soin de n'établir aucun lien mystico-biblique entre cette visite controversée et son arrivée au pouvoir quatre mois plus tard – lui que la majorité des médias et du monde politique, en Israël comme à l'étranger, jugeaient incapable de jamais prendre la tête du gouvernement.

Mais lorsqu'il décide de se rendre sur le mont du Temple, Sharon cherche avant tout à alerter le Premier ministre Ehoud Barak, qui envisage de donner à Yasser Arafat accès à ce lieu saint par excellence du peuple juif.

Dimanche 24 septembre 2000, vers 16 heures, Sharon m'appelle de New York tandis que je roule dans Jérusalem dans la voiture d'un ami commun, éminent spécialiste du monde arabe en général et des Palestiniens en particulier. Il

souhaite discuter du projet que nous avons conçu : une visite au mont du Temple enrayerait toute velléité de concession de la part de Barak. Sa décision est prise :

– Je vais être interviewé sur Kol Israël dans une heure. Écoutez-moi et vous m'entendrez annoncer mon intention de me rendre sur le mont du Temple jeudi prochain, le lendemain de mon retour en Israël.

Cette prise de position nous réjouit. Elle va peut-être alerter l'opinion sur le fait qu'Ehoud Barak est prêt à renoncer à la souveraineté absolue d'Israël sur le mont du Temple, recouvrée en 1967 près de deux millénaires après que les Romains nous en ont chassés.

Tête de liste du Likoud, Sharon est alors le chef de l'opposition à la Knesset. La question du mont du Temple le préoccupe depuis l'échec du « deuxième » sommet de Camp David, entre Barak et Arafat, sous l'égide de Bill Clinton, au mois de juillet précédent. J'avais couvert cet événement pour le *New York Post*. Sharon me téléphonait de temps en temps à mon hôtel de Washington pour savoir comment les choses se déroulaient. Il considérait d'un œil dubitatif la proposition de Barak de céder à Arafat la souveraineté sur l'esplanade du mont du Temple s'il consentait à reconnaître la souveraineté israélienne sur le Mur occidental et son soubassement, où sont enfouis les vestiges du Temple.

Barak croyait pouvoir mettre fin au conflit israélo-palestinien par cette concession sans précédent. À cette nuance près que Yasser Arafat, égal à lui-même, a toujours eu l'audace d'affirmer qu'il n'y avait jamais eu de sanctuaire juif sur le mont du Temple ! Il tombait mal avec Bill Clinton, qui lui a aussitôt cité les passages du Nouveau Testament mentionnant le Temple de Jérusalem. Barak a suren-

chéri : « Lorsque, en parcourant les ruelles de Jérusalem, Jésus levait la tête, il ne voyait ni clochers d'églises ni minarets, il ne voyait que le Temple juif ! »

Durant nos entretiens téléphoniques, Sharon ne cachait pas sa colère :

– Barak fait toutes ces propositions à Arafat sans avoir reçu l'aval du gouvernement, et certainement pas non plus celui de la Knesset...

À quoi Barak rétorqua qu'il serait vain de les soumettre à la Knesset avant d'obtenir l'accord du Raïs. Utilisant la même méthode, qu'il croyait astucieuse, il ne confirma jamais, pas plus que son gouvernement, ce que publiaient avec enthousiasme les médias israéliens, à savoir qu'en remettant à Arafat le contrôle du mont du Temple, « Barak faisait avancer le processus de paix vers un accord avec les Palestiniens ».

Par une journée d'août 2000, Sharon m'a invité à le rejoindre au Hilton de Jérusalem (aujourd'hui le David Citadel Hotel) pour discuter des manœuvres de Barak. Nous venons d'assister aux funérailles de l'ambassadeur d'Israël à Paris, Eliahou Ben Elissar, subitement décédé. Sharon est accompagné de son porte-parole, Raanan Gissin.

– Le problème avec Barak, observe-t-il, est qu'il continue à négocier malgré l'échec de Camp David. Qui sait quelles nouvelles concessions il va proposer pour parvenir coûte que coûte à un accord avec Arafat ! Le public est indifférent. Les gens croient que la paix est en chemin et continuent à profiter tranquillement de leurs vacances d'été.

– Tu dois réveiller ce public, mettre en échec cette façon de marchander le mont du Temple.

– Je suis prêt à le faire, mais comment ? Donnez-moi des idées.

C'est sa façon d'agir : écouter les suggestions les plus diverses, mais prendre seul sa décision et en assumer la responsabilité.

Je lui suggère de tenir une conférence de presse hebdomadaire devant le Mur occidental en compagnie des députés du Likoud, au cours de laquelle il dénoncera les intentions de Barak. Je suis sûr que les médias locaux et étrangers s'en feront l'écho.

– Prends note, dit Sharon à Gissin, qui s'est muni de son calepin et de son stylo. J'y songerai.

Lorsque, début septembre, je reviens à la charge, demandant à Arik pourquoi il n'a encore rien fait en ce sens, il me répond que ses occupations ne lui en ont pas laissé le temps.

Peu après, il se rend à New York pour y rencontrer les principaux dirigeants de la communauté juive. Au cours d'une réunion avec des coreligionnaires originaires de Syrie, il s'inquiète que la presse étrangère, influencée par la propagande palestinienne, utilise le terme arabe de « Haram al-Sharif » pour désigner le mont du Temple. Quelques-uns de ses interlocuteurs se disent prêts à publier des pages entières de communiqués expliquant l'importance de ce lieu saint pour les Juifs.

Sharon demeure fermement convaincu que notre souveraineté sur le mont du Temple constitue l'assise fondamentale de la souveraineté d'Israël sur Jérusalem. Il dirigeait le ministère de l'Industrie et du Commerce au milieu des années 1980, lorsque des émeutiers arabes ont bombardé de pierres des Juifs venus prier sur ce mont. Le lendemain, Sharon a été le seul ministre à se rendre sur les lieux, où il

m'avait invité à le rejoindre à 6 heures du matin. Je garde la photo de cette visite à l'aube d'une journée glaciale. Pour Sharon, il ne s'agissait pas d'une provocation mais d'une confirmation de la souveraineté israélienne sur ce site, afin de décourager les attaques de Palestiniens contre des Juifs en prière devant le Mur occidental. Notre visite s'est passée sans incident, et les jets de pierres ont cessé.

Se rendre sur le mont du Temple ce 28 septembre 2000 n'est donc pas une première pour Ariel, mais cette fois il agit en tant que chef de l'opposition parlementaire. La presse, qui le traite en *has been* politique, mentionne à peine sa déclaration d'intention sur les ondes de Kol Israël. De son côté, Barak, qui continue sur sa lancée, invite Arafat à dîner chez lui. Il croit encore pouvoir éviter un conflit armé, malgré les renseignements des services secrets indiquant qu'Arafat a décidé depuis avril 2000 d'ouvrir les hostilités au premier prétexte.

Les Palestiniens, en particulier le Waqf, l'autorité religieuse musulmane responsable des lieux saints, ont donné à Barak, et à son ministre de la Sécurité intérieure et des Affaires étrangères Shlomo Ben-Ami, l'assurance que la visite de Sharon se déroulera dans le calme. De fait, l'arrivée de Sharon au mont du Temple sous forte protection policière ne provoque que peu d'incidents, excepté quelques invectives proférées par des membres arabes de la Knesset. Mais les apparences sont souvent trompeuses...

Le lendemain, vendredi 29 septembre 2000, jour de prières pour les musulmans et veille du nouvel an juif, des policiers palestiniens tuent à Kalkilya un garde-frontière israélien qui patrouillait avec eux (dans le cadre de la création d'unités mixtes prévue par les accords d'Oslo). L'offen-

sive d'Arafat est lancée. Pour justifier ce recours à la violence et y rallier son peuple, le Raïs présente celle-ci comme une riposte à la visite de Sharon sur le mont du Temple ; il la baptise d'ailleurs « Intifada d'Al-Aqsa », du nom d'une des mosquées du site. Ses hommes de main déclenchent aussitôt des émeutes sur le mont du Temple et attaquent les Juifs qui prient devant le Mur occidental ainsi que les forces de l'ordre. Un certain nombre de Palestiniens sont tués au cours de ces affrontements avec la police israélienne.

Ce vendredi-là, j'accompagne Sharon au cimetière de Kyriat Shaoul, où sont enterrés sa première épouse Margalith et leur fils unique Gour, pour la commémoration annuelle de leur mort. Depuis plus de trente ans que j'y assiste, c'est la première fois qu'il pleut à verse. Nous sommes trempés jusqu'aux os, mais le Kaddish, la prière des morts, n'est pas interrompu.

Omri Sharon, qui s'était vivement opposé à la dernière initiative de son père – il a même parlé de « démarche pas très intelligente » – me darde des regards furieux. Je suppose qu'il m'en tient pour l'instigateur. Le fait est qu'Ariel Sharon a pris sa décision seul, tout en sachant fort bien que les médias internationaux et israéliens croiraient aux mensonges d'Arafat. Ce qui s'est produit.

NOVEMBRE 2000

LA CONQUÊTE DU POUVOIR

Le 22 novembre 2000, Sharon m'appela vers minuit pour me proposer de l'accompagner à Goush Katif. Les localités israéliennes de cette zone de la bande de Gaza étaient devenues les cibles des terroristes de Yasser Arafat et de son chef des forces de sécurité préventive à Gaza, Mohammed Dahlan. Le Premier ministre et ministre de la Défense Ehoud Barak ne parvenait pas à limiter les pertes humaines. Les Palestiniens avaient notamment fait exploser deux jours plus tôt un engin puissant près d'un car de ramassage scolaire de la petite ville de Kfar Darom. Deux personnes avaient été tuées et neuf autres blessées, dont cinq enfants. L'opinion publique s'émut considérablement : Tehila Cohen, fillette de huit ans et demi, avait perdu les deux jambes, et sa sœur Orit, âgée de dix ans, sa jambe droite ; leur frère Israël, sept ans, dut être amputé des membres inférieurs. Ariel Sharon souhaitait présenter ses condoléances aux familles et son soutien à toute la communauté meurtrie par l'attentat.

À 7 heures précises, nous quittâmes la maison à bord d'une GMC blindée, accompagnés de gardes du corps armés. Omri Sharon et Ouri Shani, qui dirigeait le Likoud

sous la houlette d'Ariel, nous suivaient dans un autre véhicule. Sur le chemin, Sharon indiqua du doigt des bâtiments, des arbres et des arbustes qui servaient de caches pour les embuscades palestiniennes.

Après avoir entendu des mères de famille lui décrire l'explosion du car, il me dit :

– Vois-tu le courage de ces gens de Kfar Darom ? Comprends-tu combien il importe qu'ils tiennent bon ?

Malgré les circonstances, les habitants de cette localité lui avaient réservé un accueil chaleureux. Tous espéraient le voir bientôt accéder au pouvoir.

Il promit d'interpeller le Premier ministre Ehoud Barak lorsqu'il apprit de la bouche des responsables locaux, à sa grande consternation, que Tsahal évitait de raser les maisons palestiniennes d'où l'on tirait sur les localités juives.

Ce jour-là plus que jamais, il se montra à l'écoute de leurs besoins, leur prodigua des encouragements, des conseils puisés dans son expérience militaire, et leur renouvela la promesse d'être leur porte-parole auprès des autorités. Il était fier de cette population, de son héroïsme. Au terme de cette visite, qui fut sa dernière « tournée de fond » dans la bande de Gaza, un barrage militaire nous arrêta afin de prévenir tout risque d'embuscade.

Sharon dut attendre patiemment, entre les sacs de sable d'une position de Tsahal, que la route soit sécurisée. Les soldats qui n'étaient pas de garde écoutaient une conférence de leur commandant. Lorsque le jeune officier aperçut Sharon, il l'invita à parler de son expérience de la lutte contre le terrorisme ; Ariel accepta avec plaisir et s'entretint pendant une heure avec les appelés. Spectacle extraordinaire que ce chef de l'opposition, glorieux général de réserve coincé dans une position militaire encerclée en pleine bande de

Gaza, remontant le moral de très jeunes soldats... Par chance, la presse n'eut pas vent de cet événement : connaissant mes confrères et le soutien qu'ils témoignaient alors à Ehoud Barak, ils ne se seraient pas privés de dénoncer une manœuvre politicienne d'Ariel Sharon. Mais les médias ne prêtaient guère attention à lui, car ils l'estimaient politiquement fini.

Arik se préparait pourtant à se poser en adversaire d'Ehoud Barak, tant sur le plan national que dans le cadre international.

Deux semaines avant ce déplacement à Goush Katif, il avait participé à un petit déjeuner de presse avec de nombreux convives, organisé à Manhattan par Ken Chandler, le directeur de la publication du *New York Post*. Non content de répondre aux questions et d'évoquer l'état de guerre, Sharon avait pour la première fois exposé ses idées sur une résolution du conflit : les gouvernements de gauche s'étaient fourvoyés à force de croire qu'ils parviendraient à un accord global avec les Palestiniens ; quant à lui, il préférait au « tout ou rien » des solutions intermédiaires, des paliers vers la paix, et préconisait d'établir la confiance entre les deux parties. Voilà que le « faucon », l'homme de guerre, se faisait l'apôtre du dialogue avec les Palestiniens.

Le 9 décembre 2000, Ehoud Barak remet sa démission. On élira le nouveau Premier ministre le 6 février prochain. Sharon, officiellement candidat, multiplie ses déplacements à travers le pays. Pour la deuxième fois dans l'histoire d'Israël, le Premier ministre sera élu au suffrage universel direct, conformément à la loi électorale votée en 1992. Mise en application pour la première fois en 1996, elle le sera une seconde fois en 2001. Une nouvelle réforme a depuis

rétabli le système antérieur (proportionnelle intégrale à un tour).

Peu après, en janvier 2001, Sharon me demande de partir sur-le-champ pour Moscou, « demain au plus tard si tu ne peux pas aujourd'hui ». Pourquoi cette urgence ? D'après ses sources, Arik n'a pas encore réussi à se rallier les immigrants d'ex-Union soviétique arrivés au cours des années 1990, qui représentent des centaines de milliers de voix. Il a donc pris contact avec des personnalités juives de Moscou, qui ont accepté de mener campagne en sa faveur sur les chaînes de télévision et les stations de radio russes captées en Israël. Avantage de poids : la limitation du temps d'antenne de chaque candidat imposée par la loi israélienne ne s'applique pas en Russie... Il m'a chargé de fournir à ses partisans moscovites une documentation complète, photos comprises, sur ses activités dans l'armée, l'agriculture, l'industrie, l'habitat, etc.

En vingt-quatre heures, je réunis documents et photos puis me procure un visa et un billet d'avion. N'étant pas un militant politique, j'ai refusé qu'il finance mon voyage grâce aux fonds de sa campagne électorale. Je rends simplement service à un ami, trop heureux de l'aider dans la mesure de mes moyens.

À Moscou, ses partisans m'attendent de pied ferme. En l'espace de trois jours, leurs messages de soutien commencent à passer à la télévision et à la radio. Arik me téléphone de Netanya, au sortir d'une réunion électorale chez des immigrants d'Éthiopie. Il déborde d'enthousiasme :

– On me parle déjà des émissions de télé en provenance de Moscou. Beau travail !

Ironie du sort... Sharon a passé une bonne partie de sa vie à détruire l'équipement militaire fourni par le Kremlin aux armées arabes et voilà que je me retrouve à Moscou,

occupé à mobiliser l'opinion israélienne en faveur de Sharon, à travers des moyens de communication russes...

*
**

Le directeur de sa campagne électorale, Reuven Adler, a disséminé à travers le pays d'immenses affiches montrant Sharon sous la devise « Paix et Sécurité », alors que l'offensive terroriste déclenchée par Arafat en 2000 se poursuit sans relâche.

En traversant la ville arabe d'Umm el-Fahm, j'ai vu le mot « assassin » griffonné sur une de ces affiches en lambeaux – sans doute en écho à l'odieuse campagne menée par le Parti travailliste : le Premier ministre sortant, Ehoud Barak, accuse Sharon de la mort d'un millier d'Israéliens pendant la guerre du Liban, et son ministre de la Justice, Yossi Beilin, a fait publier dans la presse arabe israélienne des placards rappelant aux électeurs la « responsabilité » de Sharon dans les massacres de Sabra et Chatila.

Trois semaines avant la date des élections, Adler m'annonce au téléphone :

– Je suis en compagnie d'Arik et d'Arthur. Tu avais raison, Arik sera Premier ministre.

L'Américain Arthur Finkelstein, conseiller politique qui a dirigé la campagne de Ronald Reagan en 1980 et celle de Benyamin Netanyahou en 1996, a en effet choisi de travailler pour Sharon.

– Tu ne m'avais pas cru lorsque je te l'avais dit en 1983, lui dis-je.

– C'est vrai. Arthur, qui a lu tes articles dans le *New York Post*, m'avoue qu'il s'est toujours demandé sur quoi tu te fondais en prédisant qu'Arik serait à la tête du gouvernement d'Israël. Mais il estime maintenant que si on se fie

aux sondages, aucun autre candidat n'a de chances d'être élu.

J'entends la voix de Sharon en arrière-plan et Adler ajoute :

– Arik dit que lui non plus n'y croyait pas.

6 FÉVRIER 2001

PREMIER MINISTRE, ENFIN...

Le soir du 6 février 2001, nous sommes une poignée d'intimes – son directeur de campagne Reuven Adler, l'homme d'affaires israélo-américain Arieh Genger, son ami Cyril Kern, le cinéaste Yoram Ben-Ami et moi-même – venus attendre avec Ariel et son fils Omri le résultat du scrutin, que nous connaissons tous d'avance... du moins, nous l'espérons.

À 22 heures précises, l'annonce tombe : « Ariel Sharon est élu Premier ministre à une majorité spectaculaire. » À 62,58 % des suffrages... Cris de joie autour de Sharon. Lui demeure figé dans son fauteuil, le regard rivé sur le petit écran, le visage impassible.

Enfin, au bout d'une demi-heure, il se lève pour répondre aux messages de félicitations qui se succèdent au téléphone. Puis il me désigne :

– Uri était le seul à y croire !

Il se recueille un moment et ajoute d'une voix triste :

– Dommage que Lily n'ait pas connu ce bonheur...

Cela fait près d'un an que Lily repose sur la colline des Anémones, dans leur propriété. Arik va fréquemment se recueillir sur sa tombe ; il en revient fortifié, plus résolu que jamais à poursuivre son combat.

Je garde le souvenir mélancolique de mes dernières conversations avec Lily. Arik était là tous les soirs, assis à son chevet jusqu'à ce qu'elle s'endorme, et chaque matin à son réveil. Je lui avais demandé où il puisait cette force surhumaine, la force de vivre jour et nuit dans deux univers différents, le cœur auprès de Lily et la tête dans les affaires politiques. Il m'avait répondu :

– S'il y a une force surhumaine, c'est celle de Lily dans sa lutte contre la maladie. Il faut voir cette femme... courageuse, combative...

Arik chuchote à l'oreille de Reuven :

– J'ai peur de fondre en larmes. Tu sais, je crois que j'ai changé...

Un appel de la Maison-Blanche. En raccrochant, Ariel nous rapporte :

– C'était Bush. Il m'a dit : « Quand nous nous sommes rencontrés, je n'étais pas président et vous n'étiez pas Premier ministre. Maintenant, nous allons pouvoir travailler ensemble. »

Le candidat battu, Ehoud Barak, téléphone lui aussi. Sharon exprime le souhait de le rencontrer au plus tôt ; il l'accueillerait volontiers au sein de son gouvernement. Mais Barak a décidé de prendre du recul et de quitter la scène politique.

À 3 heures du matin, Arik au téléphone, cachant son émotion sous un humour forcé :

– Qu'en penses-tu ? Y a-t-il un rapport entre ma visite au mont du Temple et mon élection ?

Je réponds dans la même veine :

– J'ai préparé le deuxième tome du livre *Le Mont du Temple est entre nos mains*, sous-titré « Les 132 jours entre la montée de Sharon au mont du Temple et sa montée au pouvoir ».

Il me rappelle en fin de matinée :

– Je suis allé sur la tombe de Lily pour tenter de partager avec elle ce moment. Je suis maintenant en route pour le Mur.

Oui, au pied du mont du Temple, encore entre nos mains.

2001

PREMIÈRES IMPRESSIONS

Qu'avez-vous ressenti au lendemain de votre élection à la tête du gouvernement d'Israël, le 6 février 2001 ?

J'ai assumé la fonction de Premier ministre avec révérence, calme et toute la gravité requise. Pour moi, diriger le gouvernement de l'État juif signifie aussi endosser une responsabilité à l'égard du peuple juif tout entier, qui contribue à la réalisation du rêve magnifique qui l'accompagne depuis deux mille ans.

Les citoyens d'Israël m'ont élu dans un moment particulièrement critique, cette guerre d'usure déclenchée par Yasser Arafat depuis le 29 septembre 2000 et qui se traduit par d'incessantes vagues de violences et d'attentats terroristes. Je leur ai promis de restaurer la sécurité et les chances de paix qu'ils méritent. S'ils m'ont manifesté leur confiance à une majorité écrasante, et sans précédent, c'est aussi en raison de ma longue expérience dans la gestion de crises cruciales, et de ma réputation de spécialiste des missions que les autres jugeaient impossibles.

S'agit-il d'une nouvelle « mission impossible » ?

Au soir du 6 février, j'ai eu le sentiment d'assumer la plus lourde des tâches qu'il m'ait été donné d'accomplir au cours de l'existence tumultueuse de l'État juif.

Longtemps avant leur apparition, j'ai décelé les nuages qui allaient assombrir notre ciel et j'ai tenté de les détourner, dans le cadre de mes diverses fonctions au sein du gouvernement et dans l'opposition, tout en renforçant notre présence en Eretz-Israël dans des conditions jugées parfois irréalisables. Néanmoins, je n'ai jamais perdu mon optimisme. Ce n'est pas dans mon tempérament.

Votre parcours politique a pu toutefois paraître chaotique à certains de vos critiques.

Je le sais bien. Par exemple, le 12 février 1990, ma démission du ministère de l'Industrie et du Commerce, dans le deuxième gouvernement d'union nationale dirigé par Yitzhak Shamir, a surpris le public et Shamir lui-même. Je l'ai fait pour protester contre la politique du gouvernement, comme je l'ai expliqué, entre autres, dans ma lettre au Premier ministre :

« C'est une question nationale de principe. Sous votre mandat, le terrorisme palestinien s'est déchaîné partout en Eretz-Israël et a causé de lourdes pertes parmi les Juifs et les Arabes innocents. La politique du gouvernement a livré la vie des Juifs à l'abandon et au désordre. Étant convaincu, comme je le suis, que ce terrorisme peut être éliminé par d'autres moyens, je ne puis soutenir cette tactique. Je pense que l'ordre et la loi pourraient être rétablis dans le pays en un temps relativement court, ce qui nous permettrait d'obtenir la paix avec les Arabes sur la base de notre droit historique sur Eretz-Israël.

« Durant le mandat de votre gouvernement, le terrorisme arabe a fait régner le crime et la violence jusque dans les rues de Jérusalem. Notre capitale, le cœur du peuple juif, se trouve à nouveau divisée, sur l'ordre des chefs terroristes installés en sécurité dans la partie orientale de la ville, et le gouvernement d'Israël s'est résigné à cette situation. Votre

programme politique a mis Israël sur la voie de l'établissement d'un second État en Eretz-Israël.

« Monsieur le Premier ministre, vous demandez une marge de manœuvre tactique. En ce qui concerne Jérusalem, il ne saurait y avoir ni manœuvre, ni tactique, ni rien d'autre, et, s'agissant de la sécurité de la vie des Juifs, on ne saurait tolérer aucune liberté de manœuvre. Il faut s'occuper de la sécurité dans l'immédiat. Le gouvernement s'est vu confisquer les questions les plus vitales pour notre sécurité, notre existence et notre bien-être. Le cabinet a cessé de fonctionner. Des questions de vie et de mort sont tranchées par un ou deux individus qui ont accaparé ces pouvoirs, contrairement aux règles les plus élémentaires de tout régime démocratique digne de ce nom. »

Et j'ai conclu ma lettre en ces termes :

« Je n'abandonne pas mon poste ministériel d'un cœur léger. Mais il est des moments où il faut savoir agir. Il est des moments dans la vie des peuples, dans la vie des gens, où on doit se réveiller, se dresser et lutter de toutes ses forces avant la catastrophe. Et il ne reste guère de temps à Israël et aux Juifs pour prendre ce virage. »

Quelles sont les circonstances qui ont précipité votre démission ?

La vague de terrorisme palestinien – connue désormais sous le nom d'Intifada – avait atteint de nouveaux sommets. Par ailleurs, le ministre de la Défense Yitzhak Rabin et le ministre des Affaires étrangères Shimon Peres encouragés par le Président George Bush – senior – et son secrétaire d'État James Baker, étaient prêts à ouvrir la voie à des négociations avec l'OLP.

Éditorialistes, analystes et militants politiques se sont une fois de plus empressés de prononcer mon oraison funèbre et d'annoncer, parfois avec allégresse, que j'étais au bout du rouleau. Leur joie était un peu prématurée.

Peu après ma démission, le Parti travailliste a fait tomber le gouvernement Shamir et tenté de former un gouvernement dirigé par Peres en écartant toute coalition avec le Likoud. Mais, en coulisse, j'ai empêché Peres de concrétiser son plan, et assuré la direction du pays à Shamir, cette fois sans la participation des travaillistes.

Ainsi, quatre mois après avoir quitté le gouvernement, j'étais nommé par Shamir ministre de la Construction et de l'Habitat, et chargé d'une nouvelle mission impossible : l'absorption de la grande vague d'immigration déclenchée à la veille de l'effondrement de l'URSS : un demi-million de nouveaux immigrants, magnifique apport de talents et d'énergie.

L'État d'Israël se heurtait là à une tâche très difficile : donner un toit à des centaines de milliers de nouveaux arrivants en provenance de l'ex-Union soviétique (et aussi d'Éthiopie). Un risque d'échec tangible planait sur leur intégration et cet afflux massif a créé un problème aigu : des Israéliens en situation de précarité se voyaient obligés de quitter leur appartement, car les propriétaires préféraient louer à des nouveaux venus en mesure, grâce aux aides de l'État, de verser un an de loyer à l'avance.

Le jour où j'ai pris mes fonctions, 2 208 familles israéliennes étaient déjà à la rue, et le phénomène se propageait rapidement. Les immigrants arrivaient par centaines de milliers et je devais parfois dénicher environ 300 logements par jour... Ce fut une période de construction record dans les annales d'Israël. Nous avons bâti 144 000 logements neufs et en avons restauré 22 000 autres de fond en comble.

Assurer un toit à ces nouveaux citoyens constituait la première priorité, mais je savais aussi, pour l'avoir observé depuis mon enfance, que seules les grandes vagues d'immigration permettent de bien déployer une population dans

un pays. Je ne suis, hélas, resté en fonction que deux ans, et d'autres événements sont intervenus.

La guerre du Golfe ?

Exactement. Après que les États-Unis ont déclenché contre lui l'opération « Tempête du désert », le dictateur irakien Saddam Hussein a pris la population civile d'Israël pour cible de ses missiles Scud entre janvier et février 1991. Mon ministère a dû s'occuper en priorité des victimes et veiller à la réfection des logements endommagés.

Bien que Shamir ait accepté de coopérer avec les Américains pendant cette première guerre du Golfe en s'abstenant de réagir aux tirs de missiles irakiens, Washington a refusé de garantir les prêts qui nous étaient nécessaires pour absorber l'immense vague d'immigration en provenance de l'Union soviétique.

Pourtant, soucieux de satisfaire le secrétaire d'État américain James Baker, Shamir a même accepté de participer à la Conférence de Madrid, initiée par les États-Unis en octobre 1991 en vue de faire progresser la paix entre Israël et les États arabes et, surtout, d'amener Israël à négocier avec l'OLP.

Étiez-vous d'accord avec cette décision de négocier avec l'OLP ?

J'y voyais une menace pour notre sécurité. Au cours de la réunion extraordinaire du Conseil des ministres, j'ai donc voté contre cette démarche qui élevait Yasser Arafat au rang d'interlocuteur « officiel » d'Israël, alors que la charte de son organisation réclamait encore l'élimination de l'État juif. Une fois de plus, je me trouvais en minorité. Alors, pour minimiser le danger, j'ai intensifié les efforts d'implantation, non seulement en Galilée où résidaient une majorité d'habi-

tants juifs, mais aussi en Judée et en Samarie, dans la bande de Gaza et sur le plateau du Golan.

J'ai déconseillé à Shamir de tenir des élections anticipées censées se dérouler en principe au cours de l'hiver 1993. Il a malheureusement ignoré ma mise en garde et avancé le scrutin au printemps 1992. Nous avons été battus. Élu Premier ministre, Yitzhak Rabin a formé un gouvernement uniquement composé de travaillistes et de partis issus de la gauche. Pour moi, notre échec est sans aucun doute dû à la division du camp national, division qui portait atteinte à l'avenir d'Israël. Toutes mes exhortations sont restées vaines.

Une fois dans l'opposition, dans quelle mesure pouviez-vous agir ?

Mener la lutte depuis les bancs de l'opposition n'a pas été facile. Je disposais cependant d'une arme secrète : le fait qu'on me prêtait pour seul objectif de devenir Premier ministre. Certes, j'aurais aimé assumer cette fonction, mais pas à tout prix. Lorsque j'ai dit qu'on exagérait mon ambition dans ce domaine, mes adversaires, et même certains de mes partisans, ne m'ont pas cru. Pour moi, l'intérêt national a toujours primé sur l'intérêt personnel. Si j'avais inversé mon ordre des priorités, peut-être aurais-je été élu Premier ministre bien plus tôt. Mais je n'ai jamais été prêt à renoncer à mes principes, pas plus au chapitre de la sécurité qu'à celui du droit inaliénable des Juifs d'habiter Eretz-Israël.

Alors, même de ma place inconfortable dans l'opposition, j'ai lutté par tous les moyens légitimes à ma disposition contre les accords d'Oslo, avant que Rabin n'aille les signer sur la pelouse de la Maison-Blanche, le 13 septembre 1993.

Votre inquiétude était-elle justifiée ?

Les incessantes séries d'attentats suicides, les explosions de voitures piégées et autres actes terroristes prouvaient déjà

à l'envi que Yasser Arafat ne respectait pas les accords qu'il avait signés avec Rabin et Peres.

La polarisation de la société israélienne s'est tellement exacerbée dans ce contexte qu'elle a entraîné un acte criminel horrible, l'assassinat de Yitzhak Rabin. Un tremblement de terre a secoué Israël cette nuit-là. Rien de tel ne s'était jamais produit dans notre jeune démocratie, la seule et unique du Moyen-Orient.

C'est dans cette atmosphère ponctuée d'attentats terroristes palestiniens en plein cœur de Jérusalem et de Tel-Aviv, que se sont préparées les élections prévues pour mai 1996, avec pour candidats le chef du Likoud, Benyamin « Bibi » Netanyahou, et le successeur de Rabin à la tête du parti travailliste, Shimon Peres. L'élection du Premier ministre au suffrage direct, nouvellement introduit en Israël sans freins ni compensations, ne donnait pas d'autre choix.

Vous avez participé à la campagne électorale du Likoud ?

J'ai mobilisé toutes mes forces pour aider Netanyahou et il a effectivement remporté la victoire le 17 mai 1996, mais de justesse. Il disposait cependant d'une majorité suffisante pour former un gouvernement. Le camp national était de retour aux commandes. Sauf qu'Israël s'était engagé à respecter les divers accords d'Oslo. Le Likoud n'avait donc d'autre ressource que d'y introduire des amendements, afin de réduire le plus possible leur immense potentiel dommageable.

Quel a été votre rôle sur ce plan ?

Chargé du portefeuille des Infrastructures nationales, un puissant ministère spécialement créé à mon intention par le Premier ministre Netanyahou, j'entreprends aussitôt de développer les infrastructures de l'État, des voies de circulation aux sources d'énergie, à l'approche du nouveau

millénaire. Je me suis rendu en Chine et en Russie pour tenter d'établir une coopération économique avec ces deux puissances, démontrant ainsi que même un petit État comme Israël est capable de contribuer, sur une base de réciprocité, à une collaboration constructive. J'ai parallèlement initié des projets de coopération future avec la Jordanie et les Palestiniens, afin de renforcer le processus de paix par la création d'intérêts économiques communs à toutes les parties. En ce qui concerne l'accroissement des ressources en eau, les projets de dessalement de l'eau de mer que j'ai fait établir attendaient d'être mis en œuvre.

Quel est le bilan de votre action ministérielle ?

Ce n'était pas chose simple que de restaurer la lucidité et la stabilité dans l'ombre des accords d'Oslo, d'autant plus que Netanyahou était loin de posséder l'expérience politique nécessaire. J'ai tenté de l'aider de toutes mes forces, surtout lorsque les États-Unis, sous la présidence de Bill Clinton, pressaient Israël d'évacuer certaines villes à cause du risque sécuritaire et de notre perte de contrôle de sites, pourtant partie intégrante de notre histoire.

Au conseil des ministres, j'ai voté contre la rétrocession de Hébron aux Palestiniens, qui mettait en danger la communauté juive réimplantée dans la ville. Depuis, le nombre de victimes parmi ces Juifs qui résident héroïquement à Hébron a justifié mes craintes. Le roi David a passé sept ans et demi à Hébron, il y fut couronné, et cette ville est mentionnée 1 023 fois dans la Bible. Et c'est à cela qu'on nous enjoint de renoncer ?

Vous faisiez partie de la commission ministérielle à la Défense nationale ?

En tant que membre de cette commission, j'ai tenté à plusieurs reprises d'amorcer le retrait graduel et mesuré de

Tsahal du Sud-Liban. J'estimais qu'il fallait mettre fin à notre présence dans cette zone, mais en nous assurant que le Hezbollah, l'organisation terroriste appuyée par l'Iran, ne constituerait plus une menace après notre retour sur le tracé de la frontière internationale. Ma tentative a échoué. De sorte que Tsahal n'a quitté le Sud-Liban qu'en mai 2000, sur ordre du Premier ministre et ministre de la Défense Ehoud Barak et ce, d'une manière précipitée qui a éveillé et encouragé de nouveaux espoirs belliqueux chez l'ennemi.

Le Hezbollah a redéployé ses missiles sur notre frontière nord. En outre, ce retrait a laissé les Palestiniens supposer qu'ils pourraient nous chasser du cœur d'Eretz-Israël par la terreur et la violence – ce qu'Arafat s'est mis en devoir de faire dès l'automne 2000.

Dans le même temps, j'ai néanmoins essayé d'établir un dialogue avec l'Autorité palestinienne. Au cours de l'été 1997, j'ai reçu chez moi un proche adjoint d'Arafat, Abou Mazen. J'ai même accepté un principe qui m'a valu les critiques de mon propre camp politique, celui de l'établissement d'un État palestinien – inéluctable en fin de compte puisqu'on avait remis entre les mains d'Arafat le contrôle de territoires de Judée-Samarie et de la bande de Gaza.

Je me suis donc montré prêt à aller au-devant des Palestiniens, à la lumière d'une nouvelle donne que je ne pouvais ignorer. J'ai concentré l'essentiel de mes efforts à réduire le préjudice sécuritaire pour Israël induit par la naissance d'un tel État. Parallèlement, en qualité de ministre des Infrastructures nationales, j'ai renforcé les implantations juives en Judée-Samarie et dans la bande de Gaza, comme je l'avais toujours fait dans mes précédentes fonctions ministérielles. Près de vingt ans après avoir modifié la carte d'Israël, je pouvais contempler avec satisfaction les nombreuses localités florissantes, le Grand Jérusalem et ses agglomérations

satellites, que je n'ai jamais cessé de développer, de consolider et d'agrandir.

Que seriez-vous prêt à céder si le terrorisme palestinien cessait ? Reconnaîtriez-vous un État palestinien qui couvrirait 50 % des territoires ?

J'ai dit 42 %, je n'ai pas dit 50 %. Un peu plus de souplesse n'est pas à exclure. Les Palestiniens souffrent de nos barrages sur les routes et d'une absence de continuité territoriale, il convient donc d'y remédier. Je parle pour ma part d'un accord de non-belligérance à long terme, qui définirait un calendrier d'expectatives et non d'échéances. Il faut mettre sur pied avec les Palestiniens de grands projets de développement qui nous rendraient interdépendants. J'ai proposé de créer une entreprise de dessalement d'eau de mer, qui serait la plus grande au monde. Nous devons prendre l'habitude de travailler ensemble dans le domaine économique et d'œuvrer pour la paix.

Les Palestiniens ne se contenteront pas de 42 %...

Étant donné les positions palestiniennes, céder davantage ne garantirait pas la fin du conflit. Quelle est l'alternative à mon plan graduel ? Céder de plus en plus de biens stratégiques et historiques sans pour autant parvenir à la paix ? Il faut donc ne donner que le minimum pour établir une base, un tremplin, en vue d'une coopération susceptible d'instaurer une confiance mutuelle à long terme. N'oublions pas qu'Arafat contrôle aujourd'hui 97 % de la population palestinienne.

Pourquoi ne pas évacuer des localités isolées, comme celles de la bande de Gaza ?

Prenons Netzarim, que les terroristes palestiniens attaquent sans relâche. Pourquoi font-ils cela ? Parce qu'ils

comprennent ce que certains Israéliens ne veulent pas comprendre. Netzarim a été fondée pour nous permettre de veiller à ce que les Palestiniens ne puissent plus décharger des tanks et autres matériels de guerre dans le port de Gaza. Il n'y a pas si longtemps, nous avons intercepté le *Santorino*, un bateau qui transportait à destination de Gaza un dangereux arsenal de lance-roquettes Katioucha et d'autres armes, en violation des accords signés par l'Autorité palestinienne. Ce n'est pas par hasard que le port de Gaza est construit à côté de Netzarim. La création de Netzarim est due à la nécessité d'établir une zone tampon entre Gaza et Khan Younès, et de nous donner accès à la mer. La présence de Netzarim est donc vitale pour notre sécurité.

Kfar Darom, qui est également en proie aux attaques incessantes des Palestiniens et dont la création remonte à 1946, a permis de retarder la progression de l'armée égyptienne vers Tel-Aviv en 1948. C'était un moment critique et Kfar Darom a joué un rôle important dans la défense du tout jeune État juif.

En plus de leur importance stratégique, les localités israéliennes de la bande de Gaza ont une valeur sioniste. Le sionisme était et demeure fondé sur le peuplement juif d'Eretz-Israël.

Votre ligne politique à l'égard des Palestiniens s'est toutefois modifiée.

L'accord de paix signé par Rabin en 1994 avec le roi Hussein de Jordanie a influencé mon approche. Jusque-là, j'estimais que la Jordanie était l'État des Palestiniens, et que la solution de notre conflit avec ces derniers devait passer par ce pays. Or le traité de paix conclu avec le royaume hachémite et les accords d'Oslo signés avec Yasser Arafat modifiaient les cartes et, par voie de conséquence, ma propre conception de la situation.

Quels étaient vos rapports avec le roi Hussein ?

Des rapports d'amitié et de confiance se sont établis entre nous dès notre rencontre dans son palais d'Aqaba, à l'automne 1997. J'accompagnais le Premier ministre Netanyahou. En tant qu'agriculteur, je m'intéressais à l'élevage de moutons en Jordanie, et le roi pour sa part voulait savoir comment j'avais franchi le canal de Suez en 1973, opération qu'il semblait connaître dans ses moindres détails. Nous avons envisagé le développement de ressources aqueuses pour nos deux pays, à l'affût de la moindre goutte d'eau.

Une relation chaleureuse s'est tissée ce soir-là entre nous, sous le regard étonné de Netanyahou. Elle devait se développer au point que, au moment de l'arrestation à Amman de deux agents israéliens du Mossad, après leur attentat manqué contre Khaled Mash'al, chef du Hamas en Jordanie et responsable d'actes terroristes à Jérusalem, Netanyahou m'a prié de me rendre sur-le-champ auprès du roi Hussein, pour résoudre le problème. Au cours de notre entretien nocturne dans son palais, le roi a accepté de relâcher nos hommes et de ramener à la normale les relations entre les deux pays.

Le Premier ministre reconnaissait donc vos compétences ?

Un an après, en octobre 1998, Netanyahou m'a confié, en plus de mon portefeuille des Infrastructures, celui des Affaires étrangères. Il semblait avoir réalisé alors, à la suite des rudes leçons tirées des premiers temps de son mandat, qu'il pouvait compter sur mon aide plus que sur celle de n'importe qui.

C'est ainsi que nous nous sommes rendus ensemble à la conférence de Wye Plantation organisée par le Président Clinton avec la participation de Yasser Arafat, dans le but de nous inciter à opérer un nouveau retrait en Judée-Samarie.

Que s'est-il passé à votre retour en Israël ?

J'ai aussitôt recommandé au Premier ministre de former un gouvernement d'union nationale.

Netanyahou a malheureusement ignoré ma proposition et a été mis en minorité par des membres de sa propre famille politique. Se trompant une fois de plus, certains de nos alliés traditionnels à la Knesset ont écourté les jours du gouvernement et provoqué la chute de Netanyahou en mai 1999.

Battu par Ehoud Barak aux élections anticipées, Netanyahou a décidé de quitter pour un temps la vie politique. Élu à la tête du Likoud, j'ai accepté la proposition de Barak de rejoindre son gouvernement. Cependant, Barak a décidé de gouverner seul ; cela a précipité sa fin, intervenue bien plus tôt que quiconque pouvait l'imaginer.

Que se passe-t-il alors au sein du Likoud ?

Nombre de mes alliés politiques et, bien entendu, mes adversaires au sein du Likoud voyaient en moi un « pape de transition ». Ils pensaient qu'à soixante-dix ans passés, je serais bientôt mûr pour une institution gériatrique.

J'ai vécu là une période particulièrement dramatique, aggravée par une tragédie personnelle – le cancer, diagnostiqué en février 1999, de mon épouse bien-aimée Lily. Même après l'incendie de notre maison, en décembre de la même année, où sont aussi partis en fumée les souvenirs du foyer construit par ses soins, elle n'a cessé de m'encourager à rejoindre le champ de bataille politique tous les matins.

Au prix d'un effort suprême, j'ai réussi à refaire du Likoud le principal parti d'opposition, et lutté contre les dangereuses démarches du Premier ministre Barak, prêt à évacuer le Golan jusqu'à la rive du lac de Tibériade et à faire d'importantes concessions aux Palestiniens.

En mars 2000, Lily s'est éteinte sous mes yeux. Je n'oublierai jamais cette sombre nuit de Shabbat. Mes fils et moi l'avons enterrée le dimanche après-midi dans notre ferme, sur la colline des Anémones que tous deux nous aimions tant. Les milliers de gens, proches et lointains, simples connaissances et anonymes, venus nous présenter leurs condoléances, sachant combien Lily avait partagé mes combats pendant des dizaines d'années, rendirent un hommage magnifique à sa personnalité exceptionnelle.

Je me suis retrouvé solitaire et affligé, pour entamer la phase suivante du combat – sans Lily, mais pas seul. J'avais à mes côtés nos fils, Omri et Guilad, plus fidèles que jamais dans leur soutien.

Quelle est cette nouvelle phase ?

En juillet 2000, Barak et Arafat participèrent à la conférence de Camp David initiée par le Président Clinton. Après l'échec de ses pourparlers avec la Syrie, Barak arriva à Camp David pour soumettre à Yasser Arafat un programme de concessions israéliennes d'une ampleur sans précédent. Clinton l'adjura d'accepter. À sa stupéfaction, comme à celle de Barak, Arafat rejeta la proposition en bloc. Alors que Ehoud Barak espérait en échange des sacrifices proposés que le leader de l'OLP décrète la fin du conflit avec Israël, Yasser Arafat fourbissait déjà ses armes : à ce moment il ordonnait à ses hommes de main de préparer une offensive de violence et de terreur contre Israël, estimant qu'elle amènerait l'État juif à céder sans conditions à ses exigences.

Jusqu'où Barak était-il prêt à céder ?

En août-septembre 2000, j'apprends de sources sûres – à Jérusalem et à New York – la nature des concessions offertes par Barak qui, même après l'échec de la conférence de Camp

David, se déclarait prêt à discuter avec Arafat des termes d'un accord.

Il m'apparaît alors qu'un seul homme, Ehoud Barak, envisageait sans aucune consultation préalable et sans obtenir l'aval du gouvernement, du Conseil des ministres ou de la Knesset, de remettre à Arafat près de 97 % de la Cisjordanie, en y démantelant une centaine de localités israéliennes. Plus grave encore, il semble que Barak, une fois de plus de son propre chef, soit prêt à céder à l'OLP la majeure partie de la Vieille Ville de notre capitale Jérusalem, ainsi que le contrôle effectif du mont du Temple, le cœur du peuple juif, son lieu le plus saint, l'objet de ses rêves tout au long de son exil.

Malgré mes mises en garde publiques, aussi bien en Israël qu'à l'étranger, je crus à nouveau prêcher dans le désert. La difficulté de cette lutte venait de ce que ni Barak ni deux ou trois ministres qu'il avait mis dans le secret n'ont voulu reconnaître publiquement les concessions qu'ils considéraient, encore moins admettre qu'ils continuaient de mener des négociations secrètes avec Arafat par l'entremise des États-Unis. En outre, le public juif en Israël comme dans le reste du monde n'avait manifestement pas conscience du danger qui nous guetterait avec la présence de Palestiniens armés sur les remparts de la Vieille Ville, menaçant le centre de Jérusalem.

Arafat s'entêtait à vouloir consulter plus d'un milliard de musulmans avant d'accepter qu'Israël garde le Mur occidental. Il affirmait alors – et il a longtemps persisté dans cette voie – que le mont du Temple tout entier appartenait depuis longtemps aux musulmans, et qu'il n'avait jamais abrité de sanctuaire juif. Un mensonge ridicule, typique de la grossière propagande palestinienne, qui porte aussi gravement atteinte à la tradition chrétienne, et va de pair avec son slogan « Jésus premier Palestinien victime des Juifs »,

sans s'embarrasser d'une contradiction éclatante qui reconnaît de fait la primauté de la présence juive à Jérusalem...

Barak avait donc précipité Israël dans un effroyable guêpier politique, dont j'ai tenté de le tirer. Le 6 septembre 2000, dans l'espoir de m'endormir, il m'a téléphoné de New York, où il assistait à la séance extraordinaire des Nations unies en l'honneur du nouveau millénaire : il donnait, disait-il, un mois de plus à sa démarche. Après, il discuterait peut-être avec moi de la formation d'un gouvernement d'union nationale. Je lui ai répondu : « Ehoud, je suis prêt à t'aider. Si tu sors maintenant de ce piège, je te promets de ne jamais utiliser cet argument contre toi, mais tu dois en sortir ! »

Et l'opinion publique juive dans tout cela ?

Elle était très préoccupante. Deux semaines après cette conversation, je me suis rendu à New York pour ma tournée habituelle de rencontres avec des dirigeants juifs et des amis d'Israël. Et je me suis aperçu que mes interlocuteurs étaient frappés de la même torpeur que les Israéliens au sujet du généreux programme de Barak. Ils ne manifestaient d'intérêt – et une certaine inquiétude – que sur un seul point, celui des concessions que Barak était lui aussi prêt à faire à Jérusalem, mont du Temple compris.

J'ai pris la décision d'agir, d'effectuer la seule démarche en mon pouvoir : me rendre sur le mont du Temple, comme je l'ai déjà fait au cours des années passées, dans les moments de détresse, pour les Juifs qui prient devant le Mur occidental. C'est la seule démarche légitime qu'il m'est donné d'effectuer pour alerter l'opinion publique juive et lui indiquer que la lutte porte en fait sur le sort du cœur du peuple juif. J'ai annoncé ce projet sur les ondes de Kol Israël et le gouvernement a informé le Waqf, l'autorité chargée de la gestion des mosquées implantées sur ce site.

Tôt le matin, en compagnie de quelques députés du Likoud, le 28 septembre 2000, nous avons fait usage de notre droit souverain de visiter le mont du Temple.

Je me suis adressé aux représentants des médias venus couvrir l'événement : « Je suis porteur d'un message de paix. Les Juifs ont le droit imprescriptible de venir ici. » Mais ce sont des députés arabes israéliens, membres de partis extrémistes antisionistes, qui ont incité des Palestiniens à provoquer les forces de police en leur lançant des pierres – un spectacle bien connu dont les Palestiniens prennent l'initiative.

Ma visite au mont du Temple a évidemment attiré l'attention et réveillé l'opinion publique en Israël – c'est le moins qu'on puisse dire ! Mais elle aurait gardé son caractère de démarche politique, dans le cadre de ma lutte contre les concessions que le gouvernement préparait, si les Palestiniens ne l'avaient pas délibérément utilisée comme prétexte au déclenchement de leur campagne de violence et de terreur, alors que celle-ci était déjà programmée depuis le sommet de Camp David.

Le lendemain, à la fin de la prière du vendredi sur le mont du Temple, les Palestiniens se sont ouvertement heurtés aux forces de police et ont lancé des pierres sur les Juifs en prière devant le Mur occidental ; à la suite de ces affrontements, on a dénombré de nombreux morts parmi les Palestiniens et des blessés dans les rangs de la police israélienne. *A posteriori*, on peut dire que Yasser Arafat a décidé ce jour-là d'imposer à Israël une guerre d'usure qui se poursuivrait pendant des mois.

J'étais évidemment conscient de la manipulation visant à imputer à ma visite le déclenchement des hostilités palestiniennes. Les propagandistes de l'Autorité palestinienne ont même baptisé ce soulèvement soi-disant spontané Intifada

d'Al-Aqsa ; ils incitèrent ainsi les plus extrémistes des Arabes israéliens à s'y rallier.

Malheureusement, certains médias étrangers, en particulier dans des pays comme la France, avec laquelle j'entretenais à l'époque des rapports plus que tendus, se sont laissé séduire par ce mensonge. Les Palestiniens ont également réussi pour un temps à répandre le bruit selon lequel je serais entré dans les mosquées du mont du Temple. J'avais en réalité limité ma visite à la seule esplanade et annoncé à l'avance que je n'avais aucune intention de franchir le seuil des lieux de culte.

Je dois reconnaître au crédit d'Ehoud Barak que, lors d'entretiens avec Jacques Chirac en France, Hosni Moubarak en Égypte, et d'autres chefs d'État, mon prédécesseur à la tête du pays a pleinement soutenu mon droit de me rendre au mont du Temple et souligné que ma démarche ne visait nullement à porter atteinte aux lieux saints de l'Islam mais à protester contre la politique de son gouvernement.

Allant toujours plus loin dans la mauvaise foi, Yasser Arafat a exigé la constitution d'une commission d'enquête internationale chargée d'examiner les causes du déclenchement des violences – il espérait probablement réussir à m'en rendre responsable. Cédant sur ce point à Arafat, Clinton a mis sur pied, avec l'accord de Barak, une commission dirigée par l'ancien sénateur George Mitchell.

En mai 2001 – j'étais déjà Premier ministre –, cette commission a publié ses conclusions, qui m'innocentaient complètement... N'ayant nul besoin de cette réhabilitation, je fus toutefois heureux d'entendre Mitchell, interviewé sur CNN le jour de la publication du rapport de la commission, déclarer : « Nous sommes arrivés à la conclusion que la visite d'Ariel Sharon sur le mont du Temple n'a pas provoqué le déclenchement des violences. »

Barak a tout fait pour persuader Arafat de mettre fin aux attentats, alors que le nombre des victimes palestiniennes allait grandissant, à mesure que les forces de sécurité d'Israël s'attachaient à réduire les pertes juives.

Dès le déclenchement de la guerre d'usure palestinienne, je me suis tenu prêt à répondre à l'appel du Premier ministre et à me joindre à son gouvernement pour faire face ensemble à cette guerre. Malheureusement, Ehoud Barak a tergiversé : il voulait satisfaire l'opinion israélienne, qui sentait le besoin d'unir les principales forces politiques du pays, mais il reculait au dernier moment, croyant encore pouvoir parvenir tout seul à un accord de paix avec Arafat.

Entre-temps, les attentats terroristes se sont multipliés et aggravés. Pour s'être trompés de route près de Ramallah, deux réservistes israéliens sont sauvagement lynchés en public. À Kfar Darom, dans la bande de Gaza, une charge explosive tue deux institutrices et mutile trois enfants en bas âge. Des attentats suicides sèment la mort dans plusieurs villes d'Israël. Arafat répond par la négative à tous les efforts de Washington pour le persuader de ramener le calme, alors même que Barak négocie sous le feu, pour la première fois dans les annales des affrontements militaires entre l'État d'Israël et les Arabes.

La dynamique de ces événements sanglants ébranle la vie politique israélienne. En décembre 2000, Ehoud Barak annonce soudainement sa démission, espérant que des élections anticipées lui permettront de remporter la victoire plus facilement que s'il devait se mesurer à Netanyahou. Ce dernier s'était retiré de la course après avoir tenté en vain de mettre comme condition à sa candidature au poste de Premier ministre la tenue simultanée d'élections législatives anticipées.

Vous pensiez avoir de bonnes chances d'être élu ?

Oui, à partir du moment où Netanyahou s'était retiré. Dès le départ, j'ai promis de former un gouvernement d'union nationale pour assurer de nouveau la sécurité des citoyens d'Israël et promouvoir la paix. Cette campagne électorale fut l'une des plus courtes mais aussi des plus impitoyables de notre histoire parlementaire. Plus les sondages me prédisaient une victoire assurée, moins mes adversaires hésitaient à utiliser contre moi toutes les armes, même les plus indignes. Les responsables de la campagne électorale de Barak n'ont pas réalisé qu'ils causaient aussi du tort à leur pays en ayant l'audace d'affirmer « Voter Barak, c'est choisir la paix, et voter Sharon, c'est voter pour la guerre », tandis que la guerre se déchaînait depuis quatre mois.

C'est en fait la première campagne électorale qui se déroulait dans l'ombre d'une guerre. Menant des pourparlers intensifs alors que les bombes explosaient, Ehoud Barak tenta jusqu'au dernier moment d'obtenir un quelconque accord avec Arafat pour sauver ses chances aux élections. Bill Clinton et son gouvernement ont mis tout leur poids dans la balance pour lui prêter main-forte. Les portes de la Maison-Blanche restaient ouvertes aux négociateurs israéliens et palestiniens. Yasser Arafat s'est lourdement mépris en se figurant que la société israélienne s'effondrerait sous l'effet de sa violence et cèderait totalement à ses exigences.

La réponse lui est parvenue le 6 octobre 2001 à 22 heures lorsque, dès l'ouverture des urnes, il est vite apparu que les Israéliens m'avaient choisi – à plus de 62 % des voix au décompte final.

Je n'ai pas ressenti d'orgueil, pas célébré ma victoire. J'étais réservé, calme, et triste. Triste parce que mon épouse n'était pas à mes côtés pour mesurer la confiance que le peuple m'accordait de nouveau en temps de crise, en m'élisant cette

30 août 1982. Arafat expulsé de Beyrouth, dans la ligne de mire des tireurs d'élite de Tsahal. Le Premier ministre Menahem Begin avait promis à Ronald Reagan de ne pas attenter à la vie du chef de l'OLP.

Beyrouth, septembre 1982. Déjeuner de fête avec Philip Habib pour célébrer l'expulsion d'Arafat, en présence de tous les « médiateurs » internationaux.

Avec Béchir Gemayel, peu de temps avant l'assassinat de ce dernier.

Liz Taylor, entourée d'Ariel, de Lily et du Dr Boleslav Goldman,
le 1er janvier 1983.

▲ En voyage officieux au Zaïre : « Dites-leur que nous sommes la délégation malienne ! »

L'opération ▲ « Tempête du désert » débute le 17 janvier 1991.

« Je ne serrerai jamais la main d'Arafat », me déclarait Sharon le 10 octobre 1998. Promesse tenue… de justesse.

Audience au Vatican avec le pape Jean-Paul II.

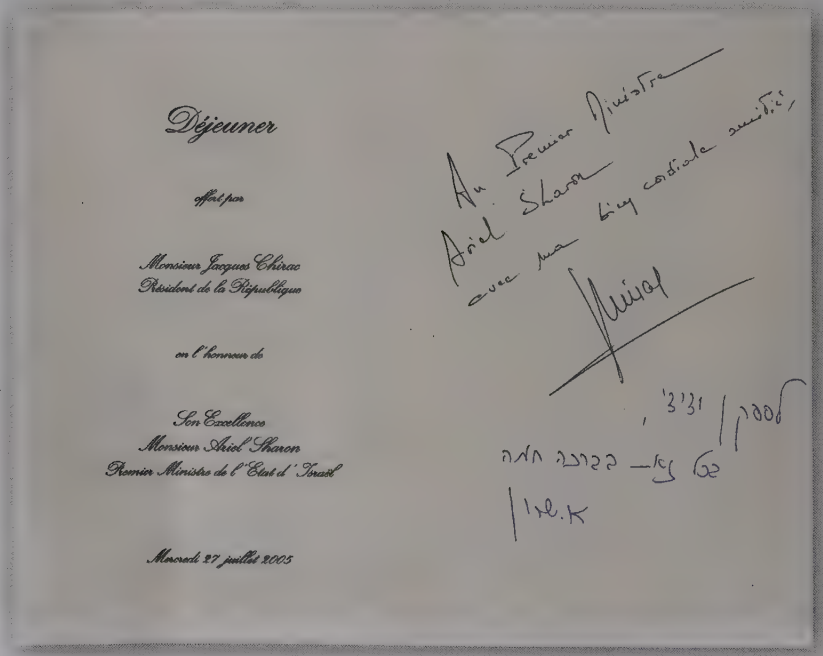
6 février 2001, 22 h 02 : Ariel Sharon vient d'apprendre qu'il est élu Premier ministre.

À Blair House, à Washington, j'interviewe Sharon après son entretien avec George W. Bush.

10 mars 2001. Mon menu « collector » dépasse de la poche de Sharon, qui me présente au Président des États-Unis.

Moment de recueillement devant la tombe de sa seconde épouse, Lily, qui repose sur la colline aux Anémones de la Ferme des Sycomores.

J'ai attendu trente ans avant de rendre publics les clichés
que j'avais pris pendant la guerre de Kippour.



La dédicace de Chirac à Sharon : « Avec ma bien cordiale amitié »…
et celle de Sharon à mon intention : « Mon sceptique ami ».

Né dans un moshav, Ariel Sharon se considère avant tout comme un agriculteur.

Septembre 2005. Entretien exclusif dans le bureau du Premier ministre.

17 mars 2006. Anniversaire
de la mort de Lily, pour
la première fois sans Ariel.

Deux portraits trônent
sur le buffet du salon de la Ferme
des Sycomores : ceux de sa mère
Vera et de son épouse Lily.

fois à la tête du gouvernement. J'avais du mal à contenir mes larmes.

J'ai toujours pensé que cet instant arriverait.

Vous étiez le seul à y croire. Pour moi, cette élection apporte une preuve supplémentaire que, lorsqu'un individu se bat sans relâche pour des principes justes, auxquels il reste fidèle même s'il doit en payer un prix élevé, il finit par en obtenir la reconnaissance.

J'ai formé un gouvernement d'union nationale, d'abord pour unir le peuple après une longue période de division et de fragmentation. Cette situation s'est aggravée après les accords d'Oslo : beaucoup de ceux qui croyaient voir la paix avec les Palestiniens au détour du chemin avaient perdu cette belle confiance depuis cet automne meurtrier de l'an 2000.

J'ai formé ce gouvernement avec les travaillistes et d'autres partis, pour qu'il s'attelle aux problèmes sociaux et économiques du pays et prépare la société israélienne à entrer de plain-pied dans le XXI^e^ siècle.

J'ai également formé ce gouvernement afin de trouver les moyens de toucher ceux des citoyens arabes d'Israël qui sont prêts à vivre avec nous, en paix, dans l'État juif.

J'ai formé ce gouvernement pour assurer le retour du droit et de l'ordre dans notre existence.

J'ai assumé cette tâche gigantesque en ayant clairement conscience qu'une lutte historique et décisive pesait sur l'État juif.

FÉVRIER-MARS 2001

LES JAMBES DE CONDOLEEZZA

À peine élu Premier ministre, Sharon doit affronter sa première crise... et quelle crise ! On l'accuse en effet de s'être autorisé des remarques sexistes sur Condoleezza Rice, la nouvelle conseillère à la sécurité nationale de la Maison-Blanche. Et l'intéressée aurait très mal pris ces compliments inopportuns. On frôle l'incident diplomatique.

En fait, lorsqu'il a appris la nomination de Condoleezza Rice, Sharon se serait, d'après la presse israélienne, déclaré « impressionné par ses belles jambes ». Sensible à la beauté féminine, Arik ne s'est jamais privé de complimenter les dames, même et surtout en présence de Lily. Malheureusement, son hommage innocent est monté en épingle par certains qui veulent y déceler un sous-entendu. Des journalistes israéliens en poste à Washington renchérissent :

– Condoleezza est furieuse de la remarque machiste de Sharon.

Arik comprend qu'il lui faut désamorcer la situation sans tarder. Dès le lendemain de son élection, alors qu'il occupe encore son bureau au siège du Likoud à Tel-Aviv, il prie l'homme d'affaires israélo-américain Arieh Genger de s'en occuper. Ce dernier, dont on verra plus loin le rôle crucial qu'il a joué dans le rapprochement de Sharon avec l'admi-

nistration Bush, téléphone aussitôt à la Maison-Blanche. Il explique à Condoleezza Rice que le Premier ministre regrette l'interprétation tendancieuse qui a été faite de ses propos et lui présente les excuses d'Ariel Sharon si elle en a été blessée. En diplomate consommée, Condoleezza répond que la citation incorrecte et hors contexte est le péché mignon des médias, et qu'en ce qui la concerne l'affaire est close.

Sharon pousse un soupir de soulagement, conscient du travail qui l'attend pour établir des rapports de confiance avec la nouvelle administration américaine.

Arik et Condoleezza se connaissent depuis la mi-août 2000. Lors de cette première rencontre, elle appartenait à la petite équipe du gouverneur du Texas George W. Bush, candidat à l'investiture républicaine pour la course à la Maison-Blanche. Sharon avait saisi l'occasion d'exposer à l'invitée américaine sa vision de la situation : les gouvernements d'Israël avaient commis l'erreur de croire que les accords d'Oslo allaient mener à la paix ; or il était d'avis qu'il s'agissait d'un processus dans lequel chaque nouvelle étape devait dépendre du succès de l'étape précédente, et il avait souligné que les implantations en Cisjordanie et dans la bande de Gaza formaient la ligne de défense avancée d'Israël.

D'excellents rapports de travail, doublés de chaleureuses relations personnelles, se sont établis entre le Premier ministre d'Israël et la conseillère de la Maison-Blanche, promue entre-temps secrétaire d'État. Lorsqu'un malentendu surgissait, Condoleezza n'hésitait pas à rappeler la « crise de 2001 » pour taquiner Arieh Genger en lui demandant si Sharon avait été « *misquoted or misunderstood* ? » – « mal cité ou mal compris ? ».

*
**

Un mois plus tard, le 19 mars 2001, nous nous envolions pour Washington, où Sharon devait effectuer sa première visite officielle en tant que Premier ministre.

J'avais déjà à maintes reprises eu l'occasion d'accompagner des Premiers ministres israéliens à la Maison-Blanche – Yitzhak Rabin, Benyamin Netanyahou et Ehoud Barak – mais couvrir le premier voyage officiel aux États-Unis de mon ami Ariel revêtait pour moi un caractère exceptionnel, d'autant plus que nous nous souvenions fort bien que les dirigeants américains ont cherché par tous les moyens à faire tomber le ministre de la Défense Sharon en 1982. Je me doutais, sans que Sharon m'ait dit un mot, qu'il me préparait une surprise. Il logeait à Blair House, résidence officielle des hôtes de la présidence américaine, en face de celle-ci. Nous autres journalistes résidions comme à l'accoutumée à l'hôtel Madison.

Alors que les dizaines de journalistes accrédités s'attroupaient devant les deux hommes d'État, Sharon me chercha des yeux et m'adressa un sourire satisfait, avant de répondre aux questions qui fusaient de toutes parts. La chaleur et l'amitié entre l'Israélien et l'Américain sautaient aux yeux.

Une fois la conférence de presse finie, la foule se dispersa vers la sortie. C'est alors que j'entendis quelqu'un crier mon nom. Cette voix, je la reconnaissais entre mille, mais je poursuivis mon chemin, trop estomaqué pour me retourner. Mais, de nouveau, Sharon me hélait :

– Uri !

Deux confrères israéliens me rappelèrent à l'ordre :

– Uri, le Premier ministre t'appelle !

Je fis demi-tour, et rejoignis Ariel Sharon et George W. Bush. Mon Premier ministre me présenta à son hôte en lui expliquant les liens qui nous unissaient de longue date. Le Président m'interrogea en retour sur mon travail pour le *New York Post*, puis Sharon reprit la parole :

– Encore merci pour le déjeuner, monsieur le Président.

– Mais vous n'avez presque rien mangé ! s'esclaffa Bush.

– Vous vous rappelez, tout à l'heure, je vous ai demandé de signer le menu du repas pour un ami qui les collectionne ? Eh bien, voici l'ami en question !

Et Sharon de produire le menu, sous les yeux amusés du Président, et de me le remettre en main propre.

AVRIL 2001

SERRER LA MAIN D'ARAFAT ?

Le 6 avril 2001, la veille de Pessah, la Pâque juive, Sharon m'appela pour me souhaiter bonne fête.

– Yasser Arafat m'a téléphoné pour me présenter ses vœux. Il avait une voix pitoyable. Il a marmonné quelques mots et il a encore promis d'arrêter les responsables des tirs de mortier depuis la bande de Gaza sur les localités israéliennes.

– J'espère que son numéro ne t'a pas convaincu, répondis-je. C'est lui qui commandite les tirs de mortier.

— Nous parlerons de cela après la fête, rétorqua Sharon avant de raccrocher.

Je tenais de source sûre que des bonnes âmes œuvraient en coulisse pour organiser une rencontre Sharon-Arafat. Mes informations provenaient à la fois de l'entourage immédiat du ministre des Affaires étrangères Shimon Peres et de proches de Sharon. Les artisans de cette rencontre affirmaient que la paix passait forcément par une telle entrevue. J'y étais fermement opposé, et je fis part de mes réserves à Sharon en privé, puis dans les colonnes de *Maariv*. S'il rencontrait Arafat, écrivis-je, il tomberait comme ses prédécesseurs : Yitzhak Rabin, qui avait été assassiné, Benyamin Netanyahou et Ehoud Barak. Tous avaient joué la carte Arafat et tous

étaient tombés dans le piège de « négociations de paix » avec lui – qui en parallèle poursuivait le terrorisme – jusqu'à ce que le Raïs précipite leur chute. Sharon chercha à me détromper, m'assura que ce n'était nullement dans ses projets, mais j'étais atterré à la pensée qu'il puisse tomber dans un tel traquenard, poussé par des individus uniquement préoccupés par leurs intérêts financiers.

Un ancien fonctionnaire du Shin Beth, Yossi Ginossar, devenu l'agent d'Arafat en Israël, gérait à cette époque, dans la plus grande discrétion, un pactole de 300 millions de dollars placé sur un compte bancaire en Suisse. Dov Weisglass, ancien avocat de Sharon, était quant à lui en cheville avec l'homme d'affaires autrichien Martin Schlaff. Ce milliardaire doit sa fortune et sa célébrité à son opportunisme après la réunification des deux Allemagne. Lorsque des pourparlers de paix s'ouvrirent entre le gouvernement israélien et Yasser Arafat sous l'ère Rabin-Peres, il se découvrit une passion pour le Moyen-Orient et obtint de créer un établissement de jeux à Jéricho. Inauguré en grande pompe en 1998, l'Oasis Casino, vaste de 9 400 mètres carrés, engrangea quelque 150 millions de dollars dès sa première année d'exploitation : les Israéliens y accouraient chaque jour en nombre, puisqu'il n'existait pas de casino dans l'État juif. Côté israélien et palestinien, on se félicita de cet engouement pour le jeu – de hauts responsables des deux bords empochaient de substantielles commissions. Hélas, l'appât du gain étourdit des personnalités d'envergure, qui négligèrent les rapports des renseignements selon lesquels Arafat se servait de cette manne pour financer des opérations terroristes. L'époque était aux violons : le casino était un modèle de coexistence israélo-palestinienne, scandait-on... Notons que Martin Schlaff fut l'un des deux derniers invités du Premier ministre Yitzhak Rabin, à son domicile privé du

quartier de Ramat-Aviv à Tel-Aviv, le samedi 4 novembre 1995, avant son assassinat. La roulette continua de tourner même après que Mohammed Deif, le chef du Hamas à Gaza, protégé du chef des Forces de Sécurité de Gaza, Mohammed Dahlan, intéressé au pourcentage, eut envoyé des bombes humaines se faire exploser au milieu des civils israéliens. Ce n'est qu'à la fin de l'année 2000, après le lynchage de deux réservistes israéliens égarés sur une route de Cisjordanie, que l'établissement ferma enfin ses portes.

Schlaff continua toutefois de croire que l'on pouvait ressusciter la poule aux œufs d'or. Il lui restait une carte à jouer, quitte ou double : orchestrer une entrevue entre Arafat et Sharon. Il contacta l'avocat Dov Weisglass et Omri Sharon ; les trois hommes s'entretinrent à Vienne en janvier 2001, en pleine Intifada.

Arafat fit savoir par le truchement de son conseiller financier Mohammed Rachid qu'il désirait rencontrer Sharon.

Dov Weisglass rédigea alors un document présentant les conditions préalables à une telle rencontre, document qu'Arafat était censé retourner signé par fax. Sharon, qui séjournait à l'hôtel King David de Jérusalem en attendant de prendre possession de la résidence officielle du Premier ministre, s'habituait tout doucement, au mépris de ses convictions, à l'idée de rencontrer Arafat. Il déclara même à un ami commun stupéfait :

– Je suis prêt à rencontrer Arafat et il est de coutume au Moyen-Orient, quand deux hommes se rencontrent, qu'ils se serrent la main.

Mais Ariel ne voulait pas que je connaisse ce revirement...

Quelques semaines plus tard, juste avant la fête nationale israélienne, j'appris que Sharon dépêchait son fils Omri chez Arafat pour une entrevue secrète en présence de Yossi

Ginossar, l'ancien agent du Shin-Beth devenu l'homme d'Arafat en Israël.

Tout à sa joie de célébrer pour la première fois Yom Haatsmaout, le jour de l'Indépendance de l'État d'Israël, en tant que Premier ministre, Ariel m'appela juste avant de se mettre en route pour une série de cérémonies officielles :

– J'espère que, toi aussi, tu te réjouis.

– Non, répliquai-je, je ne suis pas très heureux aujourd'hui.

– Pourquoi ?

– Peu importe, répondis-je, ne voulant pas lui gâcher son plaisir.

Le lendemain matin, un ami commun demanda à me voir. Autour d'un déjeuner de poissons dans le port de Jaffa, il me révéla que Sharon se servait d'Omri pour ne pas être contraint de rencontrer Arafat en personne et pour se dégager des pressions exercées par les chancelleries européennes et américaines.

Le compte rendu de la rencontre Omri-Arafat en présence de l'agent double Ginossar fut publié dans les médias. Isser Harel, le fondateur des services secrets israéliens et du Mossad, enjoignit à Sharon de le recevoir de toute urgence. Isser Harel ayant dépassé les quatre-vingts ans, Sharon proposa de se rendre lui-même au domicile du vieil homme à Tsahala.

– Non, répondit Harel. C'est moi qui viendrai chez toi.

Et avec une émotion manifeste, Harel l'adjura de changer de tactique :

– Tu mets en danger la vie de ton fils. Ne l'envoie pas chez Arafat. Tu as affaire à des terroristes, à des assassins.

Imagine qu'ils kidnappent Omri, qu'ils le tuent. Quel coup ce serait pour nous tous en ces temps de guerre !

– C'était une mesure importante, me déclara Sharon plus tard. Tu comprendras par la suite. Au Moyen-Orient, le fils d'un dirigeant est plus fiable que tout autre représentant. J'ai appris qu'Arafat possédait des informations erronées. Omri lui a expliqué clairement mes idées pour qu'il n'ait plus aucun doute sur mon point de vue concernant la guerre et la paix.

Malgré cette mise au point, j'ai longtemps continué d'imputer cette entrée en scène d'Omri à une volonté de plaire aux doux rêveurs qui se berçaient encore d'illusions sur leur vis-à-vis palestinien et qui répétaient à l'envi : « La paix ne peut se faire sans Arafat. »

Mon ami était à deux doigts de commettre une grave erreur. Un conseiller de Sharon prétendait qu'Arafat allait lui envoyer un fax signé avec un engagement de cessez-le-feu. Un deuxième conseiller lui garantit qu'Arafat avait réduit les appels à la haine anti-israélienne. Selon d'autres rapports aussi optimistes, le Raïs comptait mettre en place une force d'interposition palestinienne dans le sud de la bande de Gaza visant à s'opposer aux tirs sur les implantations israéliennes. De toutes parts, on faisait valoir la portée d'une réconciliation publique entre les deux ennemis – et quel meilleur théâtre pour cela que la ferme des Sycomores ?

– On fait pression sur moi, m'avoua Sharon.

Omri repartit chez Arafat, mais sans Yossi Ginossar, qui dut céder la place au patron du Shin-Beth, Avi Dichter. Le compte rendu de cette deuxième rencontre fut publié alors que Sharon se trouvait à Rome, en visite officielle. Dans l'avion qui le ramenait en Israël, il déclara :

– Je ne négligerai aucun effort pour mettre fin à la guerre, même au péril de la vie de mon fils.

Je tressaillis à la pensée des risques qu'Omri prenait, même si Ariel nous expliqua que sa sécurité était assurée. Et je m'inquiétais aussi des retombées de toutes ces allées et venues chez Arafat. Mais la prudence de Sharon, sa grande expérience, son instinct, auxquels il faut ajouter les erreurs du Raïs lui-même, le préservèrent d'un sommet avec Arafat : le fax que ce dernier était censé lui retourner signé ne lui parvint jamais.

Une année plus tard, alors que nous nous trouvions à New York, en train de dîner dans la suite de Sharon à l'hôtel Palace, l'ami à qui il avait annoncé son intention de rencontrer le président de l'Autorité palestinienne et de lui serrer la main et moi-même rappelâmes à Sharon :

– Dire que tu es presque tombé dans le piège d'Arafat...

Et Arik de lâcher : « Je ne vois pas de quoi vous voulez parler », avant de nous proposer de goûter les fromages...

1er JUIN 2001

ATTENTAT AU DOLPHINARIUM

Le 1er juin 2001, par une journée d'été que rien ne semble pouvoir obscurcir, je déjeune chez Ariel Sharon, dans sa ferme du Néguev, en compagnie de son fils Guilad et de la femme de celui-ci, Inbal. Leur aîné Rotem a trois ans et ses deux frères jumeaux à peine quatre mois.

Nous sommes dans la pièce favorite de Sharon, la cuisine éclairée par une grande baie vitrée. Rotem gambade autour de nous et vient se faire câliner de temps à autre par son grand-père. À la radio, le speaker décrit les obsèques à Jérusalem-Est du directeur d'Orient-House de Jérusalem-Est et membre du comité exécutif de l'OLP, Fayçal Husseini, « un ennemi malin et dangereux », dit Sharon en saupoudrant de sel, beaucoup de sel, le poulet au riz que vient de lui servir Inbal.

– Husseini avait expliqué aux chefs des organisations palestiniennes que les accords d'Oslo étaient « un cheval de Troie qui leur a permis de s'introduire en Israël, à Jérusalem, et dont ils sortiraient au moment propice pour établir l'État palestinien avec Jérusalem pour capitale !

Malgré la récente liquidation d'un chef terroriste en Cisjordanie, Sharon estime que les forces de sécurité ne sont pas encore assez réactives contre les organisateurs d'attentats

suicides. Durant les six années où ses prédécesseurs ont promis aux citoyens d'Israël que les accords d'Oslo mèneraient à la paix, la machine de guerre israélienne s'est plutôt rouillée. De toute évidence, elle ne répond plus aux critères d'efficacité opérationnelle et de vitesse de réaction fixés par Sharon lorsqu'il appartenait encore à l'échelon supérieur de l'armée. Il n'hésite donc pas à pousser Tsahal et le Shin-Beth à une meilleure coopération, pour parvenir à identifier et neutraliser les terroristes avant qu'ils n'arrivent au cœur des grandes villes d'Israël.

Au dessert, nous parlons de son autobiographie, *Warrior*. Maintenant que Sharon est Premier ministre, son éditeur américain souhaite rééditer l'ouvrage avec une nouvelle préface résumant ses activités des douze dernières années. Arik me demande de la rédiger, parce que « sa tête et son temps sont pris par la guerre ». Il ajoute : « C'est toi qui vas la signer, je te prie. » J'ignore à ce moment à quel point il aura besoin de chaque instant pour conduire cet impitoyable conflit.

Ce soir-là vers minuit, j'apprends qu'un attentat suicide a eu lieu au Dolphinarium, devant une discothèque en vogue parmi les jeunes de Tel-Aviv. Je m'y précipite. C'est l'horreur. Des corps déchiquetés dans des mares de sang. Un massacre : 21 morts et plus de 100 blessés. Le meurtrier s'est mêlé aux groupes d'adolescents qui attendaient leur tour pour entrer dans la discothèque, avant de se faire exploser.

Il y a à peine quatre mois, les Israéliens ont élu Sharon pour qu'il mette fin aux actes terroristes orchestrés par Arafat. Le voilà mis au défi par la gravité de cet attentat, commis en plein cœur de Tel-Aviv.

Des mesures énergiques et rapides s'imposent. Les suggestions des responsables des services de sécurité et de renseignement, convoqués dès le lendemain, ressemblent trop

à des actes de vengeance. Sharon estime qu'ils ne feraient que nuire à Israël et à sa propre image. Il sait bien que ses opposants espèrent le voir tuer sans discrimination d'innocents Palestiniens pour pouvoir le livrer à un tribunal pénal international – en Belgique ou à La Haye – qui le traiterait en criminel de guerre au même titre qu'un Slobodan Milosevic, responsable de massacres en ex-Yougoslavie. C'est ce qu'espère aussi Arafat, qui serait ainsi débarrassé d'un adversaire de taille.

Le ministre des Affaires étrangères, Shimon Peres, l'appelle en pleine réunion pour le presser d'entrer en pourparlers avec Arafat. Sharon refuse tout net. Le ministre allemand des Affaires étrangères Joshka Fisher, qui se trouve justement en Israël, tente d'intervenir en promettant que l'Allemagne, au nom de l'Union européenne, fera pression sur Arafat pour qu'il arrête les hostilités. De leur côté, les ministres du Likoud exigent le renvoi d'Arafat en Tunisie.

Samedi 2 juin, le massacre du Dolphinarium fait la une des médias internationaux. Au Département d'État et dans les ministères des Affaires étrangères des pays européens, on « espère » que la réaction d'Israël ne prendra pas la forme d'une opération militaire d'envergure.

C'est mal connaître Sharon. Son objectif s'appelle Orient House, repaire des sbires d'Arafat et siège de l'OLP à Jérusalem-Est, où ministres et diplomates étrangers se rendent officiellement comme dans une « ambassade » de Palestine en Israël. Sharon envisage de l'occuper dès le samedi soir et d'en expulser les occupants, mais il s'agit d'une opération intérieure du ressort de la police, non de l'armée, et il faudra un certain temps pour rassembler sur place les effectifs supplémentaires – au moins un millier d'hommes. Sharon devra donc attendre une autre occasion.

L'absence de riposte, militaire ou autre, surprend la population israélienne.

Le dimanche soir, quarante-huit heures après l'attentat, Sharon se rend à l'hôpital Ichilov, au chevet des blessés : une adolescente blonde au visage labouré par les clous mêlés à la charge explosive ; un jeune homme au regard triste qui attend de savoir s'il faudra l'amputer d'une jambe, et tous les autres, plus ou moins gravement atteints. Il s'arrête devant chaque lit et écoute les blessés en silence, sans exprimer l'immense peine qu'il ressent :

– Dans les moments difficiles, un leader ne pleurniche pas mais prend des décisions et agit.

Dans une petite salle au rez-de-chaussée de l'hôpital, les journalistes l'attendent. Ils le mitraillent de questions sur la façon dont Israël va réagir au terrible attentat. Et lui, le visage pâle d'émotion contenue, il les stupéfie par sa réponse laconique :

– La retenue est aussi une force.

Avec moi, il se montrait plus expansif. Ainsi lorsqu'il m'appela à Paris, le dimanche 10 juin 2000.

– Je sors de la chambre d'un bébé blessé dans un attentat. J'ai effleuré sa main, il agonisait... C'est horrible...

Sa voix avait pris un timbre caverneux.

– Les 400 000 approchent... reprit-il.

Il faisait allusion à une discussion assez vive qui nous avait opposés le vendredi précédent. Sharon m'avait appelé de sa ferme pour critiquer un article que j'avais consacré à un enfant grièvement touché par un attentat palestinien. Je lui avais rétorqué : « Les 400 000 approchent (les organisateurs de la manifestation anti-Sharon à la suite des massacres de Sabra et Chatila ont prétendu avoir rassemblé au cœur de

Tel-Aviv 400 000 participants, soit 10 % de la population d'Israël – chiffre très largement gonflé), cette fois pour te demander ce que tu fais contre le terrorisme. »

*
**

10 août 2001. Kol Israël interrompt son bulletin d'information : un nouvel attentat suicide vient de se produire à Jérusalem au restaurant Sbarro, une pizzeria très populaire du centre-ville, bondée à l'heure du déjeuner.

Je roule vers Tel-Aviv en compagnie du vice-président de Walt Disney World International, George Kalogridis, et de Dror Gabbaï, le chef des services du ministère des Affaires étrangères. Ariel a souhaité recevoir Kalogridis pour le remercier d'avoir organisé, malgré de fortes pressions arabes, une exposition très réussie sur Jérusalem capitale d'Israël dans le parc d'Epcot Center, en Floride.

Il nous accueille dans le petit bureau, resté inchangé, de Ben Gourion. À peine entré, je suggère de remettre l'entretien à un moment plus propice, mais Sharon semble avoir tout son temps. Sa secrétaire va et vient, le tenant informé du bilan de plus en plus lourd de l'attentat. Elle lui passe le maire de Jérusalem, Ehoud Olmert, qui téléphone du restaurant Sbarro. Déjà 9 morts, et parmi eux plusieurs membres d'une même famille.

Le visage fermé, Sharon raccroche et dit :

– Nous avons demandé à Arafat d'enrayer la vague des attentats suicides, mais il fait la sourde oreille et joue les innocents.

Le Shin-Beth savait qu'un attentat se préparait. Selon l'accord passé avec le patron de la CIA, George Tenet, les Américains s'étaient joints aux Israéliens pour demander à Arafat d'arrêter le terroriste, lequel avait été identifié.

Arafat a prétendu que son « service de sécurité » n'avait pas réussi à le localiser.

Lorsque nous quittons son bureau, au bout d'une heure, Sharon connaît le bilan définitif de l'attentat : 15 morts et près de 130 blessés.

Rien dans son comportement ne trahit sa fureur. Il faut bien le connaître, comme moi, pour savoir que, pendant qu'il nous parle d'un ton calme, son esprit est ailleurs et passe en revue les moyens de contrer le terrorisme et d'en limiter les dégâts puisque, en dépit des prévisions optimistes de Tenet, la CIA semble incapable d'arrêter les actes hostiles. Au contraire, ils s'intensifieraient plutôt.

La main passe donc aux Israéliens. La riposte de Sharon est fulgurante. La sonnerie du téléphone me réveille à 4 heures du matin : Arik m'annonce avec le sentiment du devoir accompli la prise de contrôle d'Orient House et la fermeture des bureaux d'Arafat à Abou-Diss, banlieue arabe de Jérusalem-Est.

C'est le coup politique le plus dur qu'Arafat ait essuyé depuis l'arrivée au pouvoir de Sharon. Ni lui ni ses hommes n'ont imaginé qu'il oserait les chasser de leurs locaux et saisir leurs archives : d'où une manne de documents et de projets ultra-secrets du Raïs qui, après étude, mettra au jour son implication directe dans de nombreux attentats.

Bien entendu, Arafat en appelle aussitôt aux Européens, qui, comme à l'accoutumée, s'empressent de condamner Israël. Son propre ministre des Affaires étrangères, Shimon Peres, qui rêve encore d'un « partenariat » avec Arafat, tente de persuader Sharon de restituer aux Palestiniens Orient House et les locaux d'Abou-Diss.

– Pas question ! tranche Sharon.

OCTOBRE 2001

L'AFGHANISTAN

L'automne 2001 marque un revirement brutal dans la politique étrangère américaine à la suite des attentats du 11 septembre. George W. Bush déclare la guerre au terrorisme et lance ses troupes à la poursuite d'Oussama Ben Laden, le chef d'Al-Qaida, qui a revendiqué ces attaques meurtrières.

Sharon estime qu'il ne sera pas facile de capturer Ben Laden : les Américains pensent qu'il se cache dans la région des grottes de Tora Bora, dans l'est du pays, mais le relief accidenté de l'Afghanistan lui offre un atout essentiel. Je suggère en plaisantant que, fort de son expérience, il devrait proposer à Bush de mener la traque contre Ben Laden et demander en échange que les États-Unis déclarent Yasser Arafat *persona non grata* à la table des négociations avec Israël. Mais il n'est pas d'humeur à badiner sur un tel sujet :

– J'ai dit et répété à Bush et à ses émissaires qu'Arafat est notre Ben Laden, mais ils ne sont pas encore prêts à l'admettre.

De façon paradoxale, le statut de Yasser Arafat risque de se renforcer à la suite des attentats du 11 septembre 2001. Il est vrai que, contrairement à son prédécesseur Bill Clinton, Bush s'est rallié à la position de Sharon : ne pas

inviter Arafat à Washington tant qu'il n'aura pas mis fin aux attentats qui frappent Israël depuis un an. Toutefois, le Département d'État dirigé par Colin Powell soutient un programme complexe, destiné à assurer aux États-Unis l'appui du monde arabe dans l'éventualité d'une guerre en Afghanistan. C'est la vieille conception des « arabistes » du Département d'État, qui connurent leur heure de gloire sous Reagan et Bush père, remise au goût du jour : il faudrait qu'Israël accorde des concessions à Arafat, afin que ce dernier se rallie aux pays arabes prêts à se joindre à la coalition occidentale contre l'Afghanistan.

Cette idée, qualifiée de « folle » par Sharon, reçoit sur-le-champ l'appui de son ministre des Affaires étrangères, Shimon Peres. Du coup, la presse israélienne titre à la une : « Arafat *in*, Sharon *out* dans la guerre globale contre le terrorisme ». C'est dire à quel point les médias israéliens sont encore opposés à Sharon et favorables à Peres, l'initiateur des accords d'Oslo. Quant au Département d'État, il s'en réjouit. Les partisans de cette stratégie ne voient aucune absurdité à partir en guerre contre le terroriste numéro un, Ben Laden, en enrôlant au sein de leur coalition le terroriste Arafat.

Pour Sharon, la chose est d'autant plus grave qu'elle déclenche entre Washington et Jérusalem un incessant va-et-vient de militaires américains et israéliens, ces derniers faisant part à leurs homologues du savoir-faire péniblement acquis dans la longue lutte d'Israël contre le terrorisme, méthodes et moyens spéciaux compris. Mais, lorsque Bush semble se laisser prendre au piège, Sharon réunit une conférence de presse le jeudi 4 octobre 2001. Devant une salle bondée du Beit Sokolov, siège de l'association des journalistes à Tel-Aviv, il annonce qu'Israël n'admettra pas d'être sacrifié comme la Tchécoslovaquie en 1938, au lendemain des accords de Munich.

Le vendredi matin, les gros titres de la presse israélienne, aussitôt répercutés par les médias américains, accusent Sharon de comparer Bush à Chamberlain, le pacifiste de Munich. Des réactions indignées fusent de Washington ; on a même entendu des fonctionnaires se répandre en insultes contre Sharon dans les couloirs du Département d'État.

Pourtant, l'après-midi même, Colin Powell téléphone à Sharon pour l'avertir : les États-Unis et leurs alliés s'apprêtent à lancer leur offensive en Afghanistan dans les quarante-huit heures.

Le dimanche 7 octobre 2001, les États-Unis et leurs alliés viennent à peine de lancer leur offensive en Afghanistan que, tard dans la nuit, Sharon me téléphone :

– Israël est prêt à toute éventualité et prend des mesures pour empêcher l'intensification du terrorisme.

Il m'explique que pour mettre nos forces de sécurité en alerte extraordinaire sans éveiller l'attention, il évitera la procédure habituelle et n'avertira pas le ministre de la Défense, Benyamin Ben Eliezer, issu du Parti travailliste. Il a court-circuité ce dernier pour s'adresser directement aux responsables de la lutte antiterroriste et leur indiquer les mesures à prendre.On peut craindre en effet que, pour manifester leur solidarité au régime taliban, les organisations terroristes palestiniennes et le Hezbollah libanais ne multiplient les attentats contre des cibles juives en Israël et à travers le monde.

Il ajoute que Colin Powell l'a averti dès le vendredi après-midi du déclenchement d'une intervention militaire en Afghanistan sous quarante-huit heures.

L'administration américaine se soucie donc de la sécurité d'Israël.

Alors, Sharon *in*, Arafat *out* ? Pas encore, mais cela viendra.

OCTOBRE 2001

ASSASSINAT DE REHAVAM « GANDHI » ZEEVI

Le lundi 15 octobre 2001, je parle au téléphone avec mon vieil ami le général de réserve Rehavam « Gandhi » Zeevi, ministre du Tourisme.

Il est tard, 2 heures du matin, mais Zeevi répond avec sa vivacité coutumière, aussi alerte qu'à l'époque où je l'ai connu lieutenant-colonel, en 1954. La raison de mon appel : dans moins de douze heures, Zeevi compte annoncer sa démission à la presse, en même temps qu'un autre ministre nationaliste, Avigdor Lieberman. Sharon a tenté en vain de les faire revenir sur leur décision, liée à leur désaccord sur la question de Hébron : après la mort d'un bébé de dix mois, la petite Shalhevet Pass, tuée de sang-froid d'une balle dans la tête par un sniper palestinien dans une aire de jeux du quartier juif de Hébron, des chars israéliens ont occupé les collines donnant sur Abou Sneina, d'où les tirs sont partis, puis se sont retirés. Sharon a refusé de les y renvoyer, comme l'exigeait Zeevi, et ce dernier a donc préféré démissionner.

Dans un dernier effort pour le retenir, Arik m'a demandé d'expliquer à Zeevi qu'il commet une grave erreur, que l'essentiel de la lutte est encore à venir et que l'union est plus que jamais nécessaire.

Je m'adresse donc à lui au nom d'Ariel et de l'amitié qui nous lie tous les trois depuis plus de quarante ans :

– Arik t'a promis de ramener les troupes à Abou Sneina si les Palestiniens reprennent leurs attaques et tu le connais assez bien pour savoir qu'il tient toujours ses promesses.

Or Zeevi est en proie à un dilemme : il subit les fortes pressions des membres de son parti d'extrême-droite, le Moledet, qui l'accusent de préférer son siège à leurs principes.

Avant de raccrocher, je rappelle à Zeevi que la nuit porte conseil et qu'il devrait encore réfléchir, mais je sens qu'il ne reviendra pas sur sa résolution.

Vers 3 heures du matin, il ne me reste plus qu'à annoncer mon échec à Sharon. Sa déception est évidente. Avec le départ du Moledet, il aura pour seul grand partenaire, dans sa coalition gouvernementale, Shimon Peres, qui tente sans cesse de persuader Arafat de renoncer à la terreur et croit pouvoir y réussir à coups de concessions...

Deux jours plus tard, le 17 octobre au matin, Zeevi est assassiné à Jérusalem par deux Palestiniens, devant la porte de sa chambre à l'hôtel Hyatt. La nouvelle me fait l'effet d'un coup de couteau en plein cœur ; l'image qui me vient à l'esprit est celle de Zeevi hissant avec moi le drapeau d'Israël au-dessus du monastère Sainte-Catherine, au sommet du mont Sinaï, en novembre 1956.

L'après-midi même, j'adresse une visite de condoléances à sa femme Yaël. Elle était avec lui à l'hôtel, a entendu les coups de feu...

Sharon s'est précipité à l'hôpital, a vu le crâne fracassé de son compagnon d'armes et ordonné de retrouver au plus vite les assassins. Les services de sécurité connaissent déjà l'identité de leur chef, Ahmed Sadat, secrétaire général du

Front populaire de libération de la Palestine, et de ses acolytes. Ils savent aussi que les cinq hommes se sont réfugiés à la Mouqata[1] de Ramallah, chez Arafat. Sharon exige aussitôt que les meurtriers soient livrés à la justice d'Israël. Cette fois, la coupe est pleine. Le plan de cessez-le-feu a échoué.

1. Grand bâtiment édifié dans les années 1920 par les Britanniques qui abrita les bureaux de l'Autorité palestinienne et de Yasser Arafat.

DÉCEMBRE 2001

NOËL À BETHLÉEM

Sharon passe la journée du 1er décembre 2001 au Park Lane Hotel de New York, transformé en forteresse protégée par des dizaines d'agents des services de sécurité américains et israéliens. Manhattan – comme l'Amérique tout entière – panse encore ses blessures, trois mois après l'attentat d'Al-Qaida contre les tours jumelles du World Trade Center et le Pentagone, qui a déclenché en réaction une vague de patriotisme sans précédent. En Afghanistan, les Américains traquent Ben Laden et ses hommes pendant que les travaux de déblaiement se poursuivent sur le site de Ground Zero.

Dès son arrivée à New York, le 30 novembre, Ariel s'est rendu sur le lieu dévasté pour exprimer la solidarité d'Israël avec le deuil américain. Il s'est longtemps recueilli parmi les ruines avant d'écouter le maire Rudolph Giuliani lui décrire la tragédie, les opérations de sauvetage, les actions héroïques des policiers et des pompiers de New York.

De retour à l'hôtel, il se penche sur la préparation de sa rencontre avec George W. Bush – la troisième de l'année –, prévue pour le lundi 3 décembre à la Maison-Blanche.

Il s'est fixé comme but de « délégitimer » Arafat en tant que partenaire de négociations, puisque celui-ci attise la guerre depuis plus d'un an.

– Ce serait, m'a-t-il dit dans l'avion qui nous emmenait à New York, comme si le Président des États-Unis acceptait aujourd'hui de négocier avec Ben Laden. Arafat est notre Ben Laden.

L'argument va porter et, contrairement à son prédécesseur, Bush ne conviera pas le chef de l'Autorité palestinienne à la Maison-Blanche. Le Département d'État, dirigé par Colin Powell, continue néanmoins de presser Israël de négocier avec Arafat, comme lors de la venue de Sharon à Washington, au mois de juin précédent.

– Heureusement que la politique des États-Unis à notre égard est déterminée par la Maison-Blanche, souligne Sharon. Condoleezza Rice et son équipe savent que j'ai tout fait pour mettre ces négociations sur les rails. Au début, j'ai demandé sept jours d'arrêt total du terrorisme avant toute négociation. J'y ai ensuite renoncé en faveur du plan Tenet de la CIA, qui promettait un cessez-le-feu. On nous envoie maintenant le général Zinni pour tenter d'instaurer un cessez-le-feu par étapes. Il n'y parviendra pas plus que les autres. Arafat croit pouvoir déstabiliser Israël en poursuivant la guerre. Il se trompe. Lundi prochain, je dois persuader Washington de nous laisser combattre le terrorisme sans intervenir. En fait, les Américains m'ont précisé explicitement que, tant que je serais à la tête d'un gouvernement d'union nationale, ils ne feraient pas pression pour qu'Israël accorde des concessions aux Palestiniens.

Il répond ainsi à ma critique sur l'entrée dans sa coalition du Parti travailliste : Peres est son adversaire politique, l'opinion israélienne l'identifie avec les accords d'Oslo qui ont amené Arafat à Gaza et aux portes de Jérusalem. Ses échecs répétés ne l'empêchent pas de continuer à rencontrer Arafat dans l'espoir de l'amadouer. Malgré tout, pour Sharon, cette coalition « contribue au maintien de l'union nationale en temps de guerre ».

À l'hôtel Park Lane, loin de Jérusalem et de la guerre, Arik prépare donc sa rencontre avec Bush, secondé par Arieh Genger, son homme de confiance et « agent de liaison » avec le Président américain, et ses conseillers. Israélien installé de longue date aux États-Unis, où il a dirigé de grosses entreprises, Arieh Genger apporte à Sharon une aide précieuse grâce à sa connaissance intime des arcanes du pouvoir politico-financier américain.

L'amitié entre les deux hommes remonte à 1973. Pendant la guerre de Kippour, Sharon a constaté que ses chefs de chars manquaient de jumelles et appelé Genger pour le prier de lui en envoyer d'urgence. Ce fut fait dans les meilleurs délais. Depuis, leurs relations n'ont cessé de se resserrer.

Fin 1981, Genger délaisse ses affaires à New York pour réorganiser l'industrie de guerre d'Israël mais une campagne médiatique et politique suscitée par les ennemis du ministre de la Défense Sharon empêche celui-ci de lui confier cette mission. On reproche à Genger d'être un *yored*, terme péjoratif désignant les citoyens israéliens qui « descendent », c'est-à-dire émigrent à l'étranger : Genger a racheté la Haïfa Chemicals pour le compte de son groupe Trans Resources, installé aux États-Unis.

Sharon aurait bien aimé que Genger assiste à sa première rencontre officielle avec le Président George W. Bush, au mois de mars 2001 : ce brillant négociateur qui connaissait par cœur aussi bien Sharon que les arcanes du pouvoir politico-financier américain aurait pu se révéler un atout dans des négociations serrées. En outre, même si Sharon maîtrisait parfaitement l'anglais, dans un bras de fer avec Bush et ses conseillers, il se sentait parfois perdu. Au point que Bush lui avait soutiré, lors de leur premier sommet, la promesse de ne pas porter atteinte à la personne de Yasser Arafat.

Pour Sharon, cet engagement regrettable était à mettre sur le compte d'une erreur de compréhension...

Au mois de juin 2001, Genger a servi d'« interprète » à un Ariel Sharon malencontreusement – ou providentiellement ? – aphone lors de sa deuxième rencontre avec le Président Bush. Il s'est distingué en affirmant devant le vice-président Dick Cheney, Condoleezza Rice, Colin Powell et le directeur de cabinet du Président : « *Mister President, you get it wrong* » (« Monsieur le Président, vous avez tout faux »).

Dans ces conditions, Sharon doit cacher à son ministre des Affaires étrangères Peres, et même à certains de ses conseillers enclins aux « fuites » le rôle de son homme de confiance auprès du Président américain. La Maison-Blanche a exigé le secret absolu à ce sujet, condition qui sera remplie jusqu'à ce que le conseiller juridique du gouvernement israélien, Elyakim Rubinstein, déclare Genger inapte à sa fonction d'émissaire, puisqu'il possède des intérêts industriels et commerciaux en Israël.

En ce 1er décembre 2001, Genger peut donc encore agir en coulisse et préparer le terrain en vue d'une rencontre fructueuse entre Bush et Sharon. Tout semble se dérouler dans le calme mais, soudain – il est 18 heures à New York, minuit en Israël –, la nouvelle tombe : 11 morts et près de 180 blessés dans un double attentat à Jérusalem.

Le samedi soir, à la fin du Shabbat, dans la principale rue piétonnière de Jérusalem encore pleine de monde, à 23 h 30, deux bombes humaines ont explosé. Vingt minutes après, pendant que les secours arrivaient, une voiture piégée a sauté à son tour dans une ruelle attenante.

Arik souhaitera sans nul doute regagner Israël sur-le-champ. Enfermé dans sa chambre avec ses conseillers et son secrétaire militaire, le général Moshé Kaplinsky, il reçoit un flot d'informations. Interrompant leurs programmes, les chaînes de télévision américaines diffusent les terribles images en direct.

Empêché par ma qualité de journaliste de m'immiscer dans une réunion officielle, je fais parvenir un billet à mon ami :

« Tu dois rentrer à Jérusalem, mais il est inconcevable que ton rendez-vous avec Bush soit annulé par un acte terroriste délibéré d'Arafat. Je suis sûr que le Président comprendra. »

Une demi-heure plus tard, Arik m'appelle dans ma chambre : la rencontre aura lieu le lendemain à midi à la Maison-Blanche. Le Président a accepté d'écourter son week-end à Camp David.

Le dimanche à l'aube, nous quittons New York pour Washington, où la résidence des hôtes de la présidence, Blair House, a été mise à la disposition de Sharon.

En sortant de la Maison-Blanche, Sharon a l'air satisfait. George Bush s'est montré très réceptif et prêt à assimiler la lutte d'Israël contre le terrorisme palestinien à celle que les États-Unis mènent contre Al-Qaida.

Nous sommes sur le point de quitter Blair House pour l'aérodrome militaire d'Andrews lorsque la sonnerie de mon portable interrompt notre conversation. Au bout du fil, le chroniqueur William Safire du *New York Times*, qui souhaite interviewer Sharon avant son départ. Arik commence par refuser, se disant enrhumé et fatigué. Mais j'arrive à le persuader et lui tends mon téléphone. Le lendemain, l'interview de Sharon dans le *New York Times* peut se résumer en quelques mots :

– C'est nous ou Arafat... et ce sera nous !

*
**

Le mercredi 12 décembre vers 18 heures, le bus numéro 189 saute sur deux charges explosives dissimulées dans un virage à l'entrée de l'implantation d'Emmanuel, en Cisjordanie, avant de subir, quelques secondes plus tard, des tirs de grenades et des rafales de mitrailleuses. Le bilan est lourd : 11 morts et 27 blessés.

Le Shin-Beth était au courant des préparatifs d'un attentat en Cisjordanie et connaissait même l'identité d'une partie des assaillants. Et, selon les règles établies par le général Zinni, les services de sécurité palestiniens sont tenus d'arrêter les terroristes en route pour un attentat si les détails leur sont communiqués à temps. Ce qui fut fait mais, une fois de plus – comme pour l'attentat suicide au restaurant Sbarro de Jérusalem –, les autorités palestiniennes ont fait la sourde oreille.

La patience de Sharon est à bout. Puisque Arafat bafoue les accords passés avec George Tenet et Anthony Zinni, il est temps d'agir et de limiter une fois pour toutes sa liberté de mouvement. Jusque-là, le chef de l'Autorité palestinienne se déplaçait librement entre la bande de Gaza et Ramallah et dirigeait lui-même l'offensive terroriste sur les deux fronts. Ainsi commence le bouclage de la Mouqata. Il se prolongera presque sans interruption jusqu'au mois d'octobre 2004 où, malade, Arafat sera autorisé à quitter Ramallah pour Paris.

Mais l'approche des fêtes de Noël fournit à Yasser Arafat l'occasion rêvée d'émouvoir l'opinion internationale. De sa Mouqata, il défie Ariel Sharon en annonçant qu'il assistera à la messe de minuit à Bethléem, même s'il doit s'y rendre à pied. Depuis 1994, Arafat participe en effet à l'office qui

se tient dans la basilique de la Nativité pour se poser en protecteur de ce haut lieu du christianisme.

– Arafat n'ira pas à Bethléem. Il n'est pas chrétien. S'il veut prier, qu'il aille à la mosquée de Ramallah ! clame Sharon d'une voix tonitruante.

Furieux, Sharon vérifie sur la carte et les photographies aériennes de la région toutes les voies, jusqu'aux moindres sentiers, reliant Ramallah à Bethléem, et ordonne à l'armée d'y dresser des barrages.

Apprenant qu'Arafat compte se glisser entre les mailles du filet, dans la voiture à plaque diplomatique d'un respectable évêque qui doit lui rendre visite, je préviens Sharon, qui me rassure d'un ton impatient :

– Il n'ira pas !

Mais en cette veille de Noël 2001, la décision de séquestrer Arafat provoque un tollé : protestations véhémentes des pays européens, appel ému du Vatican, articles indignés de la presse internationale avec la même question en leitmotiv : comment Sharon ose-t-il interdire au président de l'Autorité palestinienne de fêter Noël à Bethléem ?

Yasser Arafat est si bien installé dans son rôle de « partenaire » de la paix que d'éminentes personnalités israéliennes essaient de faire revenir Sharon sur sa décision. Certains de ses conseillers lui reprochent d'avoir dressé le monde entier contre Israël, et donné à la lutte contre le terrorisme un tour personnel. Le président du pays, Moshé Katsav, outrepassant sa fonction purement symbolique, s'arrange pour faire savoir qu'il a conseillé à Sharon de laisser Arafat circuler librement. Il va jusqu'à établir secrètement des contacts pour rencontrer à Ramallah des délégués du conseil législatif de l'Autorité palestinienne et proclamer avec eux une *hudna* : un cessez-le-feu tactique généralement utilisé pour reconstruire leur potentiel militaire avant de reprendre les hostilités.

Au sein du gouvernement, les ministres travaillistes ne cachent pas leur réprobation : aux Affaires étrangères, Shimon Peres, prix Nobel de la Paix avec Rabin et Arafat en décembre 1994, et à la Défense Benyamin Ben Eliezer demeurent convaincus que Sharon « ne comprend pas » Arafat.

Mais le Premier ministre tient bon. Et les caméras du monde entier montreront la chaise vide du Raïs, ornée d'un keffieh, dans l'église de la Nativité.

JANVIER 2002

UN BATEAU PLEIN D'ARMES

Le 4 janvier 2002, Sharon reçoit dans sa ferme des Sycomores le général Zinni, qui rentre des États-Unis, où il a passé les fêtes de fin d'année. L'envoyé américain compte rencontrer Arafat le même jour : nouvelle tentative pour mettre fin à la guerre déclenchée par ce dernier.

Comme de coutume chez les Sharon, le petit déjeuner à l'israélienne est servi dans la salle à manger attenante à la cuisine. L'émissaire de George W. Bush explique la façon dont il entend renouveler, sous contrôle américain, la coopération entre Israël et l'Autorité palestinienne dans le domaine de la sécurité.

Le secrétaire militaire de Sharon fait la navette entre la table et le bureau et remet au Premier ministre des billets l'informant de la situation. Au moment de prendre congé, Sharon prie Anthony Zinni de faire savoir à Arafat qu'il ne doit plus s'inquiéter pour son cargo d'armement *Karine A* :

– Il est entre nos mains, précise-t-il.

Devant l'air surpris du général, Sharon s'explique : de grandes quantités d'armes, acquises en Iran par Arafat, ont été chargées sur un navire affrété par l'Autorité palestinienne, le *Karine A*, à destination de la bande de Gaza. Un commando de la marine israélienne l'a arraisonné la veille

en pleine mer et on l'attend incessamment dans le port d'Eilat.

Peu après, Anthony Zinni rencontre Arafat à la Mouqata et lui transmet la mauvaise nouvelle. Livide de stupéfaction, Arafat s'empresse de nier tout lien entre le navire et l'Autorité palestinienne. Il poursuit ses véhémentes dénégations même après le communiqué officiel du gouvernement israélien sur la saisie du *Karine A* et de sa cargaison d'armes.

Lorsque je le vois plus tard dans la journée, Sharon ne cache pas la fierté qu'il tire de l'opération menée par les fameux commandos de la marine, grâce à l'excellent travail des services de renseignement.

– Nos combattants ont abordé le navire en haute mer, loin d'Israël, surpris l'équipage, qui n'a opposé aucune résistance, et découvert les caisses d'armes dissimulées sous un monceau de jouets.

Sharon savait que, même prévenues, les autorités égyptiennes ne tenteraient rien pour intercepter le *Karine A* dans le canal de Suez, car l'Égypte fermait les yeux sur la contrebande d'armes dans le Sinaï. D'autre part, si le cargo avait été arraisonné dans ses eaux territoriales, l'Égypte aurait accusé Israël de « piraterie ». Il fallait donc l'intercepter en mer Rouge, avant qu'il ne franchisse le canal et n'atteigne la Méditerranée. Sinon, il aurait été trop tard pour l'empêcher de décharger sa cargaison d'armes sur la côte égyptienne du Sinaï, ou de larguer des caisses d'armement au large de la bande de Gaza.

L'abordage du *Karine A* en mer Rouge, à des centaines de kilomètres d'Israël, devait s'effectuer en un temps record pour empêcher l'équipage de donner l'alerte : pour atteindre le port d'Eilat, le navire franchirait le détroit de Tiran,

contrôlé par l'Égypte. Manque de chance, le président Moubarak passait ce week-end à Charm el-Cheikh, ce qui entraînait une multiplication des garde-côtes pour veiller à sa sécurité.

Sharon, qui s'entretenait avec le général Zinni, a donc attendu de savoir que le *Karine A* naviguait déjà dans le golfe d'Aqaba pour l'informer de l'opération.

Dans la soirée du dimanche 6 janvier, Ariel arrive à Eilat pour féliciter les membres du commando et passer en revue l'arsenal exposé sur le quai : des armes antichars et, surtout, une grosse quantité de roquettes à longue portée capables d'atteindre des villes au cœur d'Israël et de menacer notamment l'aéroport international Ben-Gourion. Dans le vent froid qui souffle sur Eilat, les attachés militaires et les membres du corps diplomatique, les représentants des médias étrangers et d'autres invités peuvent contempler à loisir l'arsenal perdu de Yasser Arafat.

Le président de l'Autorité palestinienne clame toujours qu'il est victime d'un complot israélien et n'a rien à voir dans cette affaire. Bien entendu, ses dénégations sont relayées par la presse internationale et par certains journaux israéliens. Washington semble un moment pris au dépourvu ; d'importants médias américains, et même le Département d'État, se montrent prêts à croire la fable arafatienne qui fait du Hezbollah libanais le commanditaire du *Karine A*.

George Tenet, désireux de sauvegarder le rôle d'Arafat dans les négociations de paix et n'ayant pas suivi l'affaire en temps réel – pas plus que la CIA qu'il dirige –, se montre tellement sceptique devant les accusations d'Israël qu'il refuse de voir le général Yossi Kupperwasser, numéro deux

des renseignements militaires de Tsahal. Furieux, Sharon s'adresse à la Maison-Blanche pour obliger Tenet à recevoir la délégation israélienne, qui apporte à la CIA les preuves irréfutables de l'implication directe d'Arafat.

Arafat commet alors son erreur la plus grave vis-à-vis des États-Unis : il adresse à Bush une missive secrète dans laquelle il accuse Israël d'avoir délibérément mis en scène toute l'affaire pour lui nuire ; une lettre que le Président juge comme une insulte à son intelligence. Suite à cette bévue, en janvier 2002, Arafat est désormais discrédité aux yeux de la Maison-Blanche. Le tout est de savoir combien d'innocents devront encore périr avant que l'Union européenne le reconnaisse à son tour.

MARS 2002

MASSACRE À PESSAH

Comme à son habitude depuis de longues années, Arik me téléphone la veille de Pessah 2002, me souhaite une bonne fête ainsi qu'à ma famille et ajoute :

– Je conduirai le Séder selon les règles avec notre invité Cyril, qui vient d'arriver.

L'homme d'affaires Cyril Kern est un intime de Sharon depuis la guerre de 1948, durant laquelle ce jeune volontaire était venu de Londres défendre le jeune État juif.

Sharon aime particulièrement cette fête de Pessah. Il veille à ce que chacun des convives lise à tour de rôle un passage de la Haggadah et remplit lui-même les verres de vin rituels, tout en veillant au Séder, le repas commémoratif de la sortie d'Égypte.

De mon côté, je suis invité avec les miens chez nos amis Sarah et Avner Platek. Vers 20 heures, un appel téléphonique d'un collègue me tire de table :

– De nombreuses victimes dans un attentat terroriste au Park Hotel de Netanya.

Je me précipite dans ma voiture et fonce vers le lieu de l'attentat. L'orage gronde, les rafales de vent et de pluie semblent de mauvais augure. À la radio, le présentateur

égrène : 10, 15, 20 morts... Un terroriste déguisé en femme s'est fait sauter dans la salle à manger du Park Hotel.

Aux abords du bâtiment, ni l'averse ni le vent froid qui souffle de la mer ne parviennent à chasser l'odeur de la mort – relents d'explosifs et de chair brûlée. Les débris du plafond effondré et d'une canalisation d'eau éclatée gisent dans de grandes flaques d'eau rougies de sang.

Sharon est déjà en route vers le ministère de la Défense, où il a convoqué le chef de l'état-major Shaul Mofaz, le chef du Shin-Beth Avi Dichter et leurs adjoints, pour élaborer les plans de riposte possibles avant de les soumettre au cabinet de sécurité qui doit se réunir le lendemain.

Israël n'a jamais connu de Pessah aussi triste. Le traumatisme est tel que des porte-parole de la gauche appellent le gouvernement à punir celui qu'ils s'obstinaient jusque-là à considérer comme un « partenaire de la paix ».

Mais comment ? Les chefs de Tsahal, du Shin-Beth et du Mossad rejettent d'emblée la suggestion d'expulser Arafat par hélicoptère vers le désert d'Arabie ou de le liquider purement et simplement – mesures qui, d'après eux, provoqueraient de graves réactions au niveau palestinien, interarabe et international.

Sharon, lui, est lié par la parole donnée à George Bush. Et, comme il me l'a souvent dit :

– Les relations de confiance entre Bush et moi-même reposent sur la certitude que chacun de nous deux tiendra ses promesses.

S'il avait pu exaucer son rêve secret, la Mouqata aurait été détruite et Arafat réduit au statut de SDF. Mais Arafat réside à la Mouqata et n'est pas près d'en sortir.

Alors, sur décision du cabinet et avant même la fin de la réunion, des blindés et des bulldozers israéliens se massent déjà aux abords de Ramallah. Les tanks prennent position

pour empêcher les hommes d'Arafat de quitter la Mouqata ou d'y entrer, pendant que, sous l'œil des caméras de télévision, les bulldozers commencent à détruire les bâtiments administratifs autour de la grande bâtisse où se terre maintenant le Raïs, à l'abri derrière des sacs de sable, sous la surveillance permanente d'unités spéciales des services de renseignement.

AVRIL 2002

« MASSACRE » À JÉNINE

Un hélicoptère m'emmène avec Sharon vers le théâtre des opérations à Jénine, la « capitale » du Hamas et du Djihad islamique, berceau de quantité d'auteurs d'attentats suicides, notamment celui du massacre de l'hôtel Park à Netanya. Avant de quitter son bureau, Sharon a enlevé sa cravate, retiré le veston de son complet sombre et enfilé un coupe-vent. Dans l'hélicoptère, il coiffe des écouteurs pour se protéger du bruit et être en contact avec le pilote.

La contre-offensive qu'il dirige bat son plein. Pour la première fois depuis le début de la guerre, l'armée est chargée de reprendre la maîtrise de territoires remis à l'Autorité palestinienne. C'est aussi la première entorse aux principes des accords d'Oslo signés par Rabin et Peres, qui donnaient à Arafat le contrôle, en Cisjordanie, de Ramallah, Naplouse, Jénine, Bethléem et Beit Jallah. Or, de cette dernière localité, par exemple, des tirs de quasi-routine visent depuis des mois les habitants du quartier de Guilo à Jérusalem.

Comme il ne pourra pas neutraliser les infrastructures terroristes sans l'intervention de Tsahal, Sharon a envoyé des troupes à Jénine, Ramallah et Bethléem, pour débusquer les terroristes, liquider leurs chefs et détruire leurs laboratoires d'explosifs. Poursuivis par des soldats israéliens à Bethléem,

certains terroristes armés n'hésiteront pas à investir la basilique de la Nativité pour en faire un refuge inviolable.

La machine de désinformation palestinienne entre alors en jeu, à coups de communiqués dans les médias et du scoop chuchoté aux journalistes étrangers agglutinés au bar de l'hôtel American Colony, à Jérusalem-Est :

– Les Israéliens sont en train de perpétrer un massacre à Jénine... Déjà plus de 500 morts parmi la population civile, femmes et enfants compris.

En fait, les soldats israéliens opèrent dans le camp de réfugiés de Jénine, c'est-à-dire dans une zone habitée ; mais, au lieu d'assiéger les bâtiments, ils creusent des trous dans les murs mitoyens pour passer de maison en maison. Cette tactique, qui les met à l'abri des tireurs embusqués, réduit aussi, autant que possible, les atteintes aux civils. C'est seulement lorsque des hommes armés leur tirent dessus que les hommes de Tsahal utilisent des bulldozers blindés pour abattre la maison où les assaillants se sont retranchés. Ce ne sont pas des tanks mais les engins blindés ayant servi en priorité dans les combats de rues à Jénine.

Le décompte final fera état de 54 morts palestiniens – dont 5 civils, les autres étant des terroristes – et de 22 victimes dans les rangs israéliens. Il n'empêche que l'opinion mondiale a déjà cru à l'allégation mensongère d'un « massacre de Jénine », imputé au « boucher de Sabra et Chatila ». À l'ONU, des voix s'élèvent pour exiger la création d'une commission d'enquête ; le ministre des Affaires étrangères Peres s'empresse d'en accepter le principe et de déclarer que cela permettra d'éclaircir le malentendu. L'opinion internationale devra bien admettre qu'il n'y a pas eu de massacre à Jénine.

Sharon, lui, refuse tout net après un entretien acerbe avec Kofi Annan. Il sait par expérience qu'une commission de

ce genre jugera Israël coupable, quels que soient les faits. L'administration américaine, et notamment le Département d'État, n'a-t-elle pas laissé entendre que Sharon était allé trop loin dans sa contre-offensive ? Le secrétaire d'État Colin Powell est d'ailleurs arrivé dans la région pour s'entremettre entre Sharon et Arafat, et tenter d'obtenir l'appui du président égyptien en vue de modérer le Raïs.

Sharon me chuchote à l'oreille :

– La crise israélo-américaine s'envenime d'instant en instant. Les Américains ont exigé que le ministre des Affaires étrangères égyptien rencontre Arafat pour lui rendre compte de l'entretien entre Powell et Moubarak. Le cabinet israélien a protesté, estimant que c'était à Israël d'en être informé en premier lieu.

Sharon voit là une tentative américano-égyptienne pour rompre l'isolement qu'il a imposé à Arafat mais il sait aussi qu'il ne doit pas trop abuser avec Washington. Il a donc reçu Colin Powell à Jérusalem ; les deux hommes se connaissent, leur rencontre s'est déroulée dans une atmosphère cordiale.

– Il a été bouleversé lorsque je lui ai montré les photos du laboratoire de l'identité judiciaire, celles des victimes des derniers attentats dans les autobus et à Netanya, me racontera-t-il plus tard.

Nous débarquons de l'hélicoptère aux abords de Jénine. Dès qu'il se trouve parmi les combattants assis par terre devant lui, Sharon se sent dans son élément :

– Nous sommes le seul pays démocratique forcé de lutter contre le terrorisme des « islamikazes » sans leur rendre la pareille. Vous savez aussi bien que moi qu'il n'y a pas eu de massacre à Jénine...

Un soldat l'interpelle :

– Pourquoi ne pas avoir bombardé les terroristes par avion ? Cette opération a coûté la vie à plus de vingt de nos camarades !

– C'est le prix douloureux et inévitable que doit payer un peuple qui refuse de perdre son humanité, précisément parce qu'il est la cible des plus cruels de ses ennemis – les bombes humaines et ceux qui les lancent.

Avant de quitter Jénine, il s'arrête un moment pour répondre aux questions de Dan Rather, journaliste vedette de la chaîne américaine CBS, et l'invite à l'interviewer plus longuement à Jérusalem. Vu l'ampleur de la campagne mensongère sur le « massacre de Jénine », il devient impératif de clarifier les informations.

Ce jour-là, je bavarde avec Dan Rather quelques minutes avant qu'il n'entre dans le bureau de Sharon. Il me parle de la concurrence acharnée qui sévit dans le monde des médias. Au XX^e^ siècle, me dit-il, chaque reporter, si connu soit-il, ne valait que par son dernier reportage. « *You are as good as your last story* ! », disait le slogan. Maintenant, il ne vaut que par le reportage suivant...

Il ne croit pas si bien dire. À peine sorti du bureau du Premier ministre, il apprend qu'un attentat suicide vient d'avoir lieu à l'entrée de Mahané Yehouda, le plus grand marché de Jérusalem, et s'y précipite avec ses cameramen.

24 JUIN 2002

ARAFAT OUT

Le 18 juin 2002, au matin, alors que Sharon s'apprêtait à entamer une longue journée de travail dans son bureau, son secrétaire militaire lui annonça qu'un Palestinien venait de se faire exploser dans un autobus à Jérusalem. Il décida de se rendre immédiatement sur le site. Les hommes de la sécurité cherchèrent en vain à retarder sa visite, craignant une deuxième explosion. Lorsqu'il arriva devant l'autobus fumant, il arpenta les lieux, observa les visages brûlés des écolières, dont les membres étaient dispersés sur les bancs de l'autobus. On déplorait 19 morts et une cinquantaine de blessés. Le Premier ministre marcha entre les sacs de plastique noir des hommes de Zaka, ces bénévoles orthodoxes qui, selon la tradition juive, s'attachent à récupérer les dépouilles déchiquetées pour leur donner une sépulture décente.

– J'ai vu des horreurs sur les champs de bataille. Toi aussi, tu as vu des scènes choquantes pendant la guerre, mais ces corps calcinés sont ancrés à tout jamais dans ma mémoire, a commenté Sharon d'une voix presque inaudible.

Contrairement à ses prédécesseurs, il se rendait rarement sur les lieux d'un attentat, visitait peu les victimes dans les hôpitaux et restait avare de déclarations publiques après ce genre de tragédies.

– Je préfère mettre mon temps à profit pour nous donner les moyens de diminuer le nombre d'attentats et de blessés.

Voilà pourquoi il s'enquérait personnellement auprès des commandants militaires et des chefs du Shin-Beth de l'opportunité d'attaquer certaines cibles terroristes.

– Je dois les pousser à agir ! se plaignait-il quelquefois lorsqu'il trouvait encore le temps de me téléphoner de la « Tour ».

C'était le surnom donné au bureau entouré d'une verrière qu'il avait installé au sommet de sa maison, dans la ferme des Sycomores, et d'où il pouvait observer les champs alentour. En parallèle, Sharon informa la Maison-Blanche de la situation, en soulignant au passage qu'il n'espérait pas de bouleversement dans la stratégie meurtrière d'Arafat.

– Pour ma part, expliqua-t-il à Condoleezza Rice, Arafat est dépassé.

Sharon ne se lassait pas de le répéter. Il était temps que le message parvienne à l'administration américaine car George W. Bush s'apprêtait à faire une déclaration importante sur le dossier israélo-palestinien. Un brouillon contenant les points principaux de cette déclaration lui fut transmis. Le Président confirmait sa position : il soutiendrait la création d'un État palestinien sous réserve de certaines conditions. Mais, après le carnage de Jérusalem, Sharon attendait des gestes forts de la part de son allié – et il ne se priva pas de le faire savoir.

Le 24 juin 2002, dans la soirée, une semaine après cette funeste matinée, depuis son bureau de Jérusalem, Sharon suivit la retransmission télévisée de la conférence de presse du Président Bush, qui se tenait dans la roseraie de la Maison-Blanche. Ses prières furent exaucées :

– Depuis trop longtemps, les citoyens du Proche-Orient vivent au milieu de la mort et de la peur. La paix exige une

direction palestinienne nouvelle et différente, afin que puisse naître un État palestinien. J'appelle le peuple palestinien à élire de nouveaux dirigeants, des dirigeants qui ne soient pas compromis avec le terrorisme. (...) Et quand les Palestiniens auront de nouveaux dirigeants, de nouvelles institutions et de nouveaux règlements de sécurité avec leurs voisins, les États-Unis d'Amérique soutiendront la création d'un État palestinien...

En clair : « Vous voulez un État ? Renvoyez Arafat ! » Bush énumérait d'autres conditions sine qua non : la cessation complète du terrorisme et le démantèlement de ses infrastructures, des réformes économiques visant à éradiquer la corruption au sein de l'Autorité palestinienne, la tenue d'élections « équitables et pluralistes », et la création d'institutions démocratiques.

Ariel Sharon s'autorisa enfin à sourire. Les États-Unis s'étaient ralliés à ses vues. Et par-dessus tout, le Président écartait définitivement Arafat de la donne. Le Raïs était hors jeu. Pas seulement « dépassé », comme l'avait dit Sharon : Bush avait carrément appelé les Palestiniens à s'en débarrasser. Ce n'était que justice : Arafat avait berné Yitzhak Rabin, Shimon Peres et Bill Clinton sur la pelouse de la Maison-Blanche, le 13 septembre 1993. Cette paix des braves, « *peace of braves* », Sharon l'avait aussitôt rebaptisée « *a peace of graves* », « une paix des tombes ». Désormais, le colauréat, avec Rabin et Peres, du prix Nobel de la Paix 1994, le terroriste qu'il avait chassé de Beyrouth vingt ans plus tôt, tombait de son piédestal sur la scène internationale, par la grâce d'un discours historique.

Peu après, d'une voix pleine de tristesse, Sharon me confia un soir :

– Que de sang innocent a été versé avant qu'à Washington on ne comprenne ce qu'il fallait faire ! Et en Europe, ils n'ont pas encore compris.

Pour être tout à fait exact, cette réorientation américaine du 24 juin 2002 tient pour l'essentiel à l'intervention d'Arieh Genger, l'homme d'affaires israélo-américain, qui était responsable du retour en grâce à Washington d'Ariel Sharon. Il se trouvait en Crète lorsqu'il reçut un appel du Premier ministre israélien le priant de prendre contact avec la Maison-Blanche pour étudier le brouillon de la déclaration présidentielle. Chaque mot faisant l'objet d'heures entières de tractations téléphoniques, Genger se rendit dans la capitale américaine pour peaufiner le texte définitif et les concessions demandées aux deux parties. En fin de compte, l'allocution que Sharon entendit dans son bureau hiérosolomytain fut en tout point fidèle à la version négociée par Genger.

JUILLET 2002

LIQUIDATION DES CHEFS DU HAMAS

Mardi 23 juillet 2002, 1 heure du matin. Le téléphone retentit.

– Mets les infos, me dit le Premier ministre. Nous venons de liquider un meurtrier à Gaza. Écris un papier pour ton journal de New York. Bon, j'abrège, je suis pressé, j'ai encore beaucoup de travail.

Ariel voulait partager cette bonne nouvelle avec un ami, en particulier celui qui le harcelait à longueur de temps pour savoir quand il comptait nous débarrasser de ces assassins. J'allumai aussitôt ma télévision. Les éditions spéciales annonçaient qu'un bombardement israélien, survenu vers minuit, avait frappé à Gaza la résidence d'un dénommé Salah Schade. Mes sources, que je réveillai d'un coup de fil, me confirmèrent que c'était le chef du bras armé du Hamas dans la bande de Gaza, recherché de longue date par les Israéliens en raison de son implication dans plusieurs attentats suicides et dans les tirs de roquettes Kassam.

J'appelai la rédaction du *New York Post* et transmis l'information apprise de la bouche même d'Ariel Sharon. On me répondit que la nouvelle ferait la une de l'édition du lendemain.

Cependant, le communiqué officiel du porte-parole de l'armée tardait à venir. Et, d'après les images de désolation que je voyais sur le petit écran, les dégâts étaient importants dans le quartier de Darej. À ma grande stupeur, j'entendis les Palestiniens annoncer que Schade n'était pas mort. Était-il possible que le Premier ministre fût mal informé ? Vers 2 heures, je le rappelai. Schade n'était-il que blessé ?

Sharon me confirma la mort de Schade.

– C'est une de nos plus belles victoires contre ces ordures, ajouta-t-il. L'armée de l'air et le Shin-Beth ont déployé des moyens immenses pour cette opération. On connaissait les projets d'attentats de Schade ; cette nuit, nous avons sauvé de nombreux innocents. Je vais me coucher, conclut-il, satisfait.

Le bureau de New York me contacta : les agences de presse internationales ne faisaient pas état de la mort de Schade. Sans révéler que je tenais mes renseignements de la source la plus sûre qui soit, je leur répétai que l'opération avait été menée à bien. Toutefois, pour les rasséréner, je proposai des précautions de pure forme, comme d'indiquer dans l'article que le domicile de Schade avait été visé dans l'intention de le tuer. Les Palestiniens déclarèrent cette nuit-là qu'ils déploraient 12 victimes, mais que Schade, âgé de quarante-neuf ans, était toujours sur la table d'opération.

Bien sûr, je ne fermai pas l'œil et suivis tous les bulletins d'informations. À 7 heures du matin heure locale – minuit à New York –, on annonça enfin la mort de Schade.

Le coup porté à la direction du Hamas était rude. Schade se savait poursuivi depuis longtemps, changeait fréquemment de domicile et rencontrait en secret ses quatre femmes et ses enfants. Il avait acheté peu auparavant la maison, détruite par une bombe d'une tonne lâchée depuis un F16.

Shimon Peres, ministre des Affaires étrangères, et Benyamin Ben Eliezer, ministre de la Défense, avaient tous deux approuvé cette opération.

Sharon ne s'arrêta pas en si bon chemin. Tout l'été, Israël poursuivit sa lutte contre les cellules terroristes, parfois contre l'opinion publique. Les adversaires politiques de Sharon lui reprochaient les pertes humaines collatérales. Des journalistes établirent un parallèle entre « les Palestiniens qui tuent des Israéliens, et des Israéliens qui tuent des Palestiniens », et parlèrent d'un cycle de violence sans fin « oubliant » de mentionner la promesse de Sharon d'arrêter les liquidations à l'instant même où les Palestiniens déposeraient les armes. Des parlementaires de gauche allèrent jusqu'à accuser des pilotes de l'armée de l'air de crimes de guerre et à menacer de les traîner devant le Tribunal pénal international de La Haye.

Sharon n'écoutait pas ces critiques ; il se concentrait sur la mission qu'il s'était donnée, en s'appuyant sur les divers services de renseignement du pays. Soucieux d'améliorer leur efficacité, il nomma le 24 septembre 2002 le général de réserve Meïr Dagan à la direction du Mossad. Au début des années 1970, Dagan avait créé, sous l'impulsion d'Ariel Sharon, l'unité Rimon, chargée de neutraliser les terroristes de la bande de Gaza. Il avait brillamment réussi dans cette entreprise : pendant quinze ans, cette zone connut une relative accalmie.

Le général Aaron Zeevi, le directeur de l'Aman (département des renseignements de l'armée), devait plus tard me préciser :

– La contribution de Sharon à la guerre contre le terrorisme a été exceptionnelle. Avec lui, pas de longs discours :

on considérait d'abord l'objectif à atteindre et on étudiait seulement ensuite les écueils éventuels. Et quand on le mettait en garde contre les répercussions d'une décision sur la rue palestinienne ou arabe, il tranchait d'un péremptoire « Pensez moins aux Arabes et plus aux Juifs !... »

La synergie instaurée par Arik se révéla extrêmement efficace. Les liquidations ciblées se multiplièrent.

Vers 6 heures du matin, le 22 mars 2004, la sonnerie du téléphone me tira de mon lit.

– Debout ! m'ordonna l'ami qui m'avait réveillé. Arik te fait dire que le cheikh Yassine a été abattu il y a quelques minutes. Allume la radio. C'est un coup d'éclat.

Kol Israël annonçait en effet que le « leader spirituel » et fondateur du Hamas en 1988, Ahmed Yassine, venait d'être tué alors qu'il quittait la mosquée dans son fauteuil roulant pour gagner sa voiture. Ses deux gardes du corps étaient morts avec lui. J'appelai aussitôt le *New York Post*, déjà en bouclage.

J'allais bientôt apprendre pourquoi on m'avait parlé d'un coup d'éclat. Pour exécuter le cheikh Yassine sans risquer de toucher des innocents, le Shin-Beth estimait que nous disposions d'une « fenêtre » de tir de dix secondes. Dix secondes pendant lesquelles le chef du Hamas et ses gorilles seraient isolés de ses sympathisants. Dix secondes que Sharon décida d'exploiter.

Le successeur de Yassine, Abdel Aziz Al-Rantissi, devait lui survivre moins d'un mois : le samedi 17 avril 2004 vers 20 h 30, des missiles frappèrent sa voiture. Il mourut sur le coup.

OCTOBRE 2002

COUP DE FIL À TAIWAN

La sonnerie du téléphone me réveille dans ma chambre d'hôtel à Taiwan, où je me rends pour la première fois.

– Quelle heure est-il chez toi ? me demande Sharon.

– À peu près 4 heures du matin.

Égal à lui-même, Sharon s'excuse d'un bref « Chez nous, il n'est que 23 heures », avant d'enchaîner :

– Je voulais te demander conseil. Le Parti travailliste me cause des soucis et menace de quitter le gouvernement. À ton avis, dois-je avancer les élections ?

– Ce n'est pas une mauvaise idée. Ils sont tout le temps en train d'essayer de te renverser. Des élections ne peuvent que les entraîner vers une défaite !

– Oui, c'est aussi mon avis après les discussions que j'ai eues ici ce week-end.

Shimon Peres, ministre des Affaires étrangères, et Benyamin Ben Eliezer, ministre de la Défense, auxquels Sharon avait octroyé des portefeuilles de premier plan dans son gouvernement d'union nationale, estimaient que leur Premier ministre s'était affaibli et qu'il était temps d'ébranler son pouvoir. Benyamin Ben Eliezer, qui, à cause de l'importance

de son ministère, surestimait quelque peu son poids personnel et politique, en était particulièrement convaincu. Dans des entretiens « confidentiels » avec des journalistes, il n'hésitait pas à dénigrer Sharon, un « gros bonhomme » dont il allait « faire son affaire ». Ses interlocuteurs s'empressaient de rapporter ses dires à l'intéressé, qui par flatterie envers le Premier ministre, qui dans l'espoir d'attiser les querelles entre les deux hommes – véritable mine de gros titres. Au diable l'avenir du pays...

Un de ces journalistes expliquait à qui voulait l'entendre que les banques en Israël étaient sur le point de s'effondrer, la situation économique allant en s'aggravant, car la guerre persistante bouleversait l'économie israélienne. Les investissements étrangers avaient diminué, l'industrie touristique était au plus mal. Les hôtels ressemblaient à des établissements fantômes. Peut-être tout cela décida-t-il le ministre de la Défense à défier Sharon, faisant un faux calcul et estimant que cette fois lui et ses compagnons du Parti travailliste pourraient infliger une défaite au gouvernement du Likoud.

Mais Sharon préparait tranquillement sa contre-attaque.

*
**

Le lendemain dans l'après-midi, Sharon me rappela. Il voulait me raconter le coup de fil qu'il venait de recevoir de Vladimir Poutine.

– C'était une conversation troublante.

Sachant qu'il me parlait sur une ligne téléphonique internationale non sécurisée, Arik hésita avant de répéter les paroles de Poutine :

– Il m'a remercié chaleureusement puis m'a dit, en russe : « Je t'aime... »

D'où venait cette effusion sentimentale ? D'après ce que Sharon me raconta, sans entrer dans les détails, je compris qu'Israël était venu en aide au Kremlin lors de la tragique prise d'otage de centaines de spectateurs au théâtre de la Doubrovka à Moscou par des terroristes tchétchènes. Poutine avait refusé de céder aux revendications des terroristes. Au terme de trois journées dramatiques, les forces spéciales de Poutine avaient dispersé un gaz inconnu à l'intérieur du théâtre et liquidé 36 membres des commandos, faisant de nombreuses victimes parmi les otages. Sur ordre de Sharon, les spécialistes israéliens de la lutte antiterroriste avaient apporté leur assistance aux forces russes spéciales, bien avant l'attaque du théâtre.

En raccrochant, je songeai que c'était certainement la conséquence de leur rencontre à Moscou en 1999, quand tous deux ignoraient encore qu'ils deviendraient les dirigeants de leurs pays respectifs.

Sharon paraissait assez satisfait. Le Président Bush n'était plus le seul à l'apprécier. Une évolution favorable pour un Sharon encore en butte aux critiques de plusieurs chefs d'État, notamment en Europe.

*
**

Quand j'atterris à Amsterdam, le 30 octobre 2002, à mon retour de Taiwan, Ariel m'appela au téléphone, d'une voix pleine d'assurance, prêt à la bataille. Il avait pris sa décision et les élections législatives générales se dérouleraient sous peu, vraisemblablement en janvier 2003.

D'après les premiers sondages, le Likoud dirigé par Sharon devait remporter entre 30 et 40 sièges sur les 120 que comptait la Knesset, un bel indice de la popularité d'Arik après deux ans de guerre contre Arafat.

Le soir où l'on publia les résultats des primaires au Likoud, il m'appela à une heure tardive :

– Nous avons une belle liste de candidats.

– Je ne vois pas les choses comme ça, répondis-je. Votre liste est bizarre.

Je désapprouvais la présence d'Omri Sharon en vingt-septième position sur la liste du Likoud.

– Pourquoi ? grogna Sharon. Elle représente toutes les couches de la population.

– Elle me paraît une source d'ennuis potentiels. Et d'ailleurs, pourquoi Omri avait-il besoin de se présenter aux élections ?

– Quel mal y a-t-il à cela ?

Il s'énervait.

– Cela n'a pas été si facile de le faire inscrire sur la liste !

– Ça ne me plaît pas.

Sharon mit fin à la conversation. Je sentais que mes remarques l'avaient mis en colère. Peu m'importait. J'ai toujours livré à Arik le fond de ma pensée.

De fait, deux ou trois ans après, un tiers des élus du Likoud à la Knesset se révolteront contre Sharon – ce qui le conduira à quitter ce parti pour en fonder un nouveau, Kadima –, tandis qu'Omri se verra dans l'obligation de quitter son poste parlementaire après avoir été mis en examen dans l'affaire du financement occulte de la campagne de son père en 1999.

L'orage couvait déjà, mais pour l'heure Sharon se réjouissait de la victoire de son parti, et aussi de celle de son fils bien-aimé.

NOVEMBRE 2002-DÉCEMBRE 2003

SOUPÇONS DE CORRUPTION

Si une angoisse taraudait Ariel Sharon, c'était qu'on puisse douter de sa probité ou de celle d'un membre de sa famille. Dès qu'il soupçonnait un collaborateur de malhonnêteté, il s'empressait de le mettre en garde ou de le licencier. Autant dire que, lorsqu'on accusa Sharon et ses fils de corruption, lorsque ses adversaires médiatiques et politiques les qualifièrent de « famille du crime », cela le blessa profondément. J'en suis convaincu, bien que nous en ayons très peu discuté ensemble. Pour tout commentaire sur les innombrables unes évoquant des « soupçons de corruption contre Sharon », mon ami m'a juste dit :

– Il n'y a rien là-dessous.

Je n'avais donc aucune raison de revenir sur le problème.

Ce n'était pas la première fois qu'Ariel se trouvait en butte à de telles accusations. En 1999, alors qu'il était ministre des Affaires étrangères, une enquête policière du même type l'avait visé. Le conseiller juridique du gouvernement et procureur général, Eliakim Rubinstein, avait classé le dossier sans suite, mais la réputation de Sharon en était sortie ternie. La campagne électorale de janvier 2003 avait déclenché une

nouvelle avalanche d'accusations de fraude électorale à l'encontre des candidats du Likoud, allégation reprise à loisir dans la presse. Le leader du Parti travailliste, le général de réserve Amram Mitzna, avait lui aussi essayé de stigmatiser son adversaire par le biais d'un clip de propagande martelant des accusations de corruption au rythme de la musique du *Parrain*.

Enfin, les chaînes de télévision s'attaquèrent aux fils de Sharon et diffusèrent des films tournés en caméra cachée dans le bureau du détective privé David Spektor. Ce dernier se parait du titre de « conseiller stratégique » d'Ariel pour la campagne électorale de 2001.

Sur ces images, Guilad Sharon s'inquiète des répercussions de l'affaire dite de l'« île grecque », dans laquelle il aurait reçu la somme astronomique de 600 000 dollars en échange de sa participation au développement touristique d'une île de la mer Égée. La presse ajouta que l'homme d'affaires israélien David Appel avait « arrosé » Sharon par l'entremise de son fils. Pendant l'été 2004, le conseiller juridique du gouvernement Menahem Mazouz dira : « Le dossier est vide. »

Je suis certain que ces articles ont brisé la santé d'Arik. Aucun père ne reste insensible à une attaque contre ses fils, même s'il n'en laisse rien paraître.

Pour ma part, je me démenais pour le convaincre de s'adresser au public afin de réfuter ces accusations montées de toutes pièces par le Parti travailliste. Il accepta de s'exprimer sur le sujet et, sur le plateau d'une importante émission de télévision, il affirma qu'il mettrait tout en œuvre pour éradiquer les éléments corrompus au sein du Likoud.

Grâce à cette interview, il réussit à renverser la tendance, le Likoud caracolait de nouveau en tête des sondages.

Loin de s'avouer battue, la presse s'acharna avec une morgue similaire à celle de la période de Sabra et Chatila. Les rumeurs se multiplièrent. On prétendit qu'Omri Sharon avait brassé de l'argent douteux pour financer la campagne, qu'il avait de mauvaises fréquentations. J'incitai Sharon à rayer son fils aîné de la liste du Likoud.

« Abraham a été prêt à sacrifier son fils Isaac, lui ai-je écrit dans un fax, et il a pu le sauver ; toutes proportions gardées, il te sera bien plus facile, avec l'accord d'Omri, de le sacrifier pour gagner les élections. »

Le 5 janvier 2003, une intervention télévisée d'Amram Mitzna, dans laquelle il traitait les Sharon de « famille mafieuse », fut interrompue par l'annonce d'un double attentat suicide dans l'ancienne gare routière de Tel-Aviv. Je m'empressai de me rendre sur place pour voir de mes propres yeux la mort et la destruction dans ce quartier défavorisé. On déplorait 23 victimes et plus d'une centaine de blessés, pour la plupart des travailleurs immigrés. Une fois de plus, les bénévoles de Zaka recueillaient les restes dans des sacs en plastique.

Sharon m'appela de sa voiture.

– Je suis sur les lieux. C'est terrible, murmurai-je.

– Je suis en route pour le ministère de la Défense afin de discuter des moyens de s'occuper de ces salopards ! Je vais arrêter cette vague terroriste.

Il marqua une pause puis poursuivit :

– Je voulais simplement te dire que nous avons étudié ta proposition s'agissant d'Omri et que nous l'avons soumise

à un sondage. Il en ressort que son retrait serait considéré comme un aveu et nous nuirait politiquement.

Deux jours plus tard, une autre bombe, politique cette fois, éclata. À trois semaines des élections, le journal *Haaretz* annonça à la une et en exclusivité que la police menait une enquête secrète sur Ariel Sharon et ses fils : elle s'interrogeait au sujet d'un mouvement de fonds de 1,5 million de dollars qui auraient été versés aux Sharon par leur ami l'homme d'affaires sud-africain Cyril Kern. À l'appui de ses dires, l'auteur de l'article citait une lettre israélienne officielle mais secrète sollicitant des autorités sud-africaines la permission d'interroger Cyril Kern.

Haaretz revenait ensuite sur les événements de l'été 1999, lorsque Omri Sharon, en violation de la loi sur le financement électoral, avait rassemblé 1,5 million de dollars, pour soutenir son père lors des primaires au sein du Likoud. Lorsque le contrôleur général de l'État avait révélé ce fait après avoir interrogé Ariel et Omri Sharon, mon ami avait annoncé qu'il restituerait cette somme aux donateurs. Emboîtant le pas, les autres journaux annoncèrent que le procureur de la République israélienne soupçonnait le versement de Cyril Kern d'avoir servi au remboursement « par Sharon » (ou son fils) de cet argent. On soupçonnait Guilad Sharon d'être le principal acteur de cette transaction.

Un des proches collaborateurs d'Arik me téléphona, désespéré :

– C'est un Watergate israélien ! Pire que le Watergate ! Arik est fini !

– Fiche-moi la paix ! Rien n'est perdu ! Je ne sais rien de l'affaire, mais Ariel s'en expliquera ! rétorquai-je, au fond très inquiet pour mon ami.

La presse se déchaîna contre lui. Il s'était rendu sur le chantier de la barrière de sécurité destinée à protéger le pays des attentats palestiniens, mais la presse s'intéressait plus aux dollars de Cyril Kern qu'aux meurtriers. Un sondage réalisé par *Haaretz* n'attribuait plus que 27 sièges au Likoud, alors que le Parti travailliste était monté à 23. Cette élection qui s'annonçait comme une victoire assurée menaçait de se transformer en un échec cuisant.

Le mercredi après-midi, j'appris que Sharon comptait répondre personnellement aux accusations portées contre lui dans les colonnes des quotidiens *Yediot Aharonot* et *Maariv*, et lors d'interviews télévisées. Jugeant cette stratégie désastreuse, je m'en ouvris à son conseiller, le publicitaire Reuven Adler. Plutôt que de parler à des journalistes qui n'attendaient qu'une occasion de proclamer : « Sharon est fini ; il paraît vieux et pâle », je suggérai une conférence de presse télévisée s'adressant directement à la nation. J'eus gain de cause et on annula les interviews prévues pour le lendemain.

Ariel m'appela de sa ferme, où il était rentré bien après minuit. Il semblait préoccupé, tendu :

– Il faut, avant toute chose, remporter les élections. Après on s'occupera de cette affaire.

Il me promit néanmoins de tenir une conférence de presse le lendemain soir. À 3 heures du matin, je lui envoyai un fax répertoriant quelques conseils en vue de son intervention télévisée.

9 janvier 2003, 20 heures. Les journalistes se pressent dans la résidence du Premier ministre à Jérusalem. Ils sont hilares. Certains se gaussent ouvertement de Sharon, parlant de sa « dernière conférence de presse » et prédisant ses funérailles politiques. Il faudra beaucoup de force à Sharon ce soir-là pour les affronter. Accompagné de ses adjoints et de sa secrétaire Marit Danon, il répond aux questions sur Guilad, « capable, dit-il, à trente-sept ans, de se défendre tout seul », et sur ses propres agissements.

Il accuse le Parti travailliste d'avoir monté l'affaire de toutes pièces. Le président de la commission électorale, le juge Mishael Hashin membre de la Cour suprême, ordonne alors qu'on coupe le micro de Sharon, car il considère que ses propos s'apparentent à de la propagande, interdite à l'approche d'une échéance électorale. En sortant de la salle, il réplique à Marit, qui a semblé critiquer sa prestation :

– Que veux-tu qu'il m'arrive ? Au pire, je retournerai dans ma ferme.

Je le rejoins et lui serre la main en le pressant contre moi. Ariel, ému, dissimule avec peine son inquiétude. Je lui dis :

– Tu devrais décerner le prix Jabotinski [1] au juge Hashin. En coupant le micro, il a sauvé le Likoud. Ce soir, la plupart des Israéliens brûlaient de t'écouter faire face aux accusations. Maintenant, ils en veulent au juge car ils estiment qu'on a porté atteinte à ta liberté d'expression, qu'on t'a bâillonné. Tu as gagné les élections ce soir.

– Tu crois ?

– Certainement ! Tu es dans le feu de l'action, alors tu

1. Prix attribué pour services rendus à Israël. Zéev Jabotinski (1880-1940) est l'un des « pères » du sionisme.

ne le vois pas ; mais moi qui ai plus de recul, je suis sûr que le juge Hashin, sans le faire exprès, a assuré ta victoire.

En effet, le Likoud remonta aussitôt dans les sondages à 30 sièges. Cette tendance se renforça lorsque le procureur général Eliakim Rubinstein révéla les résultats de l'enquête concernant la fuite de la lettre confidentielle adressée aux autorités sud-africaines. Le procureur chargé de l'affaire, Liora Glatt-Berkovitch, avoua au cours de son interrogatoire avoir transmis le document au journaliste Baruch Kra car elle s'opposait à la politique d'Ariel Sharon. Un acte sans précédent de la part d'un procureur de l'État : une personne chargée de rendre la justice venait elle-même de commettre un délit...

*
**

L'affaire ne s'arrêtera cependant pas là. Si Ariel Sharon est entièrement blanchi en juin 2004, les poursuites contre Omri continuent. Inculpé le 28 août 2005 pour financement illégal de campagne électorale, il plaidera coupable lors de son procès, le 15 novembre suivant, démissionnera de son siège de député le 3 janvier 2006 et sera condamné à neuf mois d'emprisonnement le 14 février (compte tenu de l'état de santé de son père, l'exécution de cette peine a été reportée de six mois).

JUIN 2003

LA FEUILLE DE ROUTE

Le 4 juin 2003, le roi Abdallah de Jordanie organise un sommet à Aqaba. Sont présents le Président George W. Bush et les Premiers ministres Ariel Sharon et Mahmoud Abbas. Sous le soleil écrasant de l'après-midi, devant la presse internationale qui a investi le golfe d'Eilat, ils déclarent solennellement l'adoption de la Feuille de route, sorte de schéma directeur pour les deux parties. Quelques minutes avant cette déclaration, Sharon a obtenu de Bush que ce dernier souligne dans son discours la spécificité d'Israël, État juif qui coexistera avec un État palestinien.

Dès 2003, l'idée d'abandonner certains territoires pour faire avancer la paix fait son chemin dans l'esprit de Sharon. Ces entretiens, menés à cette époque, le prouvent.

Le vendredi 23 mai 2003 à midi, Ariel Sharon me dit :

– Demain matin, entre 8 et 9 heures, heure de Washington DC, la Maison-Blanche publiera un communiqué déclarant que les États-Unis tiendront sérieusement compte des graves inquiétudes d'Israël formulées dans les quatorze remarques et réserves relatives à la Feuille de route.

Je pourrai aussitôt la soumettre à l'approbation du gouvernement, que je suis sûr d'obtenir.

Sharon manifeste la sérénité d'un homme en paix avec lui-même, prêt à mettre à exécution une décision difficile. Dans son costume bleu sombre, il m'apparaît comme le Sharon des champs de bataille, grave, solennel, à la veille d'une nouvelle offensive, celle de la paix.

Sur la base solide de ses relations avec George W. Bush, le Premier ministre d'Israël Ariel Sharon a accepté la Feuille de route, c'est-à-dire l'application du projet Bush du 24 juin 2002, formulant sa vision de « deux États pour deux peuples, Israël et la Palestine, vivant en paix côte à côte ».

Les démarches débouchant sur l'acceptation de cette Feuille de route par le gouvernement d'Israël, coordonnées en secret pendant de longs mois entre Sharon et la Maison-Blanche, ont atteint leur point culminant dans la troisième semaine du mois de mai 2003.

Les États-Unis ont-ils fait pression sur vous ?

Aucune pression, mais il y a eu une coordination entre nos positions respectives.

Qu'est-ce qui vous a poussé à accepter la Feuille de route ?

Plusieurs raisons. Premièrement, le souci de seconder l'administration Bush dans son difficile combat pour instaurer au Moyen-Orient la paix et la démocratie, tout en luttant sans compromis contre le terrorisme – toutes choses auxquelles Israël aspire. Deuxièmement, la volonté d'éviter à tout prix une situation où les Arabes et leurs sympathisants aux États-Unis pourraient rejeter sur Israël la non-exécution de la Feuille de route. Troisièmement, et c'est l'essentiel, j'ai reçu la promesse – qui sera officialisée – que Washington tiendrait sérieusement compte de nos réserves à l'égard de

cette Feuille de route, tout au long de sa mise en application effective.

*
**

Ariel Sharon semble fermement résolu à renvoyer la balle au nouveau Premier ministre palestinien Mahmoud Abbas, dit Abou Mazen, pour le mettre à l'épreuve. Si celui-ci se révèle un véritable partenaire dans cette entreprise, les Palestiniens ne trouveront pas avant longtemps de meilleur partenaire que Sharon pour avancer sur la voie tracée par la Feuille de route.

Mais le dernier en date des actes du drame israélo-palestinien se joue dans la soirée du samedi 17 mai. Sharon se demande s'il ne doit pas annuler sa rencontre avec Abou Mazen, prévue pour 21 h 30 à Jérusalem. Un terroriste du Hamas s'est fait exploser dans une rue de Hébron, tuant deux promeneurs juifs, le couple Lévi. Le Premier ministre décide néanmoins de maintenir le rendez-vous et quitte sa ferme pour se rendre à son bureau dans la capitale.

Abou Ala et Mahmoud Dahlan accompagnent Abou Mazen. Dès leur arrivée, Sharon exprime son indignation face à ce dernier attentat et exige la dissolution des organisations terroristes ainsi que la confiscation des armes illégalement détenues, comme le stipule la première phase d'application de la Feuille de route.

Durant les trois heures que dure l'entretien, Abou Mazen et ses deux collègues répètent inlassablement le même refrain : Israël doit d'abord adopter officiellement la Feuille de route – *haritat at-tarik* en arabe.

– Pourquoi vous obstiner sur la Feuille de route ? demande Sharon. J'ai officiellement déclaré accepter le

projet Bush du 24 juin 2002 prévoyant « deux États pour deux peuples » à l'issue du processus de paix.

Mais ses interlocuteurs palestiniens s'entêtent. Sharon, qui doit se rendre le 20 mai à Washington pour y rencontrer George W. Bush, promet à Abou Mazen de reprendre leur discussion dès son retour.

Toutefois, les événements en décident autrement. Quelques heures après, à Jérusalem, un nouvel attentat suicide du Hamas dans un autobus fait 7 morts et des dizaines de blessés. Cette fois, Sharon n'hésite pas et, en accord avec la Maison-Blanche, reporte la date de son voyage aux États-Unis. Il ne souhaite pas se trouver à l'étranger alors qu'une nouvelle vague terroriste s'abat sur son pays. En effet, dans l'après-midi du lundi 19 mai, une Palestinienne se fait sauter à l'entrée d'un centre commercial à Afoula. Bilan : trois morts et une cinquantaine de blessés.

Dès qu'il apprend ce carnage, George W. Bush téléphone pour la première fois au Premier ministre palestinien, exigeant qu'il mette fin aux attentats. Mahmoud Abbas s'y engage à condition qu'Israël accepte d'abord la Feuille de route. Le Président américain en informe Ariel Sharon le jour même.

Le 20 mai, Sharon dépêche à Washington pour vingt-quatre heures son chef de cabinet Dov Weisglass afin de conclure les conditions d'acceptation de la Feuille de route : démantèlement des structures du Hamas, du Djihad islamique et des autres organisations terroristes. Abou Mazen est mis au pied du mur.

Weisglass se trouve encore aux États-Unis lorsque les forces navales d'Israël arraisonnent le bateau de pêche *Abou Moussa*, qui fait route du Liban vers la bande de Gaza, avec à son bord un expert du Hezbollah spécialisé dans la conception et la fabrication d'engins explosifs. Le service de ren-

seignements de la marine découvre rapidement que l'affaire était organisée par des agents de Yasser Arafat – preuve supplémentaire que celui-ci est bien décidé à saboter les chances de réussite d'Abou Mazen en poursuivant l'action terroriste.

Cette information, transmise à Washington et confirmée par la CIA, intensifie le climat d'urgence : Arafat, les Brigades des martyrs d'Al-Aqsa, le Hamas et le Djihad islamique sont sur le point de réduire à néant les chances de mise en route du processus de paix.

Dans ses échanges de vues avec la Maison-Blanche, Sharon a reçu la promesse que les États-Unis superviseront l'application de la Feuille de route en ignorant l'interprétation qu'en font l'Union européenne et le Royaume-Uni, nettement en faveur des revendications palestiniennes. Les Américains se réservent en outre le contrôle de toutes les questions de sécurité et n'admettront pas d'intervention internationale dans ce domaine.

Le Président américain s'est engagé à organiser rapidement une rencontre au sommet tripartite avec Ariel Sharon et Abou Mazen. Après la guerre en Irak, George W. Bush souhaite en effet associer son nom à une initiative de paix entre Israël et les Palestiniens.

Le 25 mai, le gouvernement israélien approuve la Feuille de route avec douze voix pour, sept contre et quatre abstentions. Pour la première fois de son histoire parlementaire, l'État juif consent au principe de l'établissement, à l'issue du processus, d'un État palestinien.

*
**

Ariel Sharon a accepté de répondre à mes questions et me reçoit à Jérusalem, la capitale d'Israël. Il effectue son deuxième mandat de Premier ministre après sa réélection,

le 28 janvier 2003. D'après les sondages d'opinion publiés par les quotidiens *Maariv* et *Yediot Ahronot*, les chefs de gouvernement d'Israël ont rarement eu la popularité et la confiance dont jouit Sharon.

Pendant plus de cinquante ans, après une longue carrière militaire, Ariel Sharon a détenu divers portefeuilles ministériels aux moments les plus cruciaux du développement de l'État juif. Armé de cette immense expérience, il mène depuis deux ans un combat politique et sécuritaire d'une âpreté sans égale dans l'affrontement avec les organisations terroristes palestiniennes. Et désormais, il se fait fort de sortir Israël d'une longue guerre imposée par l'ennemi et de l'engager sur la voie qui assurera sa sécurité ainsi que la paix avec son voisin palestinien et le monde arabe dans son ensemble.

*
**

Se pourrait-il que vous ayez gagné la bataille contre Arafat et le terrorisme, mais perdu sur le plan de l'État palestinien et des implantations juives ? En fin de compte, c'est la Feuille de route, pas très confortable pour Israël, qui est à l'ordre du jour.

Notre gouvernement a appuyé les principes exposés par le Président Bush dans son discours du 24 juin 2002. Tant que la portée de la Feuille de route correspond à ce discours, nous l'acceptons, avec nos quatorze réserves transmises à la Maison-Blanche.

Quelles sont vos principales réserves ?

La question centrale est celle de la sécurité, la façon de mettre en œuvre la lutte contre le terrorisme. S'il n'existe pas de divergences d'opinions dans ce domaine, il y a une différence dans la formulation des choses. Vient ensuite la

question des étapes du processus de paix. Il est entendu avec les États-Unis qu'on ne pourra passer à une étape suivante qu'après l'achèvement de la précédente. Les calendriers compteront moins que l'exécution complète de chaque étape. C'est pourquoi la succession des étapes revêt à nos yeux une importance capitale. Notre troisième réserve concerne ce que les Palestiniens appellent le « droit du retour » : il y a un réel problème à ce sujet.

Ils exigent qu'Israël accepte le retour des réfugiés palestiniens sur son territoire...

Je ne m'oppose pas à la création d'un État palestinien pour accueillir le peuple palestinien et les réfugiés. À mon avis, cela représente la meilleure solution pour nous comme pour les Palestiniens. Nous ne devrions pas continuer à dominer un autre peuple. C'est mauvais pour nous et pour les Palestiniens. Combien de temps pourrons-nous rester dans certaines de leurs villes ? Il faut toutefois que cet État palestinien résolve aussi le problème des réfugiés. Une situation où le peuple palestinien disposerait en fait de deux États d'accueil est inacceptable. Soyons clairs : c'est ce que les Palestiniens veulent au fond, et nous ne sommes pas prêts à l'admettre. Le retour des réfugiés palestiniens sur notre territoire marquerait la fin d'Israël en tant qu'État juif. Nous n'y consentirons donc jamais. Il faut que ce soit parfaitement clair : les réfugiés palestiniens, maintenant pour partie de la troisième génération, ne pourront pas s'installer en Israël.

Cela concerne-t-il aussi le regroupement familial ?

Nos précédents gouvernements ont commis une très grave erreur. Pour dissimuler la question du retour de réfugiés palestiniens en Israël, ils ont élargi le cadre du « regroupe-

ment familial ». Depuis 1994, près de 130 000 Palestiniens sont entrés en Israël grâce à ces mesures – je ne parle même pas des mariages. J'ai mis fin à ce dangereux processus.

Est-ce seulement à condition que les Palestiniens renoncent à cette exigence que vous seriez prêt à reconnaître l'existence d'un État palestinien, comme vous en avez exprimé l'intention ?

Pour mettre fin au conflit, il faut que les Palestiniens reconnaissent le droit que chaque Juif acquiert à sa naissance (ce que les Français appellent droit du sang et les Anglais *birthright*), c'est-à-dire le droit à l'existence d'un État juif indépendant dans le berceau historique du peuple juif. C'est, en ce qui me concerne, la condition non négociable de la fin du conflit. Malgré leur grande importance, les accords signés avec l'Égypte et la Jordanie n'ont pas amené la fin de ce conflit. Elle n'interviendra qu'avec la reconnaissance de ce droit inaliénable du peuple juif.

Faut-il que les Palestiniens renoncent d'abord à revendiquer le droit au retour ?

Personne en Israël, tous partis politiques confondus, n'acceptera le retour de réfugiés palestiniens à l'intérieur de nos frontières : cela entraînerait, je le répète, la destruction de l'État juif.

Dans un premier temps, peut-être comme un geste à l'égard des Américains, seriez-vous prêt à geler le développement des implantations ou à faire évacuer les points d'implantation sauvages ?

C'est une question délicate. Elle sera abordée dans la phase finale de la négociation. Il ne convient pas d'en débattre pour le moment.

Si George W. Bush devait choisir entre deux hommes qu'il estime, Ariel Sharon et Tony Blair, ne craignez-vous pas que, malgré son respect et sa sympathie à votre égard, il ne choisisse Tony Blair ?

Nous ne sommes pas sous pression. Nous dialoguons. Il y a parfois des différences d'approche, mais nos relations sont très étroites. Nous n'avons jamais eu d'aussi bonnes relations avec la Maison-Blanche. Je tiens à le préciser et le souligner : nous ne sommes pas en conflit avec les États-Unis. Je n'ai pas le sentiment d'être soumis à une quelconque menace.

Que pensez-vous de la tension dans les relations entre Londres et Jérusalem avant et pendant la guerre en Irak ?

C'est très grave, notamment la comparaison entre l'Irak et Israël, indigne et déplacée. J'avais toujours considéré Tony Blair, que j'ai rencontré à plusieurs reprises à Londres et à Jérusalem, comme un ami d'Israël. Il l'est peut-être encore, mais ces propos et comparaisons, accompagnés d'exigences à notre égard, ressemblent trop à une ingérence dans nos affaires.

Pourquoi cette attitude ?

Elle est difficile à expliquer, et relève peut-être de difficultés intérieures. Tony Blair, qui avait besoin de l'appui du Parlement britannique pour la guerre en Irak, a peut-être obtenu ce soutien aux dépens d'Israël. Le peuple juif doit rester vigilant dans ce genre d'affaires. Ce n'est pas à lui qu'il revient d'en payer le prix.

Selon certaines interprétations, la Feuille de route est encore pire que les accords d'Oslo. Vous vous seriez laissé endormir par les Américains : après vous avoir laissé entendre que la

Feuille de route n'était pas un document sérieux, ils vous l'auraient présentée comme un fait accompli. N'avez-vous pas l'impression d'avoir été leurré ?

Non. Israël n'est pas un pion que chacun peut déplacer à sa guise. Nous vivons ici. Il sera impossible d'ébranler les positions d'Israël sur les questions essentielles de son existence.

Estimez-vous que la période de violence des trois dernières années touche à sa fin ?

Je déploierai tous mes efforts pour y parvenir. Dès que le nouveau Premier ministre palestinien est entré en fonction, j'ai entamé un dialogue avec lui. Je ne reste pas dans l'expectative...

Voyez-vous en Abou Mazen – Mahmoud Abbas – un dirigeant avec qui vous pourriez parvenir à un accord ?

Mahmoud Abbas sait qu'il est impossible d'avoir raison d'Israël par la terreur.

Si les Américains vous disaient qu'ils ont initié une révolution dans la région tout entière et qu'il vous appartient maintenant d'y apporter votre contribution en démantelant des localités de Judée-Samarie et de la bande de Gaza, que feriez-vous ?

Dans certains domaines, nous serions prêts à consentir à des sacrifices très douloureux. J'ai cependant dit et répété à George W. Bush que je n'avais jamais fait de concessions par le passé, que je n'en fais toujours pas et n'en ferai jamais sur tout ce qui touche à la sécurité d'Israël. Je lui ai exposé clairement que la responsabilité historique de l'avenir du peuple juif reposait sur mes épaules. En définitive, nous sommes les seuls à même de déterminer ce qui est dangereux pour Israël et ce qui ne l'est pas.

Y compris en ce qui concerne Netzarim, dans la bande de Gaza ?

Je ne souhaite pas pour l'instant porter la discussion sur une localité spécifique. Il faut éviter de trop s'étendre sur ce problème délicat. Mais s'il s'avère que nous avons de véritables interlocuteurs, si les Palestiniens comprennent que la paix exclut les actions terroristes et les tentatives de déstabilisation contre Israël, alors j'affirmerai la nécessité de prendre des mesures douloureuses pour chaque Juif, et pour moi en particulier.

N'est-ce pas une échappatoire que d'employer le terme général de « concessions ou mesures douloureuses » ?

Absolument pas. Il vient du plus profond de mon âme. Nous parlons ici du berceau du peuple juif. Tout notre passé se rattache à des endroits historiques comme Bethléem, Siloé, Beth-El, et je sais qu'il nous faudra renoncer à certains d'entre eux. Nous devrons nous séparer de lieux qui sont liés à chacune des étapes de notre histoire. J'en souffre en tant que Juif. Mais j'ai décidé de déployer le maximum d'efforts pour parvenir à un accord. La nécessité rationnelle a pris le pas sur les sentiments.

J'ai néanmoins expliqué au Président Bush et aux chefs d'États européens que, si nous sommes prêts à accepter des concessions douloureuses, Israël n'admettra aucun compromis s'agissant de la sécurité de ses citoyens et de son existence même.

Vous entendez par là que les implantations de Siloé et Beth-El sont candidates à l'évacuation ?

Non, non, je ne les ai pas mentionnées comme telles.

Alors, que voulez-vous dire exactement ?

En parlant de concessions douloureuses, je souhaite expliquer à quelle douleur je me réfère. Le caveau des Patriarches, sépulture unique au monde, Siloé, grand centre politique et spirituel juif pendant trois cent soixante-neuf ans, Beth El ou le tombeau de Rachel à côté de Bethléem sont des endroits auxquels, en tant que juif, je me sens lié corps et âme.

Qu'arrivera-t-il à ces lieux ?

Je n'ai pas dit qu'il leur arriverait quoi que ce soit. Nous discuterons de chaque question en temps voulu et pas maintenant. Je parle de douleur en général. Hébron, où le roi David régna pendant sept ans et six mois, fait partie du patrimoine du peuple juif. Existe-t-il ailleurs dans le monde un lieu semblable au caveau de Makhpéla, où sont enterrés les pères et mères de la nation – Abraham et Sarah, Isaac et Rébecca, Jacob et Léa ? Le lecteur assidu de la Bible que je suis éprouve un profond attachement spirituel pour ces lieux. Avant et par-dessus tout, je suis juif. Ma pensée est dominée par ce que sera l'avenir des Juifs dans trente ans, dans trois cents ans et dans mille ans. Voilà ce qui me préoccupe et m'intéresse au premier chef.

Avez-vous toujours l'intention de faire venir en Israël un million de nouveaux immigrants juifs au cours des dix années à venir ?

Absolument. Je considère l'immigration en Israël de Juifs du monde entier comme un objectif essentiel, peut-être même le plus important à l'heure actuelle. Nous devons faciliter au maximum la venue des Juifs désireux de s'installer en Israël. Bien entendu, je ne parle pas des processus bureaucratiques. Pour moi, est juif tout individu qui vient

en Israël et se sent appartenir au peuple juif, fait son service militaire et se bat. Je parle en ancien commandant du corps des parachutistes et me dois de souligner qu'aujourd'hui la moitié des combattants, officiers et simples soldats sont des nouveaux immigrants. Par ailleurs, et malgré toutes les difficultés, ces nouveaux venus s'intègrent bien dans la société israélienne, à tous ses échelons.

Lorsque Bush et Blair vous disent de mettre à exécution la Feuille de route, que leur répondez-vous ?

Ce n'est pas à l'ordre du jour. Il y a là une erreur d'appréciation de nos rapports avec les États-Unis. Je me sens investi d'une responsabilité historique à l'égard du peuple juif. Tout ce qui se produira ici aura une influence sur l'existence des Juifs du monde entier. Je ne manquerai toutefois pas l'occasion qui s'offre aujourd'hui de parvenir à un accord politique. On m'a accusé de n'avoir aucun plan d'action. En vérité, je suis le seul à avoir formulé un projet politique : soumis en son temps à Washington, il a en fin de compte été avalisé et inclus dans la proposition du Président à la suite de nos sept rencontres à la Maison-Blanche.

Martin Indyk, le précédent ambassadeur des États-Unis en Israël, propose au Président Bush de remplacer la Feuille de route par une tutelle internationale sur les territoires palestiniens. Qu'en pensez-vous ?

Je ne vois pas de raison de s'écarter du plan Bush. Ni une tutelle ni une ingérence américaine ou internationale n'apporteront de solution à nos problèmes. Cette démarche ne ferait que limiter nos capacités de défense contre les menées terroristes.

Et si vous étiez soumis à des pressions ?

À lire les médias, de terribles pressions seront exercées sur Israël. On nous terrifie du matin au soir. Je souris franchement en lisant les gros titres. Israël n'a jamais eu de meilleure coopération avec les États-Unis que pendant la guerre en Irak et en ce moment même. Nous ne sommes pas d'accord sur tous les points, aujourd'hui comme par le passé, mais la base de notre relation reste toujours la fiabilité du dialogue instauré entre nous : les Américains savent clairement ce que nous sommes prêts à accepter ou à refuser.

Je le répète, je suis prêt à accepter des concessions d'envergure, mais rien en ce qui concerne la sécurité de l'État et de ses citoyens. Malgré toute l'amitié qui nous lie aux Américains, il est une chose que je ne ferai pas et que je ne recommanderai pas de faire à mes successeurs : confier à d'autres la sécurité d'Israël. Toutes les promesses de garanties ne sauraient remplacer la responsabilité de notre défense, qui doit rester entre nos mains. Mon conseil : ne pas s'alarmer et ne pas se laisser alarmer.

Selon des rapports américains et britanniques, il y aurait aujourd'hui en Cisjordanie plus de 1 000 points d'implantation sauvage. Pourquoi ne les faites-vous pas évacuer, comme le propose par exemple le gouvernement du Royaume-Uni ?

Je ne suis pas prêt à accepter de vagues chiffres. Je l'ai déjà dit : ce qui est légal est légal, ce qui est illégal est illégal. Il faut distinguer ce qui est légal et ce qui ne l'est pas...

Avez-vous pensé à accompagner l'instauration du gouvernement Abou Mazen d'un geste israélien ?

Il n'y a pas de raison de faire de cadeaux à qui que ce soit. Les choses ont été parfaitement fixées entre Israël et les États-Unis avant le discours de George W. Bush en mai

2002. Nous sommes tombés d'accord sur la façon dont les négociations seraient menées.

Notre but est de parvenir à un accord. Les projets sont là ; tout dépend maintenant de leur mise en œuvre. Il n'est pas question de renoncer au moindre point, tout doit être accompli.

Les accords d'Oslo étaient voués à l'échec dès le départ à cause de leur complexité. Leur seule chance de réussite aurait été une mise en application scrupuleuse. Mais les gouvernements d'Israël ont préféré fermer les yeux. Trop attachés à se concilier l'autre camp, ils ont reçu en échange la montée du terrorisme. Par un effort suprême, nous avons réussi à freiner cette vague déferlante. De plus en plus de Palestiniens réalisent désormais qu'il est impossible de briser Israël par le terrorisme et que Yasser Arafat est responsable des souffrances qu'ils endurent.

Mais Abou Mazen sera-t-il capable de se libérer de l'emprise d'Arafat ?

La lutte qui se déroule en ce moment sur ce point n'est pas simple. Si Abou Mazen ne dispose pas de toutes les compétences et si Arafat continue de tirer les ficelles, les chances d'aboutir à un accord seront minimes, voire nulles.

Dans son doctorat, obtenu à l'université de Moscou en 1980, Abou Mazen a nié l'existence de la Shoah. Le lui avez-vous pardonné ?

Je n'ai rien pardonné, mais je ne m'occupe pas pour l'instant de cette question. Abou Mazen semble avoir compris qu'il ne parviendra pas à nous vaincre par la force et qu'il devra accepter un compromis. Cela dit, ni lui ni la majorité des Arabes de la région n'ont reconnu le droit inaliénable du peuple juif d'établir ici son État. Le conflit ne prendra

vraiment fin que lorsque les Arabes reconnaîtront ce droit. Puisqu'il est impossible d'obtenir cela instantanément, il faut progresser par étapes vers une solution.

Vous souhaitez néanmoins laisser le souvenir de l'auteur d'une volte-face spectaculaire dans nos relations avec les Palestiniens.

J'ai choisi de faire un vrai effort pour parvenir à un accord véritable. Qui a vu comme moi la colossale entreprise de l'État d'Israël en devenir, la prodigieuse consolidation de l'État juif, saisit peut-être mieux les problèmes et comprend mieux la voie à suivre. Cette mission me semble donc incomber à ma génération, qui a eu le privilège de vivre l'une des périodes les plus exaltantes de l'histoire du peuple juif.

À mon âge, je n'ai pas d'ambitions politiques au-delà de la fonction que je remplis. Mon objectif est d'apporter la paix et la sécurité au peuple d'Israël. Je déploierai de grands efforts à cette fin.

Vous avez vraiment accepté l'idée de deux États pour deux peuples ?

Je pense que c'est ce qui adviendra. Il faut être réaliste. L'apparition d'un État palestinien me paraît inéluctable. À mon avis, je le répète, il ne nous appartient pas de dominer un autre peuple et de gérer son existence.

Pourtant, sous votre direction, Israël exerce à nouveau un contrôle direct sur des villes palestiniennes.

Notre présence à Jénine et à Naplouse est temporaire. Elle répond uniquement au souci de protéger nos citoyens contre les actions terroristes. Cette situation ne saurait durer.

Après avoir établi des implantations, y avoir cru et les avoir développées, vous êtes maintenant prêt à envisager l'évacuation de points de peuplement isolés.

Pour une paix réelle, une paix concrète, une paix durable, nous devrons faire des concessions douloureuses. Non pas en échange de promesses, mais en échange d'une véritable situation de paix.

D'aucuns prétendent que la barrière de sécurité que vous faites construire n'est pas simplement destiné à empêcher l'entrée en Israël de terroristes, mais aussi à fixer unilatéralement les frontières de l'État.

Ni frontière politique ni frontière de sécurité, cette barrière de sécurité vise tout bonnement à empêcher l'entrée en Israël de terroristes. Les travaux de construction s'effectuent très rapidement au moyen d'une gigantesque flotte d'engins mécaniques lourds. J'estime que le tronçon entre le Guilboa et Elkana sera terminé vers la fin de l'année.

Ce mur englobera-t-il aussi de grandes implantations comme Ariel et Emmanuel ?

En règle générale, les murs ne détermineront pas le sort des implantations. Nous avons intérêt à construire ces barrières pour qu'elles englobent de notre côté le plus grand nombre possible de localités juives et très peu de localités arabes.

Mais qu'en sera-t-il des localités spécifiques d'Ariel et d'Emmanuel ?

Je pense qu'elles seront englobées de notre côté.

Certains attendent de vous voir agir en De Gaulle israélien, en chef national réalisant à un certain moment que la réalité a changé.

En faisant cette comparaison, il ne faut pas oublier un point capital : notre Algérie est ici, outre-mer. Une bien plus grande prudence s'impose donc.

Dans le passé, vous parliez d'accords transitoires à long terme. Vous ne croyiez pas à une solution permanente ni à la fin du conflit.

L'ébranlement qu'ont subi le monde arabe en général et les Palestiniens en particulier a créé des circonstances opportunes, jusque-là inexistantes. Il paraît donc possible de parvenir à un accord plus vite qu'on ne le croyait.

Si le public israélien vous a élu deux fois à une large majorité, c'est pour vous voir défaire Arafat et l'écarter. Y avez-vous réussi ?

À mon avis, l'un de nos grands succès est d'avoir ouvert les yeux de nombreux milieux, en Israël comme ailleurs, sur la vérité concernant l'Autorité palestinienne et son chef, mis hors-jeu. J'en ai choqué beaucoup en employant cette expression pour la première fois. Mais, en fin de compte, Yasser Arafat est désormais hors-jeu.

Des années durant, vous avez affirmé qu'Israël devait conserver les Territoires pour empêcher une invasion irakienne de la Jordanie. Avec un Irak sous contrôle américain, n'est-ce pas l'occasion de rajeunir certaines conceptions sur le rôle de zone tampon attribué à la vallée du Jourdain ?

Nous devons faire face à un monde plein de dangers. Certains Israéliens sont animés du désir ardent d'être plus petits, plus dépendants d'autrui et moins capables de se défendre par leurs propres moyens. Or la défense nationale n'est pas affaire de conjoncture. Nous ignorons comment les choses évolueront en Irak et quelle sorte de régime s'y

établira. Les Américains n'y resteront pas éternellement. Et nous avons d'autres ennemis, par exemple l'Iran, un pays où même les modérés réclament la destruction d'Israël, un pays qui s'efforce activement d'obtenir des armes de destruction massive et développe des missiles balistiques pouvant atteindre nos villes. Sans parler du rôle qu'il a joué avec la Syrie dans l'activation du Ḥezbollah au Liban, ou de ses menées subversives parmi les Arabes israéliens, afin de les inciter à des actions terroristes contre l'État. De son côté, la Libye est fermement résolue à obtenir l'arme nucléaire. On ne sait pas non plus de quel côté penchera l'Arabie Saoudite. Et, bien entendu, il y a la Syrie. En d'autres termes, la guerre en Irak a créé une situation nouvelle dans un monde ancien.

La rapidité de l'effondrement de l'Irak vous a-t-elle surpris ?

Non. Je n'ai pas pris pour argent comptant les commentaires dramatiques et alarmistes des médias au début de la guerre. Les États-Unis sont puissants mais circonspects. Ils n'ont peut-être pas toujours le brio de ceux qui se sont empressés de railler leurs prétendus échecs, mais ils savent travailler sérieusement, de façon ordonnée. Et ils savent préparer une offensive militaire.

En Irak la transition démocratique ne paraît pas assurée. J'aurais aimé qu'Israël soit entouré de démocraties, mais ce n'est malheureusement pas pour demain. Les États-Unis paient aujourd'hui le prix de leur désintérêt pour la propagation de la démocratie au Moyen-Orient. Rien de comparable, dans notre région, aux moyens investis pour sensibiliser, par exemple, les peuples du bloc communiste à la démocratie. Ce mode de gouvernement ne peut pas s'implanter simultanément dans tous les pays. Et en ce qui

concerne notre région, il est évident que le facteur islamique ne facilite pas les choses.

Comment se fait-il que les Américains n'aient trouvé à ce jour aucune preuve de l'existence d'armes de destruction massive en Irak ?

Il faut penser à l'immensité du pays. Les Irakiens ont eu tout le temps de dissimuler ces armes. Nous savons que l'Irak possédait des armes chimiques et biologiques et que Saddam Hussein s'efforçait d'obtenir l'arme atomique.

La Syrie dispose-t-elle d'armes non conventionnelles ?

Oui. Elle possède un important arsenal d'armes chimiques ainsi que des moyens de lancement. La menace d'une offensive syrienne ne me semble cependant pas plausible à l'heure actuelle, en raison du piètre état de l'armée de ce pays.

Dans ce cas, pourquoi redouter la Syrie ?

Parce qu'elle est dangereuse : Damas possède des armes chimiques, s'efforce de développer des armes biologiques, et dispose d'une force terroriste à son obédience, le Hezbollah. À cela s'ajoute sa faible capacité d'évaluation des situations. Ainsi, il était clair que l'Irak serait vaincu. Pourtant, le président el-Assad a estimé que les États-Unis allaient perdre la guerre. Il a accueilli des figures clés du régime de Saddam Hussein, et nous savons que les Irakiens ont transféré en Syrie des équipements, soit pour les cacher, soit pour armer le Hezbollah.

Que comptez-vous faire à ce sujet ?

Il faut que les Américains exercent une très forte pression sur les Syriens. Leurs exigences doivent être claires et spé-

cifiques : dissolution des organisations terroristes palestiniennes qui agissent depuis Damas ; expulsion des Gardiens de la Révolution iraniens de la Bekaa libanaise, un territoire entièrement sous contrôle syrien ; fin de la coopération entre la Syrie et l'Iran ; déploiement de l'armée libanaise au Sud-Liban et retrait du Hezbollah ainsi que des batteries de missiles dirigées contre Israël. La pression devra être politique et économique, pas nécessairement militaire.

Après l'Irak, vous attendez des États-Unis qu'ils s'en prennent à l'Iran et à la Syrie ?

Aussi bien l'Iran que la Syrie sont des foyers de terrorisme. Les Américains devraient peser de tout leur poids sur ces deux pays.

Et prendre des dispositions militaires ?

Il ne m'appartient pas de faire des recommandations à d'autres pays. Néanmoins, la Syrie n'acceptera pas facilement de procéder aux changements que je viens d'évoquer.

Qu'en est-il des menaces de la Syrie à l'encontre d'Israël si les États-Unis l'attaquaient ?

Israël saura se défendre. Inutile de multiplier les déclarations et avertissements à ce sujet. Réagir avec calme est la menace la plus efficace.

On dit que la position d'Israël en Europe n'a jamais été aussi mauvaise.

Cela peut s'expliquer par les incidents antisémites dans les pays d'Europe. Nous sommes conscients du danger d'un antisémitisme camouflé en opposition à la politique d'autodéfense justifiée d'Israël.

Israël n'est-il pas en partie responsable de son image négative en Europe ?

En quoi ? Parce que nous ne cédons pas au terrorisme de Yasser Arafat ?

La nouvelle donne générée au Moyen-Orient par la guerre d'Irak est-elle bonne ou mauvaise pour Israël ?

Une terrible dictature sanglante dominait l'Irak. Rappelons que son président, quand il comprit que nul ne lui vendrait d'armes atomiques, décida de fabriquer sa propre bombe. La chute de Saddam Hussein est un incontestable soulagement, mais la suppression de la menace irakienne ne fait pas pour autant disparaître tous nos problèmes. Je le répète, l'Iran construit des missiles balistiques et ne ménage pas ses efforts pour développer des armes de destruction massive ; la Libye fait elle aussi tout son possible pour obtenir l'arme atomique. Ces États représentent de graves dangers. Il faut aussi tenir compte de l'aide institutionnalisée que l'Arabie Saoudite accorde aux organisations terroristes palestiniennes.

Est-ce à dire que ce qui s'est passé en Irak devrait se répéter sous une forme ou sous une autre en Iran, en Libye et en Arabie Saoudite ?

Dans l'affaire irakienne, les États-Unis ont fait preuve d'un sens très aigu des responsabilités. Il ne me semble pas réaliste d'envisager une nouvelle intervention aussitôt après la première. Même les superpuissances ont leurs limites. Remporter une victoire coûte cher.

Il est néanmoins possible qu'une nouvelle ère s'ouvre devant nous. Le traumatisme causé au Moyen-Orient par la guerre en Irak pourrait entraîner de grands changements. Pour Israël, l'occasion se présente d'établir de nouvelles rela-

tions avec les États arabes et les Palestiniens. Il ne faudrait pas la laisser passer. J'entends étudier cette possibilité avec le plus grand sérieux.

Voyez-vous la possibilité de parvenir à un accord dans un avenir raisonnablement proche ?

Cela dépendra avant tout des Arabes. Un changement de direction s'impose : lutte contre le terrorisme, série de réformes, fin totale des incitations subversives et démantèlement de toutes les infrastructures terroristes. Avec des dirigeants qui comprendraient la nécessité de ces démarches et les mettraient sérieusement à exécution, il serait possible de parvenir à un accord.

Malgré votre optimisme quant à l'éventualité d'un accord futur avec les Palestiniens, votre calendrier s'est trouvé bouleversé par de nouveaux attentats suicides. En l'espace de quarante-huit heures, les 17, 18 et 19 mai, cinq terroristes ont assassiné douze Juifs et fait des dizaines de blessés à Jérusalem, Afoula et Hébron.

Dans toutes les batailles auxquelles j'ai participé, il ne m'est jamais arrivé de désespérer, même aux moments les plus difficiles. Les pertes actuelles sont particulièrement lourdes et cruelles car il s'agit surtout de civils, hommes, femmes et enfants, délibérément pris pour cibles. Nous devons néanmoins poursuivre la lutte, en dépit de la douleur. Durant la guerre d'Indépendance, en 1948, quoique gravement blessé à la bataille de Latroun, je n'ai pas désespéré. Durant la guerre de Kippour, en 1973, j'étais certain de la victoire lorsque nous avons franchi le canal de Suez, et je suis également sûr que nous vaincrons aujourd'hui.

Sur quoi se fonde votre optimisme ?

Par-dessus tout sur la capacité de résistance du peuple d'Israël. Y a-t-il beaucoup de citoyens de pays démocratiques qui auraient manifesté la même endurance que les Israéliens dans la guerre impitoyable qui nous est imposée depuis le 29 septembre 2000 ? Mes compatriotes refusent de céder à la terreur et poursuivent une existence normale. Ils travaillent, ils produisent et ils développent le pays dans tous les domaines. Nos combattants font preuve d'autant de courage sur les champs de bataille que ceux des générations précédentes. Les civils manifestent une fermeté, une responsabilité et un sang-froid dignes d'éloge. Le terrorisme n'a donc pas réussi à ruiner notre moral ni notre démocratie, la première et la seule du Moyen-Orient.

Après les derniers attentats, le Président Bush m'a téléphoné pour me demander de transmettre ses condoléances au peuple d'Israël. Je lui ai dit que les actes terroristes commis en Israël, de même que ceux des extrémistes islamistes en Arabie Saoudite et au Maroc, révèlent à tous la cruauté de l'ennemi que nous affrontons. Je suis résolu à aller de l'avant pour tenter d'instaurer la paix, la sécurité et la tranquillité entre notre peuple et le peuple palestinien. Toutefois, pour avancer, il faut vaincre le terrorisme et rétablir le calme.

DÉCEMBRE 2003

QU'EST-CE QU'UN SECRET ?

Le 21 décembre 2003, je me trouve dans le bureau de Sharon à Jérusalem lorsqu'il reçoit Bagira et Ami Idan, des parents endeuillés par la mort de leur fils Erez, tué au cours d'une patrouille dans le village d'Ein Yabroud, au nord de Ramallah.

Le sergent Erez Idan était un passionné de planche à voile. Il avait pour devise de combat : « Au plus fort des vagues, les plus valeureux se révèlent. »

Six semaines plus tôt, le hasard nous avait réunis dans des circonstances plus heureuses. Ami Idan possède l'un des meilleurs laboratoires photographiques du pays. Un jour, je lui avais apporté un tas de vieilles pellicules – des photos prises par moi en amateur il y a trente ans, durant la guerre de Kippour. En voyant les tirages, le propriétaire de la galerie Farkash, spécialisée dans l'art juif et les artistes israéliens, a conclu avec Idan que ces photos méritaient d'être exposées.

Sharon a assisté au vernissage de l'exposition, s'arrêtant longuement devant chaque prise de vue. Des centaines de personnes étaient là, y compris de nombreux officiers et soldats qui avaient franchi le canal de Suez sous son commandement. Le photographe militaire Avraham Vered

estima que ces clichés étaient « les meilleures images du franchissement du canal de Suèz en 1973 ».

L'année suivante, ils furent présentés à New York au Museum of Jewish Heritage. Le directeur de cette institution, Robert Morgenthau, m'a remis la lettre qu'Ariel Sharon lui a adressée à propos de cette exposition.

Jérusalem, le 24 octobre 2004

Mon cher Bob,

Je félicite le Museum of Jewish Heritage d'avoir organisé l'exposition « Kippour », où figurent les photographies de la guerre de Kippour prises par mon très cher ami Uri Dan.

Ces photographies, restées pour la plupart inédites pendant trente ans, ont fait sensation l'an dernier en Israël lorsqu'elles ont été exposées dans une galerie d'art de Jaffa. Se fondant sur ses activités à mes côtés durant la campagne du Sinaï, Uri Dan a établi le dossier visuel durable d'une guerre qui, à ce jour, n'a toujours pas été entièrement documentée.

Son objectif fut le seul à saisir en instantané le renversement de la situation, lorsque les troupes que je commandais ont créé une tête de pont et franchi le canal de Suez jusqu'en Égypte, donnant à Israël sa plus grande victoire dans une guerre qui avait commencé de façon si désastreuse. Ce fut un moment déterminant dans la longue lutte d'Israël pour sa survie, et Uri Dan l'a fixé, image après image dramatique, pour les pages de l'Histoire.

Documenter cette lutte – et participer lui-même aux batailles – est au centre du journalisme d'Uri Dan. De fait, c'est la raison d'être de son activité, de sa vie tout entière, comme j'ai pu le voir depuis cinquante ans que nous nous connaissons. C'est un honneur pour moi de le dire mon ami.

La Founders Association[1] *n'aurait pu choisir récipiendaire plus méritant pour son Lifetime Achievement Award. Elle aurait même dû changer le nom de cette distinction en « Lifetime Achievements », parce que la vie d'Uri est faite d'une succession d'exploits journalistiques.*

Merci à vous et au Museum of Jewish Heritage, à Seth Lipsky et à la Founders Association d'avoir rendu cet événement possible.

Avec mes salutations les meilleures,
Cordialement,

Ariel Sharon

*
**

Deux semaines après l'inauguration de mon exposition à Jérusalem, le 19 octobre, j'apprends la nouvelle : Erez, le fils d'Ami Idan, a trouvé la mort dans une embuscade. Sharon tient à recevoir ses parents, à les écouter, à partager leur peine, à leur redonner courage. Il leur parle à voix basse :

– La perte d'un fils est un deuil inconsolable ; je le sais, malheureusement. C'est une douleur terrible, mais elle est intime et ne peut être apaisée par des mots.

Ami Idan aimerait savoir ce que Sharon compte faire pour arrêter le terrorisme... et je lui pose moi aussi la question.

– Un secret ne reste secret que tant qu'un seul individu est au courant... et encore, ce n'est pas toujours garanti.

C'est ce que Sharon se plaît à répondre quand il ne souhaite pas révéler ses projets. Il a toujours été un homme de secrets, même envers moi, malgré notre amitié de longue

1. Association de journalistes new-yorkais.

date. Si dans nos conversations je posais une question d'ordre militaire ou politique, Arik m'interrompait :

– Je vois tes oreilles de journaliste se dresser et tes yeux briller, mais ce que je te dis doit rester entre nous...

Et je n'ai jamais trahi sa confiance.

J'ai su résister à la tentation du scoop en m'inspirant simplement de Sharon, pour qui le bien de l'État l'a toujours emporté sur l'avantage personnel ou politique. Curieux par nature et encore plus de par ma profession, je suis resté journaliste dans l'âme, comme l'a écrit à mon sujet mon brillant confrère Joseph Kessel dans *Les Fils de l'impossible* (Plon, 1970) : « Quel journaliste ! Il a toutes les vertus de la profession : besoin de savoir, courage indomptable, promptitude étonnante du coup d'œil, don exceptionnel de voir et d'écrire, ardeur à vivre, passion du métier... »

SEPTEMBRE 2004

PROJET POUR ISRAËL

Au mois de septembre 2004, Ariel Sharon m'accorde un entretien officiel pour discuter de ses projets pour l'avenir de notre pays. Il se montre disert, mais je sens bien qu'il n'étale pas toutes ses cartes. « Un vrai secret est un secret qu'on ne révèle à personne, pas même à soi », comme il aime à le répéter.

Il occupe son poste de Premier ministre depuis plus longtemps que ses deux prédécesseurs, Benyamin Netanyahou (Likoud) et Ehoud Barak (Parti travailliste). Les deux hommes, beaucoup plus jeunes qu'Arik, attendent avec impatience le moment où il cédera sa place. Mais, convaincu que sa démarche est la seule qui concilie Histoire et réalisme, il n'a pas l'intention de s'effacer. Faute de partenaire palestinien fiable, il prône une stratégie de séparation permettant de réduire autant que possible les frictions, dans l'espoir de voir émerger un leadership palestinien avec qui nous pourrons parvenir à une coexistence pacifique.

À soixante-seize ans, Ariel Sharon s'apprête à affronter sa plus grande épreuve depuis son entrée en fonction. Son plan de séparation unilatéral, qui comporte le démantèlement de toutes les implantations juives de la bande de Gaza et de

quatre autres situées au nord de la Judée-Samarie, devrait être achevé durant l'été 2005.

Ce plan a connu un fort retentissement au Moyen-Orient et dans le monde, et, bien entendu, provoqué de sérieux remous politiques en Israël. Une violente opposition s'est manifestée au sein même du Likoud, le parti au pouvoir. Consultés par référendum le 2 mai 2004, les militants ont massivement rejeté le plan de Sharon. Arik a échoué une nouvelle fois lorsqu'il a tenté d'obtenir l'appui du comité central du Likoud en vue d'élargir son gouvernement par l'inclusion du Parti travailliste.

Cependant, plus il essuie des échecs politiques, plus les sondages d'opinion indiquent que la majorité des Israéliens approuve son action.

Le Premier ministre n'en démord pas et répète à l'envi :

– J'exécuterai ce plan, un point c'est tout !

Y parviendra-t-il ? Sera-t-il contraint d'en passer par un référendum, national cette fois, ou d'organiser de nouvelles élections ?

Il y a un an, votre gouvernement prenait la décision d'isoler Arafat, parce qu'il constituait un « obstacle à la paix ». Quelles sont vos intentions précises à son égard ?

Nous avons neutralisé les dirigeants du Hamas : le cheikh Ahmed Yassine, Abdel Aziz al-Rantissi et d'autres chefs terroristes au moment qui nous paraissait opportun. Le même principe vaut pour Yasser Arafat. Nous le traiterons comme les autres. Je ne vois pas de différence entre lui et Yassine : ce sont tous deux des assassins de Juifs. Nous choisirons pour Arafat l'heure qui nous conviendra le mieux. Chacun recevra son dû. La question sera débattue en temps et en heure, comme pour les chefs du Hamas.

L'offensive terroriste palestinienne entre dans sa cinquième année et Yasser Arafat continue de la diriger...

Tsahal et les forces de sécurité ont énormément progressé et enregistré de nombreux succès dans la lutte contre le terrorisme. Je ne vois pas les Palestiniens abandonner cette voie. Néanmoins, malgré le sentiment de fidélité à l'égard d'Arafat, certains ont pris conscience de l'ampleur des dégâts de sa stratégie de terreur.

J'insiste : sera-t-il expulsé ?

Je répète qu'il est inutile pour l'instant d'entrer dans les détails. Nous choisirons les conditions et le moment favorables. Nous rejetons catégoriquement les suggestions européennes selon lesquelles nous devrions mettre fin à l'isolement d'Arafat sous prétexte qu'il est l'homme fort du camp palestinien. Ces propositions ne font que retarder les possibilités de résolution du problème.

Dans votre propre entourage, des voix s'élèvent pour s'opposer à la liquidation ou à l'expulsion d'Arafat...

Il s'agit de ma responsabilité. Aucune intervention extérieure ne pèsera sur ma décision. Je peux écouter l'opinion de mon fils Omri, qui siège à la commission des Affaires étrangères et de la Défense de la Knesset, ou consulter divers experts. Mais je prends seul les décisions, dans la solitude qui est le lot de tout chef politique ou militaire.

Comment avez-vous réussi à réduire les attentats suicides et le nombre de morts ? Aucune démocratie de l'ère moderne n'a résisté à une guerre terroriste aussi longue...

C'est l'œuvre d'une équipe et non d'un individu isolé. Je ne prétends pas m'arroger tous les succès. Les forces de sécurité intérieure, l'armée, le Mossad, la police ont fait

d'énormes progrès et j'entretiens des contacts permanents avec tous les services israéliens de lutte contre le terrorisme. Ensemble, nous mettons au point de nouvelles méthodes qui nous permettent d'enrayer la multiplication des attentats et, en parallèle, de frapper les chefs terroristes. Il faut sans cesse les surprendre. Les services de renseignement jouent un rôle essentiel dans cette lutte complexe, et la construction de la barrière de sécurité ne représente qu'un moyen parmi d'autres pour empêcher les terroristes d'atteindre notre population. Mais ce n'est pas la seule solution. L'éradication du terrorisme exige de notre part une action offensive et constante.

Avant votre arrivée au poste de Premier ministre, les forces de sécurité avaient presque totalement échoué dans leur lutte contre l'« industrie » des bombes humaines palestiniennes. Quel est votre secret ?

Ne parlons pas de cela. Inutile de souligner leurs manquements. Laissons-les s'attribuer les fruits de mon action. Peu m'importe. Seuls les résultats comptent...

D'après le chef du Shin Beth, Avi Dichter, des extrémistes juifs projetteraient d'attenter à votre vie. Craignez-vous des manifestations de violence contre vous ?

Pas contre moi personnellement. Je ne crains pas pour ma vie. Je pars du principe que les responsables de la sécurité connaissent leur métier.

Ces menaces proviennent d'extrémistes juifs de droite. Dans le passé, elles émanaient d'extrémistes de gauche...

J'ai protégé des Juifs toute ma vie. C'est un sentiment bizarre de penser qu'en plus d'assurer notre défense contre

les Arabes, les services de sécurité doivent s'occuper de me défendre contre des Juifs !

Les pancartes qui vous qualifient de traître ne vous effraient pas ?

Je fais confiance aux responsables de notre sécurité, mais je garde les yeux ouverts.

La situation est devenue à ce point tendue qu'on dit que certains de ces extrémistes pourraient désormais se servir, non plus d'un pistolet comme pour l'assassinat de Rabin, mais d'un bazooka !

Je suis sûr que toutes les mesures de précaution adéquates ont été prises. En tout cas, je peux vous affirmer que ces menaces n'auront aucune incidence sur mon travail ni sur mes projets.

Craignez-vous une guerre civile ?

Non, Dieu merci. Ce serait terrible. Chacun doit demeurer conscient de ses obligations envers son pays, et même s'il existe des divergences d'opinions, il faut tout essayer pour empêcher une guerre fratricide. Dans les implantations aussi, il y a des gens responsables qui savent le désastre qui frapperait Israël dans une telle situation. D'où l'importance d'arrêter les appels à la violence.

Je mesure la gravité de la situation. Quand j'ai appris qu'un officier supérieur et sa famille avaient dû quitter leur maison de Karmei-Tsour à cause de menaces émanant de l'implantation voisine, j'ai mis en garde les ministres de mon cabinet : « Je n'ai nullement l'intention de permettre la poursuite de ce genre de dérive. »

En novembre 2000, je vous ai accompagné à Kfar Darom, dans la bande de Gaza, où vous alliez réconforter les habitants après un attentat contre un bus scolaire. Pouvez-vous comprendre que ces gens se sentent aujourd'hui trahis par vous ?

Je ne fais qu'assumer mes responsabilités de chef de gouvernement pour le bien de l'ensemble de la population d'Israël. D'autres plans risquaient de nous être imposés, tel le plan saoudien ou celui du ministre allemand Joschka Fisher. Sans initiative de ma part, Israël aurait dû engager des négociations qui auraient débouché sur un accord prescrit de l'extérieur.

Vous êtes qualifié de dictateur qui « se fiche de tous ». Certains pensent que les soldats de Tsahal seront très mal accueillis dans les implantations. Un père de famille a déclaré qu'il ouvrirait le feu sur quiconque tenterait de déterrer le cadavre de sa fille, même si c'était un soldat.

Voilà des propos graves, dangereux, et tout simplement intolérables. J'ai demandé aux ministres d'exprimer leur opinion avec la plus grande énergie et de dénoncer fermement ce genre de menace. Néanmoins, en Judée, en Samarie et dans la bande de Gaza comme ailleurs, des gens redoutent encore une guerre fratricide, désastreuse pour Israël. Tant que les appels à la violence se poursuivent, le danger de voir des extrémistes commettre des actes irréparables grandit.

Je comprends ce que ressentent les habitants des implantations. Certains sont là depuis trois générations et ont accompli de grandes choses, parfois même extraordinaires, par exemple dans le domaine de l'agriculture. Mais le gouvernement a pris une résolution. Ma tâche est aujourd'hui très difficile : il y a, d'un côté, mes sentiments chaleureux à l'égard des individus, de l'autre, ma conviction d'agir dans l'intérêt du peuple. Si on pense empêcher par la force la

mise en œuvre des décisions du gouvernement, on se trompe. Elles seront appliquées conformément au calendrier que j'ai fixé, et exécutées à la lettre.

Rencontrez-vous les habitants des implantations qui seront démantelées, pour tenter de les convaincre ?

Mais oui. Voici quelques jours, j'ai eu un entretien très sérieux avec un de leurs représentants, et j'en rencontrerai d'autres. Au cours de ces entrevues, je souligne les avantages que nous avons déjà retirés du plan de séparation.

Ce plan nous permet d'harmoniser notre position avec celle des États-Unis. Nous n'avons qu'un seul ami dans le monde capable d'empêcher, par exemple, le vote de sanctions au Conseil de sécurité de l'ONU. Il ne faut pas l'oublier.

À cet égard, la lettre du Président Bush, le 14 avril 2004, comporte des points fondamentaux : le refus du droit au retour en Israël des réfugiés palestiniens ; la reconnaissance de « grands blocs d'implantations juives » et son incidence sur nos frontières permanentes ; le rejet de tout autre plan politique que la Feuille de route ; et la reconnaissance du droit d'Israël à se défendre et à exercer un pouvoir de dissuasion face aux menaces régionales.

La construction de la barrière de sécurité va-t-elle se poursuivre en dépit des critiques de la Cour de justice internationale de La Haye[1] *?*

Nous tâchons d'incommoder le moins possible la population palestinienne tout en assurant un maximum de sécurité

1. Dans son avis du 9 juin 2004, la Cour de justice internationale a jugé la construction de cette barrière illégale et exigé son démantèlement. L'Assemblée générale de l'ONU l'a suivie sur ce terrain.

aux citoyens israéliens contre les attentats ; 200 kilomètres sont déjà debout, 75 en voie de construction, et les travaux commencent dans la région de Lakhish.

C'est un gigantesque chantier, qui mobilise 400 engins lourds et de nombreux matériels importés. Au début, nous pensions ouvrir un portail pour chaque fellah qui désirait labourer son champ ou chaque écolier palestinien en route pour l'école. Cela n'a pas marché. En cas de traque antiterroriste, il est impossible d'ouvrir les portails.

D'autres facteurs entravent le cours normal de la vie. La population palestinienne en a beaucoup souffert, et cela a provoqué des protestations dans le monde et même chez nous. J'ai donc décidé de revoir certains points : le nombre d'enclaves palestiniennes, par exemple, a été réduit. Si la barrière était restée à l'endroit prévu, des centaines de milliers de Palestiniens se seraient retrouvés enclavés et des milliers d'entre eux auraient été de facto intégrés au territoire israélien.

Néanmoins, nous appliquons le plan de base. Nous sommes arrivés à la conclusion que, dans certains secteurs, la barrière épouserait de très près le tracé de la Ligne verte, qui reste une référence géographique. Des localités, ou des groupes de localités juives, se retrouveront à l'est de la barrière, mais ces localités seront elles-mêmes clôturées en vue de leur protection. Le bloc du Goush Etzion [1] sera sans doute à l'intérieur du tracé, de même que Maalé Adoumim [2] et la région d'Ariel [3]. Nous considérons la vallée du Jourdain comme une zone de sécurité.

---

1. Bloc d'implantations situé entre Jérusalem et Hébron.

2. Ville de 30 000 habitants environ, à la lisière orientale de Jérusalem (on la considère comme faisant partie du Grand Jérusalem), Maalé Adoumim est l'une des plus grandes implantations de Cisjordanie.

3. Ville importante de Cisjordanie, à 43 km de Tel-Aviv.

Donc vous continuez ?

Absolument. Tout le monde en parle, en a parlé et a promis, mais je suis le seul à la construire. Voici des documents concernant la décision prise par Yitzhak Rabin, le 23 janvier 1995, de construire une clôture de séparation à la suite de l'attentat suicide de Beit Lid, qui a fait plus de 20 victimes israéliennes. Lors d'une intervention télévisée, Rabin a annoncé l'existence d'un plan détaillé et parlé de la nécessité de séparer Israéliens et Palestiniens. Je cite : « La voie sur laquelle le gouvernement s'est engagé conduira à mettre fin à la domination d'un autre peuple et à une partition, mais qui ne suivra pas les lignes de démarcation de 1967. Jérusalem restera unifiée à jamais et la frontière de sécurité de l'État d'Israël sera fixée le long du Jourdain. » D'après lui, il était possible d'achever la construction de la barrière en un an. Mais rien n'a été fait sur le terrain. Dix mois après, Rabin était assassiné. Finalement, après bien des rebondissements, c'est moi qui ai pris le relais et concrétisé le projet.

Qu'avez-vous ressenti en lisant le communiqué dénonçant votre plan de démantèlement de localités juives, signé par Meïr Har-Tzion, légende vivante de l'unité 101 et du 890e bataillon de parachutistes, qui ont tous deux été placés sous votre commandement ?

Nos relations ont toujours été cordiales, il est venu me voir chez moi il y a quelques mois. Mais malgré toute l'estime que j'ai pour Har-Tzion, l'officier, le combattant héroïque, l'agriculteur, le grand sioniste, je dois assumer la responsabilité du sort, de la sécurité et de l'existence de notre peuple.

Aviez-vous raison hier, lorsque vous renforciez les implantations, ou avez-vous raison à présent que vous les démantelez ?

J'avais raison à l'époque, et j'ai raison aujourd'hui.

C'est-à-dire ?
La situation n'est pas la même, voilà tout.

Quelques-uns de vos ministres, parmi les plus importants, n'approuvent pas votre initiative...
Des considérations personnelles et des ambitions politiciennes entrent aussi en jeu. Certains ministres m'ont proposé de démanteler l'Autorité palestinienne... démanteler, détruire, liquider. Une erreur, à mon avis. Si l'un d'entre eux se retrouvait à la tête de l'État, il aurait tôt fait d'apprendre que c'est impossible. Il s'agit de 3,5 millions de Palestiniens dans les territoires de Gaza et de Cisjordanie. Irait-il les prendre en charge, les nourrir, les instruire, leur accorder des aides sociales, s'occuper de tout, des soins médicaux au balayage des rues ? Israël est-il en mesure d'assumer cette responsabilité ? La bande de Gaza à elle seule renferme 1 200 000 Palestiniens.

Lorsqu'on occupe le poste de Premier ministre, on voit des choses qu'on ne voit pas depuis les bancs de l'opposition. Certains me conseillaient de ne rien faire et d'attendre tranquillement les prochaines élections, en 2006. Mais après la chute du Premier ministre palestinien Abou Mazen, le 7 septembre 2003, nous risquions une avalanche de nouvelles « suggestions » émises par la communauté internationale. Nous ne pouvions pas rester les bras croisés. Les États-Unis acceptent de nous aider, mais à condition qu'il y ait un processus, qu'il se passe quelque chose.

Au début, mon plan de retrait unilatéral et d'évacuation des implantations de la bande de Gaza a surpris les Américains. J'en ai présenté les grandes lignes à l'émissaire de la Maison-Blanche Elliott Abrams, au cours d'une rencontre secrète à Rome en novembre 2003. Il était venu discuter avec moi de la situation au Moyen-Orient et de la Syrie, qui semblait prête à entamer des négociations de paix avec

Israël – du moins la campagne de propagande lancée par Damas à ce sujet le laissait entendre. Je me suis déclaré disposé à m'engager dans ce sens si les Syriens rompaient avec le terrorisme, ce qui n'était pas le cas et ne l'est toujours pas. J'ai cependant souligné qu'il était préférable de se concentrer avant tout sur un seul problème, celui des Palestiniens, et de ne pas imposer à Israël un fardeau supplémentaire. À la suite de cet entretien, Washington n'a plus remis sur le tapis la question des négociations avec Damas.

N'avez-vous pas le sentiment d'avoir laissé échapper une occasion ?

Nous n'en étions pas là. En fait, la Syrie se trouve en mauvaise posture. Son président, Bachar el-Assad, cherche à s'affranchir des pressions exercées par Washington, à gagner du temps, à obtenir un élan de sympathie et de soutien. Pour lui, la meilleure façon d'y parvenir est de se déclarer prêt à négocier avec Israël. Mais je n'ai noté aucun changement réel chez les Syriens. Si c'était le cas, ils auraient chassé les chefs des organisations terroristes et fermé leurs bureaux à Damas, expulsé du Liban les Gardiens de la Révolution iraniens, aidé l'armée libanaise à se déployer au Sud-Liban le long de la frontière avec Israël, etc. Or tout le monde sait qu'on en est loin. Mener des négociations avec des pays arabes ne me pose aucun problème, au contraire, mais à condition que ce soit sérieux.

Bachar el-Assad aurait déclaré : « Lorsque Sharon sera prêt à négocier, je le serai aussi. » Êtes-vous prêt ?

Encore une fois, Damas doit tout d'abord prouver sa bonne foi. En plus des mesures déjà citées, il faudrait que la Syrie démantèle son dispositif de roquettes et de missiles au Sud-Liban – 13 000 pièces – et qu'elle interdise au Hezbollah de soutenir les terroristes palestiniens dans les terri-

toires. Israël n'entend pas servir de pion à la Syrie dans son rapport de force avec les Américains.

Si Bachar el-Assad remplissait toutes ces conditions, seriez-vous disposé à négocier avec lui ?

En tout cas, il faudrait faire table rase des promesses antérieures qu'auraient pu évoquer les trois gouvernements israéliens – deux travaillistes sous Yitzhak Rabin et Ehoud Barak, un dirigé par le Likoud et Benyamin Netanyahou – qui ont conduit des pourparlers avec Damas dans le passé. Les deux parties se rencontreront et chacune fera état de ses revendications. C'est la seule manière de négocier, la seule manière de parvenir à un accord.

On a souvent comparé votre décision de quitter la bande de Gaza et d'y démanteler des localités juives avec celle prise en son temps par le général de Gaulle, de remettre l'Algérie aux Algériens.

Je n'ai pas la prétention de ressembler à quiconque, mais je me sens plus proche d'un Winston Churchill ou d'un Georges Clemenceau. Et pour ce qui est du parallèle avec l'Algérie française, permettez-moi de rappeler que contrairement aux « pieds-noirs », les citoyens israéliens n'ont pas l'option d'un « rapatriement » vers une « mère patrie » en métropole et qu'ils n'ont nullement l'intention de s'en aller.

*Le 21 septembre dernier, l'*International Herald Tribune *publiait un long article de Jean Daniel. Celui-ci écrivait : « Nous ne saurions accepter que la guerre contre le terrorisme soit menée par l'axe Bush-Poutine-Sharon. » Le directeur du* Nouvel Observateur *ajoutait, de surcroît, qu'il ne faut pas assimiler la violente critique qui s'exprime en France contre la politique israélienne à de l'antisémitisme...*

Je n'ai pas lu cet article. L'antisémitisme actuel qui se

répand en Europe provient du fait que près de 15 millions de musulmans vivent aujourd'hui dans les pays de l'Union européenne. Puisqu'il n'est pas avouable d'être un antisémite classique, l'antisémitisme s'exprime sous couvert d'antisionisme. En d'autres termes, cet antisémitisme s'avance masqué.

Nous subissons les attaques du terrorisme arabo-palestinien depuis plus de cent ans. Le terrorisme qui nous accable et celui qui a frappé les États-Unis, la Russie, l'Espagne, la Turquie, l'Indonésie sont exactement les mêmes. Il n'y a pas de compromis possible avec ces assassins. C'est le plus grand danger qui menace aujourd'hui le monde. Certes, malgré l'horreur des attentats suicides, il s'agit encore d'armes conventionnelles ; mais les chefs de ce terrorisme s'échinent à obtenir des armes de destruction massive...

Avez-vous des informations à ce sujet ?

Nous savons qu'ils s'efforcent de mettre la main sur ce genre d'armes.

Il s'agit d'islamistes fanatiques ?

Oh, que oui ! Des années durant, nous avons eu du mal à convaincre le monde de la nature et du danger de ce terrorisme. Espérer y mettre fin par des propos lénifiants serait une erreur.

Ce « nous » englobe-t-il les États-Unis, l'Europe et la Russie ?

L'Europe est menacée : après les attentats en Espagne et en Turquie, nous avons vu de quelle barbarie ce terrorisme était capable en Russie. Nous devons faire front ensemble. Confier à toutes sortes de médiateurs le soin de traiter avec les terroristes ne servirait qu'à les encourager. Il faut agir ensemble dans le domaine du renseignement et, s'il le faut,

au niveau opérationnel. Le monde libre doit se réveiller. Il est hors de question de continuer à avaler des couleuvres.

Par exemple ?

Par exemple, les bêtises proférées par le journaliste français dont vous parliez il y a un instant ! Israël est prêt à accorder de douloureuses concessions en échange d'une paix durable. Sur cette terre, où depuis la destruction du Second Temple la présence juive s'est perpétuée, nous voulons bien consentir des sacrifices si c'est le prix à payer. Mais nous n'accepterons aucun compromis avec le terrorisme, ni aujourd'hui ni demain. Les Juifs ont un seul pays où ils ont le droit et la capacité de se défendre par leurs propres moyens. Assurer la protection de notre peuple est le devoir historique qui m'incombe.

Jean Daniel affirme pourtant – il est considéré en France comme un intellectuel sérieux – qu'il faut ôter des mains du trio Bush-Poutine-Sharon la direction de la lutte contre la terreur.

Et à qui faudrait-il en confier le soin ? Ne peuvent lutter contre le terrorisme que ceux qui en sont capables, ceux qui sont conscients des dangers de l'intégrisme islamique. Soit dit en passant, il faudrait ajouter Tony Blair à la liste des dirigeants engagés dans ce conflit.

Il était donc important d'intervenir en Afghanistan et en Irak ?

Très important. George W. Bush n'a ni reculé ni flanché. Si le monde libre ne veut pas se retrouver sous la houlette d'un islam fondamentaliste qui nous impose ses valeurs, il n'y a pas d'autre solution.

Cet appel de Jean Daniel ne vous rappelle-t-il pas l'aveuglement de certains Juifs d'Europe face au danger qui les menaçait dans les années 1930 ?

Pas forcément des Juifs. Bien d'autres étaient prêts à composer avec les nazis, à les apaiser par des concessions. L'idée qu'il suffit de battre en retraite pour vivre en paix est une constante dans l'histoire de l'humanité.

Les Européens vous pressent de parler avec Arafat, de ne pas l'isoler...

Grave erreur. Cela ne ferait que retarder la possibilité d'un accord entre Israël et les Palestiniens. Certains pays européens continuent de dialoguer avec lui, de lui envoyer des délégations, de conforter sa position, mais il ne peut rien amener de bon dans la région.

Quelle sera la prochaine étape après le retrait de Gaza ?

Le Président Bush m'a promis qu'aucune pression ne serait exercée pour nous contraindre à accepter un autre plan que la Feuille de route. Mais je ne me fais aucune illusion sur les intentions des Palestiniens : je ne m'attends pas à un arrêt des violences de leur part. Il est donc fort possible qu'après notre retrait de la bande de Gaza, il n'y ait rien de plus pendant très longtemps.

De longues années ?

Difficile à dire. Toute démarche supplémentaire exigerait un revirement spectaculaire dans la stratégie des Palestiniens et, pour l'heure, rien ne le laisse présager. Israël poursuivra sa lutte contre le terrorisme et maintiendra sa présence dans les territoires qui resteront sous son contrôle après le retrait.

Qualifieriez-vous de positive l'attitude du Président Bush à l'égard d'Israël ?

Nos relations déjà amicales avec les États-Unis se sont encore renforcées depuis son élection. Le niveau de la coopération stratégique entre nos deux pays n'a jamais été aussi élevé. George W. Bush est un ami d'Israël et nos relations personnelles sont très étroites.

Pourtant, dans son discours devant l'Assemblée générale des Nations unies le 21 septembre dernier, il n'a pas mentionné votre plan de retrait. En revanche, il a critiqué le comportement d'Israël à l'égard des Palestiniens.

Il faisait référence à la barrière de sécurité. Sur les autres points, le Président a répété ce qu'il avait déjà dit en d'autres occasions. Il faut apprendre à vivre avec le fait que nos deux pays peuvent être en désaccord dans certains domaines. L'essentiel est que chacun respecte ses obligations envers l'autre.

De temps en temps, les gros titres des médias américains accusent Israël de se livrer à des actes d'espionnage en Amérique...

J'affirme de la manière la plus ferme qu'Israël n'espionne pas les États-Unis. Nous n'en avons d'ailleurs nul besoin !

Les remous provoqués par votre plan de retrait pourraient-ils entraîner des élections anticipées ?

Ce ne serait pas judicieux. Si l'exécution de ce plan était retardée ou interrompue, Israël en pâtirait lourdement. Il faut à tout prix éviter des élections anticipées. J'espère que mon gouvernement survivra jusqu'au prochain scrutin, prévu en novembre 2006. Mais si celui-ci devait être avancé, j'ai la ferme intention de me représenter et j'estime avoir de bonnes chances d'être réélu. Israël a besoin d'unité et il est important de former un gouvernement d'union nationale.

Je ne rejette a priori aucun parti et certainement pas le Parti travailliste.

D'après le New York Times, *Israël préparerait une action militaire contre la menace nucléaire iranienne...*

Il n'en est pas question. Nous disposons d'une force de dissuasion et d'une capacité d'autodéfense. Nous agissons en coopération stratégique avec les États-Unis. Quant à la menace iranienne, le monde entier devrait se sentir concerné. L'Iran, qui possède déjà des missiles balistiques d'une portée de 1 300 kilomètres, donc pouvant atteindre Israël, est en train de développer des missiles d'une portée de 2 500 kilomètres. Ce danger ne touche pas uniquement notre pays, mais d'autres États d'Europe et d'ailleurs. Encore une fois, il appartient à la communauté internationale de contrecarrer la capacité nucléaire de l'Iran et au Conseil de sécurité de l'ONU de prendre les mesures nécessaires.

Je m'inquiète beaucoup de constater qu'il se trouve un peu partout des voix pour déclarer qu'après tout il faudra se résigner à l'idée que l'Iran accède un jour ou l'autre au club des pays nucléaires.

Les Européens ne sont-ils pas conscients du danger ?

Ils pensent surtout à leurs intérêts économiques.

Et les Américains ?

Eux comprennent bien le péril que représente l'arme nucléaire aux mains d'un régime comme celui qui sévit en Iran. Le contrôle accru de l'Agence internationale de l'énergie atomique a permis d'interrompre, ou à tout le moins de retarder, le programme nucléaire iranien. Mais c'est un vaste pays où il est facile de dissimuler des installations, et les Iraniens sont passés maîtres dans l'art du double jeu.

Quelle est, sur ce dossier, l'attitude de la Russie ?

J'ai commencé à en parler il y a des années avec Viktor Tchernomyrdine, l'ancien Premier ministre de Boris Eltsine, et je continue avec le président Poutine. Ils prennent la chose au sérieux.

L'Iran constitue-t-il aujourd'hui la menace stratégique la plus grave pour Israël ?

Certes. Outre leurs visées nucléaires, les Iraniens sont très actifs sur le front du terrorisme. Depuis leur base régionale au Liban, ils activent les Tanzim – le bras armé du Fatah –, commanditent des missions auprès de cette organisation et paient les terroristes au prorata du nombre d'attentats commis contre Israël. Cela pour la Judée-Samarie. À Gaza, ils aident le Hamas, lui font parvenir des armes en contrebande. Plus grave encore, les Iraniens recrutent parmi les Arabes israéliens qui, dans leur grande majorité, ne demandent pourtant qu'à vivre en paix.

L'Iran est un pays où même les « modérés » parlent sans ambages de détruire Israël et le peuple juif. Comme il ne s'agit que d'Israël et des Juifs, le monde n'a pas l'air de s'en émouvoir outre mesure. C'est pour nous un avertissement supplémentaire. Mais, quels que soient les problèmes que doit affronter Israël, je reste, comme je l'ai toujours été, optimiste dans l'âme.

NOVEMBRE 2004

LA MORT D'ARAFAT

Le 14 avril 2004, Sharon parvient enfin à se dégager de la promesse que le Président américain lui a arrachée en mars 2001 : ne pas toucher à Yasser Arafat. Il se trouve à la Maison-Blanche : George W. Bush lui conseille de laisser le destin du leader palestinien entre les mains de la divine providence et Sharon répond, mi-plaisant mi-sérieux, que la providence a parfois besoin d'un coup de main. Le Président reste impassible : sans donner à Sharon le feu vert pour liquider Arafat, il ne cherche pas non plus à lui imposer de nouveaux engagements.

George W. Bush avait de toute façon déjà « lâché » Arafat sur le plan politique lorsqu'il avait évoqué, dans son discours du 24 juin 2002, la nécessité urgente d'un nouveau leadership palestinien qui ne se serait pas « compromis avec les terroristes ». À cette occasion, il avait conseillé aux Palestiniens de se débarrasser de leur chef historique.

En sortant de la Maison-Blanche, Sharon s'empresse d'informer les journalistes israéliens qu'il estime avoir désormais les coudées franches vis-à-vis du président de l'Autorité palestinienne. Il affirme ainsi publiquement son intention d'agir, tout en lançant peut-être un dernier avertissement au Raïs.

En Israël comme à l'étranger, de nombreux commentateurs évoquent alors sans ambages une « guerre entre deux vieillards irascibles ». Pour ces « connaisseurs », il suffirait que Sharon et Arafat disparaissent de la scène politique pour qu'aussitôt des dirigeants résolus à apporter enfin la paix les remplacent.

Cette analyse irrite Sharon au plus haut point, d'autant plus que les services de renseignement israéliens se montrent formels, preuves à l'appui : Arafat continue à financer les organisations terroristes et même à commanditer directement des attentats. Tout en portant aujourd'hui le titre de président de l'Autorité palestinienne, l'ancien chef du Fatah n'a jamais renoncé à sa stratégie de la terreur.

Ariel, lui, demeure fidèle à l'opinion qu'il a exprimée en 1988, pendant la première Intifada :

– Il existe une différence entre un ennemi et un criminel. On fait la paix avec un ennemi, mais on pourchasse le criminel jusqu'au bout, comme les Alliés l'ont fait durant la Seconde Guerre mondiale avec Hitler, en l'acculant dans son bunker de Berlin, même après les propositions de cessez-le-feu venues de l'état-major nazi.

Fort du soutien de son allié d'outre-Atlantique, Sharon a réagi vivement à un attentat dans un autobus de Tel-Aviv, qui avait fait 4 morts en septembre 2003, en dépêchant des bulldozers pour détruire une partie du bâtiment principal de la Mouqata. Aussitôt, des idéalistes de gauche comme Uri Avnéri s'étaient précipités à Ramallah pour servir de « bouclier vivant » à Arafat.

À ce moment, le dirigeant palestinien jouissait encore de l'appui de l'Union européenne et du Département d'État. Les diplomates américains s'inquiétaient de rumeurs évoquant un projet de capture d'Arafat dans son QG.

Au cours de ses trois premières années de guerre contre le terrorisme palestinien, Sharon dira parfois qu'il aurait aimé redevenir un simple chef de commando et s'occuper lui-même de la Mouqata.

Après un attentat particulièrement meurtrier, j'ai demandé à Sharon pourquoi il n'expulsait pas carrément Arafat ou pourquoi il ne le faisait pas au moins traduire en justice pour ses activités terroristes.

– Tu veux voir une batterie d'avocats européens débarquer à Jérusalem pour défendre ce criminel ?

– Alors que fait-on ? On ne tue pas Arafat, on ne l'expulse pas. Il jouit donc d'une immunité absolue ?

– Laisse-moi régler les choses à ma manière !

Chose inhabituelle entre nous, il a brusquement mis fin à notre conversation. Il s'en excusera plus tard.

À peine Sharon a-t-il retrouvé des coudées franches à la suite de l'entrevue du 14 avril 2004 avec le Président Bush que l'état de santé d'Arafat se détériore. Transporté à l'hôpital militaire Percy, à Clamart, en octobre, il y décède le 11 novembre. Il ne reviendra à Ramallah que pour y être enterré.

Les Palestiniens s'empressent aussitôt d'accuser Israël de l'avoir empoisonné et annoncent l'ouverture d'une enquête.

Mon article pour *Maariv* commence par ces termes : « Ariel Sharon figurera dans les livres d'Histoire comme celui qui a liquidé Yasser Arafat sans le tuer. »

DÉCEMBRE 2004

LES MÉDIOCRES...

En décembre 2004, je présente à Sharon mon ami Doron Alter, qui souhaite lui exposer un dispositif capable de détecter et détruire les tunnels que les Palestiniens ont creusés afin de convoyer des armes – entre autres – vers la bande de Gaza. Sharon, qui juge ce procédé intéressant, m'annonce qu'il a ordonné au ministère de la Défense de l'examiner sur-le-champ :

– Je me demande pourquoi il n'est pas venu me voir plus tôt, s'étonne-t-il.

– Parce que des fonctionnaires médiocres, stupides ou pire encore l'ont empêché de présenter son système à qui de droit.

– Les médiocres veulent vivre eux aussi et il faut faire avec... rétorque Arik, philosophe.

– Pas quand il s'agit de questions de vie ou de mort. Tu sais bien que, depuis plus de trois ans, des armes passent du Sinaï à la bande de Gaza par des dizaines de tunnels.

– Je fais tout mon possible pour y remédier avec les moyens dont je dispose, mais...

– Les médiocres veulent vivre eux aussi...

– Cette fois, je vais m'occuper de ces passages !

Ne voyez nulle arrogance dans cette appellation, mais plutôt une plaisanterie entre nous, qui resurgissait à chaque nouvel obstacle dressé sur la route de Sharon par ceux que nous avions surnommés les « médiocres ».

Ainsi, après les opérations de représailles des années 1950 menées sous son commandement et le rôle central de sa brigade de parachutistes durant la campagne du Sinaï, le nom de Sharon avait été interdit de publication alors que tout Tsahal savait qu'il était l'officier de combat numéro un – une raison suffisante pour que certains de ses supérieurs fassent tout pour empêcher son avancement. Même le chef de l'état-major Moshé Dayan, dont la renommée se propageait dans le monde entier en partie grâce à l'esprit combatif que le jeune lieutenant-colonel Sharon avait introduit dans l'armée, choisit de l'envoyer suivre un cycle d'études en Angleterre plutôt que de le faire monter en grade.

Le perfectionnisme d'Arik en effrayait plus d'un, comme me l'a confirmé en privé le lieutenant-colonel Mordechai Bar-On, chef du bureau de Dayan à l'état-major. Quand je lui ai dit ne pas comprendre pourquoi Dayan, qui s'était largement reposé sur Sharon de 1953 à 1957, n'avait pas jugé bon de le promouvoir, de préférence à d'autres officiers supérieurs plus conservateurs, Bar-On m'a répondu d'un ton sec :

– Les médiocres veulent vivre eux aussi.

En affichant son mépris envers ceux qui ne lui semblent pas aussi doués ou combatifs que lui, Arik les humilie. Or, même s'ils ne sont pas aussi brillants que lui, ces officiers ont le droit d'exister et de poursuivre leur carrière. L'excellence est par nature rarissime...

Sharon a fini par admettre qu'il ne pouvait attendre de tous les fonctionnaires, officiers de Tsahal ou cadres du Shin-Beth et du Mossad ce qu'il exigeait de lui-même.

Pour en revenir à la contrebande d'armes entre le Sinaï et la bande de Gaza, les Palestiniens ont creusé des tunnels à 10 ou 20 mètres de profondeur sous l'axe Philadelphie, un long couloir étroit qui scinde la ville de Rafah en deux parties, l'une égyptienne et l'autre incluse dans la bande de Gaza. Dès le départ, Sharon a critiqué l'étroitesse de ce passage en indiquant que les préposés à son tracé n'avaient pas vu plus loin que le bout de leur nez. Puisqu'ils pouvaient accéder librement aux abords immédiats de l'axe Philadelphie, les Palestiniens n'ont rencontré aucune difficulté pour creuser des souterrains entre des maisons de Rafah et la frontière égyptienne. Certains de ces tunnels les reliaient même aux avant-postes de Tsahal et aux localités de Goush Katif. Et rien ne semblait pouvoir arrêter les attentats sanglants contre des civils et des militaires israéliens.

Trois années durant, Doron Alter, officier réserviste d'une unité chargée d'opérations spéciales, devenu grand expert ès travaux de terrassement, s'est efforcé d'intéresser le ministère de la Défense et l'état-major de Tsahal à la technique qu'il avait mise au point pour détecter ces tunnels si coûteux en vies humaines. Sa proposition fut jugée intéressante, et plus encore ses excavatrices capables de creuser jusqu'à 20 mètres de profondeur. Alors commença l'infernal va-et-vient bureaucratique entre le ministère de la Défense et l'état-major de Tsahal, jusqu'à ce que Doron jette l'éponge et se confie à moi. J'hésite sur les raisons d'une telle perte de temps : stupidité, corruption, ou peut-être un mélange des deux ?

Bien que Sharon soit accaparé par son plan de désengagement de la bande de Gaza et la lutte qu'il doit mener sur

les fronts de la politique intérieure et extérieure, je l'ai prié de recevoir Doron Alter et d'écouter sa proposition.

Lorsque Doron lui présente son dispositif, avec photographies et diagrammes à l'appui, Sharon l'interroge longuement.

– Il voulait tout connaître dans les moindres détails, jusqu'aux délais de livraison des engins de terrassement fabriqués aux États-Unis, me raconta plus tard mon ami, encore étonné d'avoir rencontré le Premier ministre.

Une fois l'ordre d'Ariel Sharon donné au ministère de la Défense, un mois devait suffire pour réceptionner les excavatrices expédiées des États-Unis et lancer la mise en œuvre du projet, ce qui aurait dû nous mener fin janvier ou début février 2005. Du moins était-ce ce que Doron et moi croyions. C'était compter sans la bureaucratie et/ou les entraves.

À la mi-mars, je déjeune avec Sharon. Des nouvelles préoccupantes parviennent du Liban après l'assassinat de Rafik Hariri, vraisemblablement exécuté par les services secrets syriens ; d'autre part, Arik prépare déjà sa prochaine rencontre avec Bush, prévue pour le mois d'avril. Il dresse néanmoins l'oreille lorsque je lui apprends que le règlement du problème des tunnels est au point mort.

– On m'affirme que les vérifications sont encore en cours, rétorque-t-il.

– On ne te dit pas la vérité. Les médiocres veulent vivre et d'autres meurent.

– Ne sois pas si dur, Uri. Je vais m'en occuper.

L'échec de la guerre contre les tunnels, dont la responsabilité incombe bien plus au ministère de la Défense qu'à Tsahal, aura pour conséquence le transfert de l'axe Phila-

delphie sous contrôle égyptien, après l'évacuation de Goush Katif.

Nous nous trouvons alors à New York.

En ce jour de septembre 2005, nous apprendrons que, dès que Tsahal a abandonné l'axe Philadelphie, des centaines de Palestiniens se sont rués vers la frontière pour faire passer dans la bande de Gaza des camions chargés d'armes, sous le regard placide de soldats égyptiens qui n'ont même pas tenté de les arrêter.

Depuis, les Palestiniens ont recommencé à creuser des tunnels à partir de la bande de Gaza, cette fois en direction de bases de Tsahal et de localités à l'intérieur d'Israël.

JUILLET 2005

FRANCE-ISRAËL

– Se peut-il que la mort d'Arafat ait contribué au fait que Jacques Chirac t'ait déroulé le tapis rouge à l'Élysée ? On sait qu'Arafat a longtemps été le protégé de Paris...

J'adressais cette question à Sharon le 27 juillet 2005, quelques instants après son déjeuner officiel chez le chef d'État français. Celui-ci était allé à sa rencontre à son arrivée au palais et n'avait pas manqué de le raccompagner jusqu'à la voiture de fonction qui l'attendait dans la cour d'Honneur, entre deux rangées de gardes républicains, sabre au clair.

– Pourquoi se préoccuper du passé ? me répondit-il. Il est préférable de songer à l'avenir.

Même s'il avait gardé le sourire, Ariel paraissait mécontent de ma question. Pour des raisons qui semblaient claires. Depuis le décès d'Arafat dans un hôpital militaire de la région parisienne, le 11 novembre 2004, des délégués palestiniens répétaient qu'ils soupçonnaient Israël d'avoir empoisonné Arafat et que le rapport médical, long de cinq cents pages, sur les causes de sa maladie et de sa mort n'apportait pas suffisamment d'éclaircissements. En vérité, Ariel Sharon préférait occulter – et qu'on occulte pour lui – ses sombres relations avec Jacques Chirac au cours des années précédentes.

– C'est du passé !

– Celui qui ne tire pas d'enseignements du passé ne peut assurer l'avenir, rétorquai-je.

Sharon préférait nettement revenir sur l'écho favorable que sa politique avait trouvé auprès du chef d'État français. Car voilà que la France, membre du Quartet (avec la Grande-Bretagne, la Russie et l'ONU) qui s'était joint aux États-Unis dans la gestion de la crise israélo-palestinienne, soutenait les démarches d'Israël en vue du retrait israélien de la bande de Gaza. Le président Chirac partageait également l'inquiétude d'Israël vis-à-vis des ambitions nucléaires affichées par l'Iran.

Sharon ne se lassait pas d'énumérer les points sur lesquels Jacques Chirac avait fait preuve de compréhension. Il était évident qu'en apparence au moins un bouleversement positif affectait les relations franco-israéliennes, mais aussi celles des deux hommes.

On revenait de très loin. Au début du mois d'octobre 2000, peu de temps après sa visite sur l'esplanade du Temple, Ariel m'avait téléphoné pour confirmer l'exactitude d'une nouvelle apparemment publiée par l'AFP, selon laquelle il serait persona non grata en France. Il prévoyait de se rendre à Paris à l'invitation des amis du Likoud en France. Vérification faite, l'information provenait bien de hauts fonctionnaires anonymes du gouvernement français, qui estimaient préférable que Sharon s'abstienne de venir, car il risquait d'être accueilli par des manifestations houleuses.

Le venin d'Arafat s'était donc propagé jusqu'au ministère des Affaires étrangères français et à Jacques Chirac, qui considéraient le Raïs comme un interlocuteur crédible et légitime et Sharon comme un va-t-en-guerre.

Cinq mois plus tard, une fois Sharon élu Premier ministre, la presse hexagonale prédit d'une seule voix le désastre qui s'abattrait sur le Moyen-Orient et particulièrement sur les Palestiniens. *Le Monde* publia une caricature nauséabonde, dans laquelle Sharon passait pour un tortionnaire assoiffé de sang.

Accaparé par la guerre qu'il menait contre les auteurs des attentats suicides, Sharon accordait une attention particulière au resserrement de ses relations avec le Président Bush, en qui il voyait un allié naturel, sans pour autant négliger les Européens.

– En Silvio Berlusconi, j'ai trouvé un véritable ami d'Israël, me confia-t-il après une visite à Rome. Il est prêt à se tenir à nos côtés à tous égards pendant cette pénible période. Il crée un climat favorable dans les relations entre Rome et Jérusalem.

Lors d'une mini tournée européenne, en juillet 2001, Sharon trouva aussi une oreille attentive auprès du chancelier allemand Gerhard Schröder. Après l'avoir rencontré à Berlin, il déclara :

– Schröder est convaincu de la responsabilité de l'Allemagne envers le peuple juif en général et envers l'État hébreu en particulier. Il est particulièrement sensible à l'histoire de la Shoah qui marque les relations entre nos deux peuples.

Avant notre départ d'Allemagne pour la France, Louis Michel, le chef de la diplomatie belge, lui rendit visite dans son hôtel berlinois. L'entretien fut houleux : Louis Michel fournit des explications alambiquées pour justifier l'apathie de son gouvernement concernant l'action en justice intentée devant un tribunal belge contre Ariel Sharon, visant à le faire condamner pour le massacre de Sabra et Chatila. Un film prétendument documentaire intitulé *L'Accusé*, diffusé par la BBC, servait de base à leur argumentation. Les avocats

du ministère de la Justice israélien – sympathisants de gauche pour la plupart – se voyaient dans l'obligation de se rendre fréquemment à Bruxelles pour défendre leur Premier ministre.

On essaya d'intenter des procès similaires contre les secrétaires américains des Affaires étrangères et de la Défense, Colin Powell et Donald Rumsfeld, pour « crimes de guerre ». Les États-Unis sommèrent le gouvernement belge de mettre un terme à cette parodie, sous peine de voir le quartier général de l'OTAN quitter Bruxelles. Comme par magie, la justice du plat pays fit marche arrière. Mais ce même après-midi, à Berlin, Sharon était encore officiellement « recherché » en Belgique. Après cette pénible conversation avec le ministre des Affaires étrangères, nous partîmes pour Paris où Jacques Chirac l'attendait pour dîner.

Durant cette soirée de juillet 2001, Sharon nous dit, lors d'un point de presse à l'hôtel Raphaël, qu'il avait bien précisé au président de la République qu'il ne serait pas prêt à négocier avec Arafat tant que celui-ci ne renoncerait pas au terrorisme. Ne lui avait-il pas accordé plus d'une occasion de reprendre les négociations, notamment après l'attentat du Dolphinarium quand Sharon s'était abstenu de représailles militaires ou lorsqu'il avait proposé une trêve de sept jours pendant qu'Arafat continuait à envoyer des bombes humaines ?

Rappelant qu'il avait lui-même servi en Algérie, Chirac répliqua que la France avait fini par négocier avec le FLN et par se retirer de sa colonie.

– L'Algérie, c'est ici, lui avait répondu Sharon en faisant allusion à tout Israël et aux territoires placés sous son administration dans la bande de Gaza, en Judée et en Samarie.

Quelque temps plus tard, l'ambassadeur de France Jacques Huntzinger m'invita à déjeuner dans sa résidence officielle de Jaffa. Il ne mâcha pas ses mots, et se plaignit du fait qu'Ariel Sharon ne faisait pas grand cas de la position française.

– Le président Chirac dit de Sharon qu'il est un « bloc de béton », me confia l'ambassadeur.

– Que feriez-vous si Paris, ses centres commerciaux, ses cafés et ses bus explosaient à cause de terroristes islamistes ? demandai-je à l'ambassadeur. Mon ami Sharon se comporte exactement comme vous le feriez face à des ennemis si cruels.

– Il faut trouver un moyen pour établir un contact positif entre Chirac et Sharon, me répondit le diplomate.

Je rendis compte à Ariel de cet entretien, en lui faisant remarquer que je n'avais aucun doute : Chirac cherchait à renouer le dialogue avec lui.

En France, la recrudescence des agressions antisémites contre les synagogues, les écoles juives ou les personnes, et les profanations de cimetières perpétrées par des « Français issus de l'immigration », se multipliaient, engendrant une certaine gêne de la part des autorités. Chirac se déclara scandalisé des propos du ministre israélien Melchior, qui avait appelé les Juifs de France à quitter l'Hexagone. Il menaça : « Si des ministres israéliens critiquent la France à l'avenir, j'en tirerai les conséquences. » La plupart des chaînes de télévision et des journaux français redoublèrent de critiques à l'égard de Sharon et de sa politique, surtout après la campagne de liquidation du fief terroriste de Jénine par Tsahal, en mars 2002.

Le 8 mai 2002, onze employés français de la direction de la construction navale trouvaient la mort lors d'un attentat à la voiture piégée à Karachi, au Pakistan. Ces spécialistes

étaient en route vers les chantiers navals où ils aidaient à la construction de sous-marins. Al-Qaida était probablement derrière cette opération. Chirac se dit « bouleversé » par « l'horrible » attentat. Il déclara que la France resterait engagée dans la « poursuite de la lutte contre le terrorisme ».

Le Premier ministre israélien téléphona au chef d'État français pour lui transmettre ses condoléances et exprimer ses regrets pour la mort de ces Français innocents. Sharon me raconta que Chirac l'avait remercié mais était resté « très froid et officiel ». Le président français avait poursuivi avec irritation : les Juifs américains reprochaient à son gouvernement son impuissance face aux incidents antisémites survenus dans l'Hexagone, alors que l'Élysée faisait tout son possible pour y mettre fin.

– Chirac a élevé la voix. Je n'ai pas apprécié. Je lui ai donc répondu, sur le même ton, que, premièrement, Israël ne manipule pas les organisations juives américaines et que, deuxièmement, Israël attend davantage du gouvernement français dans la prévention et la répression de ces actes antisémites. La conversation fut donc glaciale, et Chirac comprit qu'il ne pouvait pas me parler sur ce ton.

Le 11 octobre 2002, Sharon reçut un article publié dans le quotidien *Yediot Aharonot* sous le titre : « Paris considère Sharon comme un cas désespéré ». En Israël, l'état de grâce du Premier ministre avait fait long feu. La presse israélienne, qui l'avait porté aux nues, virait de bord et l'étrillait sans ménagement.

L'auteur de l'article du *Yediot Aharonot* avait été, quant à lui, invité par le ministère des Affaires étrangères français. Et dès le chapeau, on pouvait lire :

« *Pour les Français, le responsable de l'embrasement des passions musulmanes dans leur pays n'est autre qu'Ariel Sharon,*

à la suite des actions dans les territoires. "Si Bush traitait Sharon comme il traite Saddam Hussein, il nous serait facile de soutenir la politique américaine", déclare un haut fonctionnaire du gouvernement français. Mais il n'en est rien. »

L'article lui-même était de la même eau :

« *Lorsqu'on pénètre au Quai d'Orsay, somptueux siège du ministère français des Affaires étrangères, on voit, exposées sur les murs du long couloir du premier étage, des photos de dirigeants auxquels la France rend hommage. Le visage souriant de Yasser Arafat est accroché à côté de celui du regretté Yitzhak Rabin. Arafat, même si son implication dans les attentats terroristes meurtriers a été mise au jour, même si le Président Bush l'a rayé de ses contacts, demeure le seul dirigeant légitime du peuple palestinien aux yeux des responsables politiques.*

Pour Sharon, il en va autrement. S'il ne tenait qu'à lui, Jacques Chirac n'hésiterait pas à envoyer la photo du Premier ministre au Tribunal international de La Haye, non sans y avoir inscrit en grosses lettres la mention : "Recherché".

"Il est brutal et l'image négative d'Israël au sein de notre opinion publique découle de sa politique brutale", a déclaré il y a peu de temps le président français à Roger Cukierman, président du Conseil représentatif des institutions juives de France, au cours d'un entretien téléphonique.

Après une semaine d'entretiens avec de hauts responsables français, il semble que pour eux, tant que Sharon sera présent sur la scène publique, Israël est un cas désespéré. Pour les Français, Sharon est responsable de tous les malheurs qui les frappent. Les tensions entre la population juive, qui compte 600 000 âmes, et la communauté musulmane qui approche des 6 millions sont une transposition du conflit israélo-palestinien tel qu'il est diffusé à la télévision. L'extrémisme des personnes d'origine maghrébine découle également, selon cette approche, du renforcement du fondamentalisme lié au Hamas et au Djihad islamiste.

À entendre ces hauts fonctionnaires français, Sharon a rendu un grand service à Arafat avec l'opération de destruction de la Mouqata. Il l'a aidé à redorer son blason dans le monde et auprès de son peuple. »

Sur ordre de Paris, le nouveau consul de France à Jérusalem Régis Koetschet s'est empressé de se rendre à Ramallah dès la levée du siège sur ce qui restait de la Mouqata, pour remettre à Arafat une lettre du président français : celui-ci lui renouvelait l'engagement de la France à son égard, lui assurait qu'elle le considérait comme le représentant légitime de la Palestine et l'encourageait à poursuivre les réformes. Arafat était aussi prié de faire un effort et de combattre le terrorisme....

« *"De l'idée que l'on peut s'en faire, Sharon ne sera pas invité en France dans un avenir proche. Sharon ne figure pas sur la liste noire de Chirac, car celui-ci n'en a pas, déclare une personnalité du Quai d'Orsay. Nous laissons une porte ouverte à Israël."*

La France recevra dimanche prochain Benyamin Ben Eliezer, ministre de la Défense, qui se rend à Paris pour rencontrer son homologue Michèle Alliot-Marie, le ministre des Affaires étrangères Dominique de Villepin, et les dirigeants de l'Assemblée nationale.

Mais surtout pas Sharon. »

Le message était clair. Fallait-il relier cette charge en règle à la rumeur qui circulait depuis quelque temps dans les consulats et ambassades étrangers grâce à une « indiscrétion » calculée du ministre de la Défense de Sharon, Benyamin Ben Eliezer ? Ce dernier, un « faucon », certes, mais travailliste, avait en effet révélé *off the record* à des journalistes triés sur le volet son intention de quitter prochainement le gou-

vernement Sharon, ce qui aurait brisé sa frêle coalition. En Europe, on débouchait déjà le champagne...

– C'est un article venimeux, plein de haine, s'insurgea Sharon. Difficile de savoir si ce sont les autorités françaises qui souhaitent ma chute, ou le journal lui-même ou les deux à la fois...

– Prépare-toi au pire et dis-toi que c'est les deux, lui répondis-je.

– Je te prie, si c'est possible, de téléphoner à l'ambassadeur de France, et de lui dire que de tels propos, de la part de fonctionnaires français, même sous couvert d'anonymat, ne contribueront pas à assainir l'atmosphère entre nos deux pays.

Nous nous sommes encore longuement entretenus à ce sujet.

Le soir même, j'appelais mon ami Roger Cukierman, qui séjournait sur la Côte d'Azur. Le courageux président du Crif me dit avoir constaté ces derniers mois une amélioration en France dans le traitement réservé à Sharon et à l'État juif. Roger me promit d'écrire un démenti à *Yediot Aharonot* expliquant que les propos que lui avait tenus Chirac n'avaient pas été rapportés correctement dans le journal, mais sa lettre n'a pas été publiée.

Le lendemain, un samedi, je contactai l'ambassadeur de France sur son mobile :

– Il est vrai que Jacques Chirac considère Sharon comme un bloc de béton, vous me l'avez dit, mais il est également vrai que vous souhaitez arranger leurs relations. Or l'article publié dans *Yediot* lui cause du tort et le Premier ministre m'a chargé de vous dire qu'il déplore la campagne que le Quai d'Orsay mène contre lui... Sharon a l'intention de rester au gouvernement ; il est donc regrettable qu'un vent mauvais souffle sur lui en provenance de France.

L'ambassadeur répondit par des circonlocutions qui ne l'engageaient en rien, essayant de décliner toute responsabilité et ajouta :

– Je vous appellerai lundi, lorsqu'on m'aura communiqué la traduction de l'article...

J'épargne au lecteur les détails de la conversation, dont je relayai la lettre et l'esprit dans un fax que j'envoyai le jour même à Sharon, à la ferme des Sycomores. L'ambassadeur ne me donna plus aucune nouvelle.

Ben Eliezer quitta effectivement le gouvernement avant la fin du mois, à la suite d'une tentative des travaillistes pour renverser le gouvernement. Sharon remporta à nouveau les élections en janvier 2003.

Le jeudi 11 novembre 2004, on annonçait la mort de Yasser Arafat. Le « bloc de béton » fut invité officiellement à Paris et accueilli dès l'été suivant par la garde républicaine à Orly, pour une visite qui devait durer trois jours. En première page, *Le Monde* changeait son fusil d'épaule et Plantu présentait Sharon, dans le cadre de son plan d'évacuation des localités juives de la Bande de Gaza, ni plus ni moins, en « colombe de la paix ».

Cette pirouette médiatique m'évoqua les titres des gazettes lors du retour de Napoléon après son exil sur l'île d'Elbe. Quand il débarqua à Marseille, les journaux parisiens annonçaient : « Le monstre est arrivé ». Lorsqu'il entra dans Paris, ils titraient déjà : « Vive l'Empereur ».

C'est pourquoi je n'étais pas surpris, en cet après-midi du 27 juillet 2005, à l'hôtel Raphaël, que Sharon me dise qu'il ne voulait pas parler du passé. Comme à son habitude, il m'avait réservé pour ma collection privée le menu de son déjeuner à l'Élysée. Chirac, croyant que Sharon avait demandé le menu pour lui-même, y avait apposé une dédicace personnelle : « À Son Excellence le Premier ministre, avec mon amitié cordiale. » Sharon écrivit à mon intention : « À mon sceptique ami, très chaleureusement tout de même, A. Sharon. »

SEPTEMBRE 2005

APRÈS LE DÉSENGAGEMENT

Le terrorisme palestinien n'a pas disparu avec Yasser Arafat. Près d'un an après la mort du dirigeant palestinien, je fais le point avec Ariel Sharon sur l'évolution de la situation.

Étant donné le chaos qui règne dans la bande de Gaza, et dont témoigne l'assassinat de Moussa Arafat, le neveu de Yasser Arafat, le 7 septembre dernier, qu'attendez-vous du président de l'Autorité palestinienne Mahmoud Abbas ?

Je peux dire ce qu'il doit faire, pas ce que j'attends de lui, car dans notre région les déclarations, les discours, les promesses et même les accords écrits n'ont aucune valeur. Seule compte leur mise en œuvre.

Pour qu'il soit possible d'enclencher maintenant des pourparlers sur la base de la Feuille de route, Abou Mazen [alias Mahmoud Abbas] doit mettre fin au terrorisme, à la violence et aux incitations à la haine. Il doit démanteler les organisations terroristes et confisquer leurs armes. Il doit remanier à fond les services de sécurité, qui sont eux aussi des dispositifs terroristes. Ils sont tous impliqués dans le terrorisme. Des réformes drastiques sont nécessaires : il faut former à la paix les forces de sécurité. Abou Mazen est certainement conscient des dangers qui le guettent. Sans appar-

tenir à une organisation sioniste, il se rend compte que la souffrance des Palestiniens, impossible à ignorer, est le corollaire du terrorisme, d'une politique de terreur et d'une stratégie de terreur. Il le comprend et il souhaite sûrement l'éradication du terrorisme. Mais il s'est pour ainsi dire « auto-bloqué ».

Et auto-piégé ?

Oui, en signant un accord de cessez-le-feu avec les organisations terroristes et en s'engageant, en particulier vis-à-vis du Hamas, à ne pas le démanteler, à ne pas le désarmer et à lui accorder un statut politique, ce qui devrait permettre au Hamas de participer aux élections et de faire sans doute partie d'un futur gouvernement. Je suppose qu'Abou Mazen, ligoté par ses promesses, n'agira pas et ne remplira donc pas les conditions préalables à la mise en œuvre de la Feuille de route. En conséquence, il sera impossible d'entrer dans le vif du sujet.

L'État palestinien ne peut se constituer qu'en fonction de la Feuille de route, et celle-ci n'est applicable que si l'on prend les mesures adéquates à l'encontre du terrorisme. Mais Abou Mazen se trouve pieds et poings liés. Son explication : puisqu'il s'est engagé, il ne peut pas agir dans l'immédiat, mais il promet d'agir lorsqu'il sera plus fort.

Fait-il aujourd'hui tout ce qui est en son pouvoir ? J'estime que non. Il a déployé des forces, réussi à empêcher les tirs durant l'évacuation de la bande de Gaza, mais il n'a pas arrêté les chefs du Hamas. S'il règne en ce moment un calme relatif, c'est parce que le Hamas y a intérêt, puisqu'il tient à s'introduire dans la vie politique.

Et si le Hamas participait aux élections parlementaires, prévues le 25 janvier 2006 ?

J'y suis résolument opposé et je l'ai fait savoir. J'ai dit que j'étais prêt à étudier la question à deux conditions. La première, que le Hamas soit effectivement désarmé avant les élections ; pas question de nous contenter d'une promesse de le faire après. En second lieu, le Hamas doit proclamer l'abolition de sa Charte de 1988, qui réclame la destruction d'Israël.

À qui avez-vous fait part de ces deux conditions ?

À tout le monde. Aux Américains et, très clairement, aux Français.

Pourquoi ? Les uns ou les autres vous ont-ils pressé d'accepter que le Hamas participe aux élections ?

Non. J'ai prié constamment les Européens de déclarer le Hamas organisation terroriste. Silvio Berlusconi en était d'accord lorsque l'Italie présidait l'Union européenne. Cependant, chacun des pays de l'Union doit se prononcer séparément à ce sujet. L'Allemagne, les Pays-Bas et l'Italie l'ont déjà fait.

Si le Hamas participait aux élections, cela reviendrait à ne plus le considérer comme une organisation terroriste, et ce dérapage de la démocratie m'inquiète beaucoup.

Comme pour le Hezbollah au Liban ?

Absolument. C'est la raison pour laquelle j'expose ma position aux représentants européens qui viennent à Jérusalem.

Une position que les Américains comprennent ?

Bien qu'ils me paraissent conscients du danger, il n'est pas tellement sûr qu'ils comprennent la situation dans son ensemble. Leur passion pour la démocratie est encore si fer-

vente que certains d'entre eux considèrent le simple fait de procéder à des élections comme un acte démocratique. Les Américains ne m'ont jamais dit qu'ils désapprouvaient ma position, mais, comme ils ne donnent pas de réponse, je continue de m'expliquer. Nous n'accorderons pas au Hamas la liberté de circulation entre Gaza et la Judée-Samarie.

Et si un activiste du Hamas se permettait de circuler entre Gaza et la Judée-Samarie ?

S'il l'osait, il finirait en prison.

Qu'en est-il de la coopération internationale dans la lutte contre le terrorisme islamiste ?

La coopération est étroite. Elle dépasse le cadre des relations courantes avec les services secrets d'un très grand nombre de pays. Il y a quatre ans, sachant que l'information ne remonte pas toujours jusqu'au chef d'un État, et que même les services de renseignement peinent à isoler les faits essentiels dans la masse de données qui leur parvient, j'ai pris une mesure inédite en établissant un lien entre mon cabinet et celui de mes homologues étrangers. Nous sommes en relation quotidienne avec la Maison-Blanche, mais aussi avec le 10, Downing Street et avec l'Élysée. Nous sommes aussi en contact avec Moscou et Berlin. Il n'est guère de questions importantes qui ne parviennent, par exemple, à l'attention d'un membre du cabinet de Tony Blair.

Et à l'Élysée ?

Bien sûr. Lorsque j'ai été reçu au palais de l'Élysée en juillet dernier, avant le démantèlement des implantations de Gaza, le président Chirac était parfaitement au fait de nos dossiers communs car je lui avais dépêché, quelques jours

auparavant, le directeur de notre commission de l'énergie atomique, Gideon Frank.

Et la menace nucléaire iranienne ? Est-ce le rôle d'Israël de la neutraliser, celui de l'Europe, ou celui des États-Unis en premier ?

Israël coopère bien entendu avec les États-Unis, la Grande-Bretagne, la France, et aussi l'Italie. Nous sommes en relation étroite.

Quelle est l'ampleur du danger iranien ?

L'Iran s'efforce par tous les moyens de se doter de l'arme nucléaire, vraiment par tous les moyens.

Même son nouveau président Mahmoud Ahmadinejad ?

Encore davantage maintenant.

À cet instant, la secrétaire d'Ariel Sharon entre et lui remet le texte d'une dépêche diffusée par la radio Kol Israël. Il la lit à haute voix, avec un plaisir évident :

« Le taureau le plus cher jamais présenté à une vente aux enchères vient d'être acheté par les deux fils du Premier ministre. Ils ont payé 17 400 shekels pour ce taureau de race Simmental... La famille Sharon proposait à la vente sept taureaux reproducteurs et en a vendu cinq pour un montant de 60 000 shekels. Le ministre de l'Agriculture Israël Katz, qui assistait à la vente, a déclaré que cette compétition entre bovins n'était pas sans évoquer celle qui règne à la direction du Likoud, à cette différence près que le propriétaire du taureau vainqueur empoche un chèque et s'en va, alors que, en politique, il y a toujours un autre tour. »

Pour en revenir aux Iraniens ils ont développé leur propre missile, le Shihab-3, possèdent également des missiles de croisière et tentent maintenant d'acquérir des missiles à plus longue portée. Dans le domaine du nucléaire, ils travaillent avec acharnement mais se heurtent encore à certains obstacles technologiques. Le point de non-retour sera atteint le jour où ils auront réussi à les surmonter.

L'Assemblée générale des Nations unies, où Israël s'est souvent vu condamner en raison de vos opérations militaires ou de vos campagnes d'implantation, vous accorde aujourd'hui tous les égards. En France, le président Jacques Chirac, qui vous considérait jusqu'ici comme un « bloc de béton », vous reçoit à l'Élysée avec tous les honneurs. Qu'est-ce qui motive ce revirement soudain ?

Probablement plusieurs facteurs, mais surtout ma décision de quitter la bande de Gaza et d'engager l'État d'Israël dans un processus politique extrêmement ardu. Peut-être ne m'a-t-on pas vraiment cru ou a-t-on douté de ma capacité à l'accomplir, à cause de l'extrême difficulté de cette tâche. Il me semble cependant que la France et l'ONU y ont vu une possibilité de remettre en marche le processus politique.

À moins que ce désengagement ne soit interprété comme une faiblesse qui permettrait à l'ONU ou à la France de manœuvrer contre Israël au profit des Arabes, comme ce fut longtemps le cas...

Je ne crois pas du tout que ma démarche soit interprétée comme un gage de faiblesse. Dans mes entretiens avec divers chefs d'État, j'ai expliqué très clairement ce que j'étais ou non prêt à faire concernant nos relations avec les Palestiniens. Je pense qu'ils ont apprécié qu'Israël se montre dis-

posé à accepter un sacrifice permettant de poursuivre le processus politique, malgré toute sa problématique.

Mais que signifie le processus politique à leurs yeux et aux vôtres ?

Pour moi, c'est la possibilité d'atteindre une situation de pourparlers. Nous sommes en situation de « pré-Feuille de route » et non de Feuille de route. Si les Palestiniens font ce qui leur incombe, il sera possible de discuter plus avant. Ce processus devrait aboutir à une situation inédite, plus apaisée, peut-être de coopération, non seulement avec les Palestiniens, mais aussi avec d'autres pays musulmans – ceux qui, bien entendu, y seraient intéressés.

Que ressentez-vous à la veille de votre discours devant l'Assemblée générale des Nations unies, où tant de résolutions contre Israël ont été votées, où vous avez été personnellement vilipendé à la suite d'opérations militaires ou d'actes politiques ?

En soixante-dix-sept ans d'existence, j'ai vu et vécu toutes sortes de situations et de renversements. Les embrassades ne m'émeuvent pas, pas plus que les attaques ne m'abattent. Je l'ai très clairement dit à tous, Américains, Français, autres Européens, Russes, Turcs, Indiens et bien d'autres. Jérusalem est un lieu de pèlerinage pour les chefs d'État de la planète. Ils y drainent leurs intérêts personnels et ceux de leurs pays. J'ai toujours expliqué que j'étais prêt à faire des concessions douloureuses mais que je n'accepterais aucune intervention de quiconque dans des décisions liées aux besoins sécuritaires d'Israël. Je viens de le redire au ministre espagnol des Affaires étrangères Miguel Moratinos, après l'avoir signifié il y a quelques jours au général Omar Soliman, chef des services de renseignement égyptiens. Nous avons déployé une unité d'artillerie et, une fois achevé le

retrait de la bande de Gaza, nous réagirons de la façon la plus rigoureuse à toute action offensive.

Que signifie : « Nous avons déployé une unité d'artillerie » ?

Au moindre tir en provenance de Gaza, la réaction de nos unités d'artillerie sera des plus sévères. Je l'ai également signalé aux Arabes, afin qu'il n'y ait aucun secret. Je l'ai indiqué aux Américains et à tous les Européens de la façon la plus explicite, et j'ai la ferme intention de m'y tenir.

Comment peut-on prétendre que le désengagement est une démarche sans contrepartie pour Israël ? Il n'existe pas de calomnies, de violences verbales, d'insultes, d'affronts ou d'injures qui n'aient été proférés à mon encontre. Mes opposants disent que j'ai signé un accord avec les Américains, pas avec les Arabes. C'est vrai, je fais encore davantage confiance aux Américains qu'aux Arabes. Nous n'avons jamais obtenu autant qu'avec cet accord. Non pas que cela ait été facile. Je me suis rendu une bonne dizaine de fois aux États-Unis pour des discussions houleuses.

Pourtant, vous ne pouvez pas construire entre Jérusalem et Maalé Adoumim...

Laissez-nous nous en occuper. La construction va bon train un peu partout et je vous affirme que nous continuerons à construire dans les grands blocs d'implantation.

Vous ne craignez pas un affrontement avec l'administration américaine concernant votre déclaration maintes fois réitérée, notamment en avril 2005 à Crawford au Texas, au côté du Président Bush : en tant que chef du gouvernement israélien, vous veillerez à conserver les grands blocs d'implantation qui ont une continuité territoriale avec l'État d'Israël ?

Non, au contraire. C'est très clair. D'ailleurs, on continue de construire.

Mais les risques de tension entre Israël et les États-Unis...

Chaque fois qu'on annonce la venue en Israël d'un haut fonctionnaire américain, les médias s'empressent de décrire la forte pression que nous aurons à subir. Au cours de toutes ces visites, je n'ai jamais ressenti la moindre pression, ni dans les propos, ni dans les opinions de mes interlocuteurs. Ces analystes de salon ne semblent pas comprendre qu'un émissaire ne vient pas nécessairement chercher querelle. Ces articles de mauvais augure m'ont toujours fait sourire.

Les Américains attendaient peut-être le désengagement qu'ils appelaient de leurs vœux avant de recourir aux pressions.

Pourquoi un journaliste sérieux comme vous, qui connaît bien la question et en parle depuis des années, se laisse-t-il entraîner dans cette sinistrose ? Aucune pression ne s'exerce sur Israël. Les Américains aiment-ils que l'on bâtisse dans les implantations ? Non. J'en ai parlé plus d'une fois avec eux. Les premières constructions dans les Territoires datent de 1968. Mes interlocuteurs d'outre-Atlantique me rappellent qu'ils s'y opposent depuis la fin de la guerre des Six Jours, que tous les gouvernements d'Israël ont fait la sourde oreille et qu'ils ont continué d'exprimer leur désapprobation. Alors, me disent-ils, à quoi s'attendre ? À ce que Washington nous donne soudain sa bénédiction et proclame que nous pouvons faire ce qui vous plaît ? La position des États-Unis reste inchangée.

Où construit-on aujourd'hui ?

Des centaines d'appartements à Ariel, certainement mille unités de logement à Beitar Illit, et un peu partout. Rien ne nous empêche de construire dans les grands blocs d'implantation. Verrons-nous les Américains s'enthousiasmer devant des travaux de grande envergure ? Je pense

que non. Prendront-ils des mesures à l'encontre d'Israël ? Non plus.

Aucune mesure ?
Non.

Néanmoins, en cas de pression, seriez-vous capable d'y résister ?
Premièrement, je suis capable de résister aux pressions. Deuxièmement, il n'y aura pas de pressions. La réponse à la question est donc oui.

Parmi les ennemis d'Israël, certains se réjouissent sans doute de voir le pays prendre l'aspect d'un jeu de Lego. Voilà, disent-ils, Sharon a démantelé des localités entières, du jamais vu dans l'histoire de l'État d'Israël, et nous continuerons de démanteler à notre guise lorsque la gauche montera au pouvoir après Sharon.
Pour moi, le danger le plus grand réside plutôt à droite...

Les partisans des implantations devraient-ils privilégier un pouvoir de gauche ?
Non, pas nécessairement privilégier...

Yitzhak Rabin et Shimon Peres affirmaient avoir signé les accords d'Oslo sur la base des accords de Camp David de 1978 conclus entre Sadate et Begin, qui a reconnu à cette occasion les droits des Arabes et permis le démantèlement des localités du Sinaï. Demain, un autre gouvernement de gauche dira que Sharon a démonté l'État d'Israël comme un jeu de Lego.
C'est la droite qui va démanteler des implantations. La gauche en est incapable. Les gens de gauche le disent eux-mêmes. Ils n'ont jamais rien évacué, sauf en Jordanie. En signant l'accord de paix avec le roi Hussein en 1994, Yitzhak

Rabin lui a restitué des territoires de l'Arava[1], occupés depuis que je m'en étais rendu maître en 1970, comme commandant du secteur Sud.

Je tiens à souligner ce à quoi je ne renoncerai jamais. J'ai déclaré sans ambiguïté que je n'avais pas l'intention de discuter de Jérusalem.

Avez-vous le sentiment que Jérusalem est vraiment unifiée et ne court pas le risque d'une nouvelle division ?

Je n'ai pas l'intention de débattre de la question de Jérusalem. Point final. Je l'ai annoncé des centaines de fois. Mais je suis entouré d'une bande de provocateurs. J'ai beau répéter mes intentions, ils continuent de raconter que je vais démembrer Jérusalem. Et d'autres « devins » prétendent savoir qu'un nouveau désengagement est prévu. Encore un mensonge. Le retrait de Gaza est un acte isolé. Si les Palestiniens respectent leurs engagements, il sera possible d'amorcer les pourparlers, conformément à la Feuille de route. Pour l'instant, je ne les vois rien faire.

Qu'avez-vous obtenu des Américains ?

Au début, ils voulaient poursuivre le processus initié en 2000 par Bill Clinton avec Ehoud Barak et Yasser Arafat, qui devait laisser aux mains d'Israël 4 % de la Cisjordanie. Barak était prêt à accorder aux Palestiniens une partie des dunes de Haloutza[2].

Quelle est la situation aujourd'hui ? D'abord, sur la question des réfugiés palestiniens et de leur droit au retour, Israël

1. Région du Néguev.

2. Zone du Néguev mitoyenne de la bande de Gaza et proposée aux Palestiniens en contrepartie d'une zone équivalente en Cisjordanie pour les Israéliens.

a pu signer un accord d'une importance considérable, qu'aucun gouvernement travailliste ou issu du Likoud n'avait réussi à obtenir jusque-là : les États-Unis ont déclaré que les réfugiés palestiniens ne retourneront pas en Israël. Le deuxième acquis concerne les blocs d'implantations. En troisième lieu, nous nous conformerons à un seul plan, la Feuille de route.

Vient ensuite le droit à l'autodéfense. Voilà près de quatre ans, lors d'une incursion militaire israélienne de 300 mètres du côté de Beit Hanoun, au nord de la bande de Gaza, le monde entier avait frémi d'indignation. Désormais, plus personne ne s'immisce dans les mesures militaires destinées à notre défense.

Je considère aussi comme un acquis de grande importance le fait que les États-Unis reconnaissent catégoriquement la menace existentielle qui plane sur Israël et la nécessité pour cet État d'être capable d'assumer sa défense par ses propres moyens, non seulement contre les dangers régionaux, mais aussi extra-régionaux, et cela vise l'Iran. En d'autres termes, les Américains disent : Ne touchez pas à Israël ni à sa capacité de dissuasion. Nous vivons dans un monde régi par des pressions : pressions sur la Libye de Kadhafi et maintenant pressions sur l'Iran.

Israël a donc obtenu d'importants acquis. J'estime qu'il les conservera s'il n'en démord pas. Je n'entends renoncer à aucun des points de cet accord. Le Président Bush a publiquement déclaré aux Palestiniens, à trois ou quatre reprises, qu'ils devaient démanteler les organisations terroristes et leurs infrastructures.

Quel est le secret de votre amitié, de votre entente avec lui ?

Au cours de sa première visite à Jérusalem, en 1998, alors qu'il était gouverneur du Texas, je l'ai emmené visiter la Samarie et la vallée du Jourdain : notre hélicoptère volait à

la hauteur des rochers. C'est ainsi que s'est établie notre relation. Le 6 février 2001, le Président Bush, lui-même entré à la Maison-Blanche le mois précédent, a été le premier chef d'État à me téléphoner pour me féliciter de mon élection.

Entre-temps, vous avez combattu les attentats suicides, il y a eu la guerre en Afghanistan, la guerre en Irak se poursuit, et ce lien se maintient ?

La Maison-Blanche semble apprécier les efforts d'Israël contre le terrorisme. George W. Bush considère que le terrorisme islamiste représente la plus grande menace actuelle contre la survie et la culture de nos démocraties.

Vous pensez de même ?

Oui. J'ai toujours eu le sentiment que le Président avait beaucoup d'estime pour notre résistance active contre le terrorisme, pendant de si longues années.

Il y a seize ans, vous disiez dans un article publié par le New York Times *que la voie de la paix au Moyen-Orient devait passer par une démocratisation de la région. C'est également au nom de la démocratie que le Président Bush est intervenu en Irak. Peut-on parler d'échec de cette tentative ?*

Le régime de Saddam Hussein était despotique, dangereux et sanguinaire, à cause du caractère de l'homme. On n'a pas encore exhumé tous les cadavres de ceux qu'il a fait assassiner – et je ne parle pas du massacre de milliers de Kurdes ni de l'emploi à leur encontre de gaz toxiques. D'où l'importance de l'intervention américaine qui, de plus, a provoqué une secousse dans la région.

Quels en sont les effets ?

Des pays comme la Syrie savent aujourd'hui qu'il y a des limites à ne pas dépasser.

Pourtant, la Syrie permet à toutes sortes de terroristes d'entrer en Irak à travers ses frontières.

Exact. Je crois même savoir que des terroristes irakiens ou en transit s'entraînent dans des camps syriens.

Mais alors ?

Des changements se font déjà sentir : par exemple, les pressions américaines et surtout françaises sur la Syrie concernant le Liban, et maintenant celles de nombreux pays sur l'Iran. Le processus est lent, mais quelque chose bouge. Toutefois, les transformations ne seront pas rapides. L'Irak est un pays confronté aux problèmes de la coexistence entre sunnites, chiites et Kurdes.

Le jeu en vaut-il la chandelle pour les États-Unis ?

À mon avis, à long terme, oui. Il faudrait que les Américains restent encore quelques années en Irak ; ils ne peuvent pas s'en aller tout de suite. Les ondes de choc sont pourtant à l'œuvre, y compris au Liban, où se poursuit la démocratisation.

A-t-on la preuve que le président Bachar el-Assad soit mêlé à l'assassinat du président libanais Rafik Hariri ?

Il semble y avoir trempé, mais l'information à ce sujet émane seulement de l'officier syrien qui a déserté et transmis les détails de l'affaire aux Français[1]. De toute manière,

1. Cette entrevue s'est déroulée avant que les conclusions de l'enquête menée par l'ONU, qui incriminaient le régime de Damas, ne soient rendues publiques.

l'assassinat est monnaie courante dans cette région, les meurtriers nous cernent.

Si les preuves de la responsabilité de Bachar el-Assad dans ce crime étaient rendues publiques, pourrait-on envisager la chute de la dictature en Syrie ?

À condition d'ignorer les voix qui conseillent à Israël d'entamer maintenant des pourparlers avec Damas. Les Syriens aimeraient bien paraître négocier la paix avec Israël, ce qui relâcherait sur-le-champ les pressions qu'ils subissent de la part des Américains comme des Français. Aucun allègement, aucune aide ne doivent leur être accordés. Il ne faut rien leur concéder, rien du tout !

D'après vous, la guerre en Irak a créé des ondes de choc dont nous n'imaginons pas l'ampleur...

C'est un processus. Sera-t-il éphémère ? Cela dépendra de la capacité de résistance des Américains, de leur volonté de résistance. Mais il se passe quelque chose face à la Syrie. Et on parle aujourd'hui avec les Libanais du désarmement du Hezbollah.

Qui leur parle ?

Les Français leur parlent et les Américains expriment leur opinion à ce sujet. À cause de l'Iran. En dehors du problème de l'armement nucléaire, qui est évidemment le plus aigu, les Iraniens sont impliqués dans le terrorisme. Ils agissent même parmi la population arabe d'Israël, par le biais du Mouvement islamique – ce n'est pour l'heure qu'une petite minorité, mais elle risque de grandir. Ils transfèrent des fonds à travers le Liban et paient des organisations terroristes palestiniennes, par exemple le Tanzim, au prorata des attentats dont ils sont les commanditaires. Ils se livrent à la contrebande d'armes. Ils sont en relation permanente avec

le Djihad islamique et aident aussi le Hamas. Les Iraniens sont impliqués dans tout ce qui concerne la formation, la préparation et l'activation de réseaux terroristes locaux.

N'êtes-vous pas déçu que, après le retrait de la bande de Gaza, le président Pervez Musharaf déclare que le Pakistan n'établira de relations diplomatiques avec Israël qu'après l'avènement d'un État palestinien ? Espériez-vous que d'autres pays arabes ou musulmans établiraient des relations ouvertes avec Israël ?

Israël entretient déjà des liens avec des pays comme les États du Golfe, le Maroc et la Tunisie. J'ai même été invité à Tunis pour une conférence internationale, mais l'idée de ce voyage n'enthousiasme pas tout le monde, parce que la loi tunisienne n'admet pas qu'un visiteur soit accompagné de son propre service de sécurité...

Quant au Pakistan, j'ai rencontré ses représentants, ce qui par bonheur ne porte pas préjudice à nos excellentes relations avec l'Inde. Je n'ai jamais demandé à personne d'établir des relations avec Israël, ni même de reconnaître notre État. Les intérêts sont mutuels. Prenez la rencontre à Istanbul entre les ministres des Affaires étrangères d'Israël et du Pakistan. Le Premier ministre turc m'a téléphoné un soir pour me dire que Musharaf le priait d'arranger cette rencontre. Tout un chacun veut s'occuper de nos affaires. Cela fait de la publicité à ces personnalités et renforce leur statut.

Il faut comprendre qu'Israël passe pour détenir un pouvoir universel, qu'on le prend pour un pays qui tire toutes les ficelles dans tous les domaines. Musharaf souhaite être invité par des organisations juives aux États-Unis et, bien entendu, resserrer ses liens avec Washington. Il pense que les Juifs jouissent d'une grande influence aux États-Unis. Les Arabes et les musulmans considèrent Israël comme un

pays sérieux et fort, capable d'une démarche aussi difficile que le retrait de la bande de Gaza, ce qui facilite le rapprochement puisqu'on ne peut plus prétendre qu'Israël s'oppose à la paix.

Vous voulez dire que cette démarche a entraîné le renforcement de liens officieux entre Israël et des pays musulmans et arabes ?

Absolument.

2004-2005

LES CONSEILS D'UNE MÈRE

Lorsque le Premier ministre était remonté contre moi, il priait nos amis communs d'intercéder pour nous réconcilier. Il agissait ainsi, m'expliqua-t-il à plusieurs reprises, en hommage à une promesse faite à sa mère sur son lit de mort. Vera, dont l'influence ne s'était jamais démentie, lui avait enjoint de ne pas rompre avec de vieux camarades ou des proches pour une simple dispute. Elle connaissait bien son fils et n'ignorait pas que, maintes fois au cours de son tumultueux parcours, il avait multiplié les provocations et les déclarations dédaigneuses à l'égard de l'état-major ou des tenants du pouvoir... Après son accession à la tête du gouvernement, Ariel mit à profit cette ultime recommandation, notamment dans ses relations avec des adversaires politiques ou médiatiques.

Pourtant, en 2004, l'annonce de son projet de retrait de Gaza faillit avoir raison de notre vieille amitié. Dès que j'eus vent de ses intentions, j'exhortai Ariel à se rendre chez les habitants des implantations concernées.

– Tu dois bien cela aux 8 000 Israéliens qui résistent avec courage aux Palestiniens !

Voyant qu'il hésitait et entendait même éluder une confrontation houleuse chez les « colons », je m'adressai à

lui par voie de presse, en lui lançant dans les colonnes du quotidien *Maariv* un appel public : « Va à Gaza ! » Malheureusement, mon rédacteur en chef, en mal de sensationnalisme, changea sans m'avertir mon titre « *Red le Aza* » (« Va à Gaza » en hébreu) en « *Lech Léaza* », ce qui signifie « Va au diable ».

Un ami commun m'avertit qu'Arik n'avait pas apprécié...

Malgré cela, il m'appela à Tokyo, où je m'étais rendu en reportage, et n'évoqua même pas le sujet.

– Je viens de subir une opération des voies urinaires, me dit-il. Tout s'est bien passé et je serai rétabli dans quelques jours. C'est pour cela que j'ai demandé aux deux émissaires américains de la Maison-Blanche de reporter leur visite à la semaine prochaine, car je veux leur expliquer comment je vois l'avenir de Jérusalem, quel que soit le règlement adopté. À ce propos, je ne compte sur personne, tu m'entends, sur personne !

Sur ce, il me bombarda de questions sur le Japon.

– Des hauts fonctionnaires du gouvernement à Tokyo m'ont appris que tu étais très attendu ici, lui annonçai-je.

– Je rêve de ce voyage[1], mais je suis pris par le désengagement. Il y a trente ans que je ne me suis pas rendu au Japon. Alors, qu'y a-t-il de changé ?

– À part le théâtre kabuki, il paraît qu'on t'a concocté une visite dans un centre d'entraînement de sumos. Malgré ton gabarit, tu auras l'air rachitique à côté d'eux !

– Quoi ? Ils sont si gros que ça ?

– Très gros, mais drôlement musclés !

– Dans ce cas, je les préfère aux politiques d'Israël... Ici, le combat ne fait que commencer.

---

1. Qui fut reporté après les élections de 2006...

Sous le coup de la stupeur, les habitants de Gaza refusaient de croire que Sharon allait faire raser leurs maisons. Certains de leurs porte-parole le qualifiaient déjà de traître ; hier encore, n'était-il pas leur champion ? D'aucuns l'accusaient d'avoir échafaudé ce plan pour mieux détourner l'attention de la procédure d'enquête qui les visait, lui et ses fils, pour le financement occulte de sa campagne électorale. On disait aussi que ces accusations de corruption émanant de sympathisants de gauche, Sharon cherchait à acheter leur bienveillance, voire leur inertie, en s'attaquant aux Juifs de la bande de Gaza.

Face à ce déferlement de calomnies, qui se propageait jusque sur les bancs de la Knesset et faisait les gros titres de la presse, Sharon se mura dans un silence agacé et refusa de s'adresser aux habitants des implantations.

Même si l'on envisageait une violente confrontation entre les populations de Goush Katif et les forces de l'ordre, la froideur de Sharon vis-à-vis de nos compatriotes me surprenait beaucoup. En mars 2004, après avoir commémoré le quatrième anniversaire de la disparition de Lily, assis sur la pelouse de la ferme des Sycomores, je répétai à Sharon qu'il me paraissait judicieux de dialoguer avec eux.

– Ils méritent une explication personnelle, dis-je.

– Il ne s'agit en tout et pour tout que de 400 exploitations agricoles ! On leur en donnera d'autres en compensation.

Après un silence, il poursuivit :

– Chaque jour, entre 5 h 30 et 6 heures du matin, le secrétaire militaire m'appelle et je redoute de l'entendre m'annoncer que d'autres soldats, ou d'autres civils, ont été tués à Gaza.

Très affecté par cette tempête médiatique, Sharon s'adressa à Yaacov Nimrodi, le propriétaire du journal *Maariv*, en des termes très crus :

– Vous m'avez fait une saloperie !

Il faisait allusion à un dossier d'une vingtaine de pages que le quotidien avait consacré, la veille, aux accusations de corruption. Par ailleurs, *Maariv* y allait de son couplet sur des pseudo-liens financiers et personnels qu'auraient entretenus le Premier ministre et la famille de l'homme d'affaires Elhanan Tanenbaum [1], enlevé puis libéré par le Hezbollah. Pure invention : Sharon ne connaissait même pas Tanenbaum.

En mai 2004, Sharon organisait un référendum au sein du Likoud pour approuver le plan de désengagement de Gaza. Son entourage lui avait fait croire que l'aval idéologique de la majorité des membres de son parti dédramatiserait cette entreprise. Sharon s'était engagé à respecter le résultat quel qu'il soit, ses conseillers l'ayant persuadé qu'il remporterait le vote : n'avait-il pas obtenu du Président Bush, le 14 avril, à la Maison-Blanche, un accord capital garantissant à Israël de garder la mainmise sur la majorité des implantations ? C'était compter sans la détermination des habitants et des rivaux de Sharon à la tête du Likoud, qui s'unirent pour le mettre en minorité.

Et c'était compter sans l'acharnement des ennemis d'Israël : le jour même du scrutin, le 2 mai 2004, des terroristes palestiniens s'infiltrèrent à Goush Katif et assassi-

1. Cet homme d'affaires et colonel de réserve israélien kidnappé par le Hezbollah fin 2000 fut relâché grâce à une médiation allemande, contre la libération de terroristes emprisonnés en Israël.

nèrent la famille Hatouel, une mère et ses quatre fillettes qui étaient en route pour la ville d'Ashkelon.

Démonstration était faite de la violence à laquelle l'État juif s'exposait à tout moment et contre laquelle les localités de la bande de Gaza tenaient lieu de bouclier. Sharon avait perdu. Je l'incitai alors à organiser une consultation nationale ; il bénéficierait ainsi de la caution de l'ensemble de la population, ce qui lui permettrait d'effacer son échec au sein de son parti. En outre, lui dis-je, si l'opinion publique lui était acquise, il réduirait à néant le risque d'un schisme dévastateur.

Étant donné l'absence de réaction de sa part, je publiai dans *Maariv* un article intitulé : « On vous aura prévenu ! », dans lequel je repris point par point mon argumentation. Quelques flagorneurs soufflèrent à l'oreille de Sharon que je lui causais du « tort », y compris sur la première chaîne de télévision israélienne, où je me produisais tous les vendredis soir dans le cadre du principal magazine d'informations hebdomadaire.

Sa réponse, le Premier ministre me la donna lui-même lorsqu'il vint participer à une fête surprise organisée pour mon anniversaire, par ma famille et mes amis, le 19 mai 2005. Il s'était libéré pour un soir de ses obligations officielles. Il monta sur l'estrade et, en présence de quelque deux cents convives, il évoqua longuement notre amitié et son histoire.

Cela ne l'empêcha pas, deux mois plus tard, de se fâcher à propos d'une de mes interventions télévisées et de se plaindre auprès de l'ami avec qui nous avions coordonné sa visite sur le mont du Temple, le 28 septembre 2000 :

– Uri m'exaspère. Il n'en rate pas une !

Si je n'en ratais pas une, Sharon, lui, ne manquait jamais les débats politiques diffusés le vendredi soir. Chaque

semaine, il se rendait pour Shabbat dans sa ferme des Sycomores. Cette parenthèse hebdomadaire dans le Néguev lui permettait de se ressourcer en arpentant ses champs, en surveillant ses troupeaux de moutons et de bœufs...

S'il parvenait à s'échapper plus tôt le vendredi, il déjeunait de viandes grillées en compagnie d'agriculteurs voisins. Bien souvent, il m'appelait juste après la diffusion d'une émission, tandis que je regagnais Tel-Aviv en voiture. Ou alors il me téléphonait le lendemain afin de me féliciter pour une prise de position sur l'État juif ou sur l'importance d'Eretz-Israël, lorsque je justifiais la liquidation systématique des terroristes, ou encore sur mes choix vestimentaires...

Jeudi 11 août 2005. Nous venions de rentrer de Paris, où Sharon avait rencontré le président Jacques Chirac, qui tenait à soutenir son plan de désengagement. J'avais profité de cette occasion pour me pourvoir d'une cravate orange dans une boutique du faubourg Saint-Honoré – l'orange étant la couleur de ralliement des opposants au retrait de Gaza, en référence aux agrumes cultivés dans les exploitations de Goush Katif et à la « révolution » ukrainienne.

Ce jeudi-là, les colons mobilisèrent quelque 250 000 personnes pour une manifestation géante contre l'expulsion des Juifs de la bande de Gaza. L'heure du retrait, du « déracinement », disait-on en hébreu, approchait. Les médias avançaient le chiffre d'une dizaine de milliers d'hommes et de femmes en uniforme – police et armée confondues – prêts pour l'opération. Omri dressa à son père le tableau de la situation :

– Tout est sous contrôle, lui dit-il, usant de son expression favorite.

Alors que le pays tout entier – balcons, rétroviseurs, antennes des voitures, tee-shirts et chapeaux – se parait d'un étrange mariage d'orange et de bleu (la teinte arborée par les Israéliens favorables au désengagement), des colons du Likoud et leurs proches annonçaient que Sharon fomentait son propre « big-bang », c'est-à-dire son départ du Likoud et la création d'un nouveau parti.

Ce soir-là, sur la première chaîne israélienne, le présentateur Ygal Ravid dirigeait les débats. Ma consœur Ayala Hasson me prit de court en révélant que j'avais refusé le poste d'ambassadeur d'Israël à Paris.

– C'est vrai ? me demanda-t-elle.

– Aurais-tu été prête à renoncer à ton métier de journaliste ? répliquai-je. Non ? Eh bien, moi, non plus.

Ensuite, on s'occupa de ma cravate orange.

– C'est en signe de solidarité avec les déracinés, avec la douleur de ces gens que l'on arrache de chez eux, avec leur tragédie.

– Et qu'en est-il du big bang ? Qu'en est-il du parti que Sharon veut créer ?

– Le vrai big bang, c'est cette manifestation monstre, hier, à Tel-Aviv, qui a rassemblé 400 000 personnes. C'est le big bang des colons qui défendent le pays sur la ligne de front. Il faut tout faire pour éviter une guerre civile. Et l'expression que je déteste le plus est « Tout est sous contrôle ».

Enfin, Ygal Ravid m'interrogea sur les perspectives d'Ariel Sharon lors des prochaines élections.

– Quiconque n'a pas voulu de lui comme Premier ministre une deuxième fois l'aura une troisième fois, déclarai-je.

Aussitôt après, je me rendis à l'hôtel King David, où je devais dîner avec Patrick Wajsman, fondateur et directeur de la revue française *Politique internationale.* Entre-temps, le même ami d'Ariel me joignit sur mon portable.

– Tu ne sais pas à quel point Arik est en colère contre toi, me prévint-il. Il était tellement hors de lui qu'il a éteint son poste... Il m'a dit : « Notre ami... notre ami ne manque pas une occasion de me baiser ! Il n'y avait pas 400 000 personnes, hier, place des Rois d'Israël à Tel-Aviv, tout juste la moitié. » J'ai eu beau tenter de le calmer, de lui expliquer que c'était une façon de parler, rien n'y a fait ! Il t'en veut énormément.

Mais cette fois, j'attendis son coup de fil en vain. Ariel éait hors de lui. Sans doute notre amitié, qui résista à toutes nos divergences de vue, est-elle redevable à la sagesse de Vera Scheinerman, sa mère...

SEPTEMBRE 2005

LE RETRAIT DE GAZA

15 et 16 août 2005 : journées déchirantes pour Sharon. Il est allé voir le président d'Israël, Moshé Katsav, pour discuter de cet acte sans précédent. Les journalistes font déjà état des menaces proférées par les habitants des implantations à l'encontre des soldats. On parle de guerre civile.

Sharon lance à la presse :

– S'ils veulent attaquer quelqu'un, qu'ils s'en prennent à moi, pas à nos soldats.

Le président Katsav, conscient des menaces sur la vie de son Premier ministre, rectifie aussitôt le tir. Mais Sharon se moque du danger.

Retranché dans son bureau de Jérusalem, il suit heure par heure les événements, à travers les rapports officiels et les images des chaînes de télévision. À aucun moment il ne se mêle à la joie de ses conseillers, pressés de lui raconter que le démantèlement se déroule dans le calme, sans victimes. Il n'est pas heureux, non. Il paraît lui-même déraciné.

Quel a été le moment le plus difficile pour vous dans l'évacuation de la bande de Gaza ?

Cela a été très difficile pour moi... terrible. Je ne peux pas définir de moment précis. C'est la prise de décision qui a été la plus pénible.

Mais vous avez vu les images...

Bien sûr. Le spectacle des soldats ramassant les peluches des enfants et les aidant à emballer leurs jouets m'a particulièrement ému, j'ai partagé leur douleur, leur déchirement. Le comportement ignoble de certains adultes m'a aussi indigné : les voir ainsi invectiver et humilier ces jeunes policiers, ces jeunes militaires...

Ce n'était qu'une minorité. Vous redoutiez un climat de guerre civile. Est-ce grâce à l'armée et à la police qu'il n'y a pas eu d'effusion de sang, ou aussi aux habitants des implantations ?

Le plus dur a été d'arracher ces gens à leurs maisons, à leurs villages. Pour moi, c'est aux 11 000 familles qui ont empaqueté leurs affaires et obéi à l'ordre d'évacuation que revient ce crédit, parce que, malgré leur douleur, elles se sont conformées à la décision du gouvernement et de la Knesset. Mais il y a eu les autres, ces adultes et surtout ces milliers de jeunes, recrutés et envoyés là-bas par le conseil régional de Yesha (Judée-Samarie) afin d'empêcher de force ce départ. Nous avons assisté à des actes gravissimes, y compris à des appels à l'insubordination émis par certains rabbins. Quant à ceux qui ont fait sortir leurs enfants affublés de l'étoile orange, les bras levés...

Il s'agissait de cas marginaux...

Vous ne connaissez pas le nombre de ces cas, ni les insultes d'une grossièreté inouïe lancées au visage des jeunes militaires. L'enquête à ce sujet suit son cours et on recueille les témoignages. Ces émeutiers ne méritent aucune indulgence.

Vous parlez d'une petite partie d'entre eux.
C'est vous qui affirmez qu'il s'agit d'un petit nombre.

Non, je vous pose la question.
Il ne s'agit pas d'un petit nombre. Ils ont lancé des injures avilissantes et d'une brutalité incroyable à l'encontre des militaires et des policiers.

Il y a eu beaucoup de cas extrêmes durant l'évacuation. C'était douloureux pour tous les habitants du Goush Katif, mais il y a des bornes à ne pas dépasser. Un ami proche m'a écrit qu'il fallait amnistier tous les émeutiers. Il a tort. Aucun ne doit être amnistié.

Ne vous sentez-vous pas un peu isolé dans votre bureau de Jérusalem, comme si vous viviez dans une bulle ? Il y a des menaces de mort contre vous et vous avez du mal à vous déplacer librement.
Je ne me sens absolument pas isolé ni coupé du peuple.

Je parle de ce que vous ressentez devant ces menaces de mort.
J'ai souvent affronté des dangers, y compris en votre compagnie. Cela n'a aucune incidence sur mes projets ou mon comportement. Il est vrai que ma participation à divers événements est compliquée par le fait qu'on ne peut pas demander l'impossible aux services de sécurité. Chaque déplacement coûte très cher à cause de la folie et du climat de haine qui règnent autour de moi.

Y a-t-il des menaces concrètes contre vous ?
Les services de sécurité s'en occupent, je ne m'en mêle pas. Ils savent ce qu'ils ont à faire et je veille à ne pas compliquer encore leur tâche.

On vous reproche, après tant de guerres, de vouloir maintenant apparaître comme l'homme des concessions pour expier le démantèlement des localités juives de la bande de Gaza et assurer votre place dans l'Histoire.

Je n'agis pas par calcul personnel et je n'ai rien à me faire pardonner. J'ai œuvré toute ma vie pour la défense des Juifs et d'Israël. J'ai participé activement à tout ce qui s'est passé ici depuis l'établissement de l'État, je n'ai rien à expier.

Néanmoins, c'est la première fois que le chef du gouvernement démantèle des localités de cette entité qu'on appelle Eretz-Israël. C'est une démarche extraordinaire, cruelle.

Oui, une démarche très difficile. On m'attribue tant de choses... Je suis au courant des anathèmes, injures et mensonges qu'on profère à mon encontre.

Est-ce un mensonge que de dire que vous voulez entrer dans l'Histoire ?

Pour vous dire la vérité, je n'en ai pas besoin. Au fil des années, j'ai atteint toutes sortes de sommets et j'aimerais encore en atteindre quelques-uns.

Par exemple, vous représenter aux élections ?

Bien sûr.

Et vous pensez réussir ?

Je crois pouvoir gagner et être réélu.

Pour la troisième fois et dans le cadre du Likoud ?

J'appartiens au Likoud. Après tout, c'est moi qui ai inventé cette créature... Ma lutte pour établir le Likoud a réussi. Pendant l'été 1973, après avoir vendu une tonne du foin produit par ma ferme, j'ai loué la salle du Beit Sokolov

[siège de l'Association des journalistes d'Israël] pour y tenir une conférence de presse et annoncer mon intention de créer ce parti, destiné à remplacer le Parti travailliste au pouvoir depuis des décennies. Pour moi, c'était une contribution majeure à la démocratie israélienne.

On vous accuse maintenant d'être antidémocrate. Vous ne regrettez pas de ne pas avoir organisé un référendum sur le désengagement de la bande de Gaza ?

Il me semble avoir bien fait, car un référendum aurait déchaîné une énorme vague d'animosité.

Mais démocratie oblige...

J'ai apporté la plus grande contribution qui soit à la démocratie israélienne en fondant le Likoud. Avec lui, j'ai créé la première possibilité réelle d'alternance du pouvoir.

Vous avez peut-être gâché cette contribution en ne consultant pas le peuple avant le retrait de Gaza.

Pour certains, la démocratie signifie répandre de l'huile sur les routes, les parsemer de clous et commettre d'autres actes de violence.

Tout le monde n'a pas participé à ce genre de manifestations contre le retrait.

Je n'ai pas parlé de majorité. D'ailleurs, la majorité du peuple ne pense pas que ma démarche soit erronée.

Raison de plus pour organiser un référendum, puisque vous auriez gagné...

Ce référendum aurait ouvert un chapitre de haine fratricide, et peut-être causé de terribles dommages à l'intérieur

du pays. C'est pourquoi j'ai jugé que cette consultation n'était pas nécessaire.

Qu'arriverait-il si le Hamas prenait le pouvoir à Gaza et relançait la guerre ?

Israël réagirait de manière implacable.

La sécurité d'Israël ne se trouve-t-elle pas désormais en grande partie entre les mains de l'armée égyptienne, à présent que Tsahal abandonne l'axe Philadelphie et laisse au Caire le soin d'endiguer la contrebande d'armes entre le Sinaï et la bande de Gaza ?

Notre présence là-bas n'a malheureusement pas freiné les trafics. Les dirigeants qui m'ont précédé ont fait preuve d'une naïveté coupable. Les accords d'Oslo nous permettaient de contrôler une bande étroite, large de 200 mètres et longue de 14 kilomètres entre la Rafah égyptienne et la Rafah palestinienne. En l'acceptant, Israël a commis une erreur d'appréciation qui nous a coûté cher. Conserver le contrôle de cette langue de terre alors que nous avons quitté la bande de Gaza reviendrait à mettre la vie de soldats inutilement en danger.

Mais le fait de laisser déployer là-bas des forces égyptiennes ne menace-t-il pas notre accord de paix avec l'Égypte ?

Il s'agit d'une action limitée de remplacement de quelques centaines de policiers égyptiens par quelques centaines...

De soldats...

D'agents de la police des frontières !

La police des frontières dépend de l'armée égyptienne.

Et alors ? Cela ne change rien.

Maintenant que le désengagement est terminé, permettrez-vous aux Palestiniens de la bande de Gaza de venir travailler en Israël ?

Non. Conformément à l'accord déjà en vigueur depuis longtemps, le nombre de travailleurs palestiniens en Israël doit diminuer progressivement jusqu'en 2008.

Combien sont-ils à l'heure actuelle ?

Environ 15 000, me semble-t-il.

Croyez-vous au redressement économique de la bande de Gaza sous la férule de MM. Shimon Peres et James Wolfensohn, délégués du Président Bush et du Quartet, ou bien craignez-vous qu'une fois de plus les millions ou milliards destinés au développement économique ne finissent dans les poches des dirigeants palestiniens ?

Peres effectue un travail important dans ce domaine. Il a pour mission de mettre fin à la responsabilité d'Israël dans la bande de Gaza. Il faut ouvrir ce territoire, parce que sa fermeture prolonge la responsabilité d'Israël.

L'ouvrir dans quelle direction ?

Vers l'Égypte et vers la mer. Pas vers Israël, dont l'accès doit lui être totalement fermé, sauf pour les transactions commerciales, qui d'ailleurs se poursuivent. Israël vend beaucoup plus qu'il n'achète dans la bande de Gaza, et les commerçants peuvent circuler librement. Il me semble essentiel de nous libérer de notre responsabilité envers Gaza.

Les Palestiniens ont-ils reconnu que l'occupation avait pris fin ? Y a-t-il un débat à ce sujet avec les Américains, avec les Palestiniens ?

Je n'ai aucune discussion à ce sujet avec les Américains.

Avec qui, alors, puisque les Palestiniens exigent d'autres territoires dans la bande de Gaza et disent que le retrait est insuffisant ?

Qu'ils le disent. Il n'y aura pas le moindre mouvement sur les frontières. Elles ont été fixées une fois pour toutes de ce côté.

Les Palestiniens sont-ils prêts à déclarer que c'est la fin de l'occupation ou qu'Israël n'a plus de responsabilité dans la bande de Gaza ? Qui doit l'annoncer et qu'avez-vous exigé ?

Nous n'avons pas à exiger que les Palestiniens annoncent la fin de l'occupation. Nous annonçons la fin de l'occupation. Je pense que le Quartet ou un autre organisme se chargera de l'annoncer.

Vous attendez une annonce ? Vous la réclamez ?

Je ne me rappelle pas au juste où nous en sommes sur ce point, qui demande ou ne demande pas, mais l'occupation est achevée.

C'est ce que vous dites et non ce que disent les Palestiniens. Ont-ils d'autres exigences concernant le nord ou l'est de la bande de Gaza, comme le rapportent les médias ?

Il n'y aurait aucune justification à cette exigence. Ils peuvent le faire, mais cela ne pèserait pas lourd.

[Soucieux, le Premier ministre consulte par téléphone son conseiller politique Shalom Turjeman.]

Bon, la situation est la suivante : Israël n'annonce pas la fin de l'occupation mais la fin de sa responsabilité sur l'intérieur de la bande de Gaza – et nous ne discutons pas de la question avec les Palestiniens.

Donc, c'est Israël qui l'annonce.

Oui, parce que le concept est très complexe en lui-même. Le droit international implique aussi des pourparlers concernant la Cisjordanie, et les Palestiniens ne vont pas considérer que c'est une question réglée.

Le Caire est-il prêt à accorder aux Palestiniens la liberté de mouvement vers l'Égypte depuis la bande de Gaza ?

Oui. En revanche, nous ne sommes pas encore prêts à accepter une libre circulation vers Israël. Les marchandises des Palestiniens pourront transiter par Nitsana, et le passage des personnes se fera par Kerem Shalom, probablement durant les six prochains mois.

Le désengagement n'a-t-il pas entraîné un certain affaiblissement d'Israël dans sa lutte contre le terrorisme ?

Au contraire, nous sommes aujourd'hui en bien meilleure position, sur les plans de la qualité et de l'expérience.

SEPTEMBRE 2005

DISCOURS AUX NATIONS UNIES

En septembre 2005, Ariel Sharon se rend à New York pour représenter l'État d'Israël à l'Assemblée générale des Nations unies, réunie pour le soixantième anniversaire de cette institution.

C'est au cours de ce voyage qu'il montrera ses premiers signes d'affaiblissement physique. Le jour de Shabbat, libéré de ses nombreuses obligations officielles, il accueille trois amies de longue date dans sa suite de l'hôtel Palace. Malgré le plaisir évident que leur présence lui procure, Arik ne parvient pas à dissimuler sa lassitude. Pâle, la voix enrouée, il se plaint de son emploi du temps trop chargé et déplore l'énergie qu'il devra déployer à son retour, à cause de Netanyahou, qui a convoqué le comité central du Likoud afin de le mettre en échec. Sharon a dû appeler personnellement des centaines de membres influents, afin de les rallier. Il parle de « Bibi » avec amertume, furieux de cet affrontement inutile, puisque les prochaines élections générales sont normalement prévues pour novembre 2006[1].

1. La création de Kadima, le parti que Sharon créera peu après, entraînera une dissolution de la Knesset et l'organisation d'élections anticipées en mars 2006.

Sharon semble néanmoins puiser un regain de force dans l'appui désormais unanime que lui manifestent les dirigeants des communautés juives d'Amérique et d'Europe, même ceux qui lui étaient jusque-là hostiles. De plus, le discours qu'il prononce le 15 septembre devant l'Assemblée générale des Nations unies, bien accueilli par les chefs d'État et de gouvernement du monde entier, ajoute à son prestige international.

Dans son allocution, Sharon évoque le retrait de Gaza, récemment achevé, ajoutant :

« Israël a démontré qu'il était prêt à accorder des concessions douloureuses pour mettre fin au conflit avec les Palestiniens. À présent, c'est au tour des Palestiniens de faire la preuve de leur volonté de paix. En attendant, Israël saura se défendre contre les factions terroristes. Le succès de la réalisation du plan de désengagement ouvre des opportunités pour progresser vers la paix, conformément aux étapes de la Feuille de route. Je suis de ceux qui croient possible de parvenir à un compromis équitable et à une existence de bon voisinage entre Juifs et Arabes. »

Lors du dîner organisé en son honneur par le magnat de la presse Rupert Murdoch, Sharon évoque avec les responsables de cet empire médiatique les moyens d'améliorer l'image d'Israël dans le monde.

L'évacuation des Juifs de la bande de Gaza constitue son billet d'entrée dans le club mondial des hommes d'État « fréquentables ». Son pays est rayé de la liste des pestiférés. Quelle image puissante que cet Israël tellement avide de paix qu'il est prêt à arracher à leurs maisons des milliers de citoyens innocents ! Et qui a accompli cela ? Ariel Sharon,

l'homme que l'on identifiait jusque-là au mouvement des implantations.

Sharon ne cache pas le plaisir qu'il retire de l'adulation sincère ou non dont il fait l'objet, mais il reste conscient du caractère éphémère de cet état de grâce. Il en a trop souvent fait l'expérience. Encensé après une brillante victoire militaire, il était traité l'instant suivant d'« agresseur » ou de « fauteur de guerre assoiffé de sang ». On attendait de lui qu'il écrase l'ennemi, pour ensuite le vilipender.

Sharon, réaliste, savoure ce moment de gloire avant l'inéluctable retour de bâton lorsqu'il refusera tout compromis sur le maintien de Jérusalem tout entière entre les mains d'Israël et la persistance de blocs d'implantations en Cisjordanie.

Shimon Peres, le vice-Premier ministre, lui lance à son retour de l'ONU :

– Ta situation est idéale. Bush s'embourbe en Irak, Blair est remis en cause dans son pays, Chirac est au plus bas des sondages, et toi, Arik, bénéficie de l'adhésion du monde entier.

– Oui, mais pour combien de temps ?

NOVEMBRE 2005

KADIMA

Dans son discours à l'ONU, Ariel Sharon a mis un bémol à ses ouvertures envers les Palestiniens : « Il n'y aura aucun compromis concernant le droit d'Israël d'exister en tant qu'État juif dans des frontières défendables, en toute sécurité, sans menaces et sans terrorisme. » La lutte antiterroriste se poursuit donc.

Le général Gadi Shamni interrompt notre entretien pour tendre une note au Premier ministre. Un sourire fugitif éclaire le visage las de Sharon ; il recommande à son secrétaire militaire de vérifier l'identité des terroristes dont il vient d'apprendre la liquidation et de dresser un récapitulatif de leurs crimes. Il était justement en train de remarquer que, même si le successeur d'Arafat ne souhaitait pas la poursuite des attentats contre Israël, il se montrait incapable de les empêcher.

À 4 heures de l'après-midi, en ce mardi 1er novembre, Gadi Shamni nous interrompt une nouvelle fois et tend des informations à Sharon. Il les lit à haute voix : « Hassan Madhoun et Fawzi Abu Kara, tués par un missile air-sol alors qu'ils circulaient en voiture dans le camp de Djebaliah, tous

deux membres du Hamas. » Madhoun est responsable de la mort d'au moins 20 Israéliens – il a organisé, entre autres, un double attentat au port d'Ashdod et l'envoi d'une kamikaze dans un hôpital : une jeune femme de vingt et un ans, déjà soignée à l'hôpital Soroka de Beersheba pour de graves brûlures dues à un accident domestique, et qui devait y subir un nouvel examen.

L'affaire avait fait beaucoup de bruit. La terroriste a été repérée au passage d'Erez, au nord de la bande de Gaza, grâce aux systèmes électroniques. Se sentant découverte, elle a tenté sans succès d'actionner la ceinture d'explosifs de dix kilos qu'elle portait sur elle, avant d'être interceptée par les soldats de Tsahal.

Sharon prie son secrétaire militaire de veiller à publier ces noms sur-le-champ : l'opinion internationale doit savoir qu'Israël ne tue pas des Palestiniens sans discrimination, mais uniquement ceux qui ont du sang sur les mains. Arik veut aussi rassurer les Israéliens car, malgré l'évacuation de Goush Katif, les tirs de roquettes sur le territoire israélien se poursuivent ; ils est en butte aux critiques des ministres et des députés du Likoud, opposés à un retrait unilatéral, qui, d'après eux, aura pour conséquence inéluctable l'intensification du terrorisme et la transformation de la bande de Gaza en « Hamastan » – de même que, quelques décennies plus tôt, on avait surnommé le Sud-Liban « Fatahland ». Menés par Netanyahou, ces « rebelles » n'hésitent pas à user des procédés les plus mesquins pour humilier Sharon. Ainsi, non contents de refuser d'entériner la nomination de deux nouveaux ministres, ils lui font le coup du microphone débranché au cours d'une réunion du comité central du parti. Mais aucune de ces manœuvres ne semble devoir abattre Sharon.

Entre Ariel Sharon et le Likoud, le parti qu'il a créé voici plus de trente ans, rien ne va plus... Il songe sérieusement à le quitter pour fonder un nouveau mouvement, plus conforme à sa philosophie actuelle. Arik sait qu'il faut qu'au moins 14 députés, sur les 40 que compte le Likoud, se rallient à sa liste pour qu'il obtienne les financements nécessaires à l'inclusion du nouveau parti dans la course électorale (l'équivalent de 250 000 dollars par député).

Pour ma part, je suis opposé à ce que Sharon quitte le Likoud pour créer Kadima. Constatant que dans nos tête-à-tête je ne parvenais à rien, je décidai de le rappeler à la raison au cours d'une intervention télévisée. Quarante-huit heures avant qu'il ne claque la porte de son parti, le Premier ministre put m'entendre affirmer en direct :

– Ariel Sharon est le maître au Likoud. Il est le seul capable de remettre de l'ordre dans la maison. Quelle importance si quelques voisins font du bruit ?

J'espérais clouer le bec à ses rivaux au sein du parti, qui répandaient déjà la rumeur d'une scission tout en incitant Sharon à rester aux commandes.

Le lendemain, samedi, quelqu'un se plaignit à la ferme des Sycomores des « bêtises » que j'avais dites. Sharon le rembarra :

– Uri Dan ne dit pas de bêtises !

Je n'étais pas le seul à souhaiter qu'il demeure dans les rangs du Likoud. Mais certains apparatchiks du parti, dont quelques ministres dénués de toute perspective politique sans l'appui de Sharon, souhaitaient son départ. Ils exécraient Benyamin Netanyahou et redoutaient qu'il ne devienne Pre-

mier ministre avant eux ou à leur place. Surprise, des caciques du Parti travailliste ajoutaient leurs voix au concert des flagorneurs. Après tout, les sondages prédisaient un raz-de-marée favorable à Sharon et à toute formation politique dont il prendrait la tête : on tablait sur une quarantaine de députés, soit le tiers des sièges de la Knesset, majorité relative qui permet de contrôler une coalition gouvernementale, et les déçus de la droite comme de la gauche espéraient y jouer un rôle.

Un des conseillers qui poussaient Sharon à quitter le Likoud me prit à part le dimanche 20 novembre au matin :

– Écoute, il est déjà vieux. Il n'est plus à même de supporter toutes les attaques des députés qui se révoltent contre lui. Non seulement on lui a coupé le micro [le 26 septembre 2005] lorsqu'il a gagné les élections du comité central du Likoud face à Netanyahou, mais on l'insulte aussi personnellement.

Le 22 août, lors d'une réunion de la commission des Affaires étrangères et de la Défense de la Knesset après le désengagement, deux députés l'avaient même accusé d'avoir fait d'Israël « un des États les plus corrompus du monde libre ». Ariel en avait été si visiblement choqué que ses amis avaient – déjà – cru à une attaque...

– Rappelle-toi, avait poursuivi mon interlocuteur, quand Sharon a demandé à Michi Ratzon, un député du Likoud, pourquoi il s'opposait à lui, Michi lui a répondu : « Je m'oppose à tout ce que tu défends. » Aujourd'hui, Sharon n'est plus en mesure de diriger son parti...

J'expliquai à ce conseiller, l'un des rares à vouer une sincère affection à Ariel, que c'était justement en raison de l'âge du Premier ministre, qui allait sur ses soixante-dix-huit ans, qu'il ne pouvait se lancer dans une nouvelle aventure.

– C'est une charge énorme, même pour un homme jeune, poursuivis-je. Alors, pour un quasi-octogénaire... Certes, tant qu'Arik conduira le nouveau parti et décidera des candidatures à la Knesset, il continuera à diriger le pays à sa façon. Il renforcera les blocs d'implantations en Judée-Samarie, même si, pour cela, il doit déraciner des dizaines de localités, et il assiéra la souveraineté de Jérusalem comme capitale d'Israël... Mais je pense que Kadima sera pris d'assaut par des députés opportunistes, au risque de briser le camp national et d'isoler Sharon face à la menace islamiste et au Hamas...

En ce dimanche décisif, ce conseiller alla voir le Premier ministre et lui parla longuement ; en quittant son bureau dans l'après-midi, il ignorait encore ce que Sharon avait décidé.

J'appris par la suite que Rafi Eitan avait lui aussi tenté de faire part de ses réserves à Sharon dans un fax. Vaine démarche. Le soir même, nous entendîmes Sharon annoncer à la radio qu'il quittait le Likoud pour fonder Kadima. J'avoue que je ressentis une grande angoisse. Cette annonce récompensait de leurs efforts une ribambelle de Brutus contre qui j'avais essayé d'alerter mon ami par tous les moyens.

Je me souviens de sa réaction lors de Soukkot, la fête des Cabanes, en octobre 2005. Simha Stern, une amie fidèle de Lily et Ariel, nous recevait à déjeuner chez elle, à Césarée :

– Ne sois pas aussi extrémiste ! lâcha-t-il tout en cherchant à m'apaiser d'un geste de la main.

Sur quoi, il me lança, comme un lot de consolation :

– Et si on s'enfermait six mois à la ferme, pour que tu écrives ma biographie... ?

Depuis quelque temps, je le pressais de m'accorder quelques heures pour m'atteler à ce projet. Il fallait dresser

un bilan provisoire, ne serait-ce que pour l'édification d'un public international nouvellement acquis au dirigeant israélien : le retrait de Gaza, défiant les sombres pronostics, méritait en soi qu'on prenne mieux la mesure de la personnalité de Sharon...

Dans les mois qui suivirent, nous revisitâmes son parcours dès qu'il en avait le loisir. J'aurais aimé me replonger dans ses souvenirs pendant six mois, chez lui, mais le Premier ministre Ariel Sharon ne pouvait s'accorder de vacances : il avait encore tant à faire...

DÉCEMBRE 2005-JANVIER 2006

Le dimanche 18 décembre 2005 vers 20 heures, Sharon téléphone à son fils Guilad depuis le véhicule qui le conduit de son bureau, à Jérusalem, à sa ferme des Sycomores. Inquiété par l'élocution laborieuse de son père, Guilad alerte les membres de la sécurité, qui immobilisent le cortège à la sortie de la capitale. Un infirmier se hâte auprès du Premier ministre, qu'il trouve dans un état second ; il tente de lui poser un masque à oxygène, mais Arik refuse. Prié de sourire, il s'exécute.

Entre-temps, Guilad a joint le médecin personnel de son père, le professeur Boleslav Goldman, qui ordonne qu'on emmène d'urgence son patient à l'hôpital Hadassah Ein Kerem. Vers 21 heures, la nouvelle parvient à la presse. Les conseillers du chef du gouvernement affluent à l'hôpital. Deux heures plus tard, on annonce que le Premier ministre a eu un accident cérébral mais qu'il l'a surmonté et que ses facultés restent intactes.

Le secrétaire du gouvernement Israël Maimon déclare, en accord avec le conseiller juridique du gouvernement, Menahem Mazouz, que le ministre des Finances Ehoud Olmert va assurer l'intérim en attendant que Sharon se réta-

blisse. D'autres, par exemple son directeur de cabinet, Ilan Cohen, s'empressent de se mettre en avant.

Rétrospectivement, le spectacle de ce ballet médiatique tragi-comique m'évoque une émission satirique de la deuxième chaîne de télévision israélienne intitulée *Quel pays merveilleux !* Le Premier ministre lui-même fut contraint d'y prendre part. On l'encouragea à parler au téléphone à une demi-douzaine de journalistes ce soir-là :

– Je me sens bien. Tout va bien. *Ani mamshikh kadima* (ce qui signifie à la fois « Je vais de l'avant » et « Je continue Kadima »)...

Même de son lit d'hôpital, Sharon ne s'économisait pas, et nul ne le lui suggérait, d'ailleurs. Il quitta l'établissement au bout de trente-six heures, tout sourire et affichant une forme impressionnante devant les caméras.

– Arik voulait donner une image de stabilité, me dit un proche collaborateur. Il craignait que son attaque ne porte atteinte aux chances de son parti.

L'énergie que Sharon mettait à défendre son projet allait provoquer un deuxième, et terrible, accident cérébral. Comme me l'avait murmuré à l'oreille l'un de ses proches, ce soir du 18 décembre à l'hôpital :

– Ces salopards autour de Sharon vont nous le tuer.

Le 2 janvier 2006, à 17 h 15, mon ami m'appela pour la dernière fois depuis sa voiture. Il rejoignait sa ferme des Sycomores, où il devait dîner en famille.

Arik continuait, contre l'avis de ses médecins, qui le pressaient de rester à proximité de l'hôpital Hadassah, à faire la navette entre son bureau de Jérusalem et sa ferme du Néguev. Il détestait son appartement de fonction, dans lequel il avait l'impression d'étouffer.

– Guéris vite ! lui dis-je. Quarante crétins attendent de toi que tu les fasses élire à la Knesset !

Au lieu de s'emporter, de calmer mes ardeurs « extrémistes », Ariel éclata d'un rire tonitruant, que tant de comiques israéliens se sont plu à imiter. Non, il n'était pas dupe des manœuvres politiciennes de ses alliés du jour. Ce rire résonne encore dans mes oreilles, tel un cri de vérité.

– Comment c'était, New York ? s'enquit-il.

J'étais rentré la veille. Je ne pus m'empêcher de lui dire que les hot-dogs de chez Nathan's, dont il raffolait, étaient toujours aussi délicieux ; il rit, mais sans joie : avec une intervention chirurgicale prévue pour le 5 janvier, ses menus faisaient l'objet d'une stricte surveillance. Pourtant, il plaisanta beaucoup sur son premier accident cérébral et les commentaires qu'il n'avait pas manqué de susciter. Je lui avouai alors que j'avais pensé rédiger un papier pour étriller les membres de son entourage et mentionner la similitude avec les sketchs de l'émission *Quel pays merveilleux !*, et que je m'étais ravisé pour ne pas le froisser.

– Mais non ! protesta-t-il. Écris-le, c'est vraiment drôle !

Jusqu'à son dernier instant de conscience, le Premier ministre israélien ne se ménagea pas. Ses médecins lui avaient ordonné de travailler quatre heures par jour au maximum. Impossible, pour un homme habitué aux journées de quinze heures. Inutile de tenter de le raisonner : dès le 1er janvier, les Palestiniens avaient inauguré l'année 2006 par des tirs de roquettes Kassam lancées depuis des localités démantelées de la bande de Gaza – Elei Sinaï, Nitsanit, Dougit – sur les cités juives du Néguev, et leurs projectiles menaçaient la ville côtière d'Ashkelon. Rien n'y faisait : ni les canons de l'artillerie israélienne, qui visaient des terrains

vagues de la bande de Gaza, ni le bouclage aérien de l'opération « Ciel bleu », ordonné après que Sharon eut quitté l'hôpital.

Ayant bâti toute son argumentation du retrait sur la promesse d'une accalmie et d'une protection accrue du territoire israélien, il ne pouvait tolérer de telles hostilités. C'est ainsi qu'il avait gagné à sa cause la majeure partie de l'opinion publique, sûre que le démantèlement des enclaves dans la bande de Gaza réglerait le problème à la racine. Si les tirs de roquette atteignaient l'État juif ou se soldaient par des pertes humaines, le Likoud et l'extrême droite se frotteraient les mains à l'approche du scrutin. Malgré son état de santé, Ariel Sharon sortit de ses gonds : il ordonna la liquidation immédiate des commandos responsables des tirs. Pour ce genre d'opérations, les efforts conjugués du Shin-Beth et de l'armée de l'air produisaient des résultats spectaculaires. Un seul inconvénient : les informations en provenance de sources palestiniennes ne remontaient pas assez vite au bureau du Premier ministre. Les objectifs avaient-ils été neutralisés ? Pour en avoir le cœur net, Ariel joignit notre ami, l'expert en affaires palestiniennes, le lundi 2 janvier 2006 vers 21 heures.

– Que disent les Arabes ? lui demanda-t-il.

L'expert consulta ses sources et confirma la nouvelle : Sayid Abed-El Fatah Ibrahim Judyan, quarante et un ans, chef des brigades Al-Quds, bras armé du Djihad islamique, et instigateur de tirs de roquettes et d'attentats suicides, avait bel et bien été liquidé. Un missile avait frappé son véhicule à Jebalya, dans la bande de Gaza, le tuant avec l'un de ses lieutenants. Un troisième individu, lui aussi impliqué dans des activités terroristes, était grièvement blessé (il devait succomber à ses blessures).

Un communiqué du Djihad islamique annonçait :

« Nous vengerons Judyan. Notre réaction sera rapide et douloureuse. Sharon doit savoir que sa liquidation n'ajoutera pas de voix à Kadima. »

Satisfait de la tournure que prenaient les événements, Arik lança, goguenard :

– Bon, les Arabes savent que je travaille.

Avant d'ajouter :

– Je me renforce, je me renforce...

Rien n'était moins vrai. Les allées et venues incessantes de secrétaires, de conseillers, des gardes du corps, de médecins, d'infirmiers créaient autour de lui une effervescence propre à masquer son affaiblissement.

À dire vrai, il passait pour irréductible aux yeux de tous, et en premier lieu aux miens, moi qui l'avais vu réchapper de tant de combats personnels, militaires et politiques, même si j'avais décelé chez lui des signes de fatigue. Au mépris de la plus élémentaire prudence, Sharon consacra tout ce qui lui restait d'énergie à la protection de sa terre, de son pays, de son peuple. Peut-être aussi se plongeait-il ainsi dans le travail pour faire taire l'inquiétude qui sourdait en lui.

La perspective de l'intervention chirurgicale sous anesthésie générale, le 5 janvier, ne lui plaisait guère, même si on lui avait assuré que l'opération ne durerait que trois heures. Son optimisme, toujours... Il était tellement sûr qu'il poursuivrait sa tâche qu'il n'a jamais songé à désigner un « héritier », ni moral ni politique.

Le mercredi 4 janvier 2006, Sharon passa la soirée à la ferme des Sycomores avec son fils Guilad, sa belle-fille Inbal et ses trois petits-fils. Il s'entretint par téléphone avec le chef d'état-major, le général Dan Haloutz : comment pouvait-on

neutraliser une base d'entraînement des terroristes du Hamas dans la bande de Gaza ? Sa voix était faible et le général trouva ses propos confus.

Vers 22 heures, un ami commun m'appela, très inquiet :

– Arik est parti en ambulance pour l'hôpital Hadassah Ein Kerem. Le service de neurochirurgie est en état d'alerte.

Affolé, j'allumai la télévision. On filmait l'ambulance, qui roulait vers Jérusalem. À travers la vitre arrière du véhicule, le visage d'Ariel Sharon était identifiable, cette tête couronnée d'une crinière blanche reconnaissable entre toutes, celle d'un grand dirigeant de l'État d'Israël, d'un formidable leader du peuple juif, que je côtoyais depuis cinquante-deux ans.

– Accident vasculaire cérébral, annonça-t-on de l'hôpital.

L'opération dura plusieurs heures et fut suivie d'une autre. Et d'une autre encore. Sept opérations en tout.

– Les médecins ont tué Arik, affirma d'une voix étranglée ma femme Varda.

Des larmes baignèrent mon visage. Je n'essayai pas de les refouler. Et elles n'ont pas encore séché.

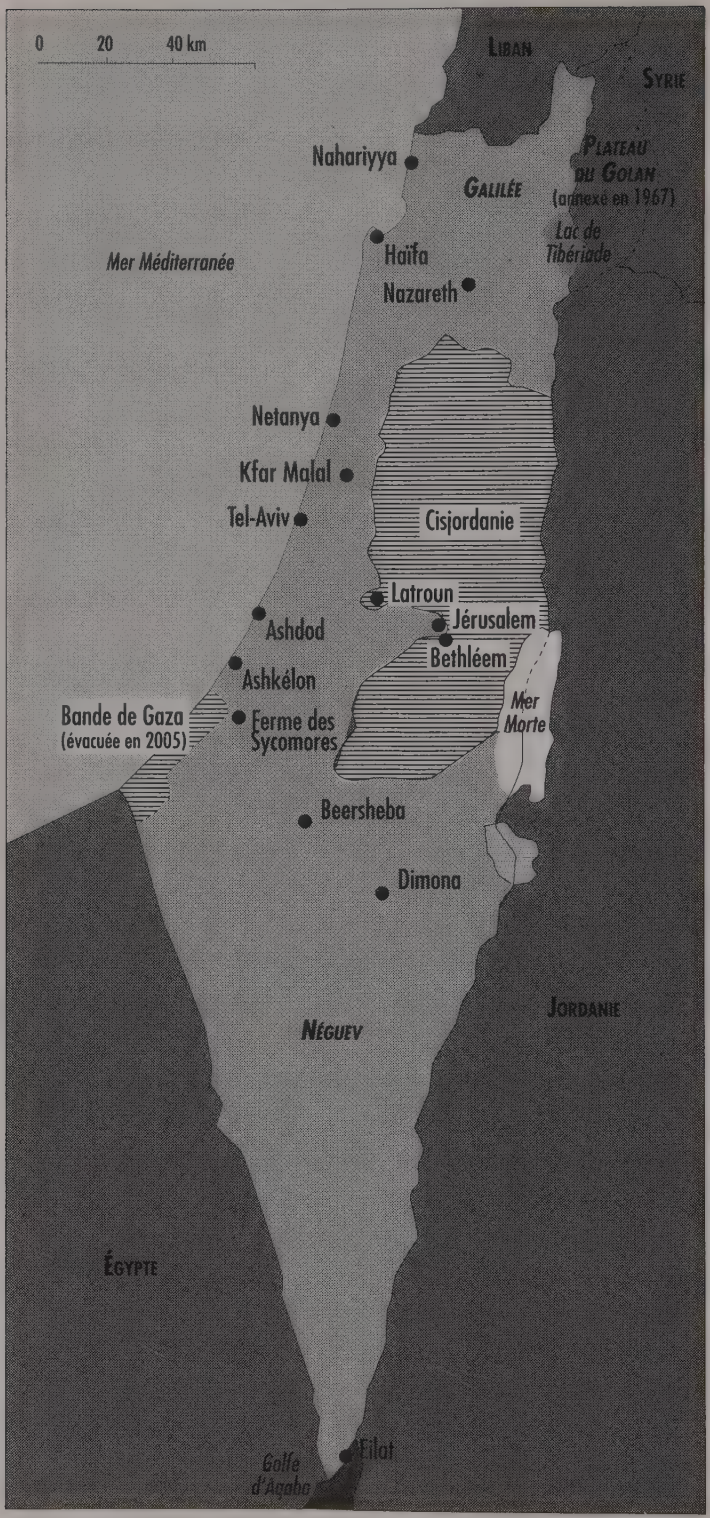
REPÈRES CHRONOLOGIQUES

Novembre 1917	Déclaration Balfour favorable à l'établissement d'un foyer national juif en Palestine
1920	Conférence de San Remo : la Palestine est placée sous mandat britannique *Les parents d'Ariel Sharon, Schmouel et Vera Scheinerman, émigrent en Palestine*
1922	*Schmouel et Vera Scheinerman s'installent dans le* moshav *de Kfar Malal*
Juillet 1922	La SDN confirme le mandat britannique sur la Palestine
26 février 1928	*Naissance d'Ariel Sharon à Kfar Malal*
29 novembre 1947	Résolution 181 de l'ONU : partage de la Palestine en deux États, l'un juif et l'autre arabe
14 mai 1948	**Proclamation d'indépendance de l'État d'Israël**
15 mai 1948	Déclenchement de la première guerre israélo-arabe
26 mai 1948	Sharon est grièvement blessé à Latroun
1949	Accords israélo-arabes d'armistice
29 octobre 1956	Début de la campagne de Suez
29 mai 1964	Création de l'OLP
5-10 juin 1967	Guerre des Six Jours et réunification de Jérusalem
Septembre 1970	Yasser Arafat et l'OLP expulsés de Jordanie (« Septembre noir »)

Septembre 1973	Création du Likoud par Begin et Sharon
6-25 octobre 1973	Guerre de Kippour
Janvier 1974	*Sharon est élu député*
1976	*Sharon ministre de l'Agriculture*
19 novembre 1977	Visite d'Anouar el-Sadate à Jérusalem
17 septembre 1978	Signature des accords de Camp David entre Israël, l'Égypte et les États-Unis
Décembre 1978	Prix Nobel de la Paix attribué à Menahem Begin et Anouar el-Sadate
26 mars 1979	Signature du traité de paix entre Israël et l'Égypte, à Washington
30 juillet 1980	**Jérusalem déclarée « capitale éternelle du peuple juif »**
7 juin 1981	Bombardement de la centrale nucléaire irakienne Osirak
1981-83	*Sharon ministre de la Défense*
6 octobre 1981	Assassinat d'Anouar el-Sadate
6 juin 1982	Déclenchement de l'opération « Paix en Galilée » au Liban
Août 1982	Arafat chassé de Beyrouth
16 septembre 1982	Massacre des Palestiniens des camps de Sabra et Chatila par les Phalangistes libanais
1983	*Sharon limogé du ministère de la Défense*
1984	*Sharon ministre du Commerce et de l'Industrie*
Décembre 1987	Début de la Première Intifada, dite « guerre des Pierres »
1990-92	*Sharon ministre de la Construction et de l'Aménagement*
1990-91	Première guerre du Golfe
1992-96	*Sharon membre du comité de Défense et des Affaires étrangères de la Knesset*
13 septembre 1993	Signature des accords d'Oslo à Washington
Juillet 1994	Retour d'Arafat à Gaza
Décembre 1994	Prix Nobel de la Paix décerné à Yitzhak Rabin, Shimon Peres et Yasser Arafat
4 novembre 1995	Assassinat de Yitzhak Rabin

20 janvier 1996	Yasser Arafat élu président de l'Autorité palestinienne
1996	*Sharon ministre des Infrastructures nationales*
1998	*Sharon ministre des Affaires étrangères*
Octobre 1998	Signature de l'accord de Wye Plantation
Mai 1999	*Sharon leader du Likoud*
11-25 juillet 2000	Sommet israélo-palestinien de Camp David, qui se solde par un échec
28 septembre 2000	*Visite de Sharon au mont du Temple*
29 septembre 2000	Début de la Seconde Intifada
6 février 2001	***Ariel Sharon élu Premier ministre***
11 septembre 2001	Attentats du World Trade Center et du Pentagone
Octobre 2001	Intervention américaine en Afghanistan
3 décembre 2001	Début du blocus de la Mouqata d'Arafat, à Ramallah
Juin 2002	Adoption du plan de construction d'une barrière de sécurité entre Israël et la Cisjordanie
30 avril 2003	Publication de la Feuille de route mise au point par le quartet (États-Unis, ONU, Union européenne et Russie)
11 novembre 2004	Décès de Yasser Arafat
9 mai 2005	Annonce du retrait de Gaza
15 août-12 sept 2005	Évacuation de la bande de Gaza
15 septembre 2005	*Discours d'Ariel Sharon devant l'Assemblée générale des Nations unies réunie pour le 60e anniversaire de l'ONU*
21 novembre 2005	*Sharon démissionne du Likoud et crée le parti Kadima (« En avant »)*
18 décembre 2005	*Première attaque cérébrale*
4 janvier 2006	*Deuxième attaque cérébrale*
28 mars 2006	Élections législatives, victoire de Kadima
6 avril 2006	Ehoud Olmert officiellement investi Premier ministre

ISRAËL AUJOURD'HUI



REMERCIEMENTS

Avant tout, je souhaite remercier Liliane Servier pour son travail de traduction depuis l'hébreu. Les compétences de Jo Strich m'ont été précieuses, ainsi que celles d'Aviva Scher-Maayani et Anne-Éliane Goldstein.

Etty Farhi, qui m'a aidé à finaliser le manuscrit, et les yeux vigilants et expérimentés de Laetitia Amar, Déborah Kaufmann et Anne Lavédrine, m'ont grandement soutenu au cours de l'édition de ce livre.

Enfin, j'exprime toute ma reconnaissance à mon ami Patrick Wajsman, rédacteur en chef de *Politique Internationale*, qui m'a encouragé à recueillir les pensées d'Ariel Sharon.

TABLE DES MATIÈRES

Avant-propos 9

1954
Première rencontre 15

1948
La guerre d'Indépendance 23

1956
La campagne de Suez 35

1957
Un officier qui sort du rang 51

1962
Adieu Margalith 55

1967
La guerre des Six Jours 57

Octobre 1967
La mort de Gour 73

1968
Repeupler la Terre promise 77

1969-1973
Quitter Tsahal ? 83

1970
La création du Likoud 91

1973
La guerre de Kippour 93

1974
« Arik, roi d'Israël » 113

1981
Détruisons Osirak 127

1981
La destruction de Yamit et le retrait du Sinaï 143

Juin 1982
La guerre du Liban 149

1982
Sabra et Chatila 169

Décembre 1982-janvier 1983
Derniers jours au ministère de la Défense 175

8 février 1983
La commission Kahan rend son rapport 187

Mai 1983
Omri est blessé 199

1983-1984
« Ne démissionne pas ! » 201

Conversations nocturnes 209

Janvier 1991
Pluie de Scud sur Israël 213

1993-1994
Arafat, le retour 217

Terrorisme et guerre : même combat 225

Octobre 1998
Les accords de Wye Plantation 233

Février 1999
Lily est malade 241

28 septembre 2000
Visite controversée au Mont du Temple 253

Novembre 2000
La conquête du pouvoir 259

6 février 2001
Premier ministre, enfin... 265

2001
Premières impressions 269

Février-mars 2001
Les jambes de Condoleezza 291

Avril 2001
Serrer la main d'Arafat ? 295

1er juin 2001
Attentat au Dolphinarium 301

Octobre 2001
L'Afghanistan 307

Octobre 2001
Assassinat de Rehavam « Gandhi » Zeevi 311

Décembre 2001
Noël à Bethléem 315

Janvier 2002
Un bateau plein d'armes 323

Mars 2002
Massacre à Pessah 327

Avril 2002
« Massacre » à Jénine 331

24 juin 2002
Arafat out 335

Juillet 2002
Liquidation des chefs du Hamas 339

Octobre 2002
Coup de fil à Taiwan 343

Novembre 2002-décembre 2003
Soupçons de corruption 347

Juin 2003
La Feuille de route 355

Décembre 2003
Qu'est-ce qu'un secret ? 379

Septembre 2004
Projet pour Israël 383

Novembre 2004
La mort d'Arafat 401

Décembre 2004
Les médiocres... 405

Juillet 2005
France-Israël 411

Septembre 2005
Après le désengagement 421

2004-2005
Les conseils d'une mère 439

Septembre 2005
Le retrait de Gaza 447

Septembre 2005
Discours aux Nations unies 457

Novembre 2005
Kadima 461

Décembre 2005-janvier 2006 467

Repères chronologiques 473

Carte 476

Remerciements 477

Directeurs d'ouvrage
Laetitia Amar
Deborah Kaufmann
Anne Lavédrine

Dépôt légal : 2006
ISBN : 2-7499-0459-5
LAF 811

IMPRIMÉ AU CANADA

ARIEL SHARON

ENTRETIENS INTIMES avec URI DAN

Pendant cinquante ans, une amitié indéfectible nous a liés, lui l'homme d'État et moi le journaliste. Depuis 1954, j'étais de tous ses combats, militaires et politiques, mais aussi le témoin de toutes ses blessures intimes, de mari et de père endeuillé. J'étais avec lui quand le peuple d'Israël l'a élu à sa tête, mais aussi son soutien durant sa traversée du désert après la guerre du Liban. Je l'ai accompagné à la Maison-Blanche et à l'Élysée, mais aussi lors de rencontres secrètes avec des interlocuteurs arabes ou dans sa bien-aimée ferme des Sycomores où des tractations officieuses se tenaient dans la salle à manger. Pendant cinquante ans, rares étaient les journées qui passaient sans un coup de fil, un tête-à-tête, une conversation au cœur de l'événement.

Jusqu'à cette soirée funeste du 4 janvier 2006, où sa voix s'est tue...

Quand le Premier ministre Ariel Sharon a surpris le monde entier en opérant le retrait unilatéral de la bande de Gaza, à l'été 2005, puis en créant un nouveau parti, Kadima, l'idée d'un livre a jailli : il fallait expliquer l'origine du revirement spectaculaire de celui qui, naguère, passait pour l'incendiaire du Proche-Orient.

J'ai donc recueilli ses réflexions, ses souvenirs, ses paroles fortes, ses coups de colère aussi – même contre moi.

Au fil de nos entretiens se révèlent la pensée et l'action d'un être hors du commun, passionnément épris de la terre d'Israël. C'est pour elle que ce fermier a pris les armes, puis les rênes du pouvoir. Pour elle qu'il a voulu la paix, au prix de sacrifices douloureux.

URI DAN

9 782749 904597